



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



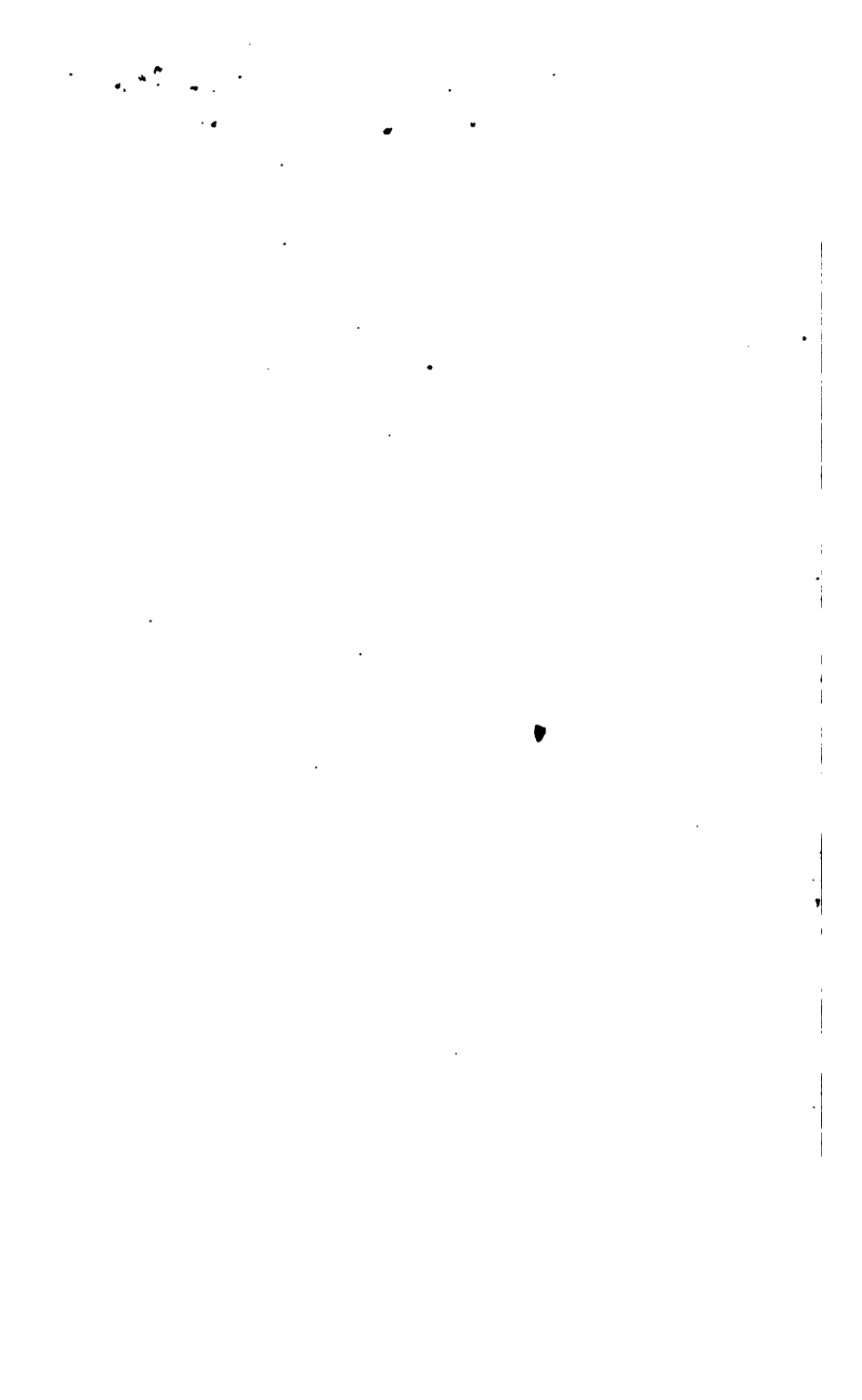


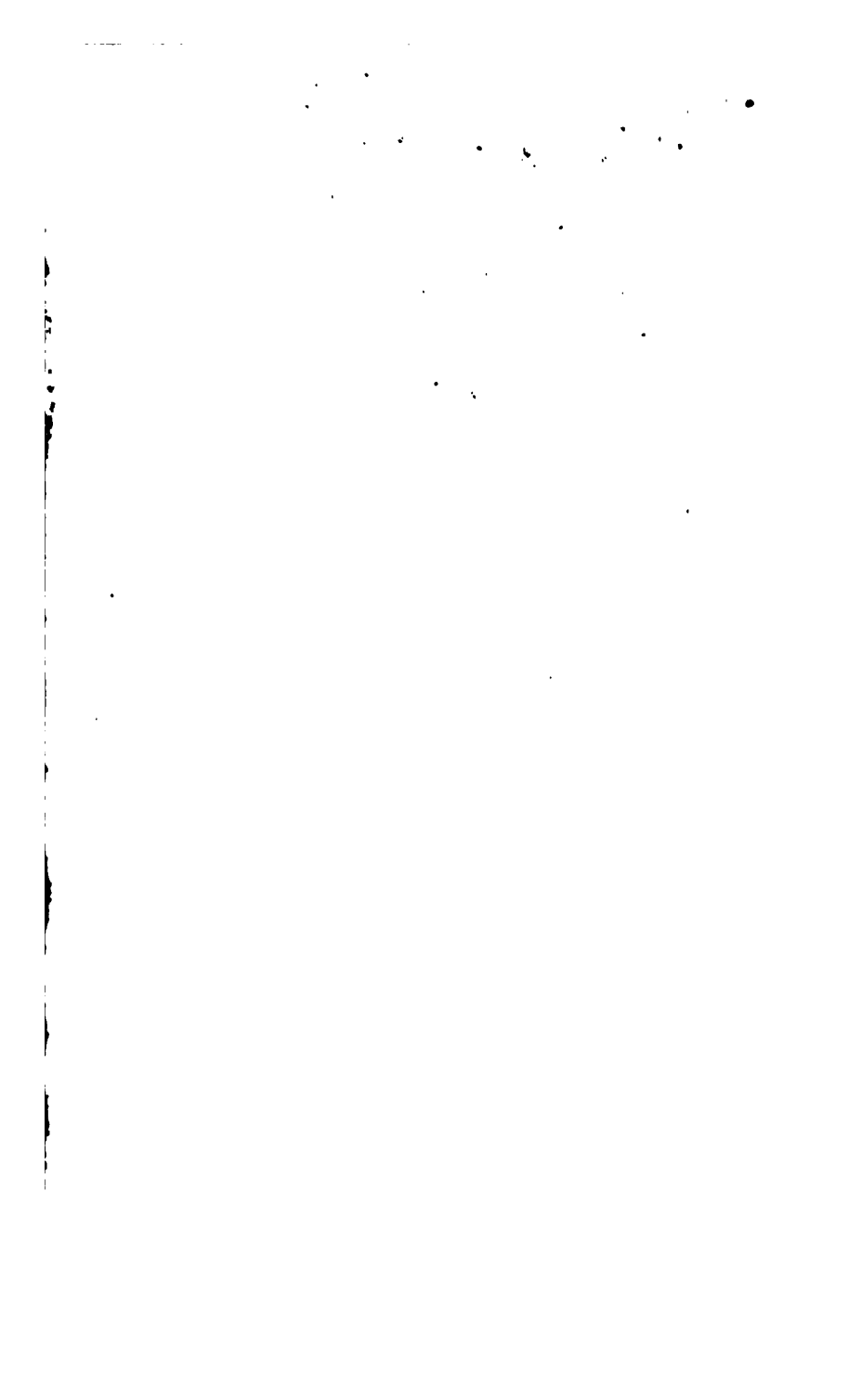
AB
ie



AB

Biocryptite





BIOGRAPHIE

POLITIQUE

DES DÉPUTÉS.

SESSION DE 1831.

NOTA. — Les élections à faire par suite des doubles nominations nécessiteront un supplément, qui pourra être joint à l'ouvrage, et sera fourni *gratis* à tous les souscripteurs aussitôt qu'elles seront connues (environ le 30 septembre).

Le Tableau figuratif indiquant la place occupée par chaque Député, que nous joignons à notre ouvrage, est celui de M. SAINT-ÉLOY, huissier de la Chambre, le seul parfaitement exact.

PAIX : sans le tableau, 5 fr.
avec le tableau, 6 fr.

BIOGRAPHIE

POLITIQUE

DES DÉPUTÉS.

SESSION DE 1834.



Paris,

PAGNERRE, ÉDITEUR,

RUE DES GRANDS-AUGUSTINS, N. 21.

M DCCC XXXI.

W. L. N.

THE NEW YORK
PUBLIC LIBRARY
50931
JENNEX AND
ASSOCIATIONS.

Avant d'entreprendre l'ouvrage qu'aujourd'hui nous livrons au public, nous l'avions longuement médité, nous en avons apprécié la gravité, l'importance et l'incontestable utilité. Enfans de Juillet, nés et non réchauffés aux rayons de son soleil, nous saluâmes le retour de ce drapeau, dont nos pères nous ont appris la gloire, avec un enthousiasme vrai et une âme pure, car nous n'avons aucun antécédent à racheter, aucun oubli à implorer. Nos opinions, nous les avons puisées à l'école de notre révolution : elles sont amies de l'ordre comme elles sont amies de la liberté et des progrès. C'est sous l'influence de ces opinions bien arrêtées que nous avons dû écrire, ce sont elles qui ont dû servir de base aux jugemens que nous avons portés sur les principes politiques de nos législateurs : delà les éloges par nous accordés à ceux qui sympathisent avec la jeune France, delà aussi le blâme que nous n'avons pas craint de déverser sur les doctrines rétrogrades de ces hommes timorés à l'excès, qui, dénaturant leur mission, au lieu de réclamer les réformes et les améliorations devenues nécessaires, semblent prendre à tâche de les ajourner indéfiniment; qui, dans la crainte des innovations, se font les chevaliers des anciens abus, parce qu'ils datent de loin et peut-être parce qu'ils en profitent, et s'efforcent de perpétuer un passé qui n'est plus et ne peut plus être. Quant aux actions de tous, toutes nous commandaient l'impartialité la plus sévère : aussi nous sommes-nous attachés à les raconter fidèlement plutôt qu'à les interpréter. Si nous avons rencontré des faits honorables, nous nous sommes trouvés heureux de les enregistrer; les méfaits politiques, nous devons les signaler avec franchise et liberté. Enfin, quand le bien et le mal se sont présentés réunis chez le même individu,

nous nous sommes fait un devoir de constater l'un et l'autre exactement. Pour arriver à cette histoire des faits, de nombreuses recherches ont été indispensables; un zèle infatigable et consciencieux a présidé à la collection des renseignemens dont nous nous sommes environnés. Plus d'une fois nous avons éprouvé l'inconvénient d'en rencontrer de contradictoires, nous avons alors établi entr'eux une comparaison pour en faire découler la vérité; et quand l'évidence n'en a point été le résultat, notre incertitude s'est abstenue, ou a fait un choix conséquent avec notre aversion pour le scandale. Les imputations hasardées et les documens fâcheux dont l'origine pouvait paraître suspecte, n'ont trouvé près de nous aucun accueil, et nous avons couvert la vie privée d'un voile religieux, persuadés qu'il n'en devait pas être fait mention dans un ouvrage politique.

Un grand nombre de députés ayant fait une profession de foi lors de leur candidature, nous avons pensé qu'en relater les dispositions principales présentait le double avantage, de mettre la France en état de juger s'ils y sont fidèles, et de rappeler à ses représentans des promesses devenues des engagemens sacrés, auxquels plusieurs parmi eux ont dû leur élection.

Bien que cet ouvrage soit le résultat de la coopération de plusieurs, un seul, rédacteur principal et éditeur, en assume sans crainte toute la responsabilité; et si, malgré les précautions qu'il a prises pour être constamment vrai, quelques erreurs avaient été commises, il s'empressera de les réparer dès qu'il en aura acquis la preuve certaine.

PAGNERRE.

Paris. 10 septembre 1831.

BIOGRAPHIE

POLITIQUE

DES DÉPUTÉS.

Session de 1831.

ACCARIER (HAUTE-SAÛNE—*Gray*), riche négociant, faisait partie de la chambre de 1830, où il siégeait à la seconde section de gauche, et où ses opinions modérées l'ont fait souvent voter, par conviction pure, avec une majorité qui comptait tant d'hommes dont les votes n'étaient inspirés que par l'ambition ou la complaisance : nous lui devons cette justice, connaissant son indépendance et son sincère patriotisme. M. Accarier qui, plus qu'aucun autre député, peut-être, fut accablé de demandes, et se trouva même, dit-on, obligé de prendre un secrétaire pour y répondre, a rendu beaucoup de services ; mais l'équité et un sage discernement présidèrent toujours à son obligeance, et il a eu la délicatesse de ne solliciter jamais ni pour lui ni pour les siens. Il n'est point homme de tribune, cependant il se rend utile dans les comités ; les électeurs de Gray ne pouvaient faire choix d'un mandataire plus officieux et plus inaccessible à la séduction. Les amis de M. Accarier ne doutent pas qu'il ne vote contre l'hérédité de la pairie.

ADMIRAUT fils (CHARENTE - INFÉRIEURE — *La Rochelle*, 1^{re} et 2^e arr.), successeur de M. André Gallot; il fut nommé la première fois en avril 1831; officier supérieur à l'armée d'Afrique, il ne put siéger à la chambre pendant cette session; on prétend que les électeurs des deux arrondissemens de la Rochelle, en honorant d'une double élection M. Admirault, fils du préfet actuel de la Charente-Inférieure, ont voulu être agréables au ministère, afin de conserver à la Rochelle le siège de la préfecture, qu'ils craignaient de voir transférer dans une autre ville. Nous ne savons pas si M. Admirault a fait une profession de foi, et nous attendrons, pour juger ses opinions, qu'il les ait fait connaître par quelques actes politiques. Il était le candidat du journal ministériel.

ALKOCK (LOIRE—*Roanne*). Quelques lettres fort rigoureuses, écrites à un journal libéral, avaient attiré à M. Alcock la haine de la restauration, il était alors juge d'instruction; les suffrages de ses concitoyens et la justice de Dupont (de l'Eure), l'ont porté à la présidence du tribunal civil de Roanne après la chute de Charles X. Élu, pour la première fois en juin 1830, il a constamment voté avec les patriotes, et a souvent appuyé de son éloquence leurs principes sur le système de gouvernement qui convient le mieux à nos mœurs et à nos besoins. Esprit éminemment progressif, M. Alcock a, dans un discours extrêmement remarquable (prononcé devant les électeurs de Roanne), exprimé ses principes politiques; nous regrettons bien vivement que l'espace consacré à chaque article ne nous permette d'en reproduire qu'un simple paragraphe: « Que de choses à

» exécuter encore, pour que la liberté soit vraiment pratique, usuelle, devienne réellement une vérité dont chacun sente et reconnaisse les bienfaits dans les affaires et les intérêts de sa vie ! Le département, la commune, l'instruction publique, l'industrie, ne sont-ils pas encore destitués de toutes les améliorations dont personne ne conteste plus l'impérieuse nécessité, et livrés à toutes les entraves ? Pourquoi une centralisation étouffante, qui fait si mal tant de choses que les localités feraient si bien ? n'est-elle pas brisée autant dans l'intérêt du prince que dans celui du peuple ? Que la vie publique puisse donc enfin s'apprendre en s'exerçant parmi nous, etc. » C'est à la majorité, bien honorable pour lui, de 1189 voix sur 199 votans, que M. Alkoek a été nommé aux dernières élections.

AMILHAU (*HAUTE-GARONNE — Saint-Gaudens et Villefranche*), avocat avant la révolution de juillet, aujourd'hui procureur du roi à Toulouse, a dû le suffrage des électeurs de Villefranche aux opinions libérales qu'il avait manifestées jusqu'en 1850. Arrivé à la chambre, il s'est jeté dans le centre et a voté assidûment avec les partisans de la doctrine; on présume que la faveur que lui ont témoignée les honorables du juste-milieu a, plus que sa propre conviction, contribué à le faire dévier de la route libérale où il s'était d'abord engagé. Il n'a fait aucune profession de foi. C'est avec regret que nous avons vu la préférence qu'on lui a accordée sur M. Germain Sarrut, franc patriote, dont la circulaire annonce les principes les plus purs, et qui promettait de voter contre l'hérédité de la pairie, à laquelle il est, au contraire, presque certain que M. Amilhau se décidera à donner sa voix.

ANDIGNÉ DE LA BLANCHAYE (MAINE-ET-LOIRE — *Ségré*), marquis, chevalier de Saint-Louis; élu pour la première fois en 1827, il vint se placer au centre gauche, et appuya de son vote les réformes que l'opinion publique arrachait au ministère Martignac; il vota l'adresse des 221, et partagea les honneurs que les Angevins décernèrent à leurs députés, en juin 1830; réélu à cette époque pour combattre un gouvernement absurde et détesté, il a été au-dessous des événemens glorieux auxquels la France dûit son affranchissement; et nous l'avons vu, avec regret, s'attacher au char de la doctrine quasi-légitimiste; M. d'Andigné a dû sa réélection à la considération méritée dont il jouit dans son département; c'est un vieillard très-honorable d'ailleurs, mais dont l'indépendance d'opinion sera peut-être enchaînée, nous le craignons, par une frayeur extrême de la démocratie. Nous ignorons s'il a fait une profession de foi.

ANDRÉ, Pierre (HAUT-RHIN — *Colmar, extra-muros*), député au conseil des cinq-cents, il s'y fit remarquer, par l'énergie de ses attaques, contre les dilapidateurs de la fortune publique; demanda trois fois la suppression des maisons de jeux; se prononça vivement contre une loi qui mettait tous les journalistes à la discrétion du directoire; défendit le projet de loi relatif aux écoles primaires. Il fut au 18 brumaire, à cause de ses opinions trop républicaines, aux yeux du premier consul, exclu du conseil et blessé par un coup de baïonnette. Cependant en 1811, M. André, dont la rigueur de principes s'était sans doute relâchée, fut nommé conseiller à la cour impériale de Colmar. On assure qu'en 1814 l'ex-républicain eut la faiblesse de demander, et

obtint de Louis XVIII, des lettres de noblesse. Il fut bientôt après nommé chevalier de la Légion-d'honneur. Une ordonnance du 16 avril 1816 le conserva aux fonctions qu'il occupe encore aujourd'hui. En 1827, il fut nommé par le grand collège du Haut-Rhin; siégea au centre gauche et défendit le monopole de l'impôt sur les tabacs que 50 ans auparavant il avait énergiquement combattu. Il a voté l'adresse des 221. Réélu en juin 1830, il s'est constamment levé, pendant la dernière session, avec les hommes de cette partie de la chambre qui ont si mal compris et si bien exploité à leur profit la révolution de juillet. M. André n'a cependant que son vote de commun avec eux; et on lui doit cette justice qu'il n'a rien sollicité ni pour lui ni pour les siens. Rapporteur de la proposition de M. Bavoux, relative aux journaux, il a soutenu les entraves fiscales qui arrêtent l'essor de la presse périodique, et n'a pas craint de dire : « Qu'il valait mieux engraisser les bœufs que favoriser la presse. » Bien que M. André ait promis de voter contre l'hérédité de la pairie, nous pensons que les électeurs de Colmar auraient pu nous envoyer un député moins effrayé des conséquences nécessaires de notre révolution, et surtout plus ami de la liberté de la presse à laquelle elle est due.

ANGOT (MARCHE — *Avanches*), riche propriétaire, indépendant par sa fortune et son caractère, il n'a jamais sollicité d'emplois salariés, mais il paraît doué de peu d'énergie, et nous croyons qu'il ne comprend pas bien les exigences de notre époque. Pendant la dernière session il siégeait au centre gauche, et nous l'avons vu plus souvent voter en faveur du ministère, que pour les pro-

positions libérales et progressives des hommes du côté national. Nommé pour la première fois en novembre 1827, il fit partie des 221 votans de l'adresse de 1830. Membre du conseil général du département de la Manche, par ordonnance du 29 décembre dernier, il en a été élu président. Sans savoir s'il s'est engagé sur la question de la pairie, nous espérons qu'il votera contre l'hérédité ainsi qu'on nous l'assure.

ARAGO (SEINE, 12^e ar. et PYRÉNÉES-ORIENTALES—*Perpignan*), l'un des savans les plus distingués et les plus célèbres de l'Europe; secrétaire perpétuel de l'académie des sciences, section d'Astronomie, membre du bureau des longitudes, examinateur pour la marine, etc. etc. Né en 1786, à Estagel près Perpignan, il entra en 1804 à l'école polytechnique. En 1805 il fut nommé secrétaire du bureau des longitudes. Chargé de concert avec M. Biot d'une mission scientifique en Espagne, ils furent, dans leurs travaux, troublés par les événemens de la guerre; M. Arago, victime de la haine que l'invasion française avait excitée, fut détenu dans le fort de Roses; rendu à la liberté il revenait en France par mer, lorsqu'il tomba au pouvoir d'un corsaire barbaresque, qui le conduisit à Alger; et ce ne fut qu'aux instances du consul français qu'il dût la fin de sa captivité. Depuis il s'est entièrement livré à la culture des sciences astronomiques et physiques, qu'il a enrichies de découvertes très-importantes. Pendant les journées de juillet, M. Arago, qui avait été lié avec Marmont, se présenta aux Tuileries, engagea vivement le duc de Raguse à faire cesser le feu, et à partir immédiatement pour Saint-Cloud, afin d'obtenir de Charles X le retrait des odieu-

ses ordonnances ; ses efforts furent inutiles , et le maréchal imbu des plus fausses idées sur l'obéissance passive des militaires , ne voulut point comprendre qu'il n'était plus astreint à cette obéissance quand le chef de l'état , lui-même , violait toutes les lois de la société et brisait tous les liens qui l'attachaient à la nation. M. Arago , qui , en récompense des dangers qu'il a courus dans la révolution , a été décoré de la croix de juillet , s'est présenté aux gardes nationales de la 12^e légion , comme candidat au grade de colonel ; dans une discussion qui précéda l'élection , il justifia ses liaisons avec Marmont qu'il ne regardait point comme un traître : élu à une majorité assez considérable , il fut porté le premier sur la liste des dix candidats ; le ministère vit avec déplaisir le triomphe d'un patriote , et la chute d'un de ses partisans , M. Agier , colonel sortant ; il annula l'élection , prétextant un vice de forme. M. Arago , honoré d'un double mandat , a fait une profession de foi politique , qui le place parmi les plus ardens défenseurs du *mouvement* , c'est dire qu'il combattrait l'hérédité de la pairie , le monopole universitaire , etc. Il a opté pour Perpignan.

ARDAILLON (LOIRE—*Saint-Chamond*) , maître des forges de Saint-Julien. Cet honorable député dont les antécédens politiques nous sont inconnus , appelé pour la première fois à siéger à la Chambre , promet un défenseur de plus à nos libertés ; le *Mercure Séguisien* du 21 juin contient une lettre de M. Ardaillon , par laquelle il provoque l'engagement de M. Etienne Peyret-Lallier envers les électeurs de Saint-Etienne : « De n'accepter du gouvernement aucun emploi ni pour lui ni pour les siens pendant tout le temps que durera sa mission de dé-

puté. » Nous pensons que M. Ardaillon aura pris le même engagement envers les électeurs qui l'ont envoyé à la Chambre; il y arrive avec la ferme résolution de combattre tous les ministres qui s'écarteraient des principes de la révolution de juillet, et votera contre l'hérédité de la pairie, ainsi qu'il le dit lui-même dans une réclamation qu'il a adressée au *Courrier Français*.

AUBERT (GIRONDE — *Blaye*), a exercé diverses fonctions publiques; appelé, lors de l'organisation des administrations préfectorales, à la sous-préfecture de l'arrondissement qui vient de lui décerner les honneurs de la députation, il l'a administré jusqu'en 1808. M. Aubert a fait partie du corps législatif, dont il fut nommé secrétaire en 1813; membre de la chambre des cent jours, il vota avec les partisans de l'indépendance nationale et de la liberté; en 1814 il fut nommé par le roi chevalier de la Légion-d'Honneur. Dans sa profession de foi, M. Aubert a dit : « Une pairie héréditaire est un » privilège, une anomalie, qui ne peut exister dans un » gouvernement qui a pour base la souveraineté du » peuple; une liste civile de dix à douze millions sera » plus que suffisante; non-seulement je ne demanderai, » mais je n'accepterai rien. » Après son élection, il s'est engagé à réclamer « les institutions qui nous ont été pro- » mises, et qui sont la conséquence de notre glorieuse » révolution de juillet. » Ce patriote de 1789 sera toujours, nous l'espérons, ami sincère des libertés publiques, il les défendra avec courage et désintéressement.

AUBERVILLE (ORNE — *Gacé*), riche propriétaire, il a dû sa nomination, plutôt à la considération dont il jouit comme homme privé, qu'à ses opinions politiques.

Naguères on le disait un peu libéral; le sera-t-il encore? nous ne voudrions pas l'assurer; tant de gens attachés au char du mouvement sous la restauration n'y sont restés après la révolution que pour le faire rétrograder, qu'il serait très-possible que le député de Gacé en fût autant; nous avons même quelques raisons de le craindre.

AUDRY DE PUYRAVEAU (CHARENTE-INFÉRIEURE—*Rochefort*). Honte à l'homme vénal dont la conscience fut au gage de tous les pouvoirs! honte à qui fait un infâme trafic de la confiance de ses concitoyens! honte à qui paye le sang des patriotes par le carcan et les cachots! Mais honneur au député consciencieux, indépendant! honneur au patriote courageux qui sacrifie tout aux intérêts de son pays! qui défend nos libertés à la tribune, et dans les combats sanglans du peuple contre la tyrannie en délire! honneur donc, honneur éternel à Audry de Puyraveau! celui-là a bien mérité de la patrie et de la liberté! Propriétaire dans le département de la Charente-Inférieure, il a contribué par de vastes essais de culture, et plus encore par d'immenses sacrifices pécuniaires, à la prospérité du pays. Député de 1822 à 1823, et de 1827 à 1831, il a toujours su remplir son mandat avec un patriotisme aussi pur qu'énergique. Depuis juillet, son zèle ne s'est jamais démenti, son dévouement ne s'est pas égaré un seul instant; sa conduite dans les trois jours fut héroïque : il est le seul député qui ait payé réellement de sa personne. Dès le mardi matin, parcourant les rues de Paris, sa médaille de député à la main, il excitait le peuple à la défense, et il se trouvait dans les rangs des amis de la liberté quand le plomb des Suisses les décimait. Des dé-

pôts considérables d'armes et de munitions furent livrés par lui à cette belliqueuse population à laquelle la France a dû la victoire. Sa maison, que protégeaient de formidables barricades en partie construites à ses frais, était devenue un poste militaire, asile et rendez-vous des citoyens devenus soldats. Dans la journée du 28, il proposa à la députation de se mettre à la tête des patriotes et de les conduire au feu, mais sa voix ne trouva pas d'échos dans le cœur de ces hommes qui osèrent, quelques jours après, se proclamer les sauveurs de la France. Aide-de-camp de Lafayette, membre du conseil municipal, en remplacement et sur le refus de M. Odier, à l'Hôtel-de-Ville, M. de Puyraveau eut la gloire de continuer l'œuvre commencée par son courage; quand les envoyés du roi parjure se présentèrent, proposant l'annulation des ordonnances, il fit repousser leurs demandes tardives, et le sort de la révolution jusques alors flottante et incertaine, fut enfin irrévocablement fixé; la famille des Bourbons était déchue pour la troisième fois.

AUGUIS (DEUX-SEVRES — *Melle*), homme de lettres, nommé député pour la première fois. M. Auguis s'est engagé envers les électeurs qui l'ont honoré de leurs suffrages « à n'accepter aucun emploi salarié pendant » la durée de son mandat; à réclamer l'économie dans » l'administration publique, la liberté de l'enseignement, » la liberté pleine et entière des cultes, la responsabilité » pénale des ministres et de tous les agens ministériels, » l'abrogation de toutes les lois et décrets qui ont été trop » long-temps des entraves invoquées par le pouvoir contre » les poursuites des citoyens. » La cause de la liberté a donc par conséquent un défenseur de plus dans la per-

sonne de M. Auguis, et les vrais patriotes doivent applaudir à sa nomination.

AULNAY, le comte Hector d' (NIÈVRE — *Château-Chinon*), collègue de députation de M. Dupin aîné, il suit en tout point le déplorable système politique de l'illustre *sauveur* ; nommé par le grand collège en 1830 , il a montré peu de sympathie pour une révolution qui voulait détruire les abus et surtout les privilèges , auxquels par position et par principe , M. le comte est fortement attaché ; nous ne savons pas s'il a fait une profession de foi , mais nous croyons pouvoir assurer qu'il sera favorable à l'hérédité de la pairie , au maintien des monopoles, et très-peu disposé à entrer franchement dans la voie des réformes et des améliorations.

BACOT , César (INDRE-ET-LOIRE — *Tours*) , ancien officier supérieur de la garde impériale , vécut dans une honorable retraite depuis la bataille de Waterloo jusqu'en juillet 1830 , époque à laquelle il fut envoyé à la chambre où il siège sur le banc opposé à celui qu'occupait M. Bacot de Romans son frère. Dans sa nouvelle carrière , il se montra homme politique aussi consciencieux qu'il avait été auparavant soldat intrépide et dévoué ; ennemi déclaré des intrigues , il ne fut jamais ambitieux ni pour lui ni pour les siens. On le vit toujours seconder de tous ses efforts le progrès des lumières et l'amélioration de nos institutions ; il est assidu aux séances de la chambre , comme aux travaux des comités , où il fait preuve d'intelligence des affaires.

Ses principes nous sont un garant certain que l'hérédité de la pairie n'obtiendra point son suffrage.

BAILLOD, général (MANCHE—*Valognes*), nommé pour la première fois en juin 1830, il prit part au vote de la charte du 7 août, et aux premières opérations de la chambre; pendant cette session, il appuya toutes les réformes utiles; il vota contre l'hérédité de la pairie, ainsi qu'il s'y est engagé dans sa profession de foi. Entré de bonne heure au service, le général Baillod obtint un avancement rapide; il fut nommé adjudant-commandant et officier de la Légion-d'Honneur en 1807, général de brigade en 1811; en 1815, il commandait le département de la Manche, et le comte Lemanois, commandant supérieur des 14^e et 15^e divisions militaires, le prit pour son chef d'état-major.

BAILLOT (SEINE-ET-MARNE—*Melun*), ancien agent de change; député en 1828, on l'a toujours trouvé d'accord avec les partisans des idées rétrogrades, et bien que sa place soit dans l'une des sections de gauche, son vote se réunit constamment à ceux des centres. Il fit des efforts pour que le cens de l'électorat ne descendît qu'à 240 fr., et celui de l'éligibilité à 750 fr.; et même, assure-t-on, il eût été charmé de le voir conserver à 1,000 francs. En effet, la concurrence eût été d'autant diminuée, et son augmentation est dangereuse quand, au désir de garder les fonctions législatives dont on est investi, on joint la modestie de se reconnaître une capacité d'un ordre inférieur. Il n'a pas fait de circulaire explicative de ses principes politiques, mais ses antécédens nous autorisent à croire que si le ministère le désire, il votera pour le maintien de l'hérédité.

BALLOT (ORNE — *Mortagne*), maire de Bélesme, on l'a vu, avec étonnement au mois de juin dernier,

conduire lui-même la garde nationale de sa commune à la procession. Nommé pour la première fois en 1850 après juillet, il s'est trainé à la remorque de certaines capacités du juste-milieu; il flotte entre l'extrême gauche et le centre. Les électeurs en le renvoyant à la chambre, sans l'obliger à une déclaration de principe, ont sans doute pensé qu'il suivrait enfin ses propres inspirations, et qu'il marcherait plus franchement dans la voie des améliorations et des progrès. Souhaitons qu'ils aient pensé juste.

BARADA (Gers—*Auch*), avocat distingué. Honoré des persécutions du pouvoir en 1815 pour les opinions qu'il manifesta dans divers procès politiques dont il fut chargé, M. Barada est un franc patriote qui possède et mérite la confiance de ses concitoyens. Lors de l'établissement du nouvel ordre de choses, il consentit à faire partie de la commune, la ville d'Auch déjà sans autorités menaçant de tomber dans l'anarchie. Depuis, il refusa de remplir les fonctions de procureur du roi qu'on le pria d'accepter. Un caractère indépendant et une fortune assez considérable le mettent au-dessus de tout sentiment d'ambition; doué d'une opinion modérée, il ne s'arrêtera pas avec les doctrinaires, mais il reculera devant l'énergie de l'extrême gauche, et se contentera, en donnant son vote contre l'hérédité, de demander le développement lent et progressif de nos institutions.

BARBET (SEINE-INFÉRIEURE—*Rouen*, 1^{er} ar.), maire de la ville de Rouen depuis juillet 1830, membre de la Légion-d'Honneur, dû à sa conduite personnelle dans les événements de notre révolution, d'être élu par ses concitoyens pour présider leur commission municipale.

Lorsque, guidé par le désir de se rendre utile à son pays, il accepta la candidature qui lui était offerte, ses antécédens furent, par un grand nombre d'électeurs, jugés assez honorables pour qu'on le dispensât d'une profession de foi. Mais sans attendre l'issue de la discussion qui s'établit sur ce point, M. Barbet déclara que, tout en désirant conserver entière la liberté de ses opinions et de son vote, il n'en ferait pas moins connaître le résultat de l'examen auquel il s'était livré sur les questions proposées. Quant à celle de la pairie : « L'hérédité, dans nos mœurs et avec nos institutions politiques, lui a paru une véritable monstruosité. Il a manifesté le désir d'une responsabilité ministérielle assise sur des bases certaines, et sa ferme résolution d'assurer l'exclusion à perpétuité de la branche aînée des Bourbons, enfin un désintéressement qui l'éloignera à jamais de l'acceptation des emplois. » Nous ignorons quelles sont les capacités et le plus ou le moins d'érudition politique de M. Barbet, mais nous avons quelques motifs pour craindre qu'il ne soit du nombre de ces députés qui, malgré les principes d'un libéralisme consciencieux, arrêtés par de puériles frayeurs, ne marchent point d'un pas assez ferme dans la voie des progrès. Quelques personnes l'accusent d'une complaisance ministérielle, qui serait en contradiction avec ses antécédens et le désintéressement que nous lui avons vu hautement professer.

BARRACHIN (ARDENNES — Mézières), maître de forges. Ce député dont les actes politiques antérieurs à la révolution, nous sont inconnus, et qu'avec regret nous avons vu, sans réclamation de sa part, subir, dans quelques journaux, la qualification de ministérialisme,

s'est pourtant prononcé, dans sa circulaire aux électeurs, et au sujet de la question de la pairie, de manière à faire voir qu'il comprend quelques-unes des exigences de notre époque. « C'est en rejetant, a-t-il dit, avec énergie et persévérance, de l'institution de la pairie tout droit d'hérédité, que la France nouvelle, formant une seule famille, se montrera fidèle à son origine. » Nous n'avons que des éloges à donner à une opinion aussi saine, et qu'un seul désir à former, celui de voir M. Barrachin apporter la même sagacité dans le jugement qu'il aura à prononcer sur beaucoup d'autres questions non moins importantes, et voter en conséquence.

BARROIS-VIRNOT (Nord — Lille, 1^{er} ar.), ancien négociant, nommé membre du conseil général du département le 12 mars 1830; il n'a dû probablement cette faveur qu'à son dévouement aux intérêts du ministère. Successeur de M. Marchangy à la députation, il fut élu pour la première fois en 1824, et n'a cessé depuis cette époque de faire partie de la chambre. Fidèle ami des centres il en a toujours partagé les opinions, et après avoir été l'un des trois cents de M. Villèle il fut chaud partisan du ministère Polignac, et refusa son vote à l'adresse de 1830. Cet honorable n'a jamais pris la parole, pas même pour indiquer ses principes lors de sa dernière candidature; de sorte que nous ne dirons pas s'il votera pour ou contre la pairie héréditaire, mais ce qu'on peut assurer c'est qu'il fera toujours cause commune avec les ministres quels qu'ils soient.

BARTHE (Seine — Paris, 11^e arr.), Nous en faisons l'aveu avec franchise, il est un homme surtout que nous avons ardemment désiré voir répudier par les électeurs,

un homme dont le choix n'est à nos yeux qu'un véritable anachronisme, et nous a sincèrement affligés, c'est M. Barthe ! M. Barthe qui n'est arrivé au pouvoir que par la destitution de son protecteur et de ses amis, et par un scandaleux divorce avec les principes qu'il avait publiquement professés. Nous n'aurons point la persévérance de suivre pas à pas dans ses nombreux égaremens politiques celui qui, en politique, il y a un an, ne comptait que des antécédens honorables, que la révolution de juillet reçut avocat, et, sans lui donner le temps de s'arrêter aux degrés intermédiaires, se hâta de porter à la suprême magistrature ; nous le verrions successivement accourant, sitôt le danger de juillet passé, offrir à Dupont de l'Eure, à peine établi à la chancellerie, des hommages intéressés, dont l'ingratitude devait être le dénouement, et qui valurent à M. Barthe une promotion aux fonctions de procureur du roi, peu après une présidence à la cour royale. Nous le verrions tantôt supplantant à l'aide de misérables intrigues, l'honorable M. Bavoux, son concurrent à la députation de la Seine ; tantôt, dans l'affaire de l'attaque intentée par M. de Lameth contre le procureur du roi, se chargeant en sa qualité de député, de faire usage à la chambre d'une lettre du juge d'instruction, et malgré sa promesse formelle s'abstenant même d'en donner lecture, laissant ainsi M. Comte sous le poids d'une accusation dont il pouvait le disculper. Nous le verrions encore, ministre de l'instruction publique, signaler son début en ressuscitant et appliquant en cette qualité les ordonnances tyranniques de M. l'évêque d'Hermopolis contre la jeunesse des écoles, ordonnances dont il avait reconnu lui-même et combattu l'illégalité comme avocat. N'est-ce pas lui qui, dans les

graves dissensions qui éclatèrent entre un procureur-général fléau des hommes de juillet, et un procureur du roi leur défenseur, ne craignit pas de se prononcer en faveur du premier, dont il approuva l'esprit et la sagesse de mesures, et de provoquer la destitution du fonctionnaire patriote, destitution fatale à M. de Mérilhou qui noblement refusa de la signer, destitution dont lui, M. Barthe, calculateur habile, se servit comme d'un marche-pied pour arriver à la chancellerie? N'est-ce pas enfin sous son influence que furent tramées et exécutées, par son agent le fidèle et impitoyable Persil, toutes ces arrestations arbitraires qui jetèrent dans les cachots de nombreux accusés politiques, dont la justification tardive et solennelle imprime le stigmate de la trahison sur le front de leurs persécuteurs?

Telle fut depuis un an la conduite de M. Barthe auquel nul sacrifice n'a coûté pour satisfaire une ambition démesurée, et peut-être une vénalité qui lui fait apprécier moins dans les sommités du pouvoir, la considération, et les honneurs, qu'une avantageuse compensation au sacrifice de sa place d'avocat qui, d'après son affirmation lui rapportait 50,000 fr. Au reste, quand un homme ne sait pas faire un meilleur usage de l'autorité, il importe peu aux citoyens qu'il y tienne par amour de l'argent, par vanité ou autrement. Nous répondrons à ceux qui désirent avoir une idée de sa capacité comme ministre, que dans toutes les discussions des chambres il s'est montré inférieur aux ministres les plus médiocres de la restauration, qu'il n'a pas prononcé un seul discours dans lequel on trouve une pensée généreuse ou un germe de génie.

Ceux qui désireraient des éclaircissemens plus circons-

tanciés, au sujet de M. Barthe, peuvent consulter notre biographie intitulée : *les hommes du mouvement et les hommes de la résistance*, ainsi que la circulaire de la société *aide-toi, le ciel t'aidera*, dont M. Barthe lui-même était et est encore membre, n'ayant pas donné sa démission. Les faits énoncés dans la notice que nous avons publiée, ont été, il est vrai, par lui taxés de calomnie devant les électeurs, à la crédulité desquels il en a imposé; mais nous protestons ici, de la manière la plus formelle, de leur authenticité, et nous défions M. Barthe de nous administrer la preuve que cette notice renferme un seul fait controuvé.

BASTERRECHE (LANDES — Dax). On se souvient du M. Basterrèche, ancien négociant armateur, qui fut envoyé par l'assemblée constituante comme député du commerce; qui, maire de Bayonne, fut persécuté pour sa courageuse opposition aux envoyés de la montagne, et faillit devenir leur victime; plus tard, président du tribunal et de la chambre de commerce, publia quelques brochures sur les finances; enfin, député en 1819 et 1824, vint prendre place au côté gauche où il se montra zélé défenseur des opinions constitutionnelles, et fut, lors de son décès, remplacé par M. J. Laffitte. Le député de Dax est son fils. Puisqu'il commence sa carrière politique, et que nous ignorons s'il a fait une déclaration de principes, nous avons cru utile de rappeler le souvenir de son estimable père. Et si l'adage ancien: tel père, tel fils, est vrai, nous compterons M. Basterrèche fils parmi les partisans de nos droits et de nos libertés.

BAUDET-DULARY (SEINE-ET-OISE — Étampes).

docteur en médecine, envoyé à la chambre par les dernières élections; l'affection et l'estime de ses concitoyens sont les seules particularités de sa vie qui soient parvenues à notre connaissance. Sa lettre aux électeurs d'Étampes, écrite avec une modestie, une concision et une profondeur remarquables, contient une profession de foi qui nous paraît empreinte de la franchise d'un vrai patriotisme. Il désire, comme pouvant seuls affermir le trône constitutionnel, « une chambre des pairs » non héréditaire, l'addition des capacités intellectuelles sur les listes électorales; des franchises départementales et communales qui, sans entraves des intérêts généraux, détruisent ce que la centralisation a de nuisible et de vexatoire; la responsabilité des ministres et de leurs agens; la réduction des gros traitemens; une économie sévère pour le luxe administratif; une liberté grande pour l'éducation industrielle et morale des pauvres. » Il n'acceptera, ajoute-t-il, ni place ni faveur, mais il veut conserver avec tous son indépendance. Nous pensons que MM. les électeurs, qui l'ont honoré de leurs suffrages, n'y verront pas plus d'inconvéniens que nous; car pour peu que l'on apprécie les principes et les lumières de M. Baudet-Dulary, on reste convaincu que les suggestions étrangères le dirigeraient difficilement aussi bien que celles de sa conscience.

BAUDET - LAFARGUE (PUY-DE-DÔME — *Riom*, 1^{er} ar.). Ce député, dont le caractère, la probité et la conscience politique se sont toujours fait remarquer, est partisan éclairé du nouvel ordre de choses; il en a senti toute la portée, et en réclame franchement toutes les conséquences; ancien membre du conseil des cinq-cents;

il professe aujourd'hui les opinions dont il posait les principes , alors qu'il commençait sa carrière , et sa conduite depuis a prouvé qu'ils étaient le fruit de sa propre conviction , car il ne s'en est jamais écarté. Il a voté l'adresse des 221 , et ce qui est mieux encore , il a donné l'un des premiers sa signature à l'association nationale. Désirant , malgré les garanties offertes par sa vie antérieure , ne laisser aucun doute sur les sentimens qui le dirigent , il a écrit le 23 juin dernier à un ami en lui permettant de publier sa lettre : « Liberté sans anarchie , » et pouvoir sans arbitraire , voilà ma devise... voici mes » principes : le gouvernement représentatif avec un chef » héréditaire et irresponsable ; la responsabilité des ministres ; — établir les plus grandes économies possibles. » — Nos institutions me paraissent incomplètes ; les systèmes électoral et municipal ne reposent pas sur des » bases assez larges ; j'ai voté pour les adjonctions des capacités intellectuelles , et j'y persiste. Je considère la pairie comme devant être constituée sur un nouveau mode » qui détruirait de fond en comble le système d'hérédité. » Quand on s'exprime ainsi , et que rien dans le passé ne dément ce qu'on avance , on a droit à l'estime publique et aux suffrages de ses concitoyens , aussi a-t-il obtenu ceux des arrondissemens de Riom et Thiers ; il a opté pour le premier.

BAVOUX (JURA — *Saint-Claude*), ancien professeur suppléant à l'école de droit de Paris , et ancien juge au tribunal civil de la Seine ; élu député par le département de la Seine en 1828 , et depuis en 1830 , dut être soumis à une réélection par le fait de son acceptation des fonctions de conseiller à la cour des comptes. Sa nou-

velle candidature, ne fut point heureuse, et quel fut le concurrent devant lequel succomba l'un de ces hommes qui ne cessèrent jamais de bien mériter de la patrie ? ce fut M. Barthe !

Jurisconsulte profond, législateur habile, orateur distingué, et ce qui mieux est encore, patriote sans tache, M. Bavoux, par sa capacité, son caractère et son dévouement, figure au premier rang parmi les hommes appelés à féconder le principe de notre immortelle révolution. En 1819, il fut l'objet de persécutions odieuses pour avoir osé, en face de l'absolutisme, professer de *coupables* doctrines d'humanité et d'indépendance ; mais le détestable procès qu'il eut à subir ne servit qu'à lui préparer un triomphe éclatant, et à couvrir de confusion ses lâches persécuteurs. De ce moment surtout datent les liens d'affection et la sympathie prononcée qui unissent M. Bavoux à la jeunesse française. Plus tard, le conseil d'instruction publique, complice des abus du gouvernement, s'acharnait encore à poursuivre en lui le noble professeur coupable d'avoir censuré, dans le Journal de Paris, l'idiotisme et la superstition de l'ex-cour. Heureusement la révolution vint, qui mit un terme à cette odieuse tyrannie du dernier règne de la restauration. Le soleil de juillet le trouva préparé à recevoir son influence, et le courage de M. Bavoux s'éleva à toute la hauteur des événements ; il fut un des premiers à proclamer, en sa qualité de député, la résistance aux absurdes ordonnances du roi parjure ; enfin, il acquit des droits à la reconnaissance des amis de l'ordre par le dévouement dont il fit preuve en assumant l'effrayante responsabilité qui devait peser sur la tête d'un préfet de police, alors que le danger était encore flagrant et que

tous les ressorts du gouvernement étaient brisés : tels sont les titres qui recommandent la vie publique de M. Bavoux. Quant à ses antécédens comme député, nous en référons aux échos de la tribune et aux fastes de la chambre, ils seront plus éloquens que nous. Félicitons sincèrement les électeurs du Jura d'avoir réparé, par leurs suffrages, l'ingrate erreur que l'on avait commise à Paris.

BEAUJOUR, Félix, baron de (BOUCHES-DU-RHÔNE — *Marseille*, 3^e arr.) Si la députation doit être, pour l'homme qu'elle honore, la récompense de services publics, nul ne la mérita mieux que M. Beaujour. Consul sous Louis XVI dès l'âge de 25 ans, il protégea, dans le Levant et aux États-Unis, le commerce de Marseille dont la prospérité fut le but des efforts de toute sa vie. Écrivain consciencieux, publiciste éclairé, il ne se borna pas à consacrer sa plume au sujet spécial de ses affections, il voulut que d'autres encore servissent cette cause de leurs talens et de leurs connaissances. Ce fut pour atteindre ce but qu'il fonda le 20 janvier dernier une rente de 1,000 fr. à perpétuité destinée à un prix quinquennal de 5,000 fr. pour le meilleur discours sur le commerce de Marseille. Une ordonnance royale du 2 juin a accepté cette donation. Les électeurs en nommant député son généreux auteur ont prouvé qu'ils en appréciaient et l'importance et le patriotisme.

Il n'a pas fait de profession de foi, mais une candidature appuyée de tels actes n'en avait pas besoin. Cependant on se souvient qu'il dit en 1830, et il n'a pas changé depuis : « J'ai vu les maux effroyables du despotisme et de l'anarchie, et je veux pour mon pays la

« liberté réglée par les lois et garantie par la Charte, mais je la veux avec ordre et tranquillité et sans aucune espèce de réaction. » Une fortune considérable et une position de famille qui rendent M. Beaujour inaccessible à toute séduction, un caractère indépendant, des principes politiques depuis long-temps connus et consignés dans des écrits, notamment dans la *Théorie des gouvernemens*, résumé complet des doctrines constitutionnelles, assurent à la chambre un membre qui réclamera activement la suppression des entraves qui gênent le commerce et embarrassent son extension.

BEAUSÉJOUR (CHARENTE-INFÉRIEURE — *Saint-Jean d'Angely*). Homme d'un caractère mâle, à résolution énergique ; il a fait partie de cette courageuse minorité de 1819, qui protesta constamment contre les violations de la Charte ; il refusa son vote au budget, le gouvernement ne méritant pas que la France le payât. Après 1823, il fut, ainsi qu'il le dit lui-même, « persécuté par le pouvoir dans sa personne et dans sa fortune, pour- suivi, obligé de s'absenter plusieurs années de son domicile, de plaider pendant dix ans, et enfin forcé de payer une somme énorme, dont il aurait pu obtenir si facilement la remise. » M. Beauséjour a 60 ans ; il fut nommé en 1794 officier du génie militaire, continua ce service jusqu'en l'an 9, fut chargé du cadastre de son département en l'an 11 ; retiré en 1808, il ne s'occupa que d'agriculture jusqu'en 1819, époque à laquelle il fut envoyé à la chambre par les électeurs de la Charente-Inférieure, il y resta jusqu'en 1823. « Si une disposition formelle de la Charte de 1830 ne conservait pas la chambre des pairs, avec la nomination de ses

» membres, comme un attribut de la couronne, je dirais
 » qu'une semblable institution est un reste de système
 » féodal..... Aujourd'hui cette institution comme corps
 » permanent et inamovible, est absolument contraire au
 » principe de la souveraineté du peuple, principe qui,
 » établissant l'égalité politique de tous les citoyens, rend
 » tous les emplois des fonctions temporaires..... Si
 » une seconde chambre est jugée nécessaire pour l'équi-
 » libre social, cette seconde chambre devrait être élective
 » comme l'autre, avec des conditions d'éligibilité diffé-
 » rentes, ainsi que cela se pratique aux États-Unis. »
 Cette opinion est extraite d'une lettre de M. Beausé-
 jour, adressée à un électeur.

BEDOCH (CORRÈZE — *Tulle*), né en 1761, la pre-
 mière révolution le trouva avocat à Tulle, magistrat et
 administrateur sous la république, il embrassa les nou-
 veaux principes. Procureur-général près le tribunal cri-
 minel de la Corrèze en 1800; membre de la Légion-
 d'Honneur en 1804; substitut au procureur-général
 près la cour impériale de Limoges en 1811. Fut nommé
 député au corps législatif en 1812; à la chambre de 1814
 à 1815, puis à celle des représentans; après la restau-
 ration fut confirmé dans ses fonctions de substitut. Pen-
 dant les cent jours Napoléon l'appela au conseil-d'état.
 Destitué en 1815, réélu en 1818, il obtint du ministre
 de la justice sa pension de retraite, récompense de dix-
 sept ans de service; la même pension fut refusée à Du-
 pont (de l'Eure) qui en comptait plus de vingt-sept.
 Orateur distingué il ne parla que rarement pendant les
 sessions de 1819 et 1820; siégeant au centre gauche, il
 vota cependant contre les deux lois d'exception; une

biographie publiée en 1820, assure qu'il vota aussi contre la loi électorale qui divisait la France en grands et petits collèges, ce vote ne paraît pas aussi certain, et on a même accusé M. Bedoch, dans ces derniers temps, d'avoir accordé son suffrage à ce système violatoire de la Charte. Depuis 1822 il a exercé la profession d'avocat à Tulle. Il ne s'est présenté de nouveau au choix de ses concitoyens, qu'aux dernières élections, où il s'est engagé par sa profession de foi à voter « contre l'hérédité de la pairie, comme contraire à l'esprit de notre révolution, » et pour la liberté de l'enseignement. » Nous sommes les échos de l'opinion publique, et nous devons dire que cette déclaration n'a pas satisfait tous les patriotes sur la conduite à venir du député de Tulle, on craint qu'il ne se montre pas plus hostile aux doctrines de la quasi-légitimité, qu'il ne le fut jadis au système de bascule du ministère Decazes.

BELLAIGUE (Yonne — *Sens*), nouvellement appelé aux fonctions législatives, ce député a été élu à la presque-unanimité des suffrages. Une lettre particulière qui fut communiquée à l'assemblée, n'a pas peu contribué à lui procurer cet honneur insigne; écrite en forme de profession de foi, elle déclare qu'il se prononce hautement « contre l'hérédité de la pairie et pour l'adjonction des capacités qui lui semblent mériter une part dans les affaires publiques. » Puissent tous les députés penser ainsi! on verrait alors cesser l'ilotisme de l'intelligence, que n'insulterait plus la basse aristocratie des écus. Indépendant par caractère, il n'acceptera aucune faveur du pouvoir, et soutiendra ses promesses en combattant avec les Lafayette et les Dupont de l'Eure, en faveur des institutions populaires.

BÉRARD Simon (SEINE-ET-OISE — *Corbeil*), auditeur au conseil d'état en 1810, maître des requêtes et chevalier de la légion d'honneur en 1814; directeur des ponts-et-chaussées et conseiller d'état en 1830. Envoyé à la chambre par les électeurs d'Arpajon dès 1827, il resserra ses liaisons d'amitié avec les membres influens de la gauche dont il partageait les idées libérales. Assez peu assidu aux séances, ne prenant que bien rarement la parole, M. Bérard serait encore un homme fort ordinaire quoique député, et serait surtout peu connu sans les événemens de juillet qui vinrent lui fournir l'occasion de montrer la hardiesse de son caractère et l'activité de son patriotisme. Sa conduite pendant les trois jours est digne de tous les éloges; et bien que nous ne voulions pas la décrire ici, nous dirons cependant que des 40 députés présens à Paris, il fut le seul qui, le 26 au matin, voulut protester contre les odieuses ordonnances; le 27 il leur offrit sa maison pour se réunir, et flétrit le peu de courage de ceux de ses collègues qui refusèrent de signer la protestation. Le 30, il proposa une proclamation qui fut repoussée comme trop républicaine, et le 3 août il fit le premier la proposition des changemens à opérer dans la charte. Ces changemens qui furent presque tous adoptés peuvent le faire considérer comme l'auteur de notre nouveau pacte social. Une des dispositions de son projet, disposition repoussée fortement par la chambre, assure à M. Bérard la reconnaissance des patriotes; c'est celle qui fixait à 25 ans la condition d'âge des députés; assurément M. Bérard doit être compté parmi les partisans des institutions républicaines puisqu'il voulait que la charte, pour la confection de laquelle il demandait trois mois et non pas *quatre heures*, fût soumise à l'acceptation du

peuple; aussi son refus de signer l'*association nationale* a-t-il excité notre étonnement.

BÉRENGER, le c^{te} de (DÔME—*Valence*), conseiller d'état, fils du député à l'assemblée constituante, successivement conseiller auditeur en 1808 et avocat général en 1811 à la cour impériale de Grenoble; membre de la chambre des représentans, où il se fit remarquer parmi les hommes les plus dévoués à la patrie; aussitôt la dissolution de cette assemblée il donna sa démission d'avocat général et rentra dans la vie privée jusqu'en 1827, époque à laquelle il fut élu député par le département qui vient de lui donner ses suffrages presque unanimes. Pendant les trois sessions qui ont précédé la révolution de 1830 M. Bérenger, l'un de nos législateurs les plus distingués, a constamment consacré ses connaissances profondes à défendre nos libertés comme à réclamer le développement des institutions incomplètes arrachées à la restauration. Mais depuis le grand événement, c'est avec quelques regrets que nous avons vu M. Bérenger, sans être infidèle à son drapeau, marcher néanmoins d'un pas trop timide dans la voie de la régénération dont le canon de juillet nous avait donné le signal. Adversaire de l'hérédité de la pairie qu'il attaquait déjà fortement en 1815, M. Bérenger ne s'en fera certes pas l'apologiste en 1851, et nous espérons que plus ferme dans ses principes il ne votera pas avec un ministère dont il refusa de faire partie. M. Bérenger a publié sur notre droit criminel un ouvrage qui le place au premier rang des jurisconsultes.

BÉRIGNY, de (SEINE-INFÉRIEURE—*Dieppe*), ancien élève de l'École polytechnique, successivement ingénieur des ponts et chaussées du Bas-Rhin et de Seine-et-Oise,

inspecteur de la même école et officier de la Légion-d'Honneur, fut nommé, en 1828, député à Dieppe par les libéraux peu prononcés, auxquels s'étaient réunis les royalistes; réélu en 1830 il vota l'adresse des 221. Depuis la révolution, M. de Bérigny, homme du reste loyal et consciencieux, n'a guères voté que sous l'influence ministérielle; sachons-lui cependant bon gré de s'être montré le partisan des adjonctions électorales et d'un système plus libéral d'administration intérieure. Il n'est point orateur, et, pendant le cours des sessions où il a figuré, n'a paru que deux fois à la tribune, pour justifier le corps des ingénieurs et pour demander des encouragemens à la pêche maritime. On assure qu'il votera contre l'hérédité de la pairie.

BERMOND père (TARN — *Gaillac*), ex-membre du conseil des cinq-cents. Sa carrière politique n'a pas eu une longue durée, car nous ne pensons pas que depuis il ait occupé aucunes fonctions publiques. Il vivait dans une retraite studieuse, lorsque porté à la candidature par quelques amis, il publia pour indiquer ses opinions une circulaire dont la franchise et le patriotisme lui concilièrent le suffrage de presque tous les électeurs, et il fut nommé à la presque unanimité. Ce député sera un combattant de plus en faveur de nos droits et votera contre l'hérédité de la pairie.

BERNARD (CÔTES-DU-NORD — *Lannion*), fit partie de la compagnie des fédérés de Rennes, qui vint, pendant les cent jours, offrir son secours à la ville de Nantes; déjà, quoique bien jeune, l'avocat le plus éloquent de ce barreau de Rennes qui compte tant d'hommes du plus grand mérite, M. Bernard défendit en 1815 l'infortuné

général Travot, et, malgré les menaces du lâche président du conseil de guerre Cannuel, il plaida la cause de cette illustre victime d'une odieuse réaction, avec une énergie entraînante qui lui mérita une dénonciation au garde des sceaux. En 1825 il vint, au nom de la famille Lachalotais, demander justice des injures prodiguées par la Gazette de France au vertueux et patriote magistrat. Inscrit depuis quelque temps parmi les avocats du barreau de Paris, il défendit en 1830 le Journal du commerce, dans la cause de l'association bretonne pour le refus de l'impôt; honoré la même année d'un double mandat par les collèges électoraux de Lannion et de Rennes, il était à Paris lors de la publication des ordonnances du 25 juillet; ami courageux de la liberté, il fut du petit nombre des députés qui dans cette circonstance se montrèrent dignes du beau titre de représentant de la nation. Il fut nommé, dans les premiers jours d'août, procureur général à la cour royale de Paris; mais il abandonna bientôt ces fonctions, ne voulant pas invoquer contre des citoyens des lois qu'il considérait comme abrogées par la révolution. Il fut nommé conseiller à la cour de cassation et membre de la Légion-d'Honneur; il est aussi décoré de la croix de juillet. M. Bernard est l'un de nos plus brillants orateurs; en présence d'une chambre et d'un ministère qui luttaient pour organiser le système d'une quasi-restauration, il est resté fidèle à ses antécédents politiques et a soutenu toutes les mesures qui pouvaient aider au progrès de la liberté. Les patriotes sont fiers de compter M. Bernard dans leurs rangs, et, nous pouvons l'assurer avec une entière conviction, dans les luttes qui se préparent il ne sera jamais en arrière des principes de toute sa vie.

BERNARD, Joseph (Var — Toulon), frère du précédent, était, comme lui, avocat à Rennes; amant passionné de la liberté, il l'a défendue avec persévérance et talent, comme écrivain; pur de tout contact avec la restauration, il n'a jamais reçu d'elle ni bienfait ni faveur, et s'il s'est assis comme tant d'autres au grand festin de juillet, il a prouvé qu'entre ses intérêts et sa conscience il n'y avait pas de transaction possible. Nommé préfet du département du Var, il fut destitué par le ministère Périer, dont il ne pouvait approuver la marche contre-révolutionnaire; les électeurs de Toulon en lui donnant leurs suffrages ont voulu récompenser l'homme véritablement indépendant, l'administrateur habile, dont ils avaient su apprécier le zèle et la capacité. M. Bernard est digne de les représenter, et sa place à la chambre, d'après ses principes bien connus, est marquée dans les rangs de cette opposition si riche déjà en talents généreux. Sa profession de foi indique d'ailleurs d'une manière franche et loyale quelle ligne il suivra. « L'hérédité de la pairie, le » privilège universitaire, les monopoles, et tous les abus, » trouveront en lui un rude adversaire; il ne cessera de réclamer « la révision des lois électorale et communale, la réduction des charges publiques; la responsabilité des » ministres, une bonne loi départementale; » et quant à la liste civile, « le roi a dit, après les journées de juillet, » que six millions pouvaient suffire, » et M. Bernard le croit aussi, et pense « que la véritable dignité d'un prince, non » plus que d'un simple citoyen, ne peut et n'a jamais pu » consister dans un vain luxe. » L'honorable député de Toulon est auteur d'un ouvrage politique, remarquable par un style énergique et mordant, à la manière de Paul-Louis : *Le bon sens d'un homme de rien*, est rempli d'ex-

cellentes vérités; les chapitres sur les vices et les abus semblent écrits avec du vitriol, ils brûlent, c'est le langage d'un citoyen passionné pour toutes les améliorations sociales. M. Bernard s'est engagé à rendre compte aux électeurs de sa conduite et de ses votes, à la fin de chaque session, et de renoncer à son mandat s'il cesse de mériter leur confiance; nous approuvons ce scrupule et n'en craignons pas les résultats.

BERRYER fils (HAUTE-LOIRE — *Monistrol*). L'amour de la liberté, la haine de l'oppression, l'ambition d'une gloire noblement acquise, créent seuls les grands talens; et si la cause du despotisme en possède quelques-uns, ce n'est point elle qui les enfanta : terre inféconde, elle achète ce qu'elle ne peut produire. Homme éloquent, avocat habile, M. Berryer commença généreusement sa carrière au barreau; défenseur du général Cambronne, il arracha une victime à la réaction de 1816, et mérita l'honneur d'être dénoncé au conseil de discipline des avocats, par le procureur-général Bellard. Plus tard, M. Berryer ne se souvenait plus des sentimens qui avaient si heureusement inspiré sa jeunesse; ambitieux de dignités et d'honneurs, il voulut à tout prix arriver au pouvoir, et le défenseur des opprimés devint l'avocat des oppresseurs. En 1830, l'homme de la faction jésuitique, M. de Polignac, voulait un orateur distingué pour défendre à la chambre son système d'asservissement; il usa de toute son influence et fit nommer M. Berryer par le grand collège de la Haute-Loire. Lorsqu'il parut pour la première fois à la tribune, dans cette session avortée du mois de mars 1830, grande fut la joie au camp absolutiste. Prôné avec enthousiasme par toutes les feuilles

légitimistes, il eût infailliblement été appelé au ministère sans l'adresse des 221 qui, forçant le pouvoir à dissoudre la chambre, ne laissa pas le temps à son protégé de se rendre indispensable. Réélu au mois de juin, de nouveau il espérait saisir un portefeuille, lorsque la révolution éclata. Les partisans de l'ancien régime, les soutiens du trône vermoulu de Saint-Louis, devaient disparaître au bruit de sa chute, qu'ils n'avaient pas su prévenir; quelques-uns le comprirent, M. Berryer ne fut pas de cet avis; et, sans cesser de montrer sa sympathie pour l'enfant du miracle, son roi *légitime*, il prêta serment à Louis-Philippe, resta l'orateur de la légitimité, et, oubliant les principes d'absolutisme dont naguères il était le défenseur, il manifesta pendant toute la session les principes du radicalisme le plus outré. M. Berryer, qui, sous la restauration, ne fut élu deux fois que grâce aux intrigues de son patron M. de Polignac, vient d'obtenir de nouveau les suffrages des électeurs de la Haute-Loire, et, cette fois, l'appui ou les fautes de l'administration doivent seuls être accusés du triomphe de M. Berryer; un maire l'assure formellement, le maire d'Issengeaux, qui, pour ne pas paraître *complice* d'une élection déplorable, envoya sa démission. C'est ainsi que l'administration a montré comment elle entendait ne pas être *neutre*; c'est ainsi qu'entre un candidat patriote et un candidat légitimiste le choix n'est pas douteux : celui qui n'a jamais pu se résoudre à donner à Louis-Philippe le titre de *roi* a dû obtenir du gouvernement de Louis-Philippe une scandaleuse préférence. La tribune ne sera donc pas veuve du représentant des *royalistes actifs*; il pourra faire entendre à la France les inspirations qu'il vient de puiser à Holyrood; et, si l'on en croit ses amis,

il suivra le système qu'il a commencé à développer dans la dernière session : il « réclamera les économies dans les finances, la liberté dans l'enseignement; protestera contre l'invasion de l'état dans le gouvernement de l'église; apportera le secours de sa rare intelligence à toutes les questions de liberté et de prospérité publique qui seront agitées. Enfin ils espèrent qu'à M. Berryer appartient de faire cette grande réconciliation de la liberté et du royalisme, qu'ils ont rêvée comme une espérance, et qu'ils prévoient comme une réalité. »

BERTHOIS, de (ILE-ET-VILAINE — *Vitré*). Élu pour la première fois en 1830, M. de Berthois qui siégeait à la chambre au côté droit avec plusieurs de ses collègues de la gauche, ne s'y est point montré orateur, mais député consciencieux, pensant et votant bien. Il est un des signataires des associations patriotiques contre le retour de la branche aînée des Bourbons. Sans connaître sa profession de foi, nous croyons pouvoir assurer que fidèle à ses antécédens, il sera un des adversaires de l'hérédité de la pairie. Le juste milieu qui ne se sent aucune sympathie pour les hommes du genre de l'honorable législateur, joua à l'intrigue pour lui donner aux dernières élections un successeur qui est monsieur son frère, aide-de-camp du roi; mais les électeurs de Vitré s'avisèrent de vouloir laisser M. de Berthois, aide-de-camp, à ses fonctions près de la personne de Sa Majesté, et de rendre leur ancien représentant à celles dont, à leur avis, il s'était fort bien acquitté au Palais-Bourbon.

BERTIN-DE-VAUX (SEINE-ET-OISE — *Versailles*). Qu'a donc fait cet homme pour la patrie? quels sont ses sacrifices à la liberté? quels prestiges de gloire et

d'indépendance l'environnement ? quels étaient donc , électeurs , ses titres à vos suffrages pour que vousles lui prodiguassiez aussi généreusement ? serait-ce l'homme de Gand , travaillant à diriger les bayonnettes étrangères contre son pays , désirant leur triomphe , applaudissant à nos défaites , rentrant à la suite d'une dynastie , dont le retour , pour nous servir de l'énergique expression d'un jeune ministre , *fit mal au cœur à tous les bons Français* , serait-ce cet homme que rechercherait votre confiance ? serait-ce aussi le secrétaire de la police Decazes que vous vouliez récompenser ? de cette police infernale qui créait des conspirations pour décimer les patriotes , qui , dans la crainte que sa proie lui échappât , confiait au télégraphe l'ordre de mettre à mort les victimes des embûches de ses infâmes agens. Avez-vous donc pu penser que le séide de la restauration serait ami sincère d'une révolution qui l'a renversée ? Non ! celui que réclament les proscrits d'Holy-Rood , ne saurait présider dignement à notre régénération !

BERTRAND , le comte (INDRE — *Châteauroux*) , lieutenant-général et commandant de l'école polytechnique depuis l'avènement au trône de la branche cadette des Bourbons. La brillante carrière militaire , le dévouement admirable du général Bertrand à Napoléon , sont des titres à la reconnaissance du pays , et lui assurent une honorable place dans l'histoire de notre époque ; nous n'entretiendrons pas nos lecteurs d'une vie qu'ils connaissent parfaitement , nous signalerons seulement à la confiance des amis de la liberté , quelques passages de deux lettres écrites par l'honorable député de l'Indre aux électeurs qui l'ont envoyé défendre à la tri-

bonne nationale les droits et les intérêts du pays... « Il est
 » surtout indispensable de faire disparaître indéfiniment la
 » chambre actuelle dite des pairs ; triste importation faite
 » par un gouvernement qui fut le résultat de l'invasion
 » étrangère et des malheurs de la patrie... bien que nous
 » lui devions la seule loi *véritablement* bonne, qui ait été
 » faite depuis dix mois, l'abolition de la loi qu'on nommait
 » du *sacrilège*. La liberté indéfinie de la presse est le fonde-
 » ment de toutes les libertés, elle en est le palladium.
 » Peut-on dire, sans rougir de pudeur, que nous avons
 » en France la liberté de la presse, lorsqu'il y a chez
 » nous privilège de libraires, d'imprimeurs, de lithogra-
 » phes, de journalistes, d'afficheurs, de colporteurs et
 » même censure d'images et d'enluminures?.. A quoi bon
 » les glorieuses journées de juillet, si on voulait conserver
 » le régime des privilèges ? Penser, parler et publier, est
 » un droit naturel à l'homme. Notre plus grand besoin
 » est de démolir la tyrannie. La liberté indéfinie de la
 » presse est le seul moyen de faire finir une révolution
 » qui nous cahote depuis quarante-deux ans. » Ces opi-
 » nions sont celles de tous les vrais amis de la liberté. Le
 » général Bertrand les défendra toujours ; ce n'est pas ce-
 » lui qui a donné un si bel exemple de fidélité au malheur,
 » qui trahira jamais les excellentes doctrines qu'il pro-
 » fesse aujourd'hui. Pourquoi tant d'hommes qui furent,
 » ainsi que le général Bertrand, attachés au char brillant
 » de la fortune de Napoléon, s'obstinent-ils dans leur re-
 » fus de profiter, comme lui, des leçons de l'histoire, et
 » de reconnaître comme lui l'excellence des gouverne-
 » mens fondés sur le système qui seul aujourd'hui peut
 » être sanctionné par les nations, le système de la li-
 » berté !

BERTRAND (HAUTE-LOIRE — *le Puy*), député sortant; son seul acte officiel est l'adhésion à l'adresse des 221. Depuis, tout dans sa conduite n'offre que doute et incertitude. Législateur silencieux, il n'a pris la parole dans aucune circonstance; et bien qu'il siège à la seconde section du côté gauche, nous ignorons s'il vote avec ses honorables voisins. Investi de nouveau de la confiance des électeurs, il leur aura sans doute donné des garanties pour l'avenir, en indiquant franchement la marche qu'il se propose de suivre dans sa carrière législative. L'incertitude où nous sommes à ce sujet, ne nous permet de porter aucun jugement sur ce député. Nous attendrons que ces actes soient plus connus pour en rendre compte.

BESLAY, père (CÔTES-DU-NORD — *Dinan*), négociant à Dinan, il a siégé au corps législatif de 1804 à 1814; à la Chambre des députés de la même année, à celle des représentans en 1815; puis réélu au retour de Louis XVIII, il a pris place au côté gauche, où il est resté jusqu'en 1823. Ses opinions contraires au ministère Villèle, le firent éloigner de la députation, et il n'y fut rappelé qu'en juin 1830. Il est décoré de la Légion-d'Honneur et membre du conseil général de son département. Franchement ami de nos libertés, il en a donné plusieurs preuves et notamment en 1829 en créant l'*association pour le refus de l'impôt*, moyen énergique de protester contre un ministère marchant à la trahison. Ce député qui n'est pas orateur, parlait peu autrefois, mais depuis la révolution, on pourrait penser qu'il a fait vœu de silence; on assure que dans les commissions dont il a fait partie, il s'est montré homme fort utile par

son jugement sain et ses connaissances assez étendues en finances. Nous croyons qu'il n'a pas publié de profession de foi; circonstance d'autant plus fâcheuse que depuis quelque temps on l'accuse d'avoir fait alliance avec les centres, et de voter comme les partisans du *juste-milieu*. Espérons que cette accusation est erronée, et que M. Beslay, en 1831, ne répudiera pas les principes qu'il n'a pas craint de manifester sous la restauration.

BESLAY, Charles (MORBIHAN — *Pontivy*), fils du précédent, entrepreneur des travaux du canal de Brest. Les électeurs en honorant M. Beslay fils de leurs suffrages presque unanimes, ont voulu non-seulement donner une nouvelle preuve de leur reconnaissance à l'auteur de l'*association bretonne*, mais encore montrer leur sympathie pour les opinions énergiques de ce jeune citoyen digne de représenter la nouvelle France. Il n'a pas adressé de circulaire de candidature; mais dans un discours prononcé devant ses commettans, il a donné l'assurance que son patriotisme réclamerait fortement l'exécution des promesses qu'on a jugé plus facile jusqu'ici de nier que de remplir.

BIDAULT (MAYENNE — *Laval*, 1^{er} ar.), juge depuis près de huit années au tribunal de la ville qu'il représente; il doit à la révolution d'en avoir été nommé président, et de plus membre du conseil général. Avant son élection il était tout à fait inconnu dans le monde politique, sa présence à la Chambre n'a pas dû étendre sa réputation, car spectateur impossible des débats de l'assemblée, il s'abstient de prendre aucune part aux travaux parlementaires de ses collègues, se contentant de

donner son vote conjointement, nous assure-t-on, avec ceux des centres. Ce qui donnerait de la consistance à cette opinion, c'est le refus de manifester ses principes lors de sa nouvelle candidature. En effet on doit éprouver une certaine pudeur à déclarer, que partisan officieux du pouvoir, on est toujours disposé à applaudir à ses envahissemens. Sans affirmer quelle sera sa manière d'envisager la pairie, nous pensons qu'il disposera de son vote en faveur du projet ministériel quel qu'il soit.

BIGNON, le baron (EURE — *Les Andelys*), né en 1771, entra en 1793 comme soldat dans la 128^e demi-brigade; il quitta bientôt le service militaire pour une carrière qui convenait mieux à la nature de ses connaissances, et dans laquelle il devait acquérir une brillante réputation. Secrétaire de légation en 1797, il fut ensuite chargé de diverses missions auprès de quelques républiques contemporaines de la nôtre; secrétaire d'ambassade en l'an 8, il fut en l'an 11 nommé ministre plénipotentiaire près la cour de Hesse-Cassel; l'empire le récompensa de ses services par la croix de la Légion-d'Honneur en 1802, et le titre de baron en 1808. Après avoir été successivement commissaire impérial près les autorités prussiennes, administrateur général de la Prusse, ministre de France à la cour de Bade, administrateur général de l'Autriche en 1809, et Résident chargé d'organiser l'insurrection lithuanienne, M. Bignon fut, en 1815, nommé ministre des affaires étrangères; mais il ne garda son portefeuille que peu de jours, il lui fallut le remettre aux mains de Talleyrand immédiatement après avoir signé la convention du 3 juillet; membre de la chambre des représentans, élu successivement député par les départe-

mens de l'Eure, du Haut-Rhin, et de la Seine-Inférieure et encore de l'Eure, M. Bignon a siégé à la chambre de 1817 à 1824 et de 1826 à cette époque. Jusqu'aux journées de juillet, il fut l'une des colonnes de cette courageuse et brillante opposition qui prépara la chute d'une dynastie incorrigible. Nommé, quelques jours après ces événemens mémorables, ministre d'état sans portefeuille, il était désigné par l'opinion publique pour celui des affaires extérieures, lorsqu'on y porta M. Sébastiani; l'ordonnance qui avait créé des ministres d'état sans portefeuille ayant été révoquée, M. Bignon cessa de faire partie de l'administration. Chargé par le testament de Napoléon, et jugé par lui le plus digne d'écrire l'histoire de la diplomatie impériale, M. Bignon a commencé ce vaste travail, déjà six volumes ont été publiés. Les services de M. Bignon, ses ouvrages et ses discours parlementaires lui assignent un rang élevé parmi les diplomates, les écrivains et les orateurs les plus distingués de l'Europe. Bien que pendant la dernière session il ait quelquefois, dans des questions de politique intérieure, voté avec les partisans du ministère Périer, nous pensons que M. Bignon, diplomate aussi habile, que sincère ami de l'indépendance et de l'honneur de son pays, n'a jamais approuvé la marche honteuse du pouvoir dans ses relations avec les puissances étrangères, et nous en sommes convaincus, il ne prêterait pas son puissant appui à la politique ignoble d'un gouvernement qui nous fait assister l'arme au bras à l'exécution des patriotes italiens, à l'intronisation d'un prince anglais et aux funérailles de nos malheureux et constans amis les Polonais. Il n'y a plus en France que deux camps, celui des amis de la liberté et celui des suppôts

de l'absolutisme; certes M. Bignon n'appartiendra jamais à cette dernière catégorie.

BLAISE, Louis (ILE-ET-VILAINE—*Saint-Malo*), ancien négociant; il a dû à sa probité et à l'esime de ses concitoyens l'honneur de leurs suffrages; élu pour la première fois depuis la révolution de juillet, nous pensons, sans pouvoir l'attester cependant, qu'il en partage les principes et en veut les conséquences. Il n'a pas pris la parole pendant la dernière session, et ne sachant pas s'il a fait une profession de foi, nous ne pouvons indiquer quelle sera la conduite parlementaire de ce député en présence des graves questions qui vont occuper la chambre.

BLAQUE-BELAIR (FINISTÈRE — *Châteaulin*), membre du conseil général du département. Ce député est du nombre de ceux qui ne sont venus prendre place à la chambre qu'après l'expulsion de Charles X. Bien qu'on lui ait reproché quelque timidité dans la défense de nos droits, nous affirmons avec connaissance de cause que ses intentions sont pures, et ses votes inspirés par une patriotique indépendance; nous pouvons de plus assurer que l'hérédité de la pairie n'a pas à attendre son suffrage.

BLONDEAU (DOUBS—*Saint-Hippolyte*), membre du conseil général de son département, dû à un troisième tour de scrutin le succès de son élection long-temps balancé par la candidature de son compétiteur M. Parrot. M. Blondeau a écrit au rédacteur du journal de la Franche-Comté une lettre où il explique les motifs qui le détournent d'une profession de foi préalable. Cette lettre

nous a paru telle qu'il la qualifie lui-même « franche et » laconique; » et nous pensons comme lui : « Qu'être député par l'expression libre de la volonté de ses concitoyens, y être parvenu sans intrigue, est la chose du monde la plus honorable. » Mais lorsqu'il dit : « Que demande l'électeur ? des garanties pour l'avenir, *il les trouve dans le passé*, » nous ne sommes plus tout à fait de son opinion, et nous nous demandons, malgré l'assertion de M. Blondeau, quelle garantie peut présenter pour son avenir de député, l'homme qui n'a encore figuré sur aucun théâtre politique, quelle que soit la loyauté et la pureté de ses antécédens comme homme privé; et combien ne trouvons-nous pas, dans nos fastes parlementaires, d'exemples de citoyens, d'ailleurs parfaitement recommandables, qui, devenus députés, ont pensé devoir modifier à la tribune et dans leurs votes, les principes et les opinions qu'ils avaient manifestés dans les salons, et ont ainsi dérogé au mandat sérieux de leurs commettans pour ne s'être point concertés avec eux au sujet de ce mandat ? M. Blondeau s'offre à faire connaître ses votes à la fin de chaque session, ce qui prouve assurément la pureté de ses intentions, mais ne satisferait peut-être que bien imparfaitement ceux qui lui ont accordé leur confiance s'il ne remplissait point sa mission comme ils l'ont eux-mêmes conçue. Hâtons-nous pourtant de dire que, si nous pensons que M. Blondeau pouvait sans aucun inconvénient s'expliquer sur certaines questions importantes, nous lui savons bon gré de n'avoir fait aucun effort pour conquérir les suffrages de ses concitoyens, s'en rapportant au jugement qu'ils devaient spontanément prononcer sur son compte, et que ces suffrages nous paraissent d'autant plus honorables

qu'ils ont été moins recherchés. Les principes que M. Blondeau professe, principes qu'il eût gagués à déclarer hautement, nous donnent la conviction que, s'il s'est réservé la liberté de voter *selon sa conscience*, sa conscience l'inspirera heureusement, et que les électeurs du Doubs qui lui ont accordé une confiance presque aveugle, auront à le féliciter de les avoir dignement représentés.

BODIN, Félix (MAINE-ET-LOIRE — Saumur). Homme d'esprit, littérateur distingué, publiciste fécond, la polémique de tous les jours qui donne tant d'intérêt aux journaux de l'opposition a souvent emprunté de brillants articles à sa plume. Il travailla à l'affranchissement des classes laborieuses en publiant *des Résumés* qui furent d'un grand secours pour l'instruction populaire. Auteur de brochures politiques, il battit avec ces nouvelles armes, lors du rétablissement de la censure, ce pouvoir d'une restauration qui devait tomber victime de ses propres fautes. Tout récemment, M. Bodin vient de proposer un projet de constitution pour la pairie. Les bornes de cet article ne nous permettent pas de l'analyser. Nous dirons seulement que si des aperçus utiles s'y font remarquer, il y a aussi des idées dont nous verrions avec peine faire l'application. Par exemple, quelles que soient les nouvelles dispositions législatives, il désire que tout le personnel de la pairie actuelle soit maintenu comme antécédent nécessaire. Nous osons espérer cependant qu'il n'en sera pas ainsi. Dans son discours de remerciement, on lit : « Mon programme, à moi, le voici : Point de république; le trône national entouré d'institutions constitutionnelles; hors de là je ne vois qu'anarchie et

» guerre civile. » D'après ce passage et sa petite variante, on voit que M. Bodin ne sera pas le partisan de l'extrême gauche qui veut un trône entouré d'institutions républicaines.

BOIGUES, Louis (Nièvre — *Nevers*). L'influence funeste qu'a exercée sur la chambre de 1830, l'homme qui a fait un si grand tort à la France en maintenant la magistrature de Charles X et en faussant les conséquences de la révolution, a constamment dirigé la conduite politique du député de Nevers pendant cette longue et malheureuse session. Maître de forges et propriétaire des usines de Fourchambault, M. Boigues fut décoré de la Légion d'Honneur sous le ministère Martignac; nommé député en 1828, il a voté l'adresse des 221. M. Bogue de Faye, candidat de l'opposition, son concurrent aux dernières élections, lui a disputé la députation pendant trois tours de scrutin, et ce n'est qu'à une très-faible majorité, composée des électeurs carlistes et du juste-milieu, que M. Boigues a dû sa nomination; il n'a pas cru devoir s'engager par une profession de foi; on assure cependant qu'il votera contre l'hérédité de la pairie. Ce n'est point un orateur, mais chaud partisan des doctrines du ministère, il les soutient activement dans les bureaux.

BOISSY-D'ANGLAS, baron de (Ardèche — *Tournon*), aux dernières élections, sur 109 votans M. Boissy-d'Anglas a obtenu 57 suffrages, une majorité de 2 voix a de nouveau doté la chambre, d'un des plus zélés partisans du déplorable système politique, suivi avec une persévérance si funeste à la dignité et aux intérêts du pays. Cet honorable membre, homme plus conscien-

cieux qu'éclairé, n'a pas reçu de son père, le président de la convention nationale, en prairial an 3, cette fermeté de caractère, indispensable pour l'homme politique, et dont celui-ci a donné un si bel exemple : sa conduite pendant la dernière session a prouvé que les qualités du législateur ne se transmettent pas aussi facilement qu'un titre ou qu'un majorat, et l'on peut dire que, défenseur de l'hérédité de la pairie, il est un argument vivant contre cette absurde doctrine. La carrière quasi-militaire que M. Boissy-d'Anglas a embrassée depuis près de 30 ans n'a pas été plus brillante que sa carrière législative; il a passé successivement par tous les grades du commissariat des guerres, les trois classes d'inspecteurs, et les trois classes de sous-intendants; aujourd'hui il est intendant militaire. Chevalier de la Légion-d'Honneur en 1814, Louis XVIII le gratifia du titre de baron en 1817, et le nomma chevalier du mérite militaire en 1821.

BONNEFONS (CANTAL — *Aurillac*). Élu pour la première fois après les événemens de juillet, ce jeune magistrat, soit par timidité, soit par tout autre motif, a gardé pendant toute la session un silence absolu; nous avions pensé qu'il votait avec les hommes de la gauche, on nous a dit qu'il n'en était rien; en le renvoyant à la chambre pour défendre leurs intérêts, les électeurs ont sans doute demandé quelques explications sur ses votes de l'année dernière, et sans doute aussi ses explications ont été satisfaisantes, puisqu'ils lui ont de nouveau accordé leur confiance; quant à nous, nous attendrons, pour juger les opinions de M. Bonnefons, qu'il les ait hautement proclamées.

BORY-SAINT-VINCENT, J.-B.-M.-G. (LOT-ET-GARONNE — *Marmands*), colonel, correspondant de l'académie des sciences; il est né à Agen en 1780. Après avoir employé ses jeunes années à l'étude de l'histoire naturelle il entra au service, et devint officier dans les dernières campagnes d'Allemagne dirigées par le général Moreau; cédant à sa passion pour sa science favorite, il s'embarqua avec l'expédition du capitaine Baudin, destinée à faire le tour du monde, s'arrêta dans les îles des mers d'Afrique, qu'il explora; de retour en France, il publia un *Essai sur les Îles fortunées*; il avait à cette époque 24 ans. Nommé capitaine, il fit la campagne d'Austerlitz dans le 5^e Dragons; rentré dans l'état-major, il accompagna Ney en Espagne, et devint aide-de-camp du maréchal Soult, qu'il ne quitta qu'en 1814. Envoyé à la Chambre des représentans, il fut bientôt forcé de s'expatrier pour se soustraire à la haine de la restauration, dont le pouvoir avait juré sa perte. Proscrit par l'ordonnance du 17 janvier 1816, il se retira successivement : en Belgique, en Hollande, en Allemagne et en Prusse, où les agens français ne cessèrent de le persécuter. Caché sous divers déguisemens, il se livra à l'étude dans son exil, et publia avec les savans belges plusieurs recueils scientifiques. Il ne rentra que long-temps après en France, où, privé de son grade, il se vit quelque temps réduit à vivre des produits de sa plume. Depuis la révolution il a accepté, sous l'influence de M. le maréchal Soult, l'emploi de chef de division, partie scientifique, au ministère de la guerre. Appelé à la candidature dans son département, en remplacement de M. Martignac, il ne crut pas, malgré ses nombreux et honorables antécédens, devoir s'abstenir d'indiquer officiellement ses opinions. En voici le résu-

mé : « Je crois l'hérédité de la pairie une anomalie avec
 » le principe de l'égalité devant la loi. — Une liste civile
 » de 6 millions me paraît suffisante. — Je crois nécessaire
 » la révision des lois municipale, électorale et de la garde
 » nationale, dictées par la défiance de la raison publique. —
 » Je crois que Louis - Philippe présente , avec le secours
 » de députés fermes et dévoués , les qualités nécessaires
 » au meilleur des rois. — Le mandataire du peuple qui
 » accepte un emploi doit cesser de l'être; le principe de
 » la réélection me semble une erreur, puisqu'on ne peut
 » travailler à la création des lois et en être la force exé-
 » cutrice. » Et il termine en faisant serment de ne rien
 demander ni rien accepter tant que dureront ses fonctions
 civiques.

BOUDET (TARN-ET-GARONNE—*Montauban*) , jeune
 avocat , est un de ces hommes de la génération actuelle
 qui préludèrent à leur mandat par des marques précoces
 et non équivoques d'un sincère patriotisme. Il est aussi
 du nombre de ceux qui ont pensé qu'une profession de
 foi n'est point un préliminaire n'offrant qu'une garantie
 illusoire ou une entrave à la liberté de conscience du
 député. Celle qu'il a faite à ses concitoyens, et l'allocu-
 tion qui a suivi leurs suffrages , respirent un dévoue-
 ment de conviction à la dynastie de juillet et aux prin-
 cipes de la révolution qui l'a fondée. « La chambre fu-
 » ture , y est-il dit , est appelée à décider , comme consti-
 » tuante , une question à laquelle est attaché l'avenir de
 » la France, je veux parler de la pairie. Je voterai contre
 » son hérédité, parce qu'elle n'est point en harmonie avec
 » les mœurs de notre époque , et parce que je crois fer-
 » mement qu'au lieu de soutenir le trône sorti des barri

« cades , elle ne servirait qu'à le dénationaliser et à cau-
 » ser sa chute ; appelé à fixer la liste civile , j'examinerai
 » en conscience ce qu'il est nécessaire d'accorder pour
 » la véritable splendeur du roi citoyen , sans jamais ou-
 » blier que toute condescendance ou concession super-
 » flue serait une surcharge injuste pour les contribu-
 » bles ; je voterai l'abolition de tout cumul , la suppres-
 » sion des emplois inutiles , et la réduction de certains
 » traitemens peu en harmonie avec les charges publi-
 » ques ; je n'appuierai jamais de mon vote une adminis-
 » tration quelle qu'elle soit qui se traiterait dans les or-
 » nières de la restauration. Je pense que le temps est
 » venu de faire justice de tous les abus , et de donner à
 » la France toutes les libertés qui peuvent lui être accor-
 » dées sans danger pour l'ordre public ; je n'accepterai
 » aucune fonction salariée pendant la durée de mon
 » mandat , parce que ces fonctions me paraissent incompa-
 » tibles avec celles de député ; dans les questions au-des-
 » sus de mes forces , je prendrai pour guide nos meilleurs
 » patriotes et ma conscience , et pour modèle celui dont
 » la vie politique est sans tache , le patriarche de la li-
 » berté. » Après les antécédens de M. Boudet , con-
 » fians dans les principes qu'il a émis et dans la sincé-
 » rité du désintéressement qu'il professe , nous attendons
 ses œuvres avec une entière sécurité.

BOURQUENEY (Doubs—*Besançon*, 2^e ar.) , intègre
 et consciencieux magistrat , s'était distingué par son in-
 dépendance , ce qui lui valut la haine de M. de Chifflet ;
 premier président de la cour royale de Besançon , et sus-
 cita , sous le règne des abus , de sérieuses entraves à un
 avancement que lui-même ne daigna point solliciter. La

révolution de juillet survint, et justice fut rendue à ses principes et à son mérite; M. Bourqueney fut nommé président de chambre, et les électeurs de Besançon, qui voulaient un représentant loyal et consciencieux, l'honorèrent de leurs suffrages. Il justifiera la confiance de ses commettans, et, nous en sommes convaincus, il réclamera, ainsi qu'il le promet dans la lettre qu'il leur a écrite, « le développement naturel, mais prudent des » conséquences de la révolution de juillet; d'abord l'abolition de l'hérédité de la pairie, des économies sages » appropriées à notre situation actuelle; enfin, et surtout, les institutions qui doivent être le complément » nécessaire de notre système politique. »

BOUSQUET (GARD — *Saint-Hippolyte*), nommé pour la première fois aux dernières élections; les hommes qui l'ont honoré de leurs suffrages ont pensé envoyer à la chambre un sincère ami de notre révolution, un partisan vrai de l'égalité et de la liberté pour tous, de l'honneur national, et des intérêts du pays; nous espérons que M. Bousquet sera digne de leur confiance.

BOYER DE PEIRELEAU, baron (GARD — *Alais*), colonel de cavalerie. officier de la Légion-d'Honneur, entré au service en 1793, il a gagné tous ses grades sur le champ de bataille, où il s'est constamment distingué jusqu'en 1814. Nommé à cette époque par les Bourbons, commandant en second de la Guadeloupe, il y arbora le drapeau tricolore aussitôt qu'il apprit le retour de Napoléon, ce qui lui valut à la seconde restauration, une condamnation à la peine de mort. Cette peine fut commuée en celle de vingt années de détention. Après trois ans d'emprisonnement, il obtint sa grâce définitive.

et fut rétabli sur le cadre des colonels de cavalerie en demi-solde. C'est pour la première fois que le colonel Boyer-Peireleau est appelé à la chambre ; nous ne saurions mieux faire connaître ses opinions qu'en citant un passage de la profession de foi qu'il a adressée aux électeurs d'Alais : « Je prends envers vous l'engagement solennel de ne jamais servir mes intérêts particuliers aux dépens de mon mandat ; de sacrifier tous mes instans au bien public, et de n'accepter aucune place pendant la durée de mes fonctions de député. J'ai toujours considéré l'hérédité de la pairie comme une institution essentiellement anti-constitutionnelle, on peut compter que je m'y opposerai de tout mon pouvoir. »

BRESSON, Stanislas (Vosges — *Remiremont*). Attaché d'abord au département des affaires-étrangères, puis à une administration financière, il a quitté ces fonctions avant de se mettre sur les rangs pour la députation. Maire de Remiremont pendant cinq ans, après avoir organisé la garde nationale, il a donné sa démission au mois de septembre 1830, pour rendre hommage au principe consacré par la nouvelle loi communale qui, avec raison, ne permet pas aux comptables de faire partie des conseils municipaux. Celui de Remiremont, par une délibération prise à l'unanimité, décida que le compte rendu, par M. Bresson, de sa gestion serait imprimé aux frais de la ville, et qu'une médaille d'or qui exprimerait la reconnaissance des habitans serait frappée en son honneur. Depuis quarante ans la famille de M. Bresson a constamment professé les opinions les plus libérales ; l'un de ses oncles, député à la convention, y déploya un noble caractère. Les antécédens du député

de Remiremont, la profession de foi dans laquelle « il »
 « promit de voter contre l'hérédité de la pairie, désap- »
 « prouve la politique extérieure, suivie par le ministère »
 « Périer, et s'engage à n'accepter aucunes fonctions sala- »
 « riées pendant toute la durée de son mandat, » permet-
 tent de penser que nous avons en lui un nouveau par-
 tisan de toutes les conséquences de la révolution de
 juillet.

BRICQUEVILLE, Armand (MANCHE — Cherbourg).
 L'un des officiers de cavalerie des plus distingués de la
 grande armée. Héritier d'un nom relevé par une ancienne
 noblesse, il devait encore y joindre l'illustration des
 temps modernes, en méritant par sa bravoure d'être
 nommé officier de la Légion-d'Honneur. Colonel du 20^e
 dragons en 1815, ce fut aux charges brillantes qu'il exé-
 cuta à la tête de son régiment qu'on dût à la bataille de
 Ligny la déroute des carrés prussiens, et la prise de leur
 artillerie. A la chute de l'empire, plutôt que de servir de
 son épée une dynastie rétablie par les baïonnettes étran-
 gères, il donna généreusement sa démission, et vécut
 dans une modeste et honorable retraite, dont il ne sortit
 qu'en 1827, lorsque les suffrages de ses concitoyens
 l'appelèrent à la chambre; il s'y plaça parmi les patrio-
 tes, prononça plusieurs discours énergiques et vota l'a-
 dresse des 221. Réélu en 1830, il s'empressa, quoique
 malade, de se rendre à Paris dès qu'il connut les ordon-
 nances, et se montra ami sincère et défenseur courageux
 de notre indépendance. Après avoir rendu compte de sa
 conduite législative, il déclara que « Notre monarchie »
 « héréditaire ne peut être véritablement affermie que par »
 « le développement de toutes les sages libertés qui enno-

« blissent l'homme et l'abolition de tous les privilèges à la tête desquels il place l'hérédité de la pairie. » Nous n'avons que des éloges à donner à de telles opinions, et nous ne doutons pas que M. de Bricqueville ne les soutienne avec la vigueur d'un brave militaire et d'un consciencieux député.

BRIGODE, le baron Romain de (Nord — *Lille*, 2^e arr.), frère de l'ancien chambellan de Napoléon, pair de France, il est né à Lille en 1775. A l'âge de 28 ans, nommé auditeur au conseil d'état, il eut le désintéressement deux ans après de renoncer à l'avenir que lui promettaient ces fonctions pour entrer au corps législatif. Député en 1815, il siégea à gauche jusqu'en 1822. Les manœuvres et les fraudes électorales empêchèrent sa réélection, et ce ne fut qu'en 1828 qu'il revint prendre une place qu'il avait honorée par sa conduite libérale. M. de Brigode se montra constamment le partisan zélé des doctrines populaires. Il vota l'adresse de 1830, et après les journées de juillet, demanda la dissolution de la chambre, ne la considérant pas comme suffisamment autorisée pour créer une charte nouvelle et fonder une monarchie. Indépendant et libre de toute ambition personnelle, il n'a depuis cessé de réclamer les libertés qui nous ont été promises en unissant ses efforts à ceux des hommes qui, sincèrement amis du pays, ne voient sa prospérité que dans le développement rapide de nos institutions.

BROSSE (SAÔNE-ET-LOIRE — *Mâcon*, 2^e arr.), gendre du général Lavaux et ami de La Fayette. Ce dernier titre si honorable, et l'une des meilleures garanties

pour un candidat à la députation, eût pu en quelque sorte dispenser M. Brosse d'une profession de foi. Il n'en a point été ainsi, et celle qu'il a publiée dans sa lettre aux électeurs, semble par la sympathie des principes, justifier l'affection dont l'honore le vétéran de nos libertés. Son vote y est annoncé contre l'hérédité de la pairie et en faveur de toutes les économies promises depuis long-temps et toujours repoussées. Il y exprime avec une éloquente franchise de nobles vœux en faveur de nos anciens frères d'armes, nos vieux amis les Polonais, que du haut de la tribune une voix ministérielle condamna à périr ! Son dévouement est acquis au trône populaire et à l'ordre légal, comme sa haine à l'anarchie. Enfin, il nous promet le désintéressement et l'indépendance d'un homme de conscience. Il persistera dans ces principes, et sera fidèle à ses promesses, s'il tient à conserver l'amitié de La Fayette, et si, comme nous en sommes convaincus, il le choisit pour modèle.

BROUSSE (Aube — *Limoux*). Malgré la transaction honteuse des électeurs du juste-milieu avec les carlistes, M. Brousse l'a emporté sur son concurrent. L'honorable député de Limoux est un ancien notaire, devenu l'un des plus riches agriculteurs de son département; il a constamment rempli des fonctions municipales et administratives avec fermeté et désintéressement. Il votera à la chambre élective avec cette indépendance d'opinion qui doit assurer le triomphe des libertés publiques et amener l'exécution du programme des promesses de juillet. Il s'est fortement prononcé contre l'hérédité de la pairie.

BRYAS, marquis de (GIRONDE — Bordeaux, 2^e arr.), maire de Bordeaux, est un administrateur habile et d'une activité prodigieuse. Autrefois royaliste ardent et ne fréquentant que les hommes de sa caste; mais depuis le glorieux événement il s'est séparé de la noblesse avec éclat, et a saisi toutes les occasions de montrer au peuple sa haine pour les vieux principes. Devenu maire à la faveur de cette rupture, il marche avec ardeur et franchise dans la voie libérale, et quoique M. de Bryas ait été tour à tour bonapartiste, légitimiste, villéliste et anti-villéliste, nous le croyons trop avancé pour qu'il ose désormais se livrer à un mouvement rétrograde. Il s'est refusé à prendre des engagements sur les questions de la patrie. Mais son opinion actuelle est contre l'hérédité; quant à la liste civile, « Il veut à se déterminer, » selon les investigations parlementaires sur les charges et les ressources de l'état. »

BUJEAUD, maréchal-de-camp (DOUBOIS — Ecu, deuil). La révolution de 1830 a trouvé M. Bujéaud occupé des travaux d'agriculture auxquels il s'était livré depuis nos désastres de Waterloo. Placé par le ministre de la guerre à la tête du 56^e de ligne, il vient d'être nommé général. C'est un militaire très-distingué; colonel à 29 ans, il a long-temps servi sous les ordres du brave maréchal Suchet; et pendant sa retraite sous la restauration, il a préparé des documens à l'histoire qu'écrivait le duc d'Albufera, et a fourni d'excellens articles stratégiques au Spectateur militaire. Homme ferme, désintéressé, indépendant par le caractère et la fortune, l'honorable général défendra à la chambre, nous l'espérons, les véritables principes de la liberté aussi.

bien qu'il saurait protéger par son courage et ses talens notre indépendance si elle était jamais menacée. Nous ne savons pas s'il a fait une profession de foi, mais nous croyons pouvoir assurer qu'il votera contre l'hérédité de la pairie.

CABANON (SEINE-INFÉR. — *Rouen*, 3^e arr.), ancien négociant à Rouen, a fourni la carrière commerciale la plus honorable : il s'est acquis l'estime et la considération de ses concitoyens qui l'ont plusieurs fois honoré de leur mandat; il a constamment siégé au côté gauche, où il s'est fait remarquer par son opposition énergique, surtout de 1819 à 1823, époque à laquelle il a quitté la chambre; élu de nouveau en 1827, M. Cabanon, depuis, n'a pas cessé d'être député : il faisait partie des 221. Pendant la session de 1830, il a réclamé l'abolition de l'hérédité de la pairie comme une conséquence naturelle de la révolution de juillet, et il s'est de nouveau, dans sa profession de foi, engagé à la repousser par son vote à la session prochaine.

CABET (CÔTE-D'OR, 2^e arr. — *Dijon*), avocat distingué du barreau de Dijon. Dut à l'amitié qu'il sut inspirer à ses professeurs d'entrer d'abord dans l'enseignement; mais bientôt dégoûté de cet état par le peu de garanties qu'offrait le système universitaire, il chercha l'indépendance dans la carrière du barreau. Plusieurs procès politiques auxquels il eut le courage de prêter son talent, lui firent dès 1816 une réputation brillante et méritée. Ce fut vers cette époque que défenseur du général Vaux, il eut le bonheur de sauver la vie à ce brave militaire menacé par les satellites d'un pouvoir qui

insulta si souvent au principe, fastueusement annoncé ; *union et oubli*. Plus tard , pour soustraire à l'échafaud quelques victimes , il ne craignit pas d'affronter la persécution , et par suite obligé de se retirer , à Paris , il se livra à l'étude et se lia avec les plus zélés partisans de la liberté dans l'espoir de contribuer à son triomphe : les journées de juillet le trouvèrent au poste de l'honneur. Peu de temps après , jouissant de la confiance du digne chef de la justice , il fut nommé procureur général en Corse. Ferme et juste dans sa magistrature , il y rétablit le jury , et se concilia l'estime universelle dont il eut la satisfaction d'emporter les preuves ; lorsqu'une honorable destitution vint le frapper. Lors de sa candidature il adressa aux électeurs , en réponse aux pamphlets et diatribes lancées contre lui , une très-longue lettre dans laquelle il développe avec lucidité les opinions du patriotisme le plus éclairé , et le plus pur. A l'accusation de républicanisme il répond : « La question de la république me paraît être une question de mots , et je pense que la monarchie constitutionnelle , et appuyée sur des institutions populaires , est pour les grands états la véritable république des temps modernes. » Et plus loin : « L'intérêt de la patrie exige que tous les citoyens se rallient autour de Louis-Philippe , bien qu'égaré par des courtisans et des ministres illibéraux ou inhabiles , ce prince n'ait pas encore réalisé toutes les espérances , et qu'il tolère un système qui pourrait être funeste à la liberté et même à l'indépendance de la nation ; et le meilleur moyen d'éviter la république n'est pas de crier sans cesse après les républicains , mais de forcer le pouvoir à accomplir ses promesses et ses devoirs. » Il veut toutes les conséquences de la nouvelle révolution.

et servira de sa voix à la tribune et de son vote, en toutes circonstances, la cause de la liberté.

CALMON, de (Lor — Gourdon), inspecteur général de l'enregistrement en 1809, administrateur en 1814, décoré en 1815 de l'étoile de la Légion-d'Honneur; directeur général sous le ministère de M. Martignac, destitué par M. de Polignac pour prix de son opposition à la chambre, et réintégré dans ses fonctions par la révolution de juillet, M. de Calmon s'est acquis dans les emplois supérieurs de cette administration où il semble avoir pris racine, une réputation bien méritée de loyauté, d'impartialité et de justice. Mais notre quasi-restauration en rendant à l'honorable administrateur son emploi, a vu tout-à-coup s'éclipser son opposition; est-il du nombre de ces députés peu exigeans qui croient en conscience que la France a obtenu tout ce qu'elle devait attendre; parce qu'elle a obtenu avec un changement de dynastie, la réforme de certains abus, et la concession de quelques lois importantes qui laissent tant à désirer? ou bien, cette reconnaissance qu'il ne doit qu'aux événemens, se regarde-t-il comme obligé, sous peine d'ingratitude, d'en donner des preuves aux ministres, en gratifiant d'un suffrage amical quelques actes du gouvernement? Ce qu'il y a de certain, c'est que depuis les trois journées on ne l'a pas vu causer la plus petite contrariété aux différens ministères qui se sont succédés. Que M. de Calmon, homme d'une probité reconnue, et qui déjà une fois a fait à sa conscience le sacrifice de ses intérêts, oublié à la chambre qu'il exerce d'autres fonctions que celle de député, il sera peut-être moins agréable à des ministres peu jaloux de soutenir la dignité et les vrais

intérêts de la France, peut-être même subira-t-il encoré une destitution imméritée, mais il restera représentant de la France de juillet, et trouvera dans l'estime et la reconnaissance de ses concitoyens, une bien flatteuse compensation aux faveurs du gouvernement.

GAMBIS-D'ORSAN (Vaucluse — *Avignon*), plus partisan du droit divin, dit-on, que de la souveraineté du peuple, M. Gambis élit pour la première fois après juillet 1830 n'est monté qu'une seule fois à la tribune, pour défendre les carlistes de son département. En 1831, la ville d'Avignon l'a de nouveau investi de son mandat à la chambre, et certes pour quiconque connaît cette ville, une telle nomination ne surprend pas. Pendant toute la session dernière, M. Gambis a voté avec les partisans du système de résistance; nous n'espérons pas sa conversion.

CAMINADE (CHARENTE-INFÉRIEURE — *Cognac*), négociant, ancien sous-préfet, a été élu à une majorité de 253 voix sur 399 votans. Il ne nous a pas été possible de nous procurer sa profession de foi, et nous ne saurions dire, d'une manière positive, quels sont les principes de cet honorable membre. On assure qu'il n'acceptera aucune fonction publique, et qu'il votera contre l'hérédité de la pairie.

CARAILLON DE VANDEUL (HAUTE-MARNE — *Lan-gres*), riche propriétaire et maître de forges. Il faisait partie des 221, et votait avec la majorité, pensant sans doute que la raison du plus fort est la meilleure. Si l'on en juge par une lettre qu'il a adressée aux électeurs, il se reprocherait aujourd'hui son vote tant la mémoire

CHAIGNEAU, Émile (Vieux — Fontenay), fils de l'ex-conventionnel de ce nom. M. Chaigneau est un jeune avocat dont les opinions franchement libérales ont séduit les électeurs, aussi lui ont-ils donné leurs suffrages à une forte majorité. Voici comment dans sa profession de foi il déclare ses principes : « Dévoté de toute mon âme aux institutions monarchiques et populaires, je pense qu'un gouvernement national ne comporte point de privilèges; toute distinction sociale qui ne repose ni sur l'utilité ni sur la raison, étant un grossier contre-sens politique. Je voterai contre l'hérédité de la pairie. » Après avoir passé en revue toutes les questions vitales, qu'il résout de la manière la plus constitutionnelle, il ajoute : « Je pourrai sans relâche la suppression des sinécures et la réduction des hauts traitements. » Les goûts modestes, l'indépendance et la fermeté de son caractère, sont un sûr garant qu'il figurera parmi les courageux adversaires du système misérable qui a déjà porté de si funestes fruits.

CHAILLOU (Loire-Inférieure — Nantes, 3^e arr.), ancien élève de l'école polytechnique; il fit la campagne de Russie, et en revint avec le grade de capitaine d'artillerie; continua de servir sous la restauration, et ne donna sa démission en 1830, que pour ne pas être obligé, comme il en eût été, de marcher contre les citoyens nantais qui protestaient aux cris de *vive la charte*, contre la violation de la charte par la loi du double vote; rentré dans la vie privée, M. Chaillou se livra à l'étude des sciences économiques et particulièrement à l'amélioration de l'agriculture; il est l'un des membres les plus distingués de la société académique de la Loire-Inférieure. Il seconda

les patriotes nantais dans leur héroïque résistance aux ordonnances du 25 juillet, et reçut momentanément la direction de l'arsenal et du château de Nantes. « L'hérédité de la patrie n'est pas dans nos mœurs, et j'y suis opposé, » dit M. Chailou dans sa profession de foi aux électeurs. « Tout en désirant que les puits soient bormés à vie, » il dit aussi : « Trop souvent les émeutes ont compromis dans la capitale le sort de la liberté. Rechercher les causes de cette disposition des esprits afin de les faire cesser, est un des premiers besoins de la France. » L'honorable député, qui depuis son arrivée à la chambre s'est placé sur les bans de l'opposition, aura pu se convaincre que le ministère avait beaucoup exagéré le danger des émeutes, et que son but n'était autre que de faire repousser les candidats patriotes dans les élections; les dépêches télégraphiques du 6 juillet en sont une preuve assez frappante.

CHALRET DU RIEU (HAUTE-GARONNE—*Toulouse*, 2^e ar.), président de chambre à la cour royale de Toulouse. L'élection de ce député, saluée par de nombreux chavaris, fut attribuée à la coopération du parti carliste qui, ayant d'abord refusé formellement de comparaître, se décida ensuite de la meilleure grâce du monde à user de ses droits en faveur d'une candidature aussi inespérée. Cependant nous n'entrevoions point l'impossibilité d'un retour de M. du Rieu à des opinions moins antipathiques à notre époque; car à en croire les journaux de son département, l'honorable seyait doué d'une versatilité politique assez prononcée. « Quoiqu'élus par les carlistes, » disent-ils, « vienne une république, et M. le président se fera républicain, » Ce qui ne prouve pas qu'en

attendant une république M. le député de Toulouse ne se décide à faire en faveur de Louis-Philippe le sacrifice de son culte pour la monarchie déchue. M. du Rieu n'ayant pas fait de profession de foi, nous ne prendrons point la liberté de préjuger la nature de son vote dans la question de l'aristocratique hérédité.

CHAMILHAU-AVENTURIER (**HAUTE-VIENNE—Limoges**). Le ministre de Charles X qui au prix d'un large ruban rouge et d'une modeste pension de 12,000 fr. a contresigné la nomination de l'homme aux coups d'état, M. Bourdeau a disparu de la scène politique; son ambition cette fois est venue se briser contre l'urne électorale; le nom d'un patriote a été proclamé. Puissent les hommes qui ont trempé aussi avant que M. Bourdeau dans les saturnales de la restauration, être tous répudiés comme lui, et tomber enfin au bruit des applaudissemens de la France. En rejetant l'ex garde-des-sceaux et en nommant M. Aventurier, les électeurs ont fait une action doublement méritoire; l'un eût aidé le ministère dans ses projets anti-nationaux et liberticides, l'autre le combattra; l'un eût été l'apologiste des sinécures et des gros traitemens, de tous les abus, de tous les privilèges et bien certainement de l'hérédité de la pairie; l'autre, au contraire, réclamera de grandes économies, demandera la destruction des abus, des privilèges, et votera contre l'hérédité de la pairie, ainsi qu'il l'a promis par sa profession de foi aux électeurs; honneur donc à ces dignes électeurs, ils ont compris les intérêts et les besoins de notre époque.

CHARAMAULE (**HÉRAULT — Montpellier**), avocat, l'a emporté aux dernières élections sur M. Lallemand,

l'un de nos plus savans médecins , jeune patriote qui joint à un ardent amour de la liberté, la philosophie la plus éclairée; une odieuse calomnie partie du palais de justice contre son concurrent , a singulièrement favorisé l'élection de M. Charamaule , qui , très-certainement, ne l'avait pas provoquée lui-même.

« Un pacte s'est formé, dit-il, sacré pour le peuple comme pour la famille qu'il a honorée de son choix, » tout mouvement rétrograde serait coupable; la quasi- » légitimité insulterait à la nation. Tout mouvement pro- » gressif entraînerait subversions et ruines, s'il n'était cir- » conscrit dans la sphère du pacte convenu. L'hérédité de la » pairie répugne à la raison; elle est incompatible avec la » direction des esprits. L'enseignement doit être libre, les » décrets du despotisme l'étouffent encore. Les fonctions » publiques doivent cesser d'être un moyen de fortune, » et la disproportion calculée des traitemens un aiguillon » actif de toutes les ambitions. » Telles sont les principales opinions manifestées par l'honorable député de Montpellier dans sa profession de foi : elles nous paraissent dignes d'un représentant de la France de 1831; nous lui demanderons cependant , si les promesses faites à l'Hôtel-de-Ville lui semblent en dehors du pacte convenu , ou si elles peuvent y trouver place sans détruire son inviolabilité; ses votes nous l'apprendront, sans doute.

CHARLEMAGNE, Edmond (INDRE—*Leblanc*), procureur du roi à Châteauroux; honoré pour la première fois du suffrage des électeurs, ce jeune magistrat est , nous assure-t-on , un homme de tête et de cœur , qui saura comprendre les hautes questions politiques que la

chambre va être appelée à décider, et agira toujours sans craintes puériles comme sans arrière-pensées ambitieuses. « L'hérédité de la pairie, » dit-il dans sa profession de foi, « n'est fondée que sur un préjugé, l'hérédité de la noblesse. — Donner pour fondement à l'édifice social un préjugé détruit, c'est bâtir sur le sable. »

CHARPENTIER (MOSELLE — Brieu), premier président de la cour royale de Metz, M. Charpentier est un des magistrats les plus intègres et les plus éclairés dont s'honore la France; il fut un des fondateurs de l'association nationale du département de la Moselle; nommé président du comité de cette association, dont le but était de garantir la France de l'invasion étrangère et du retour des Bourbons de la branche aînée, il préluda ainsi au mandat plus glorieux dont ses concitoyens reconnaissans devaient récompenser plus tard son dévouement patriotique. Son opinion sur la question de la pairie est exprimée en ces termes dans une pétition adressée vers la fin d'août dernier : « Nos mœurs, nos habitudes, » les divisions des fortunes n'admettent plus parmi nous » d'autre aristocratie que celle des lumières et de la vertu. » Nous demandons que la pairie soit dépouillée de l'hérédité, de ce privilège dont le bon sens national ne reconnaît ni la justice ni l'utilité; » et dans son adresse aux électeurs il dit : « Je réclamerai l'abolition successive des privilèges qui entravent le développement de l'industrie, l'adoption d'un mode d'imposition moins onéreux pour les classes inférieures, la réduction des dépenses publiques et des traitemens des hauts fonctionnaires, la liberté absolue de l'enseignement, la publicité de la justice administrative, des garanties pour

» les droits acquis aux militaires , enfin les améliorations
 » dont le besoin se fait vivement sentir dans presque
 » toutes les branches de notre législation. »

CHASLES, Adelphe (EURE-ET LOIRE — *Chartres*).
 Le patriote savant et laborieux, Isambert, était à la
 chambre de 1830 le député de Chartres, il s'y montra
 législateur aussi distingué, qu'ami sincère et invariable de
 la liberté; sa vaste érudition, les connaissances profondes
 en législation qu'il possède à un degré si éminent en
 faisaient un des hommes les plus précieux de la chambre;
 jamais député n'eut autant de titres aux honneurs d'une
 réélection que M. Isambert, et cependant les électeurs lui
 ont préféré M. Chasles à qui nous ne connaissons que le
 triste avantage du patronage ministériel. Disons pourtant
 à l'honneur des électeurs de Chartres que l'administration
 n'est pas restée *neutre* et que son candidat n'a été nommé
 qu'à la majorité d'une voix, majorité due, assure-t-on, à
 l'accord des carlistes et des partisans du *juste-milieu*. An-
 cien notaire nommé en août 1830 maire de la ville qui l'a
 élu, M. Chasles, qui n'a jamais exercé de fonctions publi-
 ques sous le gouvernement des Bourbons, a fait une pro-
 fession de foi dans laquelle il s'engage à voter « contre
 » l'hérédité de la pairie, contre les privilèges, quelque
 » part et sous quelque forme qu'ils se montrent, dans
 » l'industrie, dans le culte, dans l'enseignement public,
 » dans l'organisation des pouvoirs de l'état, etc., etc. »
 Il a, dans un discours prononcé devant la garde natio-
 nale, défini le gouvernement représentatif une *répu-
 blique présidée par un chef héréditaire*. De tels princi-
 pes que nous nous empressons d'approuver, semblent
 peu s'accorder avec l'appui donné à son élection par la

ministère, nous n'essaierons pas d'expliquer cette apparente contradiction. Nous espérons que M. Charles sera fidèle à ses promesses, qu'il n'oubliera jamais qu'il fut préféré à M. Isambert, et que sa conduite ultérieure diminuera les regrets ressentis par tous les patriotes, d'un triomphe qui, nous l'espérons, ne privera que momentanément la France d'un de ses plus honorables législateurs.

CHASTELLIER (GARD—*Nîmes, intra-muros*). Nous avons lu la circulaire que l'honorable député de Nîmes a adressée aux électeurs, et nous admirons qu'il ait pu faire une profession de foi fort longue sans faire connaître ses principes politiques; nous y cherchions quelque chose de positif, et nous n'y avons trouvé que des mots, d'ailleurs fort bien groupés, comme pourrait le dire M. Thiers; ce que nous avons cru y voir cependant, c'est que M. Chastellier n'est pas ennemi de l'hérédité de la pairie, d'une liste civile assez joliment arrondie, et qu'il sera toujours disposé à soutenir un ministère qui voudra bien conserver en portefeuille, pour nos *petits-neveux*, toutes les libertés qui naguère nous furent promises; M. Chastellier veut ces libertés grandes et fortes, mais afin de les conserver, et plus fortes et plus grandes, il en réserve la jouissance pour un petit nombre d'élus; plus tard il pourra se décider à en admettre un plus grand, si les lumières, les sentimens d'ordre et de légalité qui, d'après lui, ne sont en ce moment l'apanage que de ceux qui payent 200 francs d'impôts, se répandent sur la masse de nos ilotes politiques; enfin M. Chastellier, avant comme après la publication de sa profession de foi, nous a paru un homme du *juste-milieu*

dans l'acception du mot donnée par MM. Dupin et consorts; les votes de M. Chastellier à la dernière chambre prouvent assez, du reste, que les amis d'une véritable et large liberté ne doivent pas compter sur sa coopération. Nommé chevalier de la Légion-d'Honneur et maire de Nîmes en 1815, il a été maintenu dans ses fonctions après la révolution de juillet. On lui reproche d'avoir contribué à maintenir en place plusieurs fonctionnaires dévoués à l'ancien gouvernement.

CHEDEAUX (MOSELLE — Metz, 1^{re} ar.), a été nommé maire de Metz en remplacement de M. Bouchotte, destitué pour avoir signé l'association patriotique dont ce département a le premier donné le signal. M. Chedeaux est un des plus riches et des plus recommandables négociants de Metz. Nommé en 1828 pour faire partie du comité central réuni à Paris, il dut à ses connaissances en économie politique d'en être nommé vice-président.

Tout en rendant hommage aux intentions de M. Chedeaux, nous craignons que ses principes politiques ne soient pas à l'abri des séductions ministérielles. Nous nous appuyons du témoignage d'un de ses compatriotes qui dit de M. Chedeaux : « Il a de bonnes intentions, » mais il est sans à-plomb, sans force morale, sans idées larges, incapable d'entrer en lutte avec le pouvoir, toujours disposé aux transactions; » il s'est cependant, dans sa profession de foi, engagé à voter contre l'hérédité de la pairie; et, nous n'en doutons nullement, il tiendra sa promesse.

CHEVANDIER (MEURTHE — Sarrebourg), l'un des propriétaires des belles verreries de Saint-Quirin, sans

antécédens politiques, cet industriel jusqu'à présent livré à ses opérations, n'est encore connu que de ses concitoyens qui ont rendu un beau témoignage de l'estime et de la considération dont il jouit, en l'honorant de leurs suffrages. « Fort de ma conscience et de mes sentimens, » leur dit-il, je me présente à vous qui connaissez mes » opinions. Je voterai contre l'hérédité, que la raison re- » pousse et qui est devenue impossible depuis la régéné- » ration de juillet. »

CHEVRIER DE CORCELLES (AIN — *Bourg*), président du tribunal civil de Bourg, depuis 1820. En 1811, conseiller auditeur à la cour impériale de Lyon, en 1815 substitut du procureur du roi à cette cour, il s'est acquis dans ces diverses fonctions l'estime et l'affection de ses concitoyens. Les abus administratifs qu'il n'a cessé de poursuivre, ont attesté en faveur de son esprit d'ordre et d'indépendance ; aussi voulant rendre hommage à sa probité, les électeurs l'ont nommé leur représentant à la chambre dont il fait partie depuis 1827. Il s'est prononcé pour l'adresse de 1830, mais depuis la révolution de juillet, il n'a rien fait pour lui prouver sa sympathie ; et comme il ne s'est pas présenté une seule fois à la tribune, on pense qu'il favorise de son vote les projets ministériels. Si l'on compare sa conduite passée avec sa conduite présente, et que l'on considère l'intégrité de son caractère, on verra que M. Chevrier appartient à cette classe d'hommes honorables d'ailleurs, mais qui pensent malheureusement qu'on a obtenu toutes les améliorations possibles et qu'il n'y a plus d'opposition à faire. Plaignons leur aveuglement. Sans en avoir la certitude nous pensons cependant qu'il votera contre l'hérédité et qu'il

essaiera de contribuer siuon avec force et énergie , du moins avec conscience , au développement de nos nouvelles institutions.

CLAUZEL, le comte, (**ARDENNES—Rhétel**), maréchal de France; sa vie militaire est toute glorieuse , elle embrasse toutes les guerres de la révolution et de l'empire , et à chaque époque de beaux faits d'armes l'illustrèrent. Nous ne pourrions en donner une esquisse sans dépasser les bornes assignées à nos articles , mais pour résumer en peu de mots cette célébrité militaire , disons que sur le rocher de Sainte-Hélène , Napoléon se rappelant les exploits de Clauzel le rangeait avec Foy , Lamarque et Gérard au nombre des maréchaux qu'il s'était proposé de créer en 1815. Le vœu de Napoléon s'est accompli en partie depuis la révolution de juillet; administrateur non moins habile qu'intépide guerrier , le maréchal Clauzel fit ses preuves à Saint-Domingue , en Italie , et en Espagne ; dernièrement encore , ce fut à lui que fut confiée la délicate mission de faire arborer le drapeau tricolore aux troupes de l'armée d'Alger commandée par Bourmont; les institutions qu'il fonda sur la côte d'Afrique , et l'expédition sur Médéah ajoutent encore à sa double gloire comme général et comme administrateur. Nommé par le département des Ardennes en 1827 , il appartient , sous le gouvernement des Bourbons de la branche aînée , à l'opposition libérale qui combattait le système avilissant de la restauration. Réélu en juin 1830 , il a siégé très-peu de temps à la chambre pendant la dernière session , et s'il n'a pas adopté le système bâ-tard et rétrograde des centres , il ne s'est pas non plus associé ouvertement aux généreux efforts des patriotes

pour faire sortir le gouvernement de l'ornière où il se traîne : nous sommes convaincus cependant, que le maréchal Clauzel est un sincère ami de la liberté et de l'honneur français ; et malgré la récompense bien méritée que le pouvoir vient de lui accorder, nous espérons qu'à la session prochaine, la tribune le verra réclamer énergiquement en faveur des patriotes Italiens et Polonais, et stygmatiser cette diplomatie qui traîne dans la fange l'honneur national et nous rend la risée de l'Europe.

CLÉMENT (Doubs — *Beaume-les-Dames*), chevalier de la Légion-d'Honneur depuis 1814. La profession de foi motivée qu'il a adressée aux électeurs, lui a ramené beaucoup de suffrages que lui avaient enlevés ses liaisons intimes avec certains hommes dont la circonspection flexible est la seule règle de conduite politique. Il annonce qu'il ne votera jamais pour l'hérédité, et cela parce qu'il 1° « elle constituerait un privilège incompatible avec les principes de notre révolution et de nos mœurs ; 2° ce privilège blesserait le sentiment d'égalité qui chez nous est peut-être plus fort que celui de liberté ; 3° cette espèce d'aristocratie serait sans utilité pour le pays ; 4° enfin, parce que la naissance ne donne ni la considération ni l'influence qui sont dus seulement au mérite et à l'honneur. » Sur les autres questions il ne s'explique pas aussi catégoriquement ; il renvoie pour les résoudre, à sa conduite passée qui, indiquée seulement par des votes, puisque M. Clément n'aborde jamais la tribune, demeure assurément très-obscur ; employé de ministère sous l'empire, il a toujours aimé à obliger et à s'occuper de la distribution des places. Sa carrière politique remonte jusqu'à 1810 où il fut nommé membre

du corps législatif, dont il fit partie jusqu'en 1814. Député à la 1^{re} restauration, représentant pendant les cent jours, et élu de nouveau député en 1819, il a siégé au côté et au centre gauche jusqu'en 1823. Réélu en 1827, il a été un des 221. M. Clément n'ayant jamais montré une complète fixité de principes, nous doutons qu'il ait le courage de se refuser à exaucer une prière ministérielle.

CLERC-LASALLE (DEUX-SÈVRES — Niort), secrétaire-général de la préfecture depuis juillet, promet, en acceptant la candidature, de se démettre de ses fonctions administratives s'il était élu. Ce désintéressement a reçu sa récompense, car il obtint 355 suffrages, tandis que son concurrent n'en recueillit que 132. « Je veux, dit-il à ses amis politiques, l'alliance franche et stable de la liberté et de la royauté nouvelle, et travaillerai de tout mon pouvoir à les consolider au milieu de nous; d'accord avec l'opinion nationale je voterai contre l'hérédité de la pairie, et demanderai une économie sévère dans les dépenses et un budget en rapport avec la dignité, mais aussi avec les besoins de la nation : sacrifiant mes goûts de retraite à mon pays et à sa liberté, mes votes seront toujours dictés par la constante volonté de le servir. » M. Clerc a rendu d'éminens services à la chose publique, et a combattu l'arbitraire de l'ancien régime avec ténacité. Voulant ouvrir une tribune au patriotisme de son département, il fonda *la Sentinelle des Deux-Sèvres*, et soutint de sa fortune et de son talent cette feuille qui stygmatisant le pouvoir d'alors fut en butte à une honorable persécution. A l'époque où toutes les fraudes possibles faussaient le système des élections, il acquit par ses

efforts, en faveur de l'exercice légal de ce droit, des titres à la reconnaissance de ses concitoyens. Il les justifiera, n'en doutons pas, dans le mandat de confiance dont ils l'ont investi.

COGÈZ (NORD — *Lille*, 3^e arr.), propriétaire à Thumeries. Ce député, sur le caractère et les lumières duquel les électeurs de Lille ont fondé de grandes espérances, avait pour concurrent le très-notable Berryer. Si, comme nous l'espérons, M. Cogèz tient à justifier scrupuleusement la préférence dont il a été l'objet, en cette occasion, nous ne lui dissimulons pas qu'il doit se préparer à défendre vaillamment la cause de nos libertés, car lui aussi, M. Berryer, s'en est déclaré, dans la session dernière, le très-dévoué chevalier. Sous plusieurs autres rapports nous pensons qu'il lui sera moins difficile de remplacer dignement son honorable compétiteur. On assure que la question de l'hérédité de la pairie sera jugée par M. Cogèz négativement.

COLIN (JURA — *Lons-le-Saulnier*), membre de la chambre des représentants de 1815, nommé dans la même année procureur du roi, destitué quelques mois après, réintégré en 1818, destitué encore, et promu enfin, après la révolution de juillet dernier, aux fonctions de procureur général près la cour royale de Dijon. M. Colin, qui ne subit tant de vicissitudes que pour des motifs honorables, est un de ces patriotes intrépides dont les constants efforts ont le plus puissamment contribué à préparer les voies à notre régénération. Les fonctions publiques qu'il accepta sous la restauration ne le firent jamais dévier de l'austérité de ses principes; il les mit au contraire

à profit en rendant à son pays d'utiles services que lui eût interdits la condition d'homme privé. Représentant du Jura pendant les cent jours, il unit ses efforts aux efforts généreux des défenseurs de notre indépendance menacée. Procureur du roi, il fit par ses énergiques réclamations, ouvrir les portes de prisons, où d'honorables citoyens avaient été écroués au nom de l'étranger. En 1827, sous le ministère déplorable, son patriotisme poursuivit les fraudes électorales de son département et soutint avec une infatigable constance, contre une administration hostile, et depuis au conseil d'état, une longue lutte, dont l'un des résultats fut de préparer la destitution d'un préfet prévaricateur. M. Colin qui s'est déjà dans tant de circonstances montré l'ennemi des abus, en trouvera encore beaucoup à combattre dans sa nouvelle carrière. Espérons que son ardeur ne s'arrêtera pas en si beau chemin, et qu'il mettra à profit, dans l'intérêt de son pays, les connaissances politiques et les théories de liberté dont il a déjà fait un sinoble usage. Fidèle à ses antécédens, qu'il se garde de ces complaisances ministérielles auxquelles s'abandonnent trop souvent des fonctionnaires publics, plus jaloux de conserver leurs emplois que l'estime de leurs concitoyens; et qu'il se souvienne qu'il doit justifier son refus tout récent de s'expliquer au sujet de la question de désintéressement soulevé par sa candidature, en prouvant que ce refus n'a été inspiré par aucune arrière-pensée d'ambition pour lui ni pour les siens. Nous pouvons assurer que l'hérédité de la pairie n'obtiendra point son suffrage.

COLOMÈS DE JUILLAN (HAUTES-PYRÉNÉES — *Tarbes*, 2^e arr.), ingénieur, élève de l'École polytechnique,

a fait une profession de foi aux électeurs, de laquelle nous extrayons les passages suivants : « Je ne puis voir dans » la chambre des pairs qu'un sénat, et le sénateur doit » avant tout donner sa vie passée pour gage de sa vie » future : l'hérédité de la pairie est donc le contre sens » politique le plus manifeste : je la repousserai. Le droit » d'élire les députés doit être étendu aux professions libé- » rales, et la sagesse du corps électoral est une garantie » assez grande pour qu'on doive effacer de nos lois » toute condition restrictive de l'éligibilité. Les adminis- » trations départementales doivent être soumises aux prin- » cipes de l'élection directe ; il est temps que les sinécu- » res, que la bureaucratie, que tous les abus en un mot » subissent aussi leur grande semaine. » Ces principes qui ont valu à M. Colomès le suffrage de ses concitoyens, ne le conduiront certainement pas sur les bancs ministériels, sa place est parmi les patriotes, et nous l'y attendons.

COMTE (SARTHE—*Mamers*), avocat, fut, après la révolution, appelé aux fonctions de procureur du roi qu'on ne tarda pas à lui retirer, parce qu'on le jugea, non sans raison, *indigne* de les exercer sous l'influence de M. le procureur général Persil. M. Comte est l'un de ces écrivains qui ont le plus efficacement contribué aux succès de la liberté de la presse en France. Il s'associa, en 1814, avec M. Dunoyer pour la publication d'un journal périodique sous le titre de *Censeur Européen*, journal qui, destiné à critiquer avec énergie les abus du pouvoir, essayant ses premières atteintes à la charte, parut alors une audacieuse nouveauté, et vint à propos verser la lumière sur les débuts ténébreux de la restauration. Les cent jours arrivèrent, et ne purent intimider les écri-

vains patriotes qui prédirent au géant sa chute nouvelle, s'il refusait d'appeler à son secours la liberté et l'égalité. Le retour des Bourbons, en rendant plus difficile et plus périlleuse leur entreprise, en augmenta la gloire; leurs pages écrites sous l'inspiration d'une indignation généreuse devinrent brûlantes, et les réactionnaires se sentirent arracher le masque au milieu de leurs sanglantes exécutions; de là les haines implacables dont la contre-révolution poursuivit les courageux auteurs; l'accent de la vérité fut étouffé par la violence et l'arbitraire, et M. Comte dut se dérober par une prompte suite à l'emprisonnement dont il se vit menacé. On répondit à son éloquence avec l'éloquence des saisies, des amendes et des frais de toute espèce qui absorbèrent sa fortune; et cinq ans d'exil, qui prescrivirent sa peine, lui donnèrent le droit de rentrer en France sans crainte pour sa liberté. Le temps écoulé depuis l'époque de son retour jusqu'en 1830, M. Comte l'employa encore utilement pour son pays en composant dans la retraite plusieurs bons ouvrages, notamment un traité de législation criminelle fort estimé. Eh bien, lecteur, demandez à M. Barthe, le garde-des-sceaux, ce qu'a fait pour la patrie M. Comte son ancien ami? il vous répondra qu'il n'a fait aucun sacrifice, et qu'on ne pouvait balancer entre lui et M. Persil. Nous, dont l'opinion ne sympathise point dans l'espèce avec celle de M. Barthe, nous croyons pouvoir assurer qu'il n'est qu'un seul sacrifice auquel M. Comte se soit refusé, c'est le sacrifice de l'honneur, dont plus d'un homme politique lui a donné si courageusement l'exemple. Allez, M. Comte, vous n'avez pas à déplorer vos disgrâces; le gouvernement vous avait donné des fonctions salariées et fort honorables sans

doute, il lui a plu de vous les retirer, le peuple vous en a confié d'autres, gratuites il est vrai, mais non moins honorables et plus flatteuses pour un bon Français, plus dignes de vos lumières, de votre caractère et de votre dévouement à la patrie; il nous est avis même qu'heureux de ces nobles disgrâces, vous n'avez fait que gagner au change!

M. Comte a fait précéder son élection d'une profession de foi, sans doute non exigée, où se trouvent développées de savantes théories politiques, et longuement énoncés les principes généreux, mobiles de toutes ses actions; nous regrettons vivement que les bornes de cet ouvrage ne nous permettent point d'y insérer cette profession remarquable qui forme un tout si rigoureusement connexe que nous n'osons en donner d'extraits.

CONTÉ (Lot—*Cahors*, 2^e ar.), propriétaire, fut élu à une majorité de 113 voix sur 116. Si nous ajoutons foi à quelques renseignemens assez vagues, les seuls que nous ayons pu nous procurer sur son compte, ce ne serait point aux preuves d'un bien ardent patriotisme, mais plutôt à des antécédens honorables d'homme privé, que M. Conté devrait ce résultat si flatteur. On nous fait espérer toutefois qu'il votera contre l'abus de l'hérédité de la pairie.

CORMENIN, vicomte de (AIN — *Pont-de-Vaux et Bellay*, — LOIRET — *Montargis*, — YONNE — *Joigny*), auditeur au conseil d'état en 1810; maître des requêtes surnuméraire en 1814; en service ordinaire et chevalier de la Légion-d'Honneur en 1815; créé baron en 1818; officier de la Légion-d'Honneur en 1821 et vi-

comte en 1826; reçut pour la première fois les honneurs de la députation en 1827; siégea au centre gauche et se joignit dans beaucoup de circonstances aux membres de l'opposition; critiqua la conduite incertaine du ministère Martignac; démontra l'insuffisance des améliorations proposées; combattit en faveur des réformes financières et administratives. Le cumul, cette lèpre du trésor et des services publics, trouva dans M. Cormenin un adversaire implacable, et grâce à ses constants efforts, il est enfin tombé. Le premier, sous la restauration, il fit retentir à la tribune française un vœu alors bien hardi contre l'hérédité de la pairie : « Ce système est-il le plus conforme à l'état de nos mœurs, au maintien de nos libertés, à l'intérêt, au besoin, au génie de la monarchie actuelle, » disait-il en 1828. Il ajoutait : « La perpétuité du pouvoir législatif au sein des mêmes familles, est une anomalie dans un gouvernement représentatif. » En août 1830, après avoir voté pour la lieutenance générale, M. Cormenin donna sa démission. Il ne se crut pas mandat suffisant pour faire un roi, une constitution, et se présenta de nouveau aux électeurs qui l'avaient précédemment nommé. Mais ceux-ci, effrayés sans doute d'une telle sévérité de principes, lui préférèrent un homme de cour, M. Jules de La Rochefoucault, et le député radical ne revint à la chambre qu'au mois de novembre, époque où il fut élu par les électeurs moins timides du département de l'Ain. Ce fut dans cette session qu'il proposa une loi sur le cumul, et une loi sur l'organisation du conseil d'état; la première seule fut adoptée. M. Cormenin, ainsi que l'a dit un homme célèbre, M. de Pradt, est une des plus hautes raisons de notre époque. Ses lumières, ses vastes con-

naissances, des pensées profondes toujours présentées avec force, clarté et concision, le placent au premier rang des jurisconsultes, des publicistes et des orateurs dont s'honore la France. Les titres nobiliaires dont la restauration a gratifié M. de Cormenin, lui ont été violemment reprochés. Nous ignorons les motifs qui ont pu faire accepter à un homme ennemi aussi déclaré des privilèges, des faveurs qu'il honorait bien plus qu'il n'en n'était honoré. Mais ce que nous pouvons dire, c'est que son indépendance ne fut jamais enchaînée par ces hochets, et qu'il n'a pas cessé de défendre les droits et les intérêts du peuple contre les envahissemens du pouvoir.

« Plus de privilèges et de monopoles, plus de cumuls
 » et de sinécures, plus de ces budgets monstrueux qui
 » écrasent le peuple et qui dévorent sa substance; plus
 » d'entraves au commerce, plus de centralisation op-
 » pressive; plus d'exclusion des capacités du jury; point
 » de ministres et d'agens irresponsables; point d'anar-
 » chie, mais point de despotisme; point de guerre, mais
 » point de tache au drapeau national. La révolution de
 » juillet, mais avec ses conséquences; la charte de 1830,
 » mais la charte améliorée : sagesse dans les lois, force
 » dans le gouvernement, liberté dans la nation, voilà
 » mes doctrines. »

(Extrait du discours de M. Cormenin aux électeurs du Loiret.)

CORNUDET DES CHOMETTES, le vicomte Émile, (CREUSE — *Aubusson*), fils du comte Cornudet, ancien sénateur, et l'un des pairs libéraux sous la restauration. M. Émile Cornudet, bien qu'agé à peine de 36 ans, a

déjà été auditeur au conseil d'état en 1813, mousquetaire en 1814. Sans emploi pendant les cent jours, il se fit recevoir avocat au barreau de Paris en 1816, rentra dans la carrière des affaires publiques, et fut nommé à la sous-préfecture d'Issoudun et transféré en 1820 à celle de Figeac, qu'il quitta, nous ignorons à quelle époque. M. Émile Cornudet, dévoué aux doctrines du progrès, est ami de la révolution de juillet dont il veut sincèrement les conséquences. Il a déclaré que comme partie intéressée, il s'abstiendrait de toute participation à la délibération et au vote de la question sur l'hérédité de la pairie. On peut compter sur sa parole. Nous aurions mieux aimé cependant lui voir suivre le noble exemple d'un des plus éloquens défenseurs de la liberté, de M. Victor de Tracy qui, fils d'un pair de France, déclara dès 1815 que jamais il ne profiterait du bénéfice de l'hérédité.

COUDERC (RHÔNE — *Lyon*, 1^{re} arr.), l'un des plus honorables négocians de cette ville; nommé député en 1820 il a fait partie de toutes les législatures qui se sont succédées depuis cette époque, et a constamment siégé à l'extrême gauche. M. Couderc est un de ces patriotes dont la conduite n'a jamais varié. A l'abri de toute espèce de séduction, il n'a qu'un seul but, la prospérité et la gloire de la France. En 1830, il crut, comme beaucoup d'autres, que ses efforts constans pour la liberté allaient être couronnés de succès. Son erreur ne dura pas longtemps, et dès les premières séances qui suivirent l'organisation définitive du nouveau gouvernement, il continua l'opposition qu'il avait faite aux ministères de la restauration, pensant avec raison que les ministères

Guizot et Périer tendaient à nous y faire redescendre. Malgré la garantie qu'offrait sa conduite antérieure , M. Couderc s'est empressé d'adresser aux électeurs une profession de foi franche et patriotique où l'on reconnait les sentimens de l'homme ami de l'ordre public , et du zélé partisan des améliorations que notre constitution réclame. Il y démontre la nécessité d'une loi qui assure une responsabilité s'étendant des ministres du roi *jusqu'au plus humble de ses agens*, et l'urgence de placer les intérêts particuliers des départemens et des communes dans les mains des conseils généraux et des conseils municipaux , fruits de l'élection dans une échelle suffisamment étendue , et pense que nos lois fiscales doivent être réformées, le système de nos douanes revu, et que relativement au commerce, la liberté est l'état normal , les prohibitions , les entraves, les droits de douanes sont l'exception. Il finit par des considérations savantes sur l'état actuel et sur la nature de la chambre des pairs qui a besoin d'être modifiée dans sa constitution, considérations desquelles il résulte que l'hérédité n'aura point son suffrage.

COULMANN, J.-J. (BAS-RHIN—*Strasbourg*, 3^e ar.) Quoique maître des requêtes au conseil-d'état, M. Coulmann n'hésitera jamais à combattre les ministres quand ils s'écarteront de la ligne tracée par la révolution de juillet; il s'y est engagé par sa profession de foi , et nous avons une confiance si entière dans les promesses de cet honorable membre, que nous nous bornerons, pour faire connaître ses opinions, à donner quelques extraits de sa circulaire : « Si j'étais appelé à la tribune nationale, j'y combattrais, dit-il, comme je l'ai toujours

» fait dans une sphère plus étroite , pour la pure et belle
 » cause de nos deux révolutions; la cause de l'humanité,
 » des lumières, de la liberté, que ne peuvent heureuse-
 » ment pas plus perdre les terreurs des uns que ne l'ont
 » perdue les excès des autres. Le vœu de ces deux révo-
 » lutions a été le renversement d'une aristocratie privilé-
 » giée et héréditaire, etc., etc. »

COURMES, aîné (VAR — *Grasse*). Élu en rempla-
 cement de M. le baron Baron, député complaisant de
 tous les régimes. M. Courmes n'a pas fait à ses commet-
 tans de déclaration de principes, mais les plus chauds
 partisans de sa candidature ont assuré en son nom qu'il
 se prononcerait contre l'hérédité et pour la réduction
 des hauts traitemens et de la liste civile, et qu'il deman-
 derait la suppression des cumuls et des sinécures. Quoi-
 que nous regrettions que ce député n'ait pas ratifié of-
 ficiellement ces opinions, nous espérons que dans ses
 votes et ses discours il se souviendra de ces engage-
 mens tacites envers ceux qui l'ont honoré de leur
 confiance.

COUTURIER (ISÈRE — *Vienne intra-muros*). Dans
 une déclaration de principes adressée aux électeurs,
 quelques jours avant sa nomination, M. Couturier a
 fait connaître la marche politique qu'il suivrait à la
 chambre; nous regrettons de ne pouvoir donner que
 l'extrait suivant de cette déclaration extrêmement re-
 marquable: « Sans changer la société par sa base, on
 » peut désirer les améliorations progressives que la li-
 » berté d'un peuple éclairé demande, et ce léger mou-
 » vement qui n'est pas un système nouveau, qui n'a rien

» d'hostile ni contre les personnes , ni contre les propriétés, est un des premiers besoins de notre ère politique. » Aujourd'hui cette raison (que M. Couturier appelle la raison du peuple) , « demande que notre pacte fondamental soit purgé d'une erreur qui l'avait envahi et qui » menace de l'envahir encore , je veux parler de la pairie » héréditaire. Serait-elle le soutien du trône ? mais s'il » est fidèle à son principe , n'est-il pas appuyé sur des » lois dont le peuple sera l'éternel défenseur ? Par qui » donc est-elle envinée ? par des ambitions bourgeoises » qui veulent s'élever sur ce piédestal aristocratique et » usurper ainsi pour eux et les leurs , une partie de la » puissance publique , par l'égoïsme féodal qui voudrait encore que le mérite se comptât par quartiers. » M. Couturier est un avocat très-distingué , le langage franc et patriotique qu'il a tenu aux électeurs nous fait espérer de le voir prendre place parmi les hommes éclairés de l'opposition.

CRIGNON-BONVALET (LOIR-ET-CHER—*Vendôme*).
membre du conseil-général du département , élu député depuis 1828 , s'est fait remarquer par quelques votes constitutionnels et par son adhésion à l'adresse de 1850. Réélu d'après le principe en faveur des 221 , il est venu prendre place au centre , et a prouvé combien on devait peu compter sur ces hommes qui un moment avaient fait de l'opposition , mais une opposition aux personnes plutôt qu'une opposition de principes et de conviction. Comme nous ne pensons pas qu'il ait fait de profession de foi , on peut hardiment le classer dans la *résistance* et parmi les hommes qui réuniront en vain leurs efforts pour le maintien de l'hérédité de la *chambre haute*.

CRIGNON DE MONTIGNY (LOIRET — *Orléans*).

Négociant, élu pour la première fois en 1828, il a voté l'adresse de 1830. Faisant cause commune avec les centres où il a pris place, il est sincèrement attaché au système Périer qu'il soutient dans toutes les occasions. Il a adressé aux électeurs une longue profession de foi où il passe en revue toutes les questions constitutives de la société, puis terminant par la plus importante, il dit : « Tout indique que l'opinion la plus répandue repousse l'hérédité de la pairie, qui, il est vrai de le dire, considérée sous le rapport de l'égalité politique, en blesse les intérêts : sa transmission à des successeurs indignes ou incapables, n'est d'accord ni avec la justice, ni avec la raison. » Après cela à moins qu'il ne manque à sa parole, son suffrage repoussera de nos lois ce privilège, véritable anachronisme dans nos mœurs modernes.

CUNIN-GRIDAINE (ARDENNES — *Sedan*). Fabricant de draps à Sedan; nommé député par le collège de Mézières en 1827, il siégea au côté gauche, à côté du général Lafayette jusqu'à la révolution; élu en août 1830 secrétaire de la chambre, il a constamment voté pendant la dernière session avec les centres; il a demandé que la Belgique ne fût pas réunie à la France, et s'est fait le champion du cens d'éligibilité, dont M. Salverte demandait l'abolition. M. Cunin-Gridaine est un homme consciencieux, dont les opinions sont un peu influencées par la crainte du désordre et par l'ascendant de quelques députés du parti rétrograde. « La pairie ne doit plus être que le prix des grands services rendus à la patrie, et non le patrimoine de quelques familles, » a dit M. Cunin-Gridaine aux électeurs qui lui deman-

daient son opinion sur l'hérédité, et devant lesquels il promit de voter contre cet absurde privilège. La nouvelle chambre vient de le réélire secrétaire.

D'AGUILHON-PUJOL (TARN — *Lavaur*). Or peut disconvenir que la révolution de juillet ait été singulièrement utile à M. d'Aguilhon; nommé sous-préfet à Lavaur, il échangea bientôt après ces fonctions contre celles d'avocat-général à la cour royale de Toulouse. Il avait pour concurrent aux élections M. de Saint-Lieux, concurrent qu'une pâle profession de foi et des antécédens peu conformes à l'esprit de notre révolution ne rendaient pas redoutable; aussi nous assure-t-on que tous les patriotes se sont réunis avec empressement pour faire triompher la candidature de M. d'Aguilhon.

DANSE, Charles (OISE — *Beauvais*, *intra muros*), juge. Sous la restauration, cet honorable magistrat s'est toujours montré attaché aux doctrines libérales; mais depuis les événemens de juillet, il marche sous les bannières de l'optimisme ministériel; interpellé par les électeurs sur ses opinions, ce ne fut que le 4 juillet qu'il crut devoir leur adresser une réponse laconique et fort vague. « Ennemi des privilèges, y est-il dit, l'hérédité de la pairie ne trouverait pas grâce devant moi; mais si la stabilité du trône, si des garanties indispensables à la liberté exigeaient ce sacrifice, je le ferais à la nécessité; mes principes forment aujourd'hui les promesses de la charte, et j'en demanderai l'accomplissement. » Disons cependant qu'il a pris l'engagement de n'accepter ni place, ni avancement pendant la durée de son mandat, et sachons-lui gré de son désintéressement.

DARISTE (GIRONDE — *Bordeaux*, 1^{er} ar.), ancien chirurgien à la Martinique; il a été, en juin 1830, honoré, pour la première fois, par les électeurs du grand collège de Bordeaux du titre de député; bien qu'élu des classes privilégiées, ses votes à la chambre de 1830, de déplorable mémoire, ont été plus souvent en faveur des principes populaires qu'en faveur des projets ministériels. Nous n'aurions que des éloges à lui donner, si dans une circonstance de sa courte carrière parlementaire il avait pas cru devoir défendre l'infâme trafic de la traite des noirs. Il combattit le projet de loi du gouvernement, prétendant que les noirs n'étaient point aussi maltraités, comme on le disait dans nos colonies; quelques procès nous ont prouvé, et à l'Europe entière, ce qu'était l'effroyable étude des maîtres d'esclaves. Nous ne pensons pas que M. Dariste ait publié de profession de foi; mais nous croyons pouvoir assurer qu'il votera contre l'hérédité de la pairie et pour toutes les réformes que la France a le droit d'attendre de ses représentans.

DAUDE (AVEYRON — *Espalion*), juge de paix à Sainte-Geneviève; riche propriétaire, il possède, dit-on, des connaissances très-étendues; indépendant par sa position, les faveurs du pouvoir seront sans puissance sur son caractère; nous ignorons s'il a fait une profession de foi, on nous assure qu'il votera contre l'hérédité.

DAUNOU, Pierre-Claude-François (SEINE, 8^e arr., et FINISTÈRE, *Brest*). Le double mandat, que vient de recevoir M. Daunou, est un juste hommage aux vertus publiques, au patriotisme constant d'un des amis les

plus éclairés de l'affranchissement des peuples et de la liberté des nations. Qu'elle est belle la vie de l'homme, dont les principes ne se sont jamais démentis et dont l'âge n'a pas affaibli les nobles passions de la jeunesse. Né à Boulogne-sur-Mer en 1761, M. Daunou entra dans la congrégation de l'Oratoire; il adhéra à la constitution civile du clergé, telle que l'assemblée constituante l'avait établie; il était, en septembre 1792, grand-vicaire de l'évêque constitutionnel du Pas-de-Calais, quand il fut nommé, par les assemblées primaires, député de ce département à la convention nationale; il se prononça contre la résolution de mettre Louis XVI en jugement; la convention ayant décrété qu'elle prononcerait elle-même sur le sort du roi, il vota pour la détention et le bannissement à la paix. Décrété d'arrestation le 3 octobre 1793 pour avoir protesté contre la journée du 31 mai, il fut incarcéré pendant quinze mois, et ne rentra à la convention que le 8 décembre 1794; ce fut lui qui rédigea la constitution de l'an 3. Nommé président de la convention le 3 août 1795, il entra bientôt au comité de salut public, et dénonça les manœuvres des sections de Paris contre la convention. M. Daunou est l'un des fondateurs de l'institut national, dont la création est l'une des plus belles institutions de notre ère républicaine; c'est aussi ce savant publiciste qui présenta et fit adopter presque toutes les lois sur l'éducation publique sanctionnées par la convention, et qui restèrent en vigueur jusqu'à la formation de l'université impériale. Nommé au conseil des cinq-cents, il occupa le premier le fauteuil de la présidence; en 1797, il fut chargé, par le directoire, d'organiser la république romaine; les élections de 1798 le ramenèrent de nouveau

au conseil des cinq-cents dont il fut encore nommé président ; répondant en cette qualité à une députation de l'institut, il termina son discours, d'ailleurs extrêmement remarquable, par ces mots : « Il n'y a point de philosophie sans patriotisme, ni de génie sans une âme républicaine. » M. Daunou vit avec une vive douleur la révolution du 18 brumaire ; cette douleur commune alors à tous les vrais patriotes a été admirablement exprimée par l'ami de M. Daunou, l'illustre Chénier, dans une pièce de vers intitulée *la Promenade*. Il se retira de l'assemblée de Saint-Cloud, quand on le nomma membre des commissions intermédiaires, et refusa les fonctions de conseiller-d'état que lui offrit le premier consul ; nommé membre du tribunal le 1^{er} janvier 1800, il en fut installé président ; il s'éleva avec énergie contre le pouvoir proconsulaire qu'on accordait à l'institution, toute nouvelle alors, des préfets, et réclama vivement contre l'établissement des cours prévotales de cette époque. Son dévouement aux libertés publiques le fit comprendre dans la première élimination du tribunal en 1802 ; le vertueux citoyen retourna tranquillement aux fonctions de conservateur de la bibliothèque du Panthéon ; il présida l'institut, et prononça le discours d'ouverture le 10 avril 1806. Après avoir remplacé Camus dans la place d'archiviste du corps législatif, il devint archiviste de l'empire et membre de la Légion-d'Honneur ; c'est la seule faveur que M. Daunou ait voulu tenir de Napoléon, le stoïcisme n'eût peut-être pas dû la lui laisser accepter. Il refusa de coopérer à étouffer la liberté de la presse sous la censure impériale, et dès le jour de sa nomination, il écrivit aux ministres qu'il n'accepterait jamais les fonctions de censeur. Destitué bru-

talement de sa place d'archiviste par M. de Vaublanc, M. Daunou y a été réintégré depuis juillet; mais il a donné sa démission de professeur d'histoire et de morale à la Sorbonne, pour ne point cumuler les émolumens de deux places que son activité lui permettait cependant encore de remplir; c'est en 1819 qu'il avait été nommé à la chaire d'histoire vacante par la mort de M. Clavier. Depuis 1818, il dirige le *Journal des Savans*, fonctions qui demandent une vaste érudition, une application constante, et qui conviennent parfaitement à M. Daunou, illustré par d'immenses travaux historiques et des recherches de physiologie fort estimées. Sous la restauration, M. Daunou a fait partie de la chambre des députés pendant les sessions de 1818, 1823 et de 1828 à 1830; sa conduite y a été digne du membre de la convention, des cinq-cents et du tribunat; depuis juillet, il est resté dans l'opposition, persuadé que ce qu'il réclamait sous le gouvernement de la branche aînée des Bourbons, il doit encore le demander sous celui de la branche cadette; depuis quarante ans, les patriotes l'ont toujours trouvé dans leurs rangs, et l'y trouveront encore fort de son âge et de son expérience, pour soutenir la cause sacrée, dans les luttes nouvelles qui se préparent, car celui-là peut dire avec le poète son ami :

« Tel je fus, tel je suis, tel je serai toujours. »

DEFERMON (ILE-ET-VILAINE—*Ridon*), fils du comte Defermon des Chapelières, dont la carrière politique, depuis 1789 jusqu'en 1815, a été si honorablement remplie; il promet de soutenir par sa conduite législative la réputation de son père; dans la profession de foi qu'il a adressée aux électeurs, M. Defermon promet de

voter contre l'hérédité de la pairie , et pour la diminution des impôts. Voici comment il s'exprime au sujet de l'enseignement et de la liste civile : « L'instruction publique est livrée au monopole ; une loi doit l'établir sur des bases plus larges et plus libérales ; une liste civile énorme pesait sur la France de la restauration ; la France d'aujourd'hui ne doit fournir à son trône populaire que ce dont il a besoin pour la représenter avec dignité , mais en même temps avec simplicité , car c'est ailleurs que dans un luxe ruineux qu'il doit puiser sa force et sa gloire . »

DEGOUVE DE NUNCQUES (PAS-DE-CALAIS—*Saint-Pol*), autrefois conseiller à la cour royale de Douai , et maintenant à celle de Paris. L'arrondissement d'Hesdin le porta en 1827 à la chambre où , après avoir voté tantôt avec les libéraux , tantôt avec les ultras , et professé successivement les opinions les plus opposées , il combattit le ministère Polignac et se rangea parmi les 221 ; mais après la révolution de juillet , se considérant comme un de nos *sauveurs* , il fut blessé dans son amour-propre et dans son ambition par le vertueux Dupont de l'Eure qui se montrait parcimonieux de faveurs. Aussi à la démission de ce ministre , il se fit le partisan de son successeur et rechercha les occasions de mériter sa reconnaissance ; on nous assure que sa colère contre son fils n'a point eu d'autre motif. Ce jeune homme , à peine majeur , s'était mis à la tête de l'*association nationale* de son département : à la nouvelle de ce trait digne d'éloges , grand fut l'emportement de M. de Nuncques qui s'empressa de désavouer publiquement la conduite du jeune patriote. Fidèle à ses opinions contradictoires , c'est tandis qu'il écrivait sa lettre contre l'association

nationale, qu'il s'élevait à la tribune en faveur de l'admission des capacités dans les listes électorales, et qu'il votait contre les monopoles. Aux dernières élections, M. de Nuncques a retrouvé en face de ses commettans un peu de cette énergie dont il a quelquefois donné des preuves : « Il a déclaré positivement qu'il voterait » contre l'hérédité de la pairie, privilège ridicule qui a » pris naissance dans la légitimité de droit divin, anomalie intolérable dans un gouvernement qui a pour » base la souveraineté du peuple et l'égalité devant » la loi. »

DELARQUE (LOZÈRE — *Mende*). Élu seulement à la majorité absolue, ce député est appelé à siéger à la chambre en remplacement de M. André de la Lozère, l'homme des ministres de tous les temps; l'un des trois cents de Villèle; l'un des cent quatre-vingt-un de Polignac. M. Delarque, connu dans son département par d'excellens principes, n'imitera certes pas son prédécesseur, car il a pris l'engagement de voter avec ses honorables amis et compatriotes, MM. Odilon Barrot et Charles Comte.

DELAUNAY, Prosper (MAYENNE — *Laval*, 1^{er} arr.), riche fabricant de toiles, fut pour la première fois envoyé à la chambre en 1819; il y resta jusqu'en 1823. Quoique siégeant au côté gauche sous le ministère Decazes, il se montra quelquefois partisan du système de bascule. Il échoua aux élections de 1824, fut plus heureux en 1828, trouva suffisantes les quasi-concessions arrachées à la couronne par M. de Martignac. Il vota en 1830 l'adresse des 221. Réélu quelque temps avant les ordonnances, il prit place après la révolution au centre

gauche, et vota depuis lors pour toutes les mesures qui ont eu pour but d'en restreindre le développement. Nous ignorons s'il a fait une profession de foi, et nous ne pouvons dire si la question de l'hérédité de la pairie sera résolue par lui affirmativement ou négativement.

DELESSERT, le baron Benjamin (MAINE-ET-LOIRE — *Saumur*), négociant et banquier à Paris, régent de la banque de France et vice-président de la chambre des députés. Pendant les quinze années d'existence d'un trône élevé par les baïonnettes étrangères et tombé sous les pavés du peuple, une aristocratie surgissait dans l'ombre au sein même du parti libéral. Des hommes d'argent se haussaient sur leurs écus pour atteindre les sommités de la noblesse antique qui dédaignait de descendre jusqu'à eux. Froissés dans leur orgueil, rejetés par l'ancien régime, ils voulurent s'imposer au nouveau. C'est alors qu'on les vit combattre dans les rangs de l'opposition, défendre hypocritement les intérêts populaires, escamotant ainsi par ses *semblans* de sympathie nationale, une part dans la reconnaissance vouée par la jeune France à ses loyaux représentans. Mais la révolution de juillet qu'ils ont si bien exploitée, nous a montré ces hommes à nu ; nous avons pu apprécier leur ambition vaniteuse et mesquine. Ils sont jugés, et les Delessert, les Périer et ces *talons rouges de la Chaussée d'Antin*, tiennent à présent dans nos antipathies la place qu'y occupaient naguère les *ailerons de pigeon* du noble faubourg. Leur 29 juillet n'est peut-être pas loin de nous. Créé baron en 1810, chevalier de la Légion-d'Honneur en 1812; officier en 1814, représentant à la chambre des cent jours, M. Delessert fut nommé député en 1817;

siégea au centre gauche jusqu'en 1823. Réélu en 1827, il a repris sa première place. Nous avons dit les motifs des actes législatifs de M. le baron. Nous renvoyons nos lecteurs à notre *Biographie des hommes du mouvement et des hommes de la résistance* pour en connaître le détail; ils y sont longuement énumérés.

DELESSERT, François (SEINE — 6^e arr.), membre du conseil général et du conseil municipal. 788 électeurs sur 1476 ont préféré à l'un de nos meilleurs patriotes un homme sans aucun antécédent politique, et qui, dans sa profession, n'a pas cru devoir prendre d'engagement sur l'hérédité de la pairie, à laquelle même il paraît très-disposé à accorder son appui. 562 votes ont protesté en faveur de M. de Corcelles, contre l'ingratitude d'une majorité, aveuglée par des craintes chimériques, habilement exploitée par les intrigans du juste-milieu. M. de Corcelles trouvera, nous l'espérons, des hommes plus justes appréciateurs des principes généreux qui honorent sa carrière législative, et qui, en le renvoyant à la chambre, acquitteront la dette de la liberté.

DELORT, le baron (JURA — *Poligny*). Nous aimons à voir les électeurs confier leurs intérêts et ceux de la France à ces hommes qui, à l'exemple de l'immortel Foy et de tant d'autres, ont préludé à un tel mandat en scellant de leur sang leur dévouement à la patrie. M. le lieutenant-général Delort, l'un des officiers les plus braves et les plus distingués de la grande armée, dont le nom est beau parmi les beaux noms que recommandent à la postérité les fastes de notre gloire militaire, a-t-il, député du Jura après juillet 1830, défendu à la

chambre les vrais intérêts et la liberté de la nation avec ce dévouement et cette énergie qu'il avait déployés pour elle sur les champs de bataille? Ses votes dans la session dernière, trop souvent conformes aux principes rétrogrades de la restauration, nous forcent malheureusement à en douter. Élu sous les inspirations de juillet, il proposa un amendement tendant à maintenir le cens d'éligibilité à 1,000 fr.; et forcé de céder de ses prétentions que ses collègues du centre, même les plus complaisans, n'osèrent soutenir, il descendit par un effort de libéralisme au cens de 750. Commandant de la troisième division militaire, il consentit à servir d'instrument pour châtier ces jeunes et généreux officiers de Metz, coupables seulement d'un excès de zèle et de courage, et se chargea de porter à vingt-un d'entre eux une destitution qui les privait du fruit de cinq années de travaux. Lors du passage du roi à Metz, M. le commandant de la division eut la singulière idée de *prescrire formellement*, dans un ordre du jour, aux soldats de la garnison de *crier vive le roi, en élevant leurs schakos au bout de leurs baïonnettes*.

Si M. le général Delort ne nous a point encore donné d'échantillon de son éloquence parlementaire, nous en possédons un de son talent pour la poésie. Il a fait, nous assure-t-on, une traduction des odes d'Horace en vers français, auxquels on accorde du mérite; et il a eu la modestie de garder l'anonyme qu'il nous pardonnera sans doute d'oser trahir. Mais à propos de modestie, il nous vient une réminiscence. Serait-il donc vrai, M. le général, comme on nous l'a sérieusement raconté, serait-il bien vrai que de retour dans vos foyers après de glorieux services, vous vous amusiez innocemment à faire

graver vos armoiries et écussons jusque sur les espagnolettes de vos fenêtres et sur les instrumens à l'usage de votre jardinier? Serait-il vrai, chose plus étonnante, que vous aviez alors un valet à livrée pour vous annoncer jusqu'à l'église où, à votre arrivée, le docile bedeau se hâtait de placer un tapis devant le fauteuil destiné à vous recevoir? Nous hésitons à ajouter foi à de semblables plaisanteries. On verra ce que l'on doit attendre du vote de M. le général Delort dans l'importante question de la pairie par l'opinion qu'il a émise à ce sujet dans une lettre de sa main, communiquée aux électeurs : « J'ai du penchant, écrivait-il, à croire que l'hérédité de la pairie est contraire aux véritables intérêts de la France ; mais cette grande question exige un examen sérieux, approfondi. *Il ne serait pas sage d'exiger de moi, malgré mes dispositions favorables, que je la décidasse sur-le-champ.* » Et nous pensons, eu égard à certains antécédens, qu'il ne serait guères plus sage d'attendre de M. Delort en cette circonstance, *malgré ses dispositions favorables*, un vote en harmonie parfaite avec les conséquences de notre révolution.

DELPONT (Lot — *Figeac*), a remplacé à la chambre de 1830 le célèbre Syriès de Marinhac, si connu par son éloquence parlementaire et la pureté de son langage. Quoique M. Delpont ne partage pas tout à fait les opinions politiques de son prédécesseur, il n'en est pas moins le partisan zélé du ministère Périer. Nous ignorons s'il a fait une profession de foi.

DEMARÇAY, le général (VIENNE — *Civray*). Député de 1819 à 1823 et de 1828 à cette époque, M. Demar-

çay retrouva à la tribune nationale l'énergie et l'intrépidité qu'il avait déployées dans les glorieuses campagnes de la première révolution : soldat républicain , il combattit vaillamment les ennemis de notre indépendance ; mandataire du peuple , l'arbitraire et le despotisme trouvèrent en lui un adversaire ardent et redoutable , la liberté un hardi défenseur. Le soleil de juillet , en éclairant le triomphe momentané de ses principes ne l'a pas ébloui comme tant d'autres , et , quoi qu'en puissent dire les intrigans de la doctrine , qui ne peuvent lui pardonner son inflexible probité , l'opposition du général Demarçay au système bâtarde , qui fait de vains efforts pour arrêter notre régénération sociale et politique , ne prouve rien autre chose , sinon que ses attaques contre la restauration ne furent jamais , comme les leurs , inspirées par de mesquines antipathies de personnes , mais toujours par les seules et grandes considérations d'intérêts publics. Né en 1772 , Demarçay entra , à l'âge de 20 ans , dans l'artillerie , comme lieutenant en second ; capitaine l'année suivante , il fit les campagnes de Hollande , d'Allemagne et d'Égypte ; aux Pyramides , il commandait l'artillerie de la division Kléber ; rentré en France , vers l'an 7 , il fut nommé colonel à Marengo , commandant de la Légion-d'Honneur à Austerlitz ; fut successivement appelé au commandement de l'artillerie et du génie à l'école de Metz , après la paix de Presbourg , en Hollande en 1807 où il fut nommé général major , à l'armée de Catalogne et au siège de Roses. Ses blessures le forcèrent , en 1814 , à demander sa retraite , il ne l'obtint qu'avec peine , s'occupa de travaux agricoles , les interrompit pour commander la garde nationale de Poitiers pendant les cent jours , les reprit ensuite jusqu'en 1819 ,

époque à laquelle les électeurs de la Vienne l'envoyèrent prendre place à côté de son ancien compagnon d'armes, l'illustre Foy. Depuis ce temps ses principes ne se sont pas démentis, son dévouement à la liberté ne s'est pas égaré un seul instant. Défenseur constant des intérêts du peuple, il s'est fait aussi, dans de nombreuses circonstances, le champion du règlement de la chambre; il n'a pas plus souffert qu'on y portât atteinte qu'il n'a consenti aux violations de nos institutions.

DEMEUFVE (AUBE — *Nogent-sur-Seine*). Jeune et doué d'un libéralisme ardent, il se présente pour la première fois à la chambre, et c'est sans doute parmi les plus zélés patriotes qu'il choisira sa place. La franchise et la vivacité qu'il a montrées en abordant, dans sa profession de foi, les questions de l'hérédité, de la liste civile, du monopole destructeur de toute industrie, ont entraîné presque tous les électeurs; il a été élu à une très-grande majorité. Partisan du mouvement imprimé par la révolution, ses principes exprimés sans réticence sont ceux de la France régénérée; comprenant la dignité et la noblesse du mandat de député, il a promis de ne point accepter de fonctions rétribuées, presque toujours incompatibles avec la liberté de conscience. Qu'il réalise les espérances que son caractère indépendant a fait naître, nous ne pourrons que féliciter les électeurs de Nogent sur le choix qu'ils ont fait.

DESPREZ (ORNE — *Alençon*), conseiller à la cour royale de Caen. Ce député, magistrat fort recommandable, est arrivé à la chambre précédé d'une réputation intacte comme homme privé et comme homme politique.

et entouré de l'estime bien méritée de ses concitoyens, qui fondent sur ses lumières et sur l'indépendance de son caractère l'espoir de le voir s'adjoindre en toutes circonstances aux partisans des améliorations et des progrès. On ne doute pas qu'il ne repousse l'hérédité de la pairie.

DEVAUX. (CHER — *Bourges*, 1^{er} arr.), conseiller d'état. Dès 1810, avocat distingué du barreau de Bourges, il fut nommé maire de cette ville dans les cent jours, et plus tard, en 1819, porté à la députation en remplacement du général Augier, décédé; il n'a pas depuis cette époque cessé de faire partie de la chambre des députés. Orateur facile et brillant, aussi bien que métaphysicien profond, il s'est acquis par son talent une réputation juste et méritée. Dans sa longue carrière parlementaire, on le trouve partout où nos droits ont été menacés. Les frauduleuses modifications au système électoral, la censure, l'impôt de la loterie, la septennalité, les substitutions, l'indemnité, la traite des noirs, et tant d'autres projets législatifs tendant à renverser ou à museler quelques-unes de nos libertés, ont trouvé en lui un adversaire redoutable; la force de sa logique a souvent entraîné la chambre, éclairée par ses discussions lumineuses. Excepté pendant l'intervalle de 1824 à 1826, qu'il devint au centre le voisin de M. Royer-Collard, mais, avant comme après cette époque, il a toujours siégé au côté gauche. Nommé procureur général à Bourges, depuis juillet 1830, il est devenu l'un des plus chauds partisans du juste-milieu, et, comme il n'a cru devoir faire aucune profession de foi, c'est sans doute avec les ministériels que nous aurons le regret de le voir voter.

DIDOT, Firmin (EURE-ET-LOIRE — Dreux). « Un vieux respect du sang de nos rois m'aurait fait donner ma vie pour assurer celle de Charles X, » disait M. Firmin Didot dans un discours prononcé à Dreux le 31 octobre 1830; assurément M. Didot, *imprimeur du roi*, chevalier de la Légion d'Honneur, vice-président d'un des collèges électoraux de Paris en 1817 et 1818, pouvait être capable d'un si beau dévouement, et nous ne doutons pas un instant que ses votes, en faveur du système de quasi-légitimité et contre la proposition Baude, ne soient le résultat, bien déplorable pour le pays, de son *vieux respect pour le sang de nos rois*; mais nous pensons que ce respect, qui n'est partagé que par une très-faible partie des électeurs de Dreux, aurait dû apporter quelques obstacles à la nomination de M. Didot; et bien qu'il soit un industriel probe et habile, un savant qui sait du grec et du latin; bien encore qu'il ait fait distribuer à messieurs les électeurs, ses tragédies, ses poésies, et sa traduction des *Messéniques de Tyrthée*, pour les engager à lui donner leurs voix, nous persistons à croire que s'ils eussent nommé M. Berville, son compétiteur, la France leur devrait un législateur plus habile, peut-être un ami plus vrai de la liberté.

DINTRANS (HAUTES-PYRÉNÉES — Tarbes). Ancien inspecteur aux revues; élu depuis la révolution de juillet par les patriotes qui lui tenaient compte de son refus, sous la restauration; d'un emploi dans l'administration de l'armée, il n'a pas réalisé toutes les espérances que sa nomination avait fait naître, et c'est avec peine qu'on l'a vu professer des opinions plus que modérées et solliciter, lui riche et sans enfans, sa rentrée en activité

comme intendant militaire. Ignorant la réponse qu'il a pu faire aux électeurs qui se proposaient de lui demander la publication de ses principes, nous ne nous permettrons pas d'indiquer la marche politique qu'il suivra à l'avenir, nous pensons cependant qu'il n'est point partisan de l'hérédité de la pairie.

DOLLON, marquis de la Goupillière (**SARTHE—Saint-Calais**). Membre du conseil-général. Élu pour la troisième fois, ce député devrait, pour justifier la confiance qu'il inspire à ses concitoyens, manifester des opinions un peu moins incertaines qu'il n'a fait jusqu'à ce jour. S'il vote quelquefois avec la gauche, on l'accuse aussi de prêter souvent aux centres son appui. L'un des 221, il a fait plusieurs propositions d'économie qui n'ont pas été sans résultat, et bien que nous ne puissions affirmer ici, d'après un passé aussi vague, quelle sera sa conduite à la nouvelle chambre, comme il dit : « Le devoir d'un député est de défendre nos libertés si chèrement conquises, conserver intact l'honneur national et réformer des abus enracinés par le temps, » nous aimons à penser qu'il ne fera pas regretter sa réélection.

DOZON (**MARNE—Châlons**). Président du tribunal civil, magistrat éclairé, et professant des opinions constitutionnelles. M. Dozon conçoit ainsi les devoirs imposés par le mandat de député : « Fixer une liste civile suffisante pour la dignité du trône et modérée d'après les règles de l'économie; doter les départemens d'institutions locales; adopter un système d'instruction publique qui réponde aux besoins de l'époque; porter une loi qui précise la responsabilité ministérielle; réformer nos

» lois pénales; reconstituer la pairie et décider si l'hérédité est une nécessité, ou si, au contraire, ce privilège qui nous répugne, peut être remplacé par une organisation différente; enfin développer toutes nos libertés, dont les germes sont déposés dans la Charte de 1830, et n'ont pas encore pu être fécondés. »

DRÉE, le marquis de (SAÔNE-ET-LOIRE—*Charolles*).
Porté à la députation en 1828, s'il a constamment gardé le silence, ses votes avec les centres sont assez connus pour indiquer les opinions au triomphe desquelles il s'efforcera de contribuer. Placé au centre droit il a accueilli sans aucune objection la restriction des droits électoraux, et généralement toutes les mesures proposées par les doctrinaires. D'après ces antécédents, on peut croire que dans la question de l'hérédité de la pairie, il ne se séparera pas des partisans du ministère.

DUBOIS-AYMÉ (ISÈRE — *Grenoble*, 2^e arr.).
Honneur aux citoyens généreux qui ne mettent point dans la même balance leur cause avec celle de la nation, qui n'hésitent pas à faire sur l'autel de la patrie le sacrifice de leurs intérêts les plus chers ! La patrie ne perd point le souvenir de leur dévouement, elle se plaît à le récompenser en leur assignant une place de faveur parmi ses enfans. C'est après avoir honorablement figuré dans la carrière militaire que M. Dubois-Aymé parvint à celle des emplois civils. A l'âge de 13 ans il servait comme volontaire dans les armées françaises et combattait la première coalition. En l'an cinq il fut admis à l'école polytechnique et fit partie de la glorieuse expédition d'Égypte, où il donna en plus d'une rencontre des preuves

de son courage et de ses talens. Il entra en l'an dix dans la partie des douanes en qualité d'ingénieur. Le commerce de Livourne le nomma candidat au corps législatif. Lors de la guerre d'invasion de 1813 et 1814, il reprit les armes et contribua, par sa conduite digne des plus grands éloges, à la défense des trois départemens de la Toscane. Les victoires et conquêtes attestent ses nombreux services. De retour en France et directeur des douanes successivement à Nantes, Marseille, Belley et Lorient, il exposa plus d'une fois sa place, sa fortune et sa vie, soit en s'interposant dans les troubles de la Vendée, soit en bravant les émeutes pour sauver Marseille des égorgeurs de juin 1815. Aux cent jours il refusa le serment à l'acte additionnel qu'il regarda comme une atteinte à nos libertés ; enfin il fut destitué par le stupide Polignac pour s'être mis sur les rangs à la députation des Hautes-Alpes. Pendant les trois journées il prit une part active dans la lutte entre le droit divin et le droit outragé de la nation, quitta Paris le 29 au soir quand tout fut terminé, et passa à travers les postes de l'armée royale pour porter la grande nouvelle à Chartres, Nogent, le Mans, Tours, Blois, etc., et exciter ces villes à venir au besoin au secours de Paris. Il fut nommé quelque temps après directeur des douanes à Paris. Élu député du département d'Ile-et-Vilaine, sa carrière parlementaire fut conséquente avec les principes de toute sa vie. A l'exemple des patriotes de la Moselle, il signa, à Paris, l'acte d'association pour la défense du territoire nonobstant le veto ministériel, son courage reçut sa récompense, et sa place passa entre les mains d'un docile favori. Pendant la session de 1830, il fit partie des 42 députés de l'extrême gauche, proposa divers réglemens d'économies, émit le vœu de voir une loi

fixer équitablement et soumettre à un concours l'avancement dans la magistrature et les administrations ; exposa l'importance de substituer des fonctionnaires patriotes aux fonctionnaires dévoués à l'ancien régime, critiqua l'imprudente et aveugle sécurité du gouvernement, et proposa dans la discussion de la loi contre les émeutes des amendemens philanthropiques qui furent repoussés. Dans sa lettre au journal de son département, M. Dubois-Aymé trace de judicieux aperçus sur le mode de constitution de la pairie combiné avec les exigences de notre époque. Telle fut la vie déjà si remplie d'événemens de celui qui tour à tour brave soldat, fonctionnaire non moins courageux et toujours loyal, député incorruptible, ne trouva point grâce au tribunal de M. Périer. Malheur aux ministres qui méconnaissent de tels hommes : la patrie un jour leur demandera ce qu'ils en ont fait !

DUBOIS (ARDECHE — *Privas*), maire de la ville où il a été nommé, ce député nous est peu connu sous le rapport de ses antécédens politiques. Quant à ses principes, bien que nous ignorions s'il les a fait connaître aux électeurs, nous les croyons franchement libéraux. les liaisons qu'il a contractées nouvellement avec les hommes de la gauche, nous autorisent à le considérer comme un bon patriote qui réclamera des institutions populaires et votera en faveur de l'abolition des privilèges et des abus.

DUBOIS, P.-F. (LOIRE-INFÉRIEURE — *Nantes*, 1^{er} arr.), inspecteur général de l'université ; élève de l'école normale, M. Dubois est un des écrivains qui ont montré le plus de courage et de talent dans ce combat opiniâtre de

quinze années si glorieuses pour la presse française , luttant contre une incorrigible dynastie , dont la chute est une nouvelle preuve que , comme l'a dit un orateur illustre , Fox : *une restauration est impossible*. Pour prix des avertissemens qu'il donna au gouvernement des Bourbons , M. Dubois , alors rédacteur en chef du Globe , fut destitué des fonctions qu'il occupait dans l'université , et condamné par les juges de Charles X à quelques mois de prison. C'est à la révolution de juillet , prédite par lui , qu'il dû son élargissement. Philosophe progressif , ami de la liberté , ennemi des privilèges , M. Dubois s'est engagé dans sa profession de foi à réclamer contre l'énormité des charges publiques , « l'inamovibilité de ses fonctions , et la modicité du traitement lui permettant de parler haut économie et réformes. Il ne croit l'hérédité ni légitime ni nécessaire , il la regarde au contraire comme nuisible , » parce qu'elle ne pourra jamais être acceptée par nos mœurs. « Un autre point capital à mes yeux , ajoute-t-il , c'est la liste civile , je ne voterai rien au-delà de 12 millions. Je soutiendrai la liberté d'enseignement , c'est-à-dire l'abolition du monopole universitaire. »

DUBOYS (MAINE-ET-LOIRE — Chollet), avocat à Angers , il fut chargé sous le ministère Polignac de plusieurs affaires politiques qui préparèrent son élection au collège de Beaupréau. Oncle de M. Montalivet , il devint ministériel par affection et par principes , et vota avec les centres constamment. Pour obtenir sa réélection qui n'était rien moins qu'assurée , il déploya une habileté digne d'être signalée. Sa nomination de procureur-général à la cour royale d'Angers , qu'il avait obtenue

depuis son arrivée à la chambre, pour prix sans doute de ses loyaux services, s'opposant à sa candidature dans le département, il se fit nommer conseiller à la cour royale de Paris; après cette mesure préalable, il publia le 15 juin sa circulaire aux électeurs, il y traita toutes les questions d'une manière vague et indécise; mais plus tard, celle de l'hérédité ayant été regardée par le ministère comme perdue, il lança le 1^{er} juillet une deuxième lettre dans laquelle s'échauffant à froid, il s'écrie: « Je n'y vois plus qu'une aristocratie nobiliaire portée à l'usurpation et à l'envahissement sur les autres pouvoirs, impuissante à protéger le trône et les libertés publiques, hostile envers eux en les mettant tour à tour en péril, sans leur offrir aucune garantie. » Et après avoir déclaré la pairie héréditaire *inutile, dangereuse et contraire à nos mœurs*, il en conclut qu'elle ne peut survivre à la révolution de juillet. Représentant à la chambre de 1815, chargé de haranguer Napoléon au champ-de-mai, il prononça un discours qui fut attribué à Carion-Nysas. Malgré tous ses efforts pour arriver depuis à la députation, il ne put y parvenir qu'après la révolution de juillet, et il n'a montré jusqu'à présent qu'ingratitude envers la cause de son élévation. Ses succès de tribune sont restés bien au-dessous de la belle réputation d'orateur qui l'avait précédé à la chambre.

DUAYLA (Lozère — *Marvéjols*). Ce député, qui avait pour compéteur aux élections M. Deshormeaux présenté par le parti carliste du pays, est pour la première fois appelé à la représentation nationale. Ses antécédens politiques sont trop peu connus pour que nous puissions fonder aucune prévision sur sa conduite future :

seulement nous dirons que, bien qu'il soit d'un âge avancé, il est doué de beaucoup d'énergie, et que les électeurs ont eu foi dans l'indépendance de son caractère et de sa fortune.

DUCHAFFAULT, le comte Gabriel (Vendée — *Les Herbiers*). Une erreur que l'on peut attribuer à son excessive jeunesse et peut-être à sa déférence pour les ordres paternels, conduisit M. Duchaffault dans les rangs de l'armée de Condé où il chantait sans doute *la Marseillaise*, car ceux qui connaissent l'honorable député savent que son patriotisme date de fort loin. Ils'y distingua, et reçut la croix de Saint-Louis. Amnistié en 1801, il rentra en France où il vécut dans la retraite jusqu'en 1813, époque à laquelle il fut nommé commandant de la garde nationale de son pays. Un reste de fidélité pour les Bourbons l'engagea encore à faire partie en 1815 de l'armée royaliste de la Vendée. Quelles que soient les conséquences que l'on puisse déduire des phases politiques qui ont dû influencer sur la conviction de M. Duchaffault, nous oublions tout, pour ne nous souvenir que de sa belle conduite dans les journées de juillet où il partagea tous les périls et s'associa au courage des Lafayette, des Laffitte, des Mauguin, des Audry de Puyraveau, etc. Certes, si tous les honorables qui se targuent d'antécédens sans taches, eussent montré le même dévouement que lui pour nos libertés, la révolution de juillet n'eût point été se perdre dans les langueurs d'une déplorable session. Il y soutint constamment de son vote toutes les propositions favorables à notre indépendance et aux intérêts du peuple. Nous avons la conviction que M. Duchaffault continuera à marcher d'un pas ferme

dans la carrière où il s'est engagé, et que l'hérédité de la pairie et tant d'autres abus n'obtiendront jamais son suffrage.

DUCHATEL, le comte (CHARENTE-INFÉRIEURE—*Jonzac*), âgé de 80 ans, il est le doyen d'âge de la chambre des députés, et il vient en cette qualité d'occuper le fauteuil de la présidence pendant les opérations préparatoires. Avant la révolution de 89 il était directeur de l'enregistrement à Bordeaux; il figura au conseil des cinq-cents. En 1800 il fut nommé conseiller-d'état, et en 1801, directeur-général de l'enregistrement et des domaines; il occupa cette place plus de quatorze ans sans interruption, et ne la perdit que sous la seconde restauration. M. Duchatel fut fait successivement, chevalier, officier, commandant et grand-officier de la Légion-d'Honneur; en 1808 il fut créé comte. Nommé pour la première fois député en 1827, il accepta une place de conseiller d'état honoraire; en 1830 il vota l'adresse des 221; à la dernière session il a soutenu de son vote toutes les mesures ministérielles et a mérité d'être classé parmi les hommes du parti de la *résistance* qu'on nomma les *effrayés*; les électeurs lui ont demandé une déclaration de principe, il leur a répondu: « Que l'hérédité de la » pairie n'est nécessaire ni comme garantie, ni comme » gage de stabilité, et que la discussion le trouvera dans » la résolution de conserver par-dessus tout, l'égalité des » droits politiques, aussi bien que les libertés civiles et » individuelles, etc. » En quittant les fonctions de président d'âge il a adressé à la chambre un discours qui a été suivi de marques générales d'approbation; les émeutes nous ont paru y jouer un trop grand rôle.

DUCLUZEAU. (*Voir à PAQUY-DUCLUZEAU.*)

DUCOEDIC (MORBIHAN — *Vannes*, 1^{re} et 2^e arr.)

Honoré d'une double élection, M. Ducoëdic est un avocat distingué ; il a acquis une belle réputation par d'éloquantes plaidoeries aux assises. Nous connaissons peu ses précédens et ses principes politiques : on nous assure qu'ils sont dignes d'un patriote zélé et énergique qui, franchement attaché à nos institutions libérales, en réclamera sans cesse l'entier développement.

DUDOUYT (MANCHE — *Coutances*), ancien médecin.

Cet honorable député n'a été envoyé qu'en juin 1830 à la chambre, où il vint se placer au centre gauche, et voter, nous assure-t-on, avec ses voisins, les partisans du *juste-milieu*. En route, pour Paris, pendant les trois journées, il s'empressa de rétrograder lorsqu'il apprit les événemens de la capitale. Cet acte *de courage à la Dupin*, joint à son silence pendant toute la session dernière, silence que nous ne pensons pas qu'il ait rompu pour développer ses principes à ses commettans, nous fait croire qu'il continuera à être l'approbateur des doctrines ministérielles.

DUFAU, Louis (BASSES-PYRÉNÉES — *Pau*), doyen des avocats-généraux de France. Fils de magistrat, issu de cette classe moyenne qui possède, travaille et produit, il est lui-même magistrat depuis plus de 20 ans, et quoique souvent menacé de destitution pour la persévérance de ses opinions, les événemens de juillet l'ont trouvé à la place même qu'il occupait sous le gouvernement impérial. Voici quelques-uns de ses principes extraits de sa circulaire aux électeurs : « La monarchie

» constitutionnelle, telle fut toujours ma devise. — Je désire la paix ; le bruit des armes étant peu favorable aux conquêtes paisibles des libertés publiques, fruits des lumières et de la civilisation. — Je désire le développement de nos institutions ; mais le sentiment du droit devant précéder son exercice, il faut éclairer le peuple avant de l'appeler aux comices. » Quant à la pairie, il expose pour elle un projet qui, en la rendant inamovible, détruirait son hérédité.

DUFOUR, le baron F.-B. (Lot — *Martel*), général. Il avait déjà 27 ans lorsqu'en 1792 il partit comme soldat avec le second bataillon de son département. Nommé lieutenant, puis adjudant-major-capitaine en 1794, il crut devoir, trois mois après, refuser le grade de général de brigade dont on voulut récompenser le beau fait d'armes qui le distingua à l'affaire de Kayserlautern. Sans parcourir ici toute sa vie militaire, nous dirons seulement que, l'un des plus braves soldats de la jeune armée républicaine, ses grades et ses titres furent tous le prix d'actions d'éclat. En 1808, livré aux Anglais après la honteuse capitulation du général Dupont, sous le commandement duquel il était à Baylen, il ne rentra en France qu'après 1814. A son retour, il fut nommé par le roi commandeur de la Légion-d'Honneur et chevalier de Saint-Louis. Employé pendant les *cent jours* sous les ordres du général Vandamme, il se battit à Fleurus et à Namur, et protégea la retraite de l'armée derrière la Loire. La division qu'il commandait ayant eu le département du Lot pour destination, il rentra dans ses foyers après 23 ans d'une carrière glorieuse. Élu député depuis juillet, il n'a pas suivi l'exemple de quelques-uns

de ses célèbres frères d'armes qui, après avoir prêté l'appui de leur épée à la patrie, défendent ses libertés à la tribune. Pendant la dernière session il n'a pas pris une seule fois la parole, et a, nous assure-t-on, voté avec les centres. Nous ignorons s'il a fait une déclaration de principes.

DUFOUR-DENELLE (AISNE — *Saint-Quentin*), membre du conseil général du département, président du bureau de bienfaisance et premier adjoint au maire de Saint-Quentin. Né à Laon vers 1771, il y passa sa jeunesse jusqu'à l'époque où il vint fixer sa résidence à Saint-Quentin. Ce fut alors qu'il créa le vaste établissement industriel qu'il dirigea pendant 35 ans. Les sentiments d'estime et de confiance qu'il sut inspirer à ses concitoyens lui valurent l'honneur d'être appelé aux diverses fonctions qu'il a exercées, et en dernier lieu à la députation que non-seulement il n'avait pas sollicitée, mais bien au contraire refusée plusieurs fois. M. Dufour qui arrive pour la première fois à la chambre, s'y présente, nous assure-t-on, sans ambition, avec une conscience pure et éclairée et l'intention bien décidée de marcher de pied ferme dans les voies nouvelles ouvertes par la révolution de juillet.

DUFOUR-DUBESSAN (GIRONDE — *Bordeaux*, 5^e arr.). Élu du double vote, par la ville du 12 mars en 1827 et en juin 1830, M. Dufour-Dubessan n'a pas justifié par sa conduite parlementaire l'origine de sa députation. L'un des 221, il s'est, pendant la dernière session, presque toujours levé avec les patriotes de l'extrême gauche, à côté desquels il siégeait. Son concurrent aux

élections de 1827 était M. de Peyronnet; le triomphe du candidat libéral ouvrit à l'ex-garde-des-sceaux les portes du Luxembourg, asile alors privilégié de tous les hommes frappés par la réprobation nationale. Dans sa profession de foi, M. Dufour promet de diriger tous ses efforts sur « la suppression de tout privilège qui pourrait » blesser nos institutions libérales, une économie sage et réfléchie à apporter dans les finances de l'état, comme » aussi l'urgence de faire rentrer tous les impôts dans le » droit commun. »

DUGAS-MONTBEL (RHÔNE — *Lyon*, 4^e arr.), avait pour concurrent M. Paulze d'Ivoy, que recommandait, outre son patriotisme bien connu, une récente et honorable disgrâce. Nommé député du Rhône en juin 1830, sous l'influence libérale, M. Montbel parut avoir oublié à la chambre l'origine de son élection. Dans la session dernière il ne monta qu'une seule fois à la tribune, et ce fut pour prêter aide au ministère dans la loi ridicule contre l'affichage des journaux; partisan du *juste-milieu*, il a continuellement voté avec les centres, et a contribué pour sa part à rétrécir les bases de la loi électorale et de la loi communale; les exagérations financières ont en lui trouvé un fidèle appui. Nous aimons toutefois à rendre à M. Dugas-Montbel cette justice, qu'il fut l'un des premiers députés qui se rendirent à leur poste le 30 juillet; qu'il n'eut point, comme tant d'autres, recours à de coupables coteries pour mendier des suffrages qui ne furent que le résultat de l'estime dont ses concitoyens honorent ses vertus et son désintéressement; mais nous voudrions que M. Montbel fût bien convaincu que les vertus et la probité, même en politique, qualités du reste bien pré-

cieuses, suffisent aujourd'hui moins que jamais à la France, qui attend de ses représentans une énergie soutenue et une infatigable persévérance à réclamer ces améliorations vitales, tant promises, et au sujet desquelles on cherche perfidement à nous endormir. L'honorable député qui paraît être lui aussi l'ennemi des professions de foi, a voulu, à l'exemple de plusieurs autres, donner aux électeurs ses antécédens pour gage de son vote dans les grandes occasions qui vont se présenter; et nous lui avouons que dans ces antécédens, quelque honorables qu'ils nous paraissent sous plus d'un rapport, nous ne trouvons point cette garantie d'une coopération franchement libérale, notamment dans la solution de cette question si grave de l'hérédité de la pairie. Si M. Dugas-Montbel n'a fait jusqu'ici que très-peu de chose en faveur de nos libertés, en revanche il a enrichi notre littérature d'une traduction des œuvres d'Homère, fort estimée des philologues.

DULIMBERT, fils (*CHARENTE — Consolens*), colonel du 5^e chasseurs, autrefois le 10^e, avait pour concurrent M. Laboissière; il a obtenu 172 suffrages sur 248 votans; on assure qu'il ira se placer sur les bancs de l'opposition; nous ne pouvons l'affirmer, n'ayant pu nous procurer sur cet honorable membre des renseignemens plus circonstanciés.

DUMYLET (*EURE — Evreux*), propriétaire et président du conseil du département. Maire d'Évreux de 1815 à 1820, il fut éloigné de cette fonction civile par les intrigues des villélistes, et y fut réintégré après la révolution en même temps qu'il fut nommé membre de la Lé-

gion-d'Honneur ; député de l'Eure de 1816 à 1820, il a toujours siégé à la deuxième section du côté gauche avec lequel ses votes sympathisent ; il combattit avec chaleur les abus et les fautes des ministres de cette époque ; victime des fraudes électorales , il resta dans l'oubli jusqu'en 1827 où il fut de nouveau honoré des suffrages de ses concitoyens ; il saisit à cette époque avec empressement toutes les occasions de défendre nos droits constitutionnels, et ce n'est pas sans étonnement qu'après la révolution de juillet on l'entendit s'élever avec force contre le projet de réduction des traitemens des fonctionnaires publics, lui qui en 1829 réclama plusieurs fois ces réductions. On explique d'autant moins facilement cette contradiction , que M. Dumeylet est un homme politique dont le nom se rattache à beaucoup d'actes législatifs éminemment utiles, et qui, en dernier lieu, a mérité, par la franchise de ses réponses aux questions des électeurs, d'être élu à une majorité considérable. Il s'élèvera contre l'hérédité de la pairie ; la chambre vient de le nommer aux fonctions de questeur.

: DUMON, Sylvain (LOT-ET-GARONNE — *Agén*, 2^e arr.), avocat. Sa vie, vierge encore d'antécédens politiques, offre peu de prise à la plume du biographe. Son seul acte est sa profession de foi aux électeurs, et, bien qu'elle contienne des principes dont nous désirons lui voir faire l'application, on ne peut disconvenir qu'au sujet de la pairie il ne semble, à l'instar des anciens amis Dupin, Villemain et Guizot, donner à regret son opinion ; et ce n'est qu'à la suite de longs raisonnemens qu'il arrive à conclure : « Qu'il faudra chercher hors de l'hérédité une combinaison monarchique et nationale, qui garantisse

» l'indépendance de la pairie, sans le secours du privilège. » Son discours de remerciement proteste de son inviolable dévouement à la cause de la patrie et de la liberté. Quelque grand que puisse être ce dévouement, nous aurions préféré, nous l'avouons, voir sortir du scrutin électoral le nom de son concurrent, M. de Lacuée, que recommandent une vie honorable entièrement consacrée à l'étude, de profondes connaissances en économie politique, et un patriotisme pur et éclairé.

DUPIN, aîné (Nikvæ — *Clamecy*), procureur-général à la cour de cassation. Si l'éloquence seule pouvait établir en faveur d'un homme politique des droits à la représentation nationale, nul député n'aurait mieux que celui de Clamecy mérité le mandat de ses concitoyens, parce que nul député ne possède à un degré plus éminent, ce don brillant de la parole si fertile en résultats heureux, alors qu'il reçoit une utile et consciencieuse direction, mais malheureusement si funeste quand l'orateur s'en fait une arme pour combattre l'essor des progrès, et pour défendre des abus frappés d'une réprobation légitime. La carrière politique de M. Dupin aîné (car nous n'avons point à nous occuper de ses beaux et lucratifs succès dans le barreau, de ses nombreux ouvrages de droit, tant en latin qu'en français, etc.), commença en 1815, époque à laquelle l'arrondissement de Château-Chinon le députa à la chambre des représentants. Le législateur s'y montra de beaucoup inférieur à l'avocat; il n'y fit point de propositions hostiles à la liberté et aux intérêts du pays, mais s'amusa à des propositions réglementaires, dont le seul mérite consista dans la précision et l'énergie avec lesquelles elles furent soutenues.

Alors commença déjà à se développer dans une opposition moins ferme que tracassière, cette indisciplinable opiniâtreté qui devait plus tard dégénérer en véritable licence. De 1815 à 1827, M. Dupin fut porté et échoua dans différentes candidatures, et c'est pendant ce long intervalle qu'il fut le plus utile à la patrie. Nos libertés opprimées, surtout celle de la presse, eurent à implorer plusieurs fois le secours de son éloquence. Sa voix courageuse assura leur triomphe, une juste popularité, une reconnaissance sincère accompagnée d'un salaire bien arrondi en furent le prix; mais cette popularité ne devait point être de longue durée; plusieurs actes de M. Dupin impliquèrent une ostensible contradiction avec les opinions qu'il avait hautement professées. Le poète national défendu deux fois dut essuyer à la troisième un refus fondé sur des convenances politiques. La lettre de M. Cauchoix Lemaire au duc d'Orléans pour l'engager à faire ce qu'il a fait depuis la révolution, reçut de l'illustre avocat un blâme public, et l'écrivain poursuivi par le ministère, subit une condamnation de quinze mois de prison et de 6,000 fr. d'amende. Et que dire de la visite et de l'amende honorable faites aux jésuites de Saint-Acheul, par celui qui les avait combattus avec les armes de Pascal, et s'était proclamé Gallican. On a beaucoup parlé et à bon droit plaisanté d'une lettre qu'à l'époque de son élection de Mamers, en 1827, M. Dupin écrivait à *M. de Damas aux Tuileries*, où il déclarait qu'il ne serait jamais un député *complaisant*, en ajoutant qu'il serait toujours un député *fidèle*, et qu'il avait la *confiance que M. le Dauphin verrait sans déplaisir l'élection du député de Mamers*. En 1828 M. Dupin siégea au centre gauche de la chambre, et prit souvent la pa-

rolé tantôt pour appuyer, tantôt pour combattre les projets de loi du ministère; en 1829 il se trouva en désaccord complet avec la gauche sur plusieurs questions importantes, notamment sur la proposition itérativement faite par M. Labbey de Pompières, pour la mise en accusation du ministère Villèle, et pendant le reste de la session, il fut alternativement l'antagoniste du ministère et l'antagoniste de l'opposition. Les fameuses ordonnances de 1830 devaient porter le dernier coup à sa popularité déjà un peu émoussée, et à sa réputation de patriotisme et de courage. Les journalistes se réunirent chez lui pour lui demander un moyen de résister au rétablissement de la censure. L'avocat, après avoir longuement prouvé l'illégalité des ordonnances, dont personne ne doutait, arrivé à conclusion refusa de donner un conseil. *« Vous me parlez-là, dit-il, de choses que je ne dois pas prévoir. On m'a demandé mon cabinet pour une consultation de jurisconsulte, et non pour une consultation politique. »* Il est resté démontré, malgré ses dénégations, que M. Dupin, comme tant d'autres, le 26 juillet ne se croyait plus député, et tout en protestant contre les ordonnances voulait s'y soumettre. Veut-on au reste quelques détails sur l'hérétique conduite du sauveur de la France pendant les trois jours ? *Il prit un bain, rédigea une protestation insignifiante et tardive, et fit deux voyages à Neuilly pour engager M. le duc d'Orléans à accepter la lieutenance générale du royaume.* Veut-on savoir comment parlait à la chambre de 1815 M. Dupin, en 1830 l'un de nos faiseurs de roi les plus empressés ? *« Gardons-nous d'intercepter le vœu de la nation et de lui dicter un choix ; c'est d'elle qu'on doit attendre le choix du souverain,*

« c'est elle qui précède tout gouvernement et qui lui « survit ! » Au reste ce serait à n'en pas finir, si nous entreprenions de constater toutes les contradictions qui font de M. Dupin un prodige de versatilité politique ; nous terminerons en rappelant que toutes les mauvaises lois , toutes les mesures désastreuses , hostiles à nos libertés , attentatoires à nos droits , qui ont signalé la dernière session , ont été successivement sanctionnées par lui , que toutes les améliorations ont été par lui repoussées ; c'est à lui que nous devons l'immovibilité de la magistrature qui livre l'exécution des lois à la contre-révolution ; la nomination par le roi des maires et adjoints , la loi incomplète sur la garde nationale , le cens d'éligibilité , le rejet des adjonctions ont été tour à tour appuyés par sa faconde intarissable ; chacun des jours qui ont suivi notre révolution a donné une preuve nouvelle et de sa haine constante pour ses conséquences , et de sa sympathie pour le système déshonorant de la restauration.

Eh bien , électeurs de Clamecy , mirez-vous dans votre député , soyez fiers des lazzis et des jongleries parlementaires qui ont succédé à sa brillante éloquence. Êtes-vous disposés à contribuer pour votre quote-part à doter le roi populaire d'une liste civile de 18 millions ? il secondera votre générosité , car il est *l'économe du roi et non celui de la France* ; êtes-vous partisans d'une pairie héréditaire ? il plaidera la cause de l'hérédité , car il n'est pas l'ennemi des privilèges , et ne serait pas fâché d'aller reposer son impopularité sous l'ombrage des lilas du Luxembourg.

DUPONT , de l'Eure , (EURE — Bernay.) Il est peu d'hommes dont les vertus , la probité politique , le patrio-

tisme inaltérable, soient aussi universellement connus ; il semble que les mots *honneur, désintéressement, indépendance*, soient synonymes du nom de Dupont ; sa vie, quoique déjà bien longue, n'offre pas une seule action qui ne justifie le surnom d'*Aristide de la tribune française*, que lui décernèrent les amis de la liberté ; né en 1767, Dupont fut successivement avocat au parlement de Normandie, maire de sa commune, administrateur du district, juge au tribunal de Louvier, puis accusateur public près le tribunal criminel du même département ; membre du conseil des cinq-cents, il fut en 1800, nommé conseiller à la cour d'appel de Rouen, et la même année appelé à la présidence du tribunal criminel d'Évreux ; en 1811, lors de la réorganisation judiciaire, il revint à Rouen en qualité de conseiller, et peu après fut nommé président de la cour impériale ; présenté deux fois par le collège électoral de l'Eure, candidat au corps législatif, il fut choisi par le sénat, et y siégea de 1812 à 1814 ; membre de la chambre des représentans, il en fut nommé vice-président ; c'est lui qui proposa et fit adopter la patriotique déclaration du 6 juillet 1815. Magistrat depuis 27 ans, Dupont fut en 1818 exclu de ses fonctions par le ministre Pasquier, homme de tous les régimes, et privé de sa pension de retraite, qu'une fortune plus que modeste lui rendait cependant bien nécessaire. Depuis la dissolution de la chambre introuvable, dont il ne fit point partie, Dupont a été membre de toutes les législatures ; ses principes n'ont jamais varié, ses actes ont toujours été conformes à ses principes. Après la révolution de juillet, la voix du peuple appela Dupont au ministère de la justice, des intrigues de cour l'en renversèrent ; il sortit du

pouvoir aussi pur qu'il y était entré, et le plus bel éloge qu'on puisse faire de sa courte administration, c'est que ceux qui l'aimaient et l'estimaient garde-des-sceaux, ont conservé pour lui, après qu'il eut cessé de l'être, la même estime et le même attachement.

DUPONT-MINORET (VIENNE — *Poitiers*), marguillier de la paroisse de Notre-Dame de Poitiers; ancien négociant et président du tribunal de commerce. Envoyé pour la première fois à la chambre en juin 1830, il y vint prendre place à côté de M. Delessert, dont il fit son patron politique, appuyant et improuvant selon l'impulsion qui lui était transmise par cet honorable. Nommé membre de la Légion-d'Honneur, au lieu d'expliquer ses principes aux électeurs, M. Dupont se contenta de leur dire le 4 juillet: « Mes votes législatifs ont toujours été » pour la consolidation des libertés publiques et les améliorations qu'elles nous assurent. » Nous aurions désiré puisqu'il pense que, « la profession de foi d'un député doit être dans ses actes et dans ses votes; » qu'il les publiât officiellement afin de répondre à ceux qui les accusent d'être entachés de ministérialisme. Comme il n'est jamais monté à la tribune dans la session dernière, nous attendons pour porter un jugement plus positif qu'il se fasse connaître davantage.

DUPOUY, aîné (NORD — *Valenciennes*). Les renseignements que nous possédons sur ce député ne nous offrent pas assez de garantie pour que nous les donnions avec assurance. Nous nous bornerons à extraire de sa profession de foi les parties qui peuvent indiquer ses opinions et ses principes. « Lorsque le mérite personnel et les ser-

« vices rendus à l'état sont devenus les seuls titres à la
 « considération, l'hérédité d'un corps politique est un
 « véritable non-sens; aussi je voterai pour son abolition.
 « En acceptant la mission de député, je me dévouerai
 « entièrement aux devoirs qui me seront imposés et je
 « ferai toujours prévaloir les intérêts généraux sur les
 « intérêts privés. »

DUPRAT, le baron (TARN-ET-GARONNE — *Moissac*),
 sous-préfet pendant la restauration; son attachement
 bien connu pour la famille déchue provoqua sa desti-
 tution quelque temps après les événemens de juillet.
 Le candidat que les patriotes du pays lui opposaient est
 M. Chabrie sur lequel il ne l'emporta que de 18 voix. On
 assure que, bien que nommé par tous les partisans de la
 légitimité, il a fait une profession de foi dans laquelle il
 s'élève avec force contre l'hérédité de la pairie, l'exagé-
 ration de la liste civile, l'énormité des charges publiques
 et toute espèce de monopole.

DURIS-DUFRESNE (INDRE — *la Châtre*). Patriote
 vrai, député consciencieux et éclairé, sincèrement dé-
 voué aux intérêts du pays; M. Duris-Dufresne, ami de
 Lafayette et de Dupont de l'Eure, a constamment voté
 depuis 1827 avec ces vieux défenseurs de la liberté. Mem-
 bre du corps législatif en l'an XII, entreposeur des ta-
 bacs en 1811, destitué en 1815, il n'a pas, comme il le
 dit lui-même, « salué l'ère nouvelle de Louis XVIII,
 « qui nous faisait passer du despotisme couvert de gloire,
 « au despotisme couvert de boue. » Il fut nommé député
 en 1837 par les électeurs constitutionnels. Soldat de la
 première révolution il n'a pas manqué à la seconde : aus-

sitôt qu'il a appris la publication des fameuses ordonnances, il partit pour Paris. Sa famille voulant le retenir, il répondit : « Il ne s'agit pas d'en revenir, il s'agit d'y aller. » Il prit part aux premières opérations de la chambre; c'est lui qui le premier demanda que la magistrature fût soumise à une institution nouvelle, ne voulant pas que les juges de Charles X fussent chargés de rendre la justice sous le règne de Louis-Philippe, et désirant mettre tout l'intervalle d'une révolution entre les deux règnes. Bien que la conduite passée de l'honorable député de l'Indre soit la meilleure garantie de sa conduite à venir, et que nous soyons convaincus qu'il sera toujours à la hauteur des circonstances graves qui menacent l'avenir de la France; nous donnerons à l'appui de notre confiance, quelques fragmens d'une lettre que M. Duris-Dufresne a adressée aux électeurs. « L'hérédité de la pairie est une injure à tous » les citoyens qui ont la conscience de l'égalité, et qui ne » voudront jamais qu'une distinction et un pouvoir si » éminent soient donnés d'avance à un imbécile-né ou au » petit-fils d'un étranger. — Les individus qui n'ont que » 400 fr. de revenus, payant réellement moitié des impôts, » les cinq ou six cents millions qu'on leur arrache les plongent dans la misère et leur ôtent la faculté d'acheter » les nombreux produits des manufactures; c'est la seule » cause réelle de l'état malheureux du commerce de cette » belle France, qui a été grevée de vingt milliards d'impôts » dans les quinze années de cette ignoble restauration. »

DUROSNEL (SEINE-ET-MARNE — *Fontainebleau*), lieutenant-général, ancien aide-de-camp de Napoléon qui l'avait créé pair en 1815. M. Durosnel a pour la première fois siégé à la chambre des députés après la révolu-

tion de juillet ; il y fut appelé en remplacement de M. Eugène d'Harcourt nommé ambassadeur à la cour de Madrid. M. Durosnel n'a jamais paru à la tribune, il a constamment voté avec les centres ; aurait-il par hasard conservé aux ministres cette obéissance passive qu'il a dû puiser dans sa vie militaire et dans ses fonctions d'aide-de-camp de l'empereur ? On dit qu'il s'est assuré une place à la chambre des pairs, et qu'il doit appuyer l'hérédité ; nous désirons bien sincèrement que M. le général démente par sa conduite et ses votes tous les *on dit*.

DUVERGIER-DE-HAURANNE, père (SEINE-INFÉRIEURE — *le Havre*), négociant. Pendant les trois sessions de 1815 à 1818, il fut questeur et membre de la commission du budget ; réélu en 1820 il siégea au centre gauche jusqu'en 1823, et fut de nouveau envoyé à la chambre en 1827 par les électeurs du Havre. Pendant sa longue carrière législative, M. de Hauranne a fait d'innombrables discours, beaucoup en faveur des doctrines de la restauration, peu en faveur des principes libéraux, et si quelquefois il a appuyé les propositions des hommes de l'opposition, il a plus souvent accordé son suffrage aux projets ministériels. M. de Hauranne ; qui voudrait, comme les Delessert et autres, établir l'aristocratie de l'argent sur les ruines de l'aristocratie nobiliaire, n'a pris aucun engagement sur la question de la pairie, nous le croyons très-favorable au privilège héréditaire.

DUVERGIER-DE-HAURANNE, fils, Prosper (CHER — *Sancerre*), maire d'Herry et membre du conseil général du département ; bien qu'il ait fait, ainsi qu'il le dit lui-

même, de la politique une des principales affaires de sa jeunesse, bien qu'il ait consacré à l'étude de cette science un voyage en Angleterre afin de voir de près le mécanisme du gouvernement de ce pays; les deux lettres qu'il a adressées aux électeurs, écrites du reste avec le talent dont il a déjà fait preuve comme rédacteur du *Globe*, ne portent pas l'empreinte de la conviction forte et positive qu'on pouvait attendre de ses connaissances : il tourne avec art les questions plutôt qu'il ne les résout. Dans la première lettre, datée du 30 avril, il annonce que « la constitution votée en août dernier le satisfait pleinement et qu'il s'y tient; » négligeant ensuite d'aborder les questions qui pourront être présentées à la chambre prochaine, il regarde comme inconstitutionnel tout engagement à cet égard. Mais obligé bientôt par l'interpellation des électeurs de s'expliquer sur l'hérédité, il répond : « Dans notre état social, *héréditaire ou non* la » pairie serait par la force des choses renfermée dans le » rôle fort utile, mais assez modeste qui lui convient. » Résoudre cette question affirmativement ce serait heurter les principes et l'opinion, faire du privilège pour le plaisir d'en faire, jouer le repos de la France; ainsi constituée elle aurait de graves inconvénients et point d'avantages; » et il ajoute plus bas : « Ce que je désire avant toute chose étant l'affermissement du gouvernement actuel, si donc je pensais que l'hérédité de la pairie pût de fait contribuer à ce résultat, tout insoutenable qu'elle soit en principe, peut-être ferais-je plier mon opinion, parce que, selon moi, du maintien du gouvernement actuel dépend la liberté de la France, » D'après cela que M. Duvergier vote pour ou contre l'hérédité, qu'il se place à la chambre du côté de l'opposi-

tion ou sur les bancs ministériels, sa lettre répond à tout. Mais nous devons le dire, notre conviction est que l'honorable député du Cher est acquis au système du 13 mars : puissions-nous être dans l'erreur.

ESCHASSÉRIAUX, Camille (CHARENTE-INFÉRIEURE — *Saintes*), âgé de 30 ans. Il a refusé après les journées de juillet la préfecture de la Charente-Inférieure qui lui fut offerte. Fils d'un conventionnel montagnard mort en exil, petit-fils du célèbre Monge, neveu de René Eschassériaux, conventionnel, membre de la chambre des représentans et député sortant, M. Camille Eschassériaux est d'une famille qui a donné des gages à la liberté. Si quelques-uns de ses membres ne lui ont pas été constamment fidèles, espérons que celui-ci ne suivra que les exemples de patriotisme et d'indépendance. C'est un jeune homme énergique, et c'est sur ceux-là que nous pouvons compter. C'est dire assez qu'il votera contre l'hérédité de la pairie et qu'il voudra toutes les conséquences de la révolution de juillet.

ENOUF (MANCHE — *Carentan*) ; propriétaire à Saint-Pellerin, fut nommé député en 1828. Il a presque toujours voté avec l'opposition ; en 1829 dans la discussion portant règlement définitif du budget de 1847, il prononça un discours remarquable contre les prodigalités ministérielles, qui aurait encore en 1831 le mérite de l'à-propos. Réélu en 1830, il vota l'adresse des 221. Il a franchement adopté les principes de notre nouvelle révolution, a soutenu l'amendement de M. Salvete en faveur de l'abolition du cens d'éligibilité ; néanmoins il s'est séparé de ses amis politiques à l'occasion des ad-

jonctions des capacités, mais c'est le seul principe illibéral qu'il ait professé. Malgré cette erreur, M. Enouf n'en est pas moins un patriote dévoué. Nous ignorons s'il a fait une profession de foi, cela ne nous empêche pas de croire qu'il votera contre l'hérédité de la pairie et en faveur de toutes les propositions tendantes à la gloire et à la prospérité de notre pays.

ESTANCELIN (SOMME — *Abbeville*), élu pour la première fois en juin 1830 par le grand collège de son département, il s'est placé au centre, n'a pas pris une seule fois la parole, et a constamment voté avec les hommes de cette partie de la chambre qui ont si mal compris la révolution de juillet. Nous ignorons s'il a pris des engagements envers les électeurs qui l'ont de nouveau investi de leur mandat.

ESTOURMEL, le comte d' (NORD — *Cambrai*, 2^e arr.), entra fort jeune dans la carrière des affaires publiques. De 1796 à 1814 il fut tour à tour diplomate et soldat, soldat et diplomate; s'engagea volontairement; fit les campagnes de 1799 et 1800, et fut nommé sous-lieutenant par Carnot; secrétaire de légation après la paix d'Amiens. En 1805 la guerre générale s'étant rallumée, il fit successivement jusqu'en 1812 les campagnes d'Allemagne, d'Espagne et de Portugal. Particulièrement attaché à l'état-major de Berthier, il parvint au grade de chef d'escadron; fut par l'empereur décoré de la croix de la Légion-d'Honneur après la bataille d'Eckmühl, reçut celle du mérite militaire de Bavière et une dotation après la bataille de Wagram. En 1815 il fut nommé secrétaire d'ambassade au congrès de Pra-

gue; en 1814 il dut être nommé ministre près d'une cour secondaire, mais ses principes constitutionnels le firent écarter par le gouvernement de la restauration. Député du Nord en 1815, il siégea à l'extrême gauche et fut l'un des neuf députés qui dans la trop fameuse loi d'amnistie eurent le courage de voter contre le bannissement des conventionnels et des autres Français qui furent proscrits à cette époque. En 1816 il rendit le premier à une armée vieille de triomphes, la justice que lui refusaient quelques transfuges de nos rangs; les braves licenciés de la Loire trouvèrent en lui un éloquent panégyriste. La nouvelle loi électorale, fixant à 40 ans l'âge d'éligibilité, M. d'Estournel ne put être réélu en 1817. Il fut rappelé à la chambre en 1821; il y siégea jusqu'en 1823. Sa candidature, en 1824, appuyée par l'illustre général Foy, succomba devant les intrigues du ministère déplorable, et sa réélection fut ajournée jusqu'en 1830. Il fut dans le département du Nord le premier signataire de l'acte d'association pour le refus de l'impôt. Lors de la révolution, il fit partie des vingt-neuf députés dont la protestation fut placardée sur les murs de Paris. Il appuya la proposition de M. de Tracy pour l'abolition de la peine de mort *dans tous les cas*. Il vota pour l'abaissement du cens électoral à 200 fr. et pour l'admission des capacités intellectuelles. La nomination de M. d'Estournel aux fonctions de ministre plénipotentiaire en Colombie, a étonné tous ceux qui ont pu apprécier ses connaissances diplomatiques et ses principes constitutionnels : on s'attendait à lui voir confier une mission plus importante en Europe; mais le ministère aime mieux les laisser aux mains des partisans de la dynastie déchue, afin de ne pas déplaire à la sainte alliance.

Élu pour la quatrième fois à la majorité de 196 voix sur 200 votans, M. d'Estourmel n'a pas fait de profession de foi, mais il a fait connaître ses sentimens contre l'hérédité de la pairie, dans une allocution qu'il prononça lorsqu'il fut à l'unanimité nommé président du collège électoral.

ÉTIENNE (MEUSE — *Commercy*), membre de l'académie française, l'un de nos meilleurs auteurs dramatiques, et l'un de nos plus spirituels écrivains, M. Étienne a commencé sa carrière politique, sous l'empire, dans le cabinet du duc de Bassano, alors ministre des affaires étrangères, dont il était le secrétaire. Il fut nommé en 1810 censeur du *Journal de l'Empire*, et quelque temps après chargé de la police générale des journaux. Lors de la première restauration, M. Étienne perdit toutes ses places, le retour de Napoléon les lui rendit. En 1815 il fut exclu de l'institut par le ministre Vau-blanc; il n'y rentra qu'en 1828 par suite d'une nouvelle élection. Il fut l'un des collaborateurs de *la Minerve* qu'il enrichit des *Lettres sur Paris*, lettres qui firent en partie la vogue de ce journal. L'un des fondateurs du *Constitutionnel*, il en a, à diverses époques, puissamment influencé la rédaction. Élu député en 1820 par le département de la Meuse, il continua à la tribune jusqu'en 1823, l'opposition vigoureuse et spirituelle dont il accablait depuis deux ans les ennemis de la liberté. En 1827, réélu par l'arrondissement de Bar-le-Duc, il coopéra de tout son pouvoir à cette fusion des partis qui soutint le ministère Martignac. Cependant il retrouva quelques accens énergiques pour repousser le système de la loi sur les conseils généraux des départemens.

C'est à lui qu'on attribue la rédaction de la fameuse adresse des 221. Si M. Étienne n'a pas pris une part active à la révolution de juillet, il n'a pas dédaigné d'en profiter. Son fils a été nommé conseiller référendaire à la cour des comptes. Nous ne disons rien du ruban de la Légion - d'Honneur dont l'honorable a été décoré, car nous pensons qu'il appartient à juste titre et depuis long-temps à l'auteur des *deux Gendres*. La conduite législative de M. Étienne pendant la dernière session, n'est pas plus digne du publiciste de *la Minerve* que d'un député de 1820, et nous devons le dire, le *juste-milieu* de sa vie politique est seul exempt de blâme; puisse la suite y ressembler. M. Étienne s'est engagé à voter contre l'hérédité de la pairie.

FAILLY, de (HAUTE-MARNE — *Vassy*), ancien colonel, porté pour la première fois à la députation à une très-grande majorité. M. de Failly est, nous assure-t-on, un bon patriote qui réclamera les conséquences des principes qui ont triomphé en juillet. Étroitement lié avec M. Toupot de Beveaux, il réunira ses votes à ceux de cet honorable dont il partage toutes les opinions.

FALGAYRAC (TARN — *Alby*), ancien sous-préfet de Lavaur. Son patriotisme bien connu lui valut la confiance des électeurs constitutionnels qui le nommèrent député à une grande majorité. Son concurrent, M. le vicomte Decazes, frère du pair de France et député sortant, était porté par les partisans du *juste-milieu*. M. Falgayrac justifiera sans doute l'espoir de ses commettans en travaillant à l'extension des libertés nationales.

FALGUEROLLES, de (TARN — *Castres*). Quoique élu depuis la révolution, ce député tient encore par ses opinions au système qu'elle a renversé, et il n'est pas douteux après la lecture de sa lettre aux électeurs qu'il n'ait de la propension à favoriser les privilèges. Après avoir longuement traité la question de la pairie, il finit par déclarer que « malgré ses efforts pour la résoudre » dans les seuls et vrais intérêts du pays, elle laisse encore » bien des doutes dans son esprit. » Il assure que ses votes et ses opinions n'ont eu pour objet que les besoins du peuple et les intérêts des contribuables. Nous ne doutons pas que ses votes n'aient été l'expression de sa conscience; seulement, nous eussions désiré qu'il les publiât afin qu'on pût juger s'ils sont aussi populaires qu'il veut bien l'indiquer.

FAURE, Pascal (HAUTES-ALPES — *Gap*), avocat distingué, mérita la confiance et les suffrages de ses concitoyens par plusieurs services rendus à la cause libérale avant et après la révolution de juillet; en 1830, il appuya de tous ses efforts la candidature du très-honorable Dubois-Aymé; depuis les grands évènements il contribua à l'organisation de la garde nationale de Gap. Il a adressé aux électeurs une profession de foi où les questions les plus graves se trouvent discutées et résolues avec une précision et un patriotisme bien dignes d'éloges. « La pairie, dit-il, doit être le prix du vrai mérite et non le produit du hasard et de la naissance; nos mœurs politiques sont antipathiques au privilège féodal de son hérédité. Je demanderai la réduction des hauts salaires, etc., tous les bons exemples devant venir du trône; je voterai » pour une liste civile qui ne heurte point nos ressources

« par son fastueux entretien : je serai inaccessible à toute faveur, etc. » Joignez, M. Faure, la pratique à la théorie, et vous serez un digne représentant de la France de 1831.

FAURE (TARN-ET-GARONNE — *Castel-Sarrasin*). Se placera-t-il à gauche, à droite, ou au centre ? Votera-t-il pour ou contre la pairie héréditaire ? Est-il partisan des économies, ou aime-t-il les gros traitemens ? ce sont des questions auxquelles les renseignemens que nous nous sommes procurés sur M. Faure ne nous permettent pas de répondre.

FINOT (YONNE — *Avallon*), médecin et riche propriétaire. Il a montré jusqu'ici une grande indépendance, et la profession de foi qu'il a adressée aux électeurs prouve qu'il sent les besoins de notre époque, puisqu'il s'y prononce contre les privilèges de l'une de nos chambres législatives. On assure qu'il se placera à l'extrême gauche et votera en faveur de nos libertés.

FIOT (SEINE-ET-OISE — *Mantes*), président du tribunal civil de cette ville. En 1814, M. Fiot voulant combattre pour l'indépendance de son pays, quitta le barreau de Paris où il faisait son stage, et partit comme volontaire ; il se fit remarquer par son courage, et mérita que Napoléon en 1815 le créât chevalier de la Légion-d'Honneur. En 1824 sa conduite pendant les élections lui valut les rigueurs du ministre Villèle qui le destitua des fonctions de juge d'instruction. Nommé président du tribunal civil de Mantes après la révolution de juillet, la profession de foi qu'il a adressée aux élec-

tions est franche et loyale ; il se prononce contre l'hérédité de la pairie : « Il faut, dit-il, que la chambre des Pairs soit le Panthéon des grands hommes vivans. » Dans le vote du budget, M. Fiot n'oubliera jamais que cet argent trop souvent prodigué est le fruit des sueurs du peuple.

FLEURY, jeune (CALVADOS — *Falaise*), propriétaire, siège à la chambre depuis 1827. Sa carrière législative serait sans reproche s'il n'avait contribué par son vote à maintenir la magistrature de Charles X ; M. Fleury est un de ceux qui à l'exemple de Lafayette ont senti l'obligation de rendre compte de leur mandat : aussi, élu président du collège électoral, il traça un aperçu rapide des travaux de la dernière session et de la part qu'il y avait prise. Après avoir démontré que, dégagé de tout intérêt personnel et de parti, et désireux marcher à la prospérité et au bonheur de la France, il était décidé à voter pour une pairie viagère ; il termina son discours en disant : « J'ai contribué de mon vote à la confection de notre Charte régénérée et à l'élection de Louis-Philippe ; ainsi tout étant bien sanctionné, désirons maintenant que les conséquences de la révolution de juillet s'accomplissent. »

FLEURY, Louis (ORNE — *Laigle*), négociant et fabricant, président du tribunal de commerce de Laigle. M. Fleury fut élu à Mortagne en 1827, vint prendre place dans les rangs de l'opposition et se montra l'un des plus énergiques partisans des économiques. Il vota l'adresse des 221, et c'est à ce dernier acte que doivent s'arrêter les éloges dûs à sa carrière législative. Car de-

puis juillet il a constamment fait cause commune avec les *quasi-légitimistes*. Défenseur de la *paix à tout prix*, la guerre lui inspire un tel effroi, qu'aucun sacrifice ne lui coûte pour l'éloigner, et le système suivi dans nos relations extérieures, système si humiliant pour ceux qui l'imposent à la France, a toujours trouvé en lui le plus zélé défenseur. Il a refusé de prendre aucun engagement au sujet de l'hérédité, et de faire aucune promesse en faveur des institutions populaires.

FONFRÈDE, Henri (GIRONDE — *Bordeaux*, arr. *extra-muros*,) fils du conventionnel Boyer Fonfrède, qui vota la mort de Louis XVI, et qui, quelque temps après, poursuivi comme Girondin, fut jugé, condamné, et exécuté le même jour. M. Henri Fonfrède est un écrivain distingué, plus connu cependant par sa récente apostasie, que par son talent de publiciste; les nombreux articles qu'il publia dans les journaux de Bordeaux, contre le système aristocratique du gouvernement de la restauration, étaient empreints d'une énergie toute républicaine, qui lui mérita le titre, dont il se glorifiait alors, de *tribun de la Gironde*. Depuis la révolution, ses principes, ou plutôt son langage a subi une éclatante métamorphose; les doctrines que naguère il combattait si violemment, sont aujourd'hui les siennes, et le tribun démocrate est devenu l'apologiste du privilège. Les services que M. Fonfrède a rendus comme journaliste à la quasi-légitimité, ont déjà reçu leur récompense; le ruban de la Légion-d'Honneur lui a été gracieusement envoyé par le ministère du 13 mars, et ce ne sera sans doute pas la seule faveur qu'il en obtiendra. M. Fonfrède a refusé de prendre aucun engage-

ment envers les électeurs; il a déclaré que « tant qu'il » lui resterait une goutte de sang et une goutte d'encre , » il combattrait l'execrable doctrine du mandat. »

FOURNIER (SARTHE — *Le Mans*, 3^e arr.). Il siège à la chambre depuis 1830. Nous ne saurions mieux faire connaître la conduite législative de cet honorable pendant la dernière session et celle qu'il tiendra probablement à la session prochaine, qu'en citant l'article d'un journal du département de la Sarthe; il dit en parlant de M. Fournier, après examen de sa profession de foi: « Aurons-nous la paix?—Il a constamment suivi ce parti. » — La guerre? — Il a voté 1,500 millions pour la faire. » — L'intervention?—Il approuve M. Sébastiani de l'avoir permise en Italie. — La non-intervention?—Il approuve M. Sébastiani de l'observer envers la Pologne? — La pairie héréditaire? — Il y est opposé, mais laissons agir la controverse. — La pairie non héréditaire? — Encore mieux, sauf discussion. — Le budget, la liste civile? — Il n'en parle pas, le ministère est si économe. — La police? — Est-ce trop 1,500 mille francs à la veille d'une élection générale? — Les Polonais? — Silence! » La proposition Baude, l'expulsion des Bourbons de la branche aînée? — Il ne faut pas se compromettre. »

FRANCOVILLE, de (PAS-DE-CALAIS — *Saint-Omer et Boulogne*), avocat à Calais jusqu'à notre première révolution, il fut envoyé aux États-généraux de 1789. Nommé en 1800 juge au tribunal civil de Saint-Omer, et en 1809, au corps législatif, il y resta jusqu'à la rentrée de Louis XVIII. Député du Pas-de-Calais en 1815.

il fut renvoyé à la chambre de 1816, y siégea jusqu'en 1820, et fit partie de cette majorité qui dota la France du double vote, et ne refusa son approbation à aucune des mesures restrictives proposées par les ministres d'alors. Aujourd'hui M. de Francoville est juge de paix de sa ville natale et membre du conseil général de son département. Il a adressé aux électeurs une circulaire dans laquelle il fait de longs raisonnemens sur la pairie, dont l'hérédité lui paraît une garantie d'indépendance; il est inutile de dire que M. de Francoville ne sera pas plus hostile au système rétrograde qu'il ne le fut aux pouvoirs de tous les temps. Il vient d'opter pour l'arrondissement de Saint-Omer.

FRUCHARD (MORBIHAN — *Lorient, extra-muros*). Il nous a été impossible jusqu'à ce jour de nous procurer aucun renseignement sur ce député; si nous en recueillons avant la publication de notre supplément, nous le classerons dans cette partie de notre travail.

FULCHIRON, fils (RHÔNE — *Lyon, 3^e arr.*) Cet honorable député a obtenu sur 221 votans une majorité de 214 voix. Nous ignorons sur quels titres ses commettans ont basé leur *choix*, et voici ce que nous lisons dans un journal de Lyon du 3 juillet : Ce candidat n'ayant pas pris la peine de publier une profession de foi, nous ne le pouvons juger que sur ses actes politiques, et nous avouons en toute humilité ne les connaître en rien. Après son élection, il dit dans une allocution aux électeurs : « C'est de cœur et de conscience, de pensées et d'actions » que je remplirai mon devoir, j'appartiendrai à la France » pour le soutien des nobles principes, du trône et de

» nos libertés, et à vous pour les intérêts de localité. » Il serait difficile de décider, d'après cette déclaration si peu explicite pour notre époque, en faveur de quelles opinions M. Fulchiron jugera à propos de se prononcer.

GAILLARD (GIRONDE — *Lesparre*), ancien officier sous l'empire, décoré de la Légion-d'Honneur; riche propriétaire et membre du conseil général, était le candidat du ministère aux dernières élections; il l'emporta sur M. de Rieunègre, candidat du *mouvement*; il n'a pas fait de profession de foi, mais il a publié une lettre dans laquelle il refuse de faire connaître son opinion sur l'hérédité de la pairie, s'engage à n'accepter aucunes fonctions publiques salariées, et à demander au gouvernement de briser les entraves qui s'opposent à l'exportation des vins.

GAILLARD DE KERBERTIN (ILE-ET-VILAINE — *Montfort*). Nous nous empressons de réparer une erreur que nous avons commise dans notre petite biographie *des hommes du mouvement et de la résistance*, où nous avons annoncé à l'article de M. de Kerbertin, *qu'il s'était empressé d'accourir à Paris* (après la révolution), *et avait obtenu de suite la place de procureur-général*; des renseignements ultérieurs nous ont appris que M. de Kerbertin n'accepta ces fonctions qu'après les avoir refusées et sur les instances de M. le garde des sceaux, et ce ne fut qu'alors qu'il se rendit à Paris pour prêter serment entre les mains du roi.

L'honorable député fut depuis promu aux fonctions de premier président à la cour royale de Rennes, et nommé membre du conseil-général de ce département;

nous devons présumer que la nouvelle faveur dont il vient d'être l'objet ne fut pas plus que la première le résultat d'intrigues et surtout de démarches intéressées, car il est reconnu que le cabinet de M. de Kerbertin, avocat distingué, jurisconsulte profond, était pour lui d'un produit que ne compensent point les beaux émolumens de sa présidence. Nous avons été surpris de voir M. de Kerbertin qui, dans l'exercice de ses fonctions d'avocat, a donné plus d'une preuve de libéralisme et d'indépendance, voter dans la session dernière, pour un cens d'éligibilité de 750, et pour un cens électoral de 240; ce qui assurément n'est point très-libéral, et très-conforme aux principes de notre révolution. Nous craignons que M. de Kerbertin qui nous a paru mieux aimer sympathiser avec les centres, que de suivre les inspirations de son honorable ami M. Bernard de Rennes, ne vote en faveur de l'hérédité de la pairie, au sujet de laquelle il a évité de contracter un engagement avec MM. les électeurs.

GALABERT, Louis (Gers — *Mirande*), ancien colonel. Celui, dont les immenses travaux ont pour but la prospérité de la France en favorisant le commerce de l'une de ses contrées, méritait assurément d'être appelé par ses concitoyens à siéger parmi les représentans de la nation. Aussi l'élection de M. Galabert a-t-elle obtenu l'approbation des hommes les plus opposés par leurs principes. Autour de l'admirable projet du canal des Pyrénées qui, se rattachant au canal du Languedoc, opérera, après avoir traversé un espace de quatre-vingt-cinq lieues, la jonction des deux mers et versera dans les golfes de Lyon et de Gascogne, les produits des riches

contrées méridionales, M. Galabert n'a pas craint de sacrifier les douceurs de la retraite pour mesurer les eaux et leur volume, explorer la nature et la pente de tant de sols. Ces soins lui ont coûté plusieurs années et d'énormes capitaux. L'ancien colonel de la grande armée, dont nos champs de bataille ont, pendant vingt ans, attesté le courage, a publié une profession de foi écrite avec une franchise toute militaire. « L'ardeur et le dévouement que je montrai étant soldat, je les montrerai à la tribune pour la défense de nos droits, j'appuierai de mon vote et de ma voix les mesures du ministère si elles sont justes et nécessaires, et je les repousserai si elles doivent porter atteinte à la liberté. Je n'attends rien du gouvernement, ma seule ambition est de bien servir mon pays. »

GALLIMARD (Aube — *Bar-sur-Seine*), avait pour concurrent M. Rambourgt, conseiller de préfecture et candidat du ministère, sur lequel il ne l'emporta que de deux voix. Espérons que les électeurs qui ont bataillé en sa faveur, ne seront pas trompés dans leur choix et que M. Gallimard défendra les libertés nationales de son vote et de sa voix.

GANNERON (Seine — *Paris*, 4^e ar.), juge au tribunal de commerce, il présidait le 27 juillet la section qui déclara illégales les ordonnances de Charles X, et enjoignit à l'imprimeur du *Courrier Français* d'imprimer le journal. Les électeurs de Paris récompensèrent le patriotisme de M. Ganneron, en l'envoyant à la chambre défendre les conséquences d'une révolution à laquelle il s'était associé des premiers. Le député fut

fidèle à la conduite du citoyen, « Les uns n'ont voulu » trouver dans ces conséquences, dit-il dans sa profession » de foi, qu'un retour aux principes de la restauration, » les autres, et je suis de ce nombre, ont pensé qu'elle » commençait pour le pays une ère nouvelle. » M. Ganne-ron votera contre la pairie héréditaire ; il a fait partie du comité d'association nationale du département de la Seine.

GARAUBE, de (DORDOGNE — *Lalinde*). Sous la restauration, long-temps en butte pour ses opinions aux vexations de l'autorité, il fut placé sous la surveillance de la police secrète dirigée alors par mons Franchet. Doué d'un caractère libre, il sentit qu'il était indigne, après avoir prêté son bras aux barricades de juillet, d'en aller réclamer la récompense en sollicitant des emplois que le pouvoir accorde peu souvent sans condition : aussi n'a-t-il rien demandé. Nous ignorons s'il a fait une déclaration de principes, mais ses amis assurent qu'il demandera la suppression des impôts immoraux, des monopoles, des sinécures, des cumuls, la révision des traitemens et des pensions, et toutes les améliorations réclamées par notre situation politique.

GARCIAS (PYRÉNÉES-ORIENTALES — *Céret*). Appelé en juin 1830 à l'honneur de représenter l'arrondissement qui le vit naître, il arriva à Paris le 26 juillet, et assista à toutes les réunions de députés qui eurent pour but de protester contre les actes du gouvernement ; c'est ainsi qu'il ne demeura point étranger au combat à mort qui s'engagea entre le despotisme et la liberté. Depuis il a siégé à l'extrême gauche et n'a cessé d'en soutenir les

principes. « Je m'engage, dit-il dans sa circulaire de candidature, à voter contre l'hérédité de la pairie comme contraire aux principes consacrés en juillet 1830; à réunir mes efforts pour fixer une liste civile à la somme la moins élevée possible. » Et passant en revue toutes les questions vitales, qu'il résout de la manière la plus libérale, il termine en disant : « Je m'engage particulièrement à refuser tout emploi quelconque qui pourrait m'être offert pendant ma carrière parlementaire.

GAUGUIER (VOSGES — *Neufchâteau*), maître de forges et membre du conseil général de son département. Propriétaire d'un établissement qui fait vivre plus de cinq cents familles d'ouvriers, il a acquis, par sa conduite et sa probité, une haute réputation d'estime parmi ses concitoyens; voulant les mettre à même de juger ses opinions avant de prononcer sur sa candidature, il leur a adressé une profession de foi, qui sans être explicite sur tous les points, n'en renferme pas moins des principes très-patriotiques. « J'attribue, dit-il, les révolutions et les malheurs de la France à ce qu'elle n'a jamais été gouvernée d'une manière favorable aux intérêts de la majorité. Je soutiendrai avec zèle toutes les lois en harmonie avec la Charte et la révolution de 1830, et n'accepterai aucun mandat salarié. » Il promet de rendre compte de ses travaux législatifs et de voter contre la pairie que sa raison se refuse à adopter.

GAUTHIER (CORRÈZE — *Uzerches*). Fils d'un ancien sous-préfet de Brives qui a laissé de très-honorables souvenirs, M. Gauthier, possesseur d'une brillante fortune, est, depuis la révolution de 1830, maître et négoc-

ciant à Vaugirard. Il commence sa carrière législative, et nous ne pouvons présumer, ignorant s'il a fait une profession de foi, quelle sera sa conduite à la chambre; nous espérons qu'il se souviendra de la révolution de juillet, à laquelle il a contribué, et qu'il en réclamera constamment les conséquences.

GAVARET (GERS — *Condom*), avocat. Son compétiteur était M. Persil qui, malgré sa brillante circulaire, ses courses dans l'arrondissement, ses visites et ses courbettes électorales, n'a pu obtenir que 56 voix, tandis que M. Galabert en a réuni 260 au premier tour de scrutin. Les opinions bien connues de ce député, une popularité acquise par quinze années d'opposition, lui ont assuré l'honorable suffrage de ses concitoyens, et son élection a été une véritable fête pour son pays. Franchement ami de nos libertés et des droits que nous confère la Charte de 1830, il en demandera l'entier développement et portera à la chambre, avec l'indépendance de son caractère, un cœur patriote et des votes consciencieux, c'est dire qu'il rejettera l'hérédité, objet de l'animadversion générale.

GAY-LUSSAC (HAUTE-VIENNE — *Limoges, extra-muros*), membre de l'académie des sciences, professeur à l'École polytechnique depuis 1816 et officier de la Légion-d'Honneur, l'un des chimistes-physiciens les plus distingués de l'Europe, M. Gay-Lussac a enrichi de plusieurs découvertes très-importantes les sciences qu'il cultive. Son début dans la carrière scientifique fut l'ascension d'un aérostat dans lequel il s'éleva, avec son ami M. Biot, à la hauteur de 5,600 toises, hauteur

jusqu'à laquelle aucun homme n'était encore parvenu. Le cadre de cet article ne nous permet pas de nous étendre sur les immenses et précieux travaux d'un savant qui jouit à juste titre d'une grande célébrité. « Plus je mets de prix aux suffrages de mes concitoyens, dit-il dans une lettre à un de ses amis, plus je craindrais d'en altérer la pureté en les sollicitant; mais si je suis élu député je ne reculerai pas devant les obligations qui me sont imposées, et je me souviendrai avant tout que je suis Français et que je me dois tout entier à la patrie. » Ainsi il n'a pas voulu faire de profession de foi; mais s'il porte à la tribune la sagacité et la profondeur de jugement qui le caractérisent, s'il montre par la défense de nos droits la fermeté inébranlable qui lui a fait affronter les dangers, et la mort même, pour reculer les bornes de la science, si son désintéressement et la simplicité de ses mœurs le rendent inaccessible aux séductions du pouvoir, nous n'aurons que des félicitations à adresser au département qui aura doté la chambre d'un tel représentant.

GELLIBERT (CHARENTE — *Angoulême*), médecin à Angoulême, ne manque pas d'une certaine capacité, quoi qu'il ait bien rarement abordé la tribune. Nommé pour la première fois en 1827 à la presque unanimité des suffrages, il ne l'a été aux dernières élections qu'à une majorité de sept voix. Cette différence a dû faire comprendre à M. Gellibert, que sa conduite législative depuis la révolution n'avait point été entièrement approuvée des électeurs, et que, s'ils veulent comme lui toutes les conséquences de cette glorieuse révolution, ils ne pensent pas qu'il faille mettre trop de lenteur dans leur développe-

ment. Ainsi, ils n'approuvent passans doute son vote contre l'adjonction des capacités intellectuelles, et en faveur du cens d'éligibilité. En 1828 et 1829 M. Gellibert, homme consciencieux, mais effrayé d'innovations trop décisives, trouvait bien suffisantes les demi-concessions arrachées au ministère Martignac : espérons qu'à l'avenir il aura plus de confiance dans le pays, et qu'il ne lui refusera plus les droits politiques dont il devrait jouir depuis long-temps.

GENIN (MEUSE — *Verdun*), membre du conseil-général du département. Élu député en avril 1829, il est venu prendre place à l'une des sections du centre gauche, et là, sans jamais élever la voix dans aucune des discussions dont il fut témoin, il se contenta, pour remplir ses fonctions législatives, de soutenir de son vote toutes les mesures appuyées par les centres. Interrogé sur ses sentimens à l'égard de la patrie, il a refusé positivement de prendre aucun engagement.

GENOUX (HAUTE-SAÔNE — *Vesoul*), jeune avocat, était président du collège qui l'a élu. Avant la révolution de juillet, il s'acquit des droits à la reconnaissance des amis de nos libertés, en luttant avec une infatigable et courageuse vigilance contre les turpitudes électorales dans son département. Lorsqu'eut sonné l'heure de notre régénération, M. Genoux se signala par d'utiles efforts pour régulariser dans la Haute-Saône le grand mouvement dont Paris venait de donner le signal. On lui offrit alors l'emploi de secrétaire-général de la préfecture; plus délicat que tant d'autres, qui acceptent, sans être dans le cas de se prévaloir des mêmes titres, il refusa, donnant ainsi l'exemple d'un désintéressement d'au-

tant plus noble que sa fortune est très-moderne. En revanche il crut devoir, à la sollicitation pressante de ses amis, et uniquement dans des vues d'utilité pour son département, accepter les fonctions bien moins lucratives de conseiller à la préfecture de Vesoul. Tels sont les antécédens d'un jeune député, qui appartient, par son âge et ses principes, à cette énergique génération qui promet tant d'avenir à la France ; son suffrage ne sera point en faveur de l'hérédité de la pairie qui, avec raison, lui paraît « une anomalie choquante à côté de la » royauté élue et populaire. » Il réclamera avec l'ardeur et la persévérance dont il a déjà fait preuve, « une responsabilité des ministres qui ne soit plus un vain mot ; convaincu que, dans un bon gouvernement, tout doit se » rapporter au bien-être du peuple, et tendre à l'amélioration de son sort, une scrupuleuse économie dans le » budget, et une liste civile en harmonie avec les principes d'une royauté populaire, seules obtiendront son approbation. Il ne demandera et n'acceptera ni place ni » faveur pour lui ni pour les siens. » Attendons en pleine sécurité la réalisation des espérances qu'à si juste titre fondent sur lui ses commettans.

GÉRARD, le maréchal, comte (Oise — *Senlis*). Il est bien peu de réputations militaires aussi brillantes, aussi pures, aussi bien acquises que celle du maréchal Gérard. C'étaient, dans les combats, l'audace, l'impétuosité du soldat jointes à la tactique savante du grand capitaine ; c'étaient cette présence d'esprit si rare, cette heureuse spontanéité qui, sans exclure la prudence, maîtrise au sein du danger les événemens les plus soudains et les plus imprévus.

Parti comme volontaire en 1791, à l'âge de dix-huit ans, il gagna sur les champs de bataille tous ses grades, à l'exception du dernier, qui fut l'exécution du vœu testamentaire écrit sur le rocher de Saint-Hélène. Fleurus, Vienne, Austerlitz, Wagram, Fuentes-Onoro, Valentina, la Moskowa, etc., attestèrent successivement et sa bravoure et ses talens; devant Smolensk, le brave général Gudin mourant, lui légua, comme au plus digne, sa division en présence de l'empereur; dans la désastreuse retraite de Russie il partagea la gloire de l'héroïque Ney; le succès des batailles de Bautzen et de Goldberg, fut assuré par le refus que fit Gérard d'exécuter des ordres intempestifs de Magdonald et de Lauriston. Dans les campagnes de France il opéra des prodiges avec des conscrits deminus, et si le conseil de Gérard eût été suivi, si Gérard se fût trouvé à sa place, la France peut-être n'eût point brisé son épée dans les champs de Waterloo.

Élu député en 1822, réélu en 1827 et en 1830, dans toutes les sessions qui précédèrent notre révolution, Gérard ne manqua jamais à la cause de la liberté. Promu après juillet au ministère de la guerre, il signala, à l'instar de Dupont de l'Eure, son entrée au pouvoir, par le refus d'accepter une somme de 25,000 fr. de frais de premier établissement, et ne voulut point cumuler son traitement de maréchal avec celui de ministre. A propos de sa dernière candidature, M. le maréchal a écrit aux électeurs de Senlis, sous l'inspiration de sentimens fort honorables, une lettre dans laquelle, sans dissimuler son antipathie pour la pairie héréditaire, il émet le désir de « conserver à son caractère de législateur toute sa dignité et son indépendance, » en prenant toutefois « l'engagement de faire céder toujours l'intérêt particulier devant

« l'intérêt général , de défendre la liberté publique, l'indépendance nationale et tous les principes de notre révolution. » Durant la session dernière le député de la Dordogne a-t-il soutenu constamment à la chambre l'énergie et l'indépendance de caractère dont il a donné tant de preuves comme guerrier, et même comme député ? A cette question, que notre impartialité nous fait un devoir de soulever, nous laisserons à d'autres le soin de répondre, mais nous ne terminerons point sans exprimer le regret dont nous serions pénétrés si des intrigues de cour, conséquences presque inévitables d'une auguste intimité, exerçaient une influence illibérale sur les opinions de M. le maréchal Gérard, et si les faveurs du trône lui faisaient perdre de vue la belle couronne civique du général Foy.

GILLON, Jean-Landry (MEUSE—*Bar-le-Duc*), membre du conseil général du département et du conseil de préfecture, décoré de la légion d'honneur ; élu depuis la révolution, il a donné des preuves de son patriotisme en défendant à la tribune les intérêts de la nation, en réclamant les lois qui doivent étendre ses libertés, et en refusant, ainsi qu'il l'avait promis à ses commettans, les emplois élevés et lucratifs qui lui furent offerts. Sa réélection prouve que ses concitoyens ont su apprécier une vie publique, depuis 13 ans consacrée à des travaux d'administration gratuits. « On souhaite, dit M. Gillon, » que la liste civile ne soit pas dotée des 18 millions demandés, et le premier j'ai dit à la chambre que personne ne concevait une telle générosité ; qu'un roi qui » avait de l'or à répandre trouvait bientôt des courtisans, » et que derrière eux le trône restait inaccessible à la

» vérité. L'hérédité de la pairie a été jugée par l'opinion
 » publique, et ce n'est pas trop dire que d'avancer qu'elle
 » répugne autant aujourd'hui qu'il y a cinq ans l'absurde
 » droit d'ainesse. »

GIRAUD (DAÛME — *Romans*). Appelés par la nouvelle loi à nommer un député, les électeurs de Romans ont senti avec raison que même depuis juillet 1830, il était encore des améliorations qui avaient besoin d'être fortement et activement réclamées, ils ont voulu que leur représentant à la chambre fût un homme d'une probité sans tache, d'un esprit éclairé et d'un patriotisme ami du progrès et des institutions nouvelles. En honorant de leurs suffrages leur compatriote, M. Giraud, ils ont élu un mandataire digne par son âge et ses principes, de représenter la jeune France dont l'avenir doit être si riche et si fécond, s'il n'est pas faussé par ceux qui doivent le préparer. Si M. Giraud veut réaliser l'espoir de son élection, il votera contre l'hérédité et en faveur de lois propres à développer notre indépendance et nos libertés.

GIRAUD, Auguste (MAINE-ET-LOIRE — *Angers*, 2^e arr.), élu député depuis la révolution de juillet, il a dit qu'il en voulait toutes les conséquences; s'est-il bien souvenu de cette parole, et n'a-t-il pas à se reprocher d'avoir quelquefois abandonné les patriotes pour voter avec les centres? Dans sa lettre à ses commettans, il affirme, la main sur le cœur, qu'il a voté selon sa conviction : nous n'en doutons pas, mais nous croyons que sa conviction ne l'a pas toujours libéralement inspiré. Il déclare que l'hérédité ne doit appartenir qu'à la cou-

ronne. « Aujourd'hui, ajoute-t-il, je voterais contre
 » sans hésitation; mais fidèle à ma conscience, je ne dois
 » prendre aucun engagement à cet égard. Depuis que
 » nous avons conquis notre charte, épurée de ses imper-
 » fections et libre de l'humiliant droit divin, je ne forme
 » plus d'autres désirs que celui de son développement
 » régulier, progressif, et je regarde comme rêveur qui
 » veut plus ou moins, car je suis aussi ennemi de la ty-
 » rannie monarchique que de l'anarchie populaire.

GIRAUD, Charles (MAINE-ET-LOIRE — *Baugé*), frère
 du précédent, l'un des quatre plus jeunes membres de
 la chambre actuelle, n'est connu par aucun antécédent
 politique. Comme il n'a point fait de déclaration qui puisse
 indiquer ses opinions, nous pensons qu'il suivra la con-
 duite de son frère. Ces deux députés représentent l'in-
 dustrie agricole et manufacturière de leur pays, qui a été
 doté par M. Charles Giraud de la première fabrique de
 sucre de betteraves qui y ait été établie.

GIROD, (de l'Ain) (INDRE-ET-LOIRE — *Chinon*), pré-
 sident de la chambre des députés, conseiller d'état en
 service ordinaire; substitut du procureur général près
 la cour impériale de Lyon en 1808; avocat général près
 celle de Paris en 1811; a siégé à la chambre des repré-
 sentans pendant les cent jours; destitué en 1815, il fut
 nommé en 1820 conseiller à la cour royale de Paris; élu
 en 1827, il siégea à l'extrême gauche, mais ne se mon-
 tra pas très-hostile au système de demi-concession de
 M. Martignac; en 1830 il vota l'adresse des 221. Bien
 que se trouvant à Paris pendant les journées de juillet,

M. Girod (de l'Ain) ne s'associa à ses collègues que le vendredi soir pour rédiger l'adresse au duc d'Orléans; le samedi il en proposa l'adoption et la publication avec une extrême chaleur; le dimanche, il était nommé préfet de police, en remplacement de M. Bayoux. Ce poste convenait bien peu à M. Girod (de l'Ain), il ne le sentit pas et l'accepta. Paris s'aperçut beaucoup plutôt que lui que cette administration importante réclamait une main plus ferme que la sienne; aussi après les troubles d'octobre, l'autorité se trouva-t-elle dans la nécessité de lui donner un successeur : il passa alors au service ordinaire du conseil d'état, et le ruban de la Légion-d'Honneur servit d'appoint à cette compensation. Bien que M. Girod (de l'Ain) ait fait partie de l'opposition sous le gouvernement de l'ancienne dynastie, il n'a jamais montré une grande énergie de principes; et c'est sans trop d'étonnement qu'on l'a vu pendant la session dernière appuyer plus souvent les projets de la doctrine que ceux des patriotes de l'Hôtel-de-Ville. Le refus de faire connaître son opinion sur la question de la pairie, et le patronage de M. Périer qu'il a accepté pour arriver au fauteuil de la présidence, disent assez que, soit par ambition, soit par conviction, M. Girod (de l'Ain) est aujourd'hui le dévoué partisan de la politique déplorable suivie depuis le 13 mars.

GIROD DE POUZOL, Camille (**POY-DE-DÔME — Issoire**), fils du vertueux Girod de Pouzol qui, député par le tiers-état de Riom aux États-généraux, se fit remarquer à cette assemblée, ainsi que plus tard à la convention nationale et au conseil des Cinq-Cents, entre les plus ardents enthousiastes des idées nouvelles. Que les

souvenirs paternels servent M. Camille Girod au début de sa carrière législative, que les principes du député de 89 soient les principes du député de 1831; et le mandataire d'Issoire sera compté parmi les patriotes énergiques auxquels l'Auvergne s'honore d'avoir donné naissance. Exempt de toute ambition, il a promis de répondre avec zèle, indépendance et dévouement à la confiance des électeurs. Fils d'un ancien ami de Lafayette, il viendra sans doute prendre place près de ce vieux défenseur de la liberté, et plaider avec lui la cause des institutions républicaines promises à la France.

GLAIS-BIZOIN (CÔTES-DU-NORD — *Loudéac*), avocat; ce jeune député, doué d'une grande indépendance de caractère, arrive à la chambre avec un ardent amour des réformes et des économies; patriote énergique, il ne fera grâce à aucun des abus et des privilèges dont profitent si bien ses collègues des centres. Élu par le département à qui nous devons déjà l'éloquent Bernard (de Rennes), M. Glais-Bizoin sera lui-même un digne représentant de la jeune France.

GOIN-MARTEAU (INDRE-ET-LOIRE — *Tours*). Il a refusé, nous assure-t-on, de publier les principes qu'il se propose de développer à la chambre, et comme M. Goin en est à son début législatif, on sentira que l'impartialité que nous professons nous oblige à attendre, pour le juger, qu'il se soit prononcé dans quelques discussions importantes.

GOSSE DE GORRE (PAS-DE-CALAIS — *Béthune*), ancien avocat-général à la cour royale de Douay, des-

titué par la restauration. Cet ancien magistrat doit , dit-on , son mandat aux suffrages des électeurs du *juste-milieu* et des carlistes du pays qui s'étaient réunis pour faire échouer la candidature de M. A. Jean, appuyée par tous les patriotes. On nous assure que M. Gosse , qui est un homme d'esprit , est loin d'être dévot , mais que , blessé de l'oubli où l'a laissé la révolution de juillet , il s'en vengera en faisant de l'opposition contre un pouvoir qui n'a pas su l'apprécier. Mais cette opposition pourrait bien ne pas tenir long-temps contre une réminiscence ministérielle , favorable à l'ambition de l'honorable député de Béthune.

GOUPIL (SARTHE — *La Flèche*), docteur médecin , membre du conseil général de son département , siège à la chambre depuis le mois d'octobre 1830 , et n'a pas encore paru à la tribune ; il a voté en faveur de la proposition Baude pour la révision de toutes les pensions si scandaleusement prodiguées sous la restauration , et contre le cumul , ainsi qu'il le déclare lui-même dans une lettre qu'il a adressée au *Journal des Débats* , pour se défendre de l'éloge que ce journal lui donnait , de suivre dans ses votes l'inspiration de M. Salvandy ; M. Goupil , homme consciencieux , ne suit que ses propres inspirations , et nous espérons qu'elles seront toujours favorables à nos libertés.

GOVERNEL (Vosges — *Mirecourt* ,) maire de Charmes. Il avait à lutter dans sa candidature contre M. Boulay de la Meurthe , fils , sur lequel il l'a emporté à une grande majorité. M. Gouvernel a toujours été l'ennemi déclaré du système suivi avant juillet ; es-

pérons que les mêmes abus, quoiqu'avec un autre drapeau, ne trouveront pas moins en lui un adversaire redoutable.

GRAMMONT, marquis de (HAUTE-SAÔNE — Lure).

Je vous connais pour noble à ces illustres marques.

(BOILEAU. *Satyre V.*)

« Que de gens de l'ancien régime voudraient porter un tel nom, et pouvoir se vanter d'une illustration égale à celle de la maison de Grammont ! C'est l'ancien régime dans tous ses charmes, la chevalerie des derniers temps dans toute sa fleur ; valeur, galanterie, grâces, esprit, beaux-arts, recommandent le nom de Grammont, etc. etc. » a dit le spirituel auteur de la biographie de nos députés en 1820.

Propriétaire des usines de Villersexel près de Lure, beau-frère de l'illustre Lafayette, député depuis 1815, jusqu'en 1822, et depuis 1827 jusqu'à ce jour, M. de Grammont, issu d'une des familles les plus anciennes et les plus nobles de France, possesseur d'une brillante fortune, comme son illustre allié tient aussi peu de compte de l'éclat d'un beau nom que de l'éclat de la richesse ; sa modestie qui oublie l'un et l'autre est une critique amère, et de la fatuité surannée des gens à parchemin dont le progrès des lumières a depuis longtemps fait justice, et de la fatuité toute récente de cette autre aristocratie qui grandit dans l'ombre, aristocratie stupide des écus, péniblement enfantée dans la boue, qui, déjà plus orgueilleuse que son aînée, s'écroulera sans avoir eu comme elle son âge d'or, parce qu'aucun prestige ne vint présider à sa naissance et sanctionner son principe de vie, parce que son essence est la bas-

sesse, et parce que le génie de notre siècle s'en indigne et la désavoue. M. de Grammont ne voit de gloire que dans le titre et les services d'un bon citoyen; il n'a d'autre amour-propre que celui de mériter les suffrages de ses compatriotes. Aussi, appréciateurs équitables, les lui ont-ils presque toujours prodigués à l'envi. Aux dernières élections une seule voix lui manqua : il ne s'était point donné la sienne. Un résultat si rare et si flatteur cessera de paraître étonnant quand on saura que le député de l'arrondissement de Lure est non-seulement un des hommes politiques les plus consciencieux, mais encore un des plus rares modèles de philanthropie; que dans ses terres chacun de ses pas laisse l'empreinte d'un bienfait, qu'il trouve son bonheur à consacrer au soulagement de l'indigence un excédent de revenus que tant de gens riches dissipent en objets de luxe et de vaine représentation.

Les votes de M. de Grammont furent toujours en harmonie avec les principes du partisan le plus zélé des lumières et de la vraie liberté, et de l'ennemi le plus constant des lois d'exception, des privilèges et des mesures de rigueur intempestive. Religieux sans affectation il déplora hautement la mutilation des croix, et la profanation des édifices consacrés au culte. Ceux à qui sa longue carrière politique n'aurait point encore appris ses opinions en puiseront une idée juste dans ce court extrait de son allocution aux électeurs, en juillet dernier : « Il faut, y est-il dit, que la représentation soit établie sur une base large; que tous les intérêts, toutes les capacités soient appelés à concourir à sa formation; que l'autre chambre soit reconstituée en harmonie avec l'état actuel de la société. Répudier les vieilleseries féodales de

« l'ancien régime, les souvenirs horribles de la terreur, les décrets despotiques de l'empire, et la mauvaise foi de la restauration, n'est pas mépriser les leçons de l'histoire. Il faut partir du désintéressement de 1789 et de juillet 1830 pour compléter nos institutions, sans nous croire obligés d'aller emprunter à nos voisins ce qui leur a convenu il y a 150 ans, etc. »

M. de Grammont parle rarement à la tribune ; un vice d'organe, des distractions assez fréquentes et peut-être quelques impatiences naturelles le rendent peu propre à y figurer. En revanche peu de députés même parmi les orateurs les plus distingués se rendent aussi utiles que lui dans les comités, où son langage franc et bref et ses connaissances profondes en politique lui font dire souvent en quatre mots ce que d'autres expriment moins clairement dans de longues phrases.

Nous aimerions avoir à signaler souvent de pareils caractères et à répéter à la fin de nos articles : Honneur au département qui nous a envoyé un semblable député !

GRANIER (HÉRAULT — *Montpellier*). Élu après juillet 1830, il a dû cet honneur au souvenir conservé par les électeurs de sa présence à la première assemblée patriotique de son pays. Arrivé à la chambre, M. Granier oubliant l'intention de ses commettans et les causes de son élection, se plaça au centre et vota, pense-t-on, avec les ministériels pour le refus des adjonctions de capacité, pour le cens d'éligibilité à 1000 fr., la loi de la garde nationale, etc. Interpellé par les électeurs en dernier lieu sur la déclaration de ses opinions, il paraît qu'il leur a fait des réponses satisfaisantes et quelques promesses en

faveur des institutions libérales. Espérons qu'il s'en souviendra, et qu'il ne donnera pas son vote à l'hérédité de la pairie.

GRAVIER (BASSES-ALPES — *Digne*), caissier de la caisse d'amortissement. S'il est un homme aux côtés duquel nous répugnerions de siéger, c'est M. Gravier, lui qui, député en 1815, disait, en présentant les lettres de naturalisation du traître Loverdo : « Il aida à consumer la défaite d'un parti généralement abhorré, et contre lequel s'élevait une haine d'opinion qui fit éclore une force d'opposition *vraiment nationale*, qui décida de la journée de Waterloo, et livra aux étrangers le chemin ouvert jusqu'à la capitale ! » Et ces atroces paroles sont sorties d'une bouche française ! et des électeurs français ont, de nos jours, donné leurs suffrages à un tel orateur, l'apologiste de l'invasion étrangère et des infâmes qui ont livré à la sainte-alliance la France mutilée de Waterloo !

GRÉA (DOUBS — *Besançon*, 2^e ar.). Il avait à peine l'âge requis lorsqu'il fut, en 1828, appelé à remplacer à la chambre son oncle, M. Jobez, qu'une mort imprévue venait de ravir à la France, et dont le souvenir restera long-temps gravé dans le cœur des amis de nos libertés ; digne successeur de M. Jobez, sans être comme lui un orateur distingué, il est comme lui l'un de nos députés les plus indépendans et les plus consciencieux ; nul ne se montra plus que lui, en toutes circonstances, le zélé partisan du système des économies, et ce ne sera point à M. Gréa qu'il faudra s'en prendre si le chiffre du budget et la nouvelle liste civile ne sont point en harmonie

avec les besoins de notre époque et les intérêts bien compris de la dynastie de juillet. Il ne demanda jamais rien pour lui, rien pour les siens, et guères plus pour les autres; car l'atmosphère des antichambres ne lui convient pas mieux que le parfum des dîners de nos ministres. M. Gréa joint à cet honorable éloignement pour les intrigues, et au dévouement le mieux soutenu pour la cause de l'ordre et de nos libertés, une modestie et une simplicité de mœurs, une solidité de jugement, une indépendance et une incorruptibilité de caractère aujourd'hui bien appréciés de ses commettans, et qui autrefois ne purent mettre à l'abri sa première et sa seconde candidature des invectives grossières et des violentes récriminations des absolutistes de son département. Il est un des députés les plus assidus à la chambre, où il vote toujours avec ses honorables amis de la gauche, et fut un des signataires de l'association nationale qu'il avait comprise autrement que M. Casimir Périer. La dernière élection de M. Gréa fut célébrée à Besançon par une fête et des réjouissances publiques; on conçoit de tels transports quand on connaît le député qui en fut l'objet, et la manière dont il a déjà compris et exécuté ses mandats. Il est inutile de dire que M. Gréa, à qui ses concitoyens ne demandèrent aucune profession de principe, n'accordera point son suffrage au privilège abusif de l'hérédité de la pairie.

GUILLEMAUT (SAÔNE-ET-LOIRE — *Louhans*). Depuis long-temps connu dans son département pour l'indépendance de son caractère et la fermeté de ses principes, il a voulu dans une profession de foi donner à ses concitoyens l'assurance qu'il en ferait toujours la règle

de sa conduite. Les sentimens énergiques qu'il professe, les promesses qu'il fait à la cause libérale, lui ont concilié de prime-abord les suffrages de presque tous les électeurs.

GUIZOT (CALVADOS — *Lisieux*). Le doctrinarisme de M. Guizot est ardent, profond, prosélytique, c'est ce que la France n'a que trop bien appris par une malheureuse expérience. Ainsi, qu'on ne s'attende pas à nous voir dérouler la série des faits qui constituent l'ex-ministre de l'intérieur en état de monomanie doctrinaire. Chacun sait que *la doctrine* est incarnée dans la personne de l'honorable député du Calvados, qu'il la sue par tous les pores, qui l'exhale dans sa parole éloquente, dans son geste arrogant et incisif. C'est à ce titre qu'il mérite de fixer l'attention publique sous le rapport, non de ce qu'il est, mais de ce qu'il a été avant de devenir le plus ferme pilier du malencontreux canapé.

M. Guizot était un homme inconnu sous l'empire. Il ne se fit remarquer pendant les cent jours que par sa brusque émigration à Gand où Louis-le-Désiré méditait la seconde restauration de Sa Majesté très-chrétienne et de la Charte éternelle de 1814. Cet épisode qui servit pour ainsi dire de préface à la vie politique de M. Guizot n'était guères propre à l'entourer de préventions favorables; mais au milieu des graves préoccupations que firent naître les premières années de notre *halte dans la boue*, on eut bientôt oublié l'obscur transfuge rentré dans la mère-patrie à la suite de la légitimité triomphante. M. Guizot occupa ses loisirs à la confection des travaux historiques qui ont tant fait pour sa gloire, et à la rédaction de factums et d'articles politiques qui, en revan-

che, durent nuire un peu à sa considération. Plus tard, il fit entendre dans sa chaire des accens de liberté qui rencontrèrent une vive sympathie au milieu d'une jeunesse ardente et généreuse. Le savant professeur fut dès lors absous des erreurs du paradoxal publiciste. Telle fut l'origine de la célébrité de M. Guizot, et c'est sous ces auspices qu'on le vit porté par acclamation dans la carrière législative.

Quand la révolution éclata, M. Guizot se retrancha, comme le plus grand nombre de ses collègues, derrière une légalité impuissante et ébréchée. Perdu dans l'arrière-garde au fort de la bataille, il se hissa à l'avant-garde quand le succès eut couronné les efforts du peuple. Dès qu'il ne resta plus qu'à régulariser la victoire, il se montra chargé d'utopies longuement élaborées et de théories désorganisatrices. Ardent à la curée, il s'adjugea une large part du butin et dénicha un portefeuille sous les barricades. Chacun sait ce qui résulta de ce déplorable ministère qui, de la glorieuse ovation du drapeau tricolore, descendit jusqu'à la honteuse poltronnerie de la lettre autographe à l'empereur de Russie, qui, de la consécration d'une nouvelle charte, tomba de chute en chute jusqu'à l'exécution de l'article 291 du code pénal, qui enfin, né fort et puissant au milieu d'une immense révolution, s'en fut périr chétif et malingre au sein d'une émeute de carrefours.

L'inventeur de la quasi-légitimité qui avait ainsi personifié en lui-même un système arrogant et tenace, dut bientôt se présenter à la barre populaire. M. Guizot vint demander un nouveau mandat au collège électoral de Lizieux. Alors tous les patriotes purs qui avaient frémi d'impatience sous la courte administration du candidat

sollicitant leurs suffrages , se liguèrent contre lui , et se constituant en jury national , lui firent subir à la halle aux toiles de Lizieux cet interrogatoire qui donna à la France le premier exemple d'un *husting* calme et régulier. M. Guizot eut à répondre à de graves accusations. Ce fut alors qu'il expliqua son départ subit pour la Belgique par la certitude qu'il avait acquise de la chute prochaine du colosse impérial. « Instruit , dit-il , par M. Molé , des » dangers qui menaçaient le trône de Bonaparte , je crus » devoir , dans l'intérêt de la France , rejoindre les Bour- » bons , afin de préparer les voies à une restauration » devenue imminente , et qu'il importait de rendre *aussi » libérale que possible*. » Il est malheureux que cette explication , qui ne pèche pas par excès de modestie , ait été formellement démentie par M. Molé. Sommé de déclarer pourquoi il s'était laissé flétrir du titre de censeur , M. Guizot assura qu'il n'en avait jamais exercé les fonctions ; mais il ne put nier qu'il en eût touché régulièrement le salaire. Nous faisons grâce à nos lecteurs des autres parties de cette confession générale qui fut loin de tourner à l'avantage du pénitent.

Pendant que M. Guizot rendait ainsi ses comptes au jury qui avait mission de le juger , la presse , sentinelle vigilante , n'eut garde de laisser en repos le ministre déchu. On se montra curieux de fouiller dans les antécédens obscurs d'une vie qui s'était révélée au monde par une honteuse émigration ; on trouva qu'un certain Guizot , employé au ministère de l'Intérieur , après avoir signé l'acte additionnel dès le commencement des cent jours , avait eu l'adresse de *cacher son nom sous un énorme pâté d'encre*. On rapprocha cette circonstance du départ pour Gand ; des témoignages honorables se produisirent ,

et le fait, quelques jours avant la réunion des collèges électoraux, fut publié par les *Communes, Courrier des électeurs*. M. Guizot se contenta d'abord de tout nier. Il n'avait, disait-il, ni signé l'acte additionnel, ni fait partie des bureaux de l'Intérieur. Le journal lui répondit en reproduisant une note extraite du *Moniteur* du 15 mai 1815, et dans laquelle une plume officielle annonçait que M. GUIZOT, *secrétaire au ministère de l'Intérieur, avait adhéré avec EMPRESSEMENT à l'acte constitutionnel*. L'ex-censeur ne se tint pas pour battu, il calcula les heures, et lorsqu'il se fut assuré que la réplique dont sa quasi-justification serait nécessairement suivie, ne pourrait être publiée avant les élections, il fit annoncer par les journaux du ministère que le fait de l'acte additionnel devait être attribué à son frère. Ce moyen de défense, non moins *étrange* que tardif, dut un instant déconcerter l'opposition prise au dépourvu, mais il n'eut pas grand succès auprès des électeurs, et une minorité imposante protesta contre la nomination de M. Guizot dans un collège qui l'avait jadis élu à la presque unanimité.

M. Guizot suit en 1831 la ligne de conduite qu'il s'était tracée en 1830; il partage avec M. Royer-Collard le consulat de la doctrine, et donne l'impulsion aux rangs serrés qui encombrèrent les bancs du centre gauche. Il s'est déjà fait remarquer dans cette session par un discours prononcé contre l'amendement de M. Odilon-Barrot à l'un des paragraphes de l'adresse. Dans ce discours l'ex-censeur réprimande vertement les républicains qui *vomissent dans la rue les ordures de leur âme*; fleurs de rhétorique doctrinaire, qui ont fait dire au *National*, qu'il fallait avoir fait le déjeuner d'Ézéchiel, et se sentir

la bouche encore pleine, pour exhaler de telles impuretés. Il est inutile de dire que M. Guizot votera pour l'hérédité de la pairie, lui pour qui la constitution anglaise est l'*Eldorado* gouvernemental.

HARCOURT, le comte Eugène d' (SEINE-ET-MARNE — *Provins*), ancien gentilhomme honoraire de Charles X, chevalier de la Légion-d'Honneur. Membre du conseil général du département, homme d'esprit et de talent, il fut envoyé en 1827 à la chambre, où il vint s'asseoir au centre gauche. La part qu'il prit aux travaux législatifs de cette époque nous est peu connue, seulement nous dirons qu'il vota l'adresse des 221. Réélu en 1830, il fut peu après la révolution envoyé en ambassade à Madrid; alors les électeurs ne jugeant pas les fonctions de député compatibles avec celles d'ambassadeur en Espagne, lui donnèrent un successeur; mais il paraît que ce qui était impossible en 1830 a été jugé facile en 1831, puisque M. le comte possède aujourd'hui le double titre d'ambassadeur et de député : à quel mandat s'en tiendra-t-il? nous l'ignorons; mais nous ne pensons pas qu'il ait la prétention de servir à la fois la patrie dans la Péninsule et à la chambre. Quand cessons-nous d'être témoins de telles absurdités?

HARISPE (BASSES-PYRÉNÉES—*Pau*), lieutenant-général, commandant de la Légion-d'Honneur. Né en 1768 à Saint-Étienne, village des Pyrénées, il entra au service comme simple volontaire en 1792 lorsque son pays était menacé par l'invasion espagnole, et ce fut à la tête d'une compagnie franche, composée entièrement de ses compatriotes, qu'en 1793 il commença dans une guerre de montagnes une carrière militaire qu'il devait illustrer

par de beaux faits d'armes. Nous ne suivrons pas le jeune Harispe abandonnant l'Espagne pour faire la campagne d'Italie sous Moncey, les guerres d'Allemagne sous le général Lannes, puis revenant avec Moncey en 1808 au premier théâtre de ses exploits, en Espagne, pour être incorporé dans l'armée d'Aragon sous les ordres du duc d'Albuféra. Il y resta jusqu'en 1814 où, chargé de protéger la retraite de l'armée de Soult, il dut, avec sa division seule déjà très-affaiblie, résister à toute l'armée anglaise en se retirant sur la Bidassoa qu'il ne passa que le dernier. A la restauration, il accepta du roi la décoration de Saint-Louis et le commandement de la quinzième division militaire. Nommé en 1815 chef de la première division de l'armée des Pyrénées, il fut chargé d'observer la frontière. Nous ignorons si ce vétéran de notre gloire a fait quelques promesses aux électeurs; mais nous avons lieu d'espérer qu'il se montrera à la chambre élective, ami aussi sincère de nos libertés qu'il fut vaillant défenseur de notre indépendance.

HARLÉ de Péronne (**Somme — Péronne**), propriétaire. Les électeurs de Péronne en donnant leurs suffrages à cet honorable député, déjà connu par des opinions franchement constitutionnelles et un dévouement sincère aux intérêts du pays, ont eu l'intention d'envoyer à la chambre un représentant éclairé de l'industrie agricole. « Fort de mon indépendance, dit-il aux électeurs, » je voterai contre l'hérédité de la pairie, débris gothique » des anciens préjugés, anomalie ridicule sous le régime » surgi des journées de juillet, et pour la réduction des » énormes traitemens qui engraisent les sinécures, et je » réclamerai toutes les économies possibles. »

HARLÉ père (PAS-DE-CALAIS — Arras, 1^{re} arr.), ancien receveur-général de ce département, a siégé à la chambre depuis 1815 jusqu'en 1824, et depuis 1828 jusqu'en 1830. Il n'a jamais paru à la tribune, et a constamment voté avec les centres; cependant il a fait partie des 221, c'est le seul acte d'indépendance qu'on lui connaisse. Depuis la révolution de juillet, dont il ne partage pas les principes, il s'est rangé, afin d'en éviter les conséquences, sous la bannière des Guizot et des Royer-Collard. Il a refusé de faire une profession de foi.

HARLÉ fils (PAS-DE-CALAIS — Arras, 2^e arr.), ne siège à la chambre que depuis 1830; il partage les principes de son père, avec cette seule différence que son antipathie pour les principes et les hommes de juillet est peut-être plus prononcée, car il n'en parle jamais sans rappeler 93; terreur et anarchie forment tout le vocabulaire de ce nouveau législateur, et sa frayeur est telle, nous assure-t-on, qu'il n'osait paraître à la chambre, de peur de se compromettre; aussi son influence, comme député, n'a-t-elle servi qu'à protéger les carlistes employés dans son département et à en faire nommer d'autres aux places vacantes. Nous ignorons s'il a fait une profession de foi.

HARTMANN (HAUT-RHIN — Colmar, intramuros), manufacturier. C'est en juin 1830 qu'il a reçu pour la première fois les honneurs de la députation; il s'en est montré digne, et dans toutes les questions importantes il a voté avec les hommes du mouvement. La lettre qu'il a adressée aux électeurs, respire les sentimens d'un vrai patriote, et indique un sincère ami des réformes et des

économies, il s'y déclare l'adversaire de la pairie héréditaire, et termine par ces mots : « Servir la liberté et la prospérité de mon pays a été et sera toujours mon unique ambition. »

HAVIN (MANCHE — *Saint-Lô*), juge de paix, fils de l'ancien conventionnel de ce nom; en est à son début dans la carrière législative; il se montrera, nous l'espérons, digne de son mandat en secondant les efforts des hommes généreux qui combattent depuis si long-temps pour nos libertés. Et, nous pouvons l'assurer dès à présent, le privilège de l'hérédité législative n'obtiendra pas son appui.

HÉLY-D'OISSEL, le baron (SEINE-INFÉRIEURE — *Neuchâtel*). Il est des hommes qui croient leurs capacités tellement nécessaires à la France, qu'ils se cramponnent aux emplois avec un dévouement qui serait bien digne d'éloges s'il était moins commun. M. d'Oissel est de ce nombre. Depuis 1804 qu'il fut nommé auditeur au conseil d'état, il s'est toujours, sous l'ancien régime, considéré comme inamovible dans les emplois. Préfet, baron, chevalier de la Légion-d'honneur sous l'empire, la restauration le créa officier de cet ordre, conseiller d'état en service ordinaire, puis extraordinaire, puis honoraire, puis membre du conseil de santé près le ministère de l'intérieur; il fut élu député en 1827. Fidèle à son amour pour les places, il a constamment donné son vote en faveur de ceux qui les distribuent, et s'il a voté l'adresse des 221, c'est encore par suite de son affection pour les majorités. La nouvelle révolution ne devait point le disgracier, aussi est-il encore conseiller d'état en ser-

vice ordinaire. Nous ne dirons pas quelle ligne suivra dans cette session M. Hély-d'Oissel, mais ce qui nous paraît certain, c'est que les ministres ne compteront jamais en vain sur son suffrage.

HERNOUX (CÔTE-D'OR — *Dijon*, 1^{re} ar.). Maire de Dijon en 1815, M. Hernoux remplit avec un courage digne d'éloges, des fonctions que l'irritation populaire de cette époque rendait fort dangereuses. Il ne craignit pas de risquer sa vie pour sauver des hommes qui, quelques mois plus tard, conduits par la plus révoltante ingratitude, le persécutaient avec acharnement devant des tribunaux corrompus. Son courage et son sang-froid le sauvèrent, et les suffrages des honnêtes gens faisant justice de l'accusation, le vengèrent en 1817, en le portant de la cour d'assises à la représentation nationale. Là, il remplit dignement son mandat. Les déceptions électorales de 1824 l'éloignèrent de la carrière politique; il y rentra en 1829 après la démission de M. Chauvelin. De nouveau maire de Dijon après la révolution de juillet, il justifie la confiance de ses concitoyens. C'est lui qui osa dire à la session de 1820 : « que la Charte était » un contrat synallagmatique, entre le pouvoir et la nation : si le pouvoir rompait le traité, il n'avait plus le droit de l'invoquer. » Cette vérité, en juillet 1830, reçut une éclatante consécration. Homme indépendant, faisant profession d'un véritable désintéressement, M. Hernoux fait partie de l'opposition au système du 13 mars.

HIS (ORNE — *Argentan*), dut à sa réputation comme avocat, d'être envoyé à la chambre en 1828. Il s'y

montra partisan du ministère Martignac; lors de la discussion de la loi sur la pêche fluviale, il monta à la tribune et ne réalisa pas les espérances qu'il avait fait concevoir comme orateur. Il a voté l'adresse des 221, et a fait plusieurs fois partie des diverses commissions de la chambre. M. His est un homme consciencieux, mais d'un caractère indécis, nous croyons qu'il se laisse influencer assez facilement par les ministres. Ignorant s'il a fait une profession de foi, nous pensons que s'il va jusqu'à refuser son vote à l'hérédité de la pairie, sa fermeté n'ira pas jusqu'à rejeter une combinaison mixte que pourrait enfanter le cerveau doctrinaire.

HUMANN (AVEYRON — *Villefranche*; BAS-RHIN — *Shelestadt*), fils d'un fripier et maintenant l'un des plus riches capitalistes de France; M. Humann est encore un des représentans de cette aristocratie d'argent, de cette politique d'agiotage qui estime à quelques centimes de hausse ou de baisse, l'honneur et la dignité du pays; aristocratie vaniteuse et mesquine, politique basse et vénale, que nous ne cesserons de flétrir tant qu'il nous restera une goutte de sang dans les veines. La carrière politique de M. Humann a été digne de la caste à laquelle il appartient. Nommé pour la première fois en 1821, il combattit le système de pénalité adopté contre la presse qui enlevait aux écrivains la garantie du jugement par jury; plus tard, il s'éleva avec chaleur contre la guerre d'Espagne. Mais là, finit pour ainsi dire son opposition: dès la session de 1824 il se lia intimement avec M. de Villèle et appuya tous ses projets financiers, sur les autres il garda le silence, et vota, dit-on, à la satisfaction du premier ministre. Lors de la dissolution de 1827,

M. Humann fut répudié par les électeurs du Bas-Rhin; et ce fut à l'influence de M. Deoazes, aussi son ami, qu'il dut son élection par l'arrondissement de Villefranche (*Aveyron*). Dans les sessions de 1828 et 1829, M. Humann fut si complètement ministériel, si ostensiblement opposé aux députés du côté gauche, qu'en plusieurs circonstances il fut vivement apostrophé pour cette trahison des intérêts de la liberté : « Retirez-vous, lui » disait-on, sortez de nos rangs et passez à droite. » La présence aux affaires de la faction Polignac, éloignant les chances de M. Humann pour le ministère ou la pairie, objets des vœux de son ardente ambition, il osa voter l'adresse des 221. Depuis la révolution il s'est montré l'ennemi constant de toutes les améliorations promises en juillet; il appuya de toute son influence le ministère Guizot, et contribua à gêner la marche du ministère Laffitte; il a coopéré de tout son pouvoir à l'avènement du ministère Périer, dont il espérait faire partie. Encore une fois désappointé, M. Humann ne s'est point rebuté. Financier plus capable, dit-on, que M. Louis, et moins impopulaire que l'ex-abbé, il travaille à le remplacer dans l'exploitation si profitable de notre incommensurable budget.

JACQUEMINOT, le baron (*Vosges — Épinal*), commandant de la Légion-d'Honneur; maréchal-de-camp, et chef d'état-major de la garde nationale de Paris. Depuis 1814, époque à laquelle il quitta l'ancienne armée, il vécut retiré à Bar-le-Duc où, devenu industriel, il fonda plusieurs vastes manufactures. En 1828 appelé à la chambre, il se montra adversaire constant des systèmes ministériels, monta souvent à la tri-

bune pour défendre les intérêts du pays, et vota l'adresse des 221. Il a signé l'acte d'*association nationale* des Vosges, et quelques jours après a été promu au grade de maréchal-de-camp, aussi a-t-on trouvé inexplicable cette faveur du gouvernement, alors que la signature de cette association était pour une foule d'hommes honorables le motif d'une prompte destitution. Il a refusé les 20,000 francs affectés à titre d'indemnités au grade qu'il occupe dans la garde nationale. La profession de foi qu'il a adressée aux électeurs ne renferme point d'engagement au sujet de la question de la pairie, mais des promesses « de maintenir et d'étendre la liberté, de » soulager les contribuables, de répandre l'instruction » dans les masses, de garantir la constitution de toutes » les dispositions consacrant des privilèges peu conformes » à nos opinions, à nos mœurs et aux besoins nouveaux » de la société. »

JARS (RHÔNE — *Lyon*, 2^e ar.), ancien capitaine du génie; chevalier de la Légion-d'Honneur. Maire de Lyon en 1815, il signa l'un des premiers l'acte fédératif des Lyonnais, et ce fut son opposition constante au système et aux hommes de la restauration qui le fit envoyer à la chambre en 1828, époque où il commença sa carrière législative. Conséquent alors avec ces opinions, il parla et vota dans le sens de l'extrême gauche et fit partie des 221. Mais après la révolution de juillet, M. Jars qui est bien loin d'en avoir compris toute la portée, fut épouvanté de la grandeur des événements et ne rêvant plus que république, excès révolutionnaires, boucherie de 93, il se jeta avec les doctrinaires dans le parti de la résistance, et appuya de sa voix et de son vote

toutes les mesures qui dénaturent la révolution et arrêtent l'élan national. C'est ainsi que furieux de modérantisme il s'est élevé contre la liberté de la presse qu'il avait préconisée sous la restauration; que dans la loi municipale il a approuvé la nomination des maires laissée au roi; que dans la loi sur le cens électoral il fit tous ses efforts pour le maintenir à 300 francs, s'écriant à propos de sa réduction à 240 francs : « Vous voulez cette popularité bruyante et tumultueuse qui se ramasse si aisément sur les places publiques. » Il a voté pour la conservation de la magistrature de Charles X; et votera sans doute pour un budget de 1,500 millions; enfin nous pensons d'après ses antécédens, que M. Jars, pair déjà en expectative, soutiendra de tout son pouvoir les privilèges de la pairie.

JAUBERT, le comte de (CHEN — *Saint-Amand*), l'un des plus riches propriétaires du département. M. Jaubert a refusé dernièrement une préfecture. Il possède des connaissances très-étendues en politique, il saura, nous assure-t-on, les développer à la tribune avec la facilité d'élocution qui lui est propre; on attendait de lui une profession de foi vigoureuse, et il s'est contenté de dire aux électeurs : « Vous me blâmeriez si j'enchaînais d'avance mon vote sur les graves questions qui se débattront à la session prochaine. » Cependant dans le discours prononcé après son élection, il ajoute : « Je n'hésite plus à déclarer que je serai contraire à l'hérédité de la pairie. Par quelles garanties de stabilité faudra-t-il remplacer l'hérédité, pour que la pairie remplisse dignement le rôle modérateur qui lui est assigné dans notre gouvernement ? tel est désormais le domaine

de la discussion. Il est probable que M. le comte, qui a fait entériner ses lettres de noblesse et transférer son majorat il y a à peine deux ans, ne siègera pas à l'extrême gauche où figurent tant de vilains, mais on pense que l'affection qu'il paraît porter aux principes de juillet, l'engagera à voter pour l'extension lente et graduelle des libertés nationales.

JAY (Gironde — *la Réole*). Si M. Jay adopta avec ardeur les principes de la révolution de 89, cette ardeur ne fut pas de longue durée, car le despotisme de l'empire, qu'il attaqua courageusement quand le colosse fut tombé, ne lui inspira pendant son existence que de serviles adulations; et si M. Jay combattit le gouvernement machiavélique de la restauration, ce n'est certes pas au retour de ses premiers principes qu'il faut l'attribuer; d'autres considérations l'avaient placé dans les rangs de la presse libérale, que du reste il abandonna à l'heure du danger. Instituteur des enfans de Fouché, M. Jay a été l'ami et le confident de ce ministre de la police impériale, dont le nom, si odieusement célèbre, rappelle la plus infâme trahison. L'homme souillé par un pareil contact ne peut devenir un ami vrai de la liberté et de l'indépendance du pays; aussi n'espérons-nous de sa conduite à la chambre rien de favorable aux doctrines que nous voudrions voir triompher.

JOLLIVET (Ille-et-Vilaine — *Rennes*), est un des jeunes avocats les plus distingués du barreau de Rennes. Élu après juillet, il monta souvent à la tribune; il a appuyé la restitution au trésor public, du fonds commun de l'indemnité des émigrés, et dans une discussion qui

s'éleva au sujet des privilèges de la pairie, il s'écria : « Le droit de toucher à la constitution de la chambre des pairs nous est réservé par la Charte, et nous en userons. » Cependant on l'a accusé de mollesse et de timidité; nous croyons cette accusation peu fondée, et si dans ses débuts parlementaires il ne s'est pas prononcé avec la vigueur qu'on pouvait attendre de ses principes, nous pouvons assurer néanmoins, que M. Jollivet est doué d'un caractère énergique, et nous ne doutons pas que dans cette session il n'élève la voix avec force dans les graves questions qui seront soumises à la chambre, et ne prenne enfin le rang que lui assignent ses talens et son patriotisme.

JOLY (Antkax — *Pamiers*), procureur général à la cour royale de Montpellier. Long-temps poursuivi par les agens du pouvoir déchu, riche de nombreuses preuves de dévouement et d'énergie, M. Joly, honoré de la confiance de ses concitoyens, emploiera, en ce moment, son talent à réclamer l'exécution des promesses du programme de l'Hôtel-de-Ville, et à soutenir avec indépendance la cause des progrès.

JOUFFROY (Dons — *Pontarlier*), professeur de philosophie à la faculté des lettres de Paris; philosophe éclectique doué d'une diction facile et d'une faculté d'improvisation rare. Persécuté pour ses idées libérales sous le ministère Corbière, l'ancien élève de l'école normale a fait précéder l'honneur qu'il vient de recevoir de ses compatriotes, d'une déclaration de principes dictés par un éloquent patriotisme, et écrite avec cette force de logique dont le jeune fondateur du *Globe* a si souvent fait preuve. En voici quelques extraits : « L'enfant

» de ces montagnes si pleines de patriotisme , enfant
 » d'une révolution qui a changé les destinées du monde ,
 » je suis né en 1796 ; la grandeur de la France fut ma
 » première idée , et je m'éveillai à la vie politique au bruit
 » de la chute de l'empire. Nommé à vingt ans professeur
 » de cette école célèbre dont on redouta les lumières ,
 » je fus enveloppé dans ses ruines ; fidèles à ses principes ,
 » mes amis et moi , nous souffrîmes une proscription de
 » huit années. Bannis de l'enseignement par l'université
 » qui nous refusa du pain , nous fondâmes le *Globe* , dans
 » lequel nous prêchâmes la liberté de conscience et d'o-
 » pinion au profit même de nos ennemis. » On sait la part
 glorieuse que prit cette feuille à la révolution de juillet ;
 quinze jours après , M. Jouffroy était rentré dans l'en-
 seignement. Voici quelques-unes de ses pensées : « La
 » liberté dans sa plus large acception , voilà ma devise. —
 » Je la veux pour tout le monde , et je veux que tous puis-
 » sent professer et défendre leurs opinions : je n'y vois
 » aucun danger. — Le rôle de législateur n'est point de
 » devancer , mais d'exprimer la raison publique. — La ré-
 » volution de 89 poussa la liberté jusqu'à l'anarchie ,
 » l'empire poussa l'ordre jusqu'au despotisme ; instruite
 » par ces deux sanglantes expériences , la France a com-
 » pris que le but de ses efforts était de trouver la conci-
 » liation de ces deux choses. — Mon opinion est depuis
 » long-temps fixée contre l'hérédité de la pairie. — Je
 » pense que ce qui regarde la commune doit être réglé
 » dans la commune , et ce qui regarde le département
 » dans le département. » — Bien qu'il ne parle pas spé-
 cialement de la liberté d'enseignement , espérons que
 cette liberté ainsi que toutes les conséquences de nos
 grandes journées trouveront en lui un infatigable défen-

seur, et que M. Jouffroy ne suivra pas les errements de son maître en philosophie, le chef de la doctrine, M. Royer-Collard.

JOUSSELIN (LOIRET — *Orléans*), inspecteur divisionnaire des ponts-et-chaussées; élève de l'école polytechnique; il servit dans les campagnes de 1813 et de 1814 comme officier-supérieur du génie, et l'on dut aux travaux qu'il exécuta alors de rendre possible la défense de Hambourg, et d'assurer le salut d'un corps de 30,000 Français; ce service joint à ses opinions libérales et à l'indépendance de son caractère, lui valurent pendant long-temps les persécutions du gouvernement de la restauration. Auteur de plusieurs brochures sur le budget, il se dispose, ainsi qu'il le dit dans sa profession de foi, à discuter ses théories d'économies appuyées sur la diminution des hauts traitemens et la suppression des sinécures et des cumuls : « Je demanderai et réclamerai, ajoute-t-il, toutes les conséquences des institutions que nous a données la révolution de juillet; l'établissement gratuit de l'enseignement primaire, l'abolition du monopole universitaire, la révision des lois de douane, et l'adjonction des capacités parmi les électeurs. Entraîné par une conviction profonde, je voterai contre l'hérédité de la pairie. » M. Jouselin possède une grande énergie de caractère, une âme fortement trempée; la politique grande et généreuse des hommes de l'opposition trouvera en lui un zélé partisan.

JOUVENCEL de (SEINE-ET-OISE — *Versailles* 1^{re} ar.),
M. de Jouvencel a été maire de Versailles depuis 1814 jus-

qu'en 1816. Sa conduite à une époque aussi difficile, lui valut une honorable destitution et augmenta l'estime et la considération que lui portaient ses concitoyens qui l'envoyèrent en 1821 à la chambre, où il siégea jusqu'en 1824. Il fit partie de l'opposition pendant tout ce temps. Réélu en 1827, il approuva le système Martignac; il vota aussi l'adresse des 221. Ce dernier acte fit croire aux électeurs que M. de Jouvencel était rentré dans les rangs de l'opposition, et cette considération lui valut encore l'honneur de la députation en 1830. L'attente des électeurs fut trompée, car depuis la révolution de juillet, sa conduite à la chambre fait croire qu'il en craint les conséquences et le développement. La liberté de la presse le compte au nombre de ses adversaires. Il est partisan de l'hérédité de la pairie pour laquelle il a refusé de prendre aucun engagement.

JUNIEU (*Vieux — Montmorillon* ,) propriétaire. Cet honorable député est ami intime de M. Audry de Puyraveau, dont il partage les opinions politiques. Nommé sous-préfet de Montmorillon, peu après les évènements de juillet, il s'empressa, lorsqu'il connut l'honneur que lui faisaient les électeurs, de donner sa démission, ne jugeant pas compatibles des fonctions salariées avec celles de député. Rendons hommage à ce sentiment de délicatesse qui trouve malheureusement trop peu d'imitateurs ! M. Junieu, sans être orateur, s'exprime élégamment et avec dignité; homme d'un grand sens, d'un esprit calme et observateur, il a souvent fait partie des comités où ses connaissances ont été appréciées. Il siège à l'extrême gauche et sympathise avec les plus purs patriotes.

KÉRATRY (FINISTÈRE — *Morlaix*), conseiller-d'état. Élu pour la première fois en 1818, M. Kératry vint se placer au centre gauche; mais bientôt divorçant avec la *doctrine*, il se réunit aux plus fermes soutiens des libertés nationales, et combattit dans leurs rangs de 1819 à 1823, et de 1827, époque à laquelle il fut réélu, jusqu'en 1830. Fondateur du *Courrier Français*, son éloquence et sa plume ont utilement servi à la défense de nos droits; la tribune et la presse ont tour à tour attesté ses nombreux efforts, pour le triomphe des idées nouvelles, sur les vieilleries aristocratiques de l'ancien régime; et comme orateur et comme écrivain, nous nous empressons de le dire, M. Kératry, pendant les onze dernières années de la restauration, a bien mérité de la France libérale. Mais ici s'arrêtent nos éloges: doctrinaire en 1818, M. Kératry l'est redevenu en 1830, et l'est plus que jamais en 1831; la peur et la doctrine sont maintenant les mobiles puissans de tous ses actes législatifs: l'une ne lui fait voir que *poignards et bonnets rouges*, l'autre abâtardit son éloquence, et dicte ses mystiques homélies sur la destruction des *fleurs de lys*, qui pour lui représentent *non-seulement la restauration, mais huit siècles de gloire*.

KERMORIAL (FINISTÈRE — *Quimperlé*). Officier supérieur de l'ancienne armée, c'est sur le champ de bataille qu'il a conquis tous ses grades. Son dévouement aux libertés et aux intérêts populaires est aussi pur que son courage fut grand; et s'il ne les a pas encore défendus à la tribune, c'est sa modestie qu'il faut en accuser: espérons que dans cette session, il sera moins circonspect et qu'il fera entendre aux ministres les paroles sé-

vères de l'indignation que lui inspire leur politique déplorable.

KOECHLIN, Nicolas (BAS-RHIN — *Mulhausen*). La profession de foi de M. Nicolas Kœchlin, l'un des honorables membres de cette famille patriarchale à qui l'industrie de Mulhausen fut redevable de ses richesses et de sa prospérité, fait très-bien connaître les principes politiques qu'il a professés, qu'il professe, et nous ne craignons pas de l'assurer, qu'il professera toujours; en voici quelques fragmens : « Jeune encore, et depuis, » dans toutes les circonstances, je crois avoir prouvé que » mon pays peut compter au besoin sur le sacrifice de » ma fortune et de ma vie. — Notre charte toute entière » doit être mise en action, et loin d'en restreindre les développemens nécessaires, nous devons les réclamer dès » à présent. — Pour compléter nos lois constitutives, il » nous faut principalement : la liberté de l'enseignement, » l'extension de l'instruction primaire, l'abolition de l'hérédité de la pairie et la reconstitution de ce pouvoir » législatif; une loi d'attribution des communes, qui restreigne la centralisation dans les limites strictement » nécessaires; une loi d'organisation départementale basée » sur le principe de l'élection et qui accorde à cette branche importante de l'administration des attributions, plus » larges; une loi sur la responsabilité des ministres et des » agens du pouvoir exécutif; une meilleure répartition des » charges de l'état; l'abolition de tous les monopoles, » etc. etc. »

LABORDE, le comte Alexandre de (SEINE — *Paris*, 7^e arr.), membre de l'Institut, général de brigade de la garde nationale parisienne, et aide-de-camp du roi.

M. de Laborde fut, avant la révolution de 89, envoyé par son père à la cour de l'empereur Joseph II, prit du service, et fit cinq campagnes dans les rangs de l'armée autrichienne. Rentré en France après le traité de *Campo Formio*, il se livra à l'étude des sciences et des lettres, fit plusieurs voyages en Angleterre, en Italie et en Espagne, et publia les grands ouvrages qui attestent ses nombreux et utiles travaux. Après avoir rempli, sous l'empire, diverses fonctions administratives, il sut plus tard se montrer fidèle à la gloire sans épouser son despotisme. Nommé député en 1822, il défendit constamment les intérêts et les droits du peuple avec l'énergie d'un vrai libéralisme, l'éloquence, l'esprit et le talent qui lui sont propres. Personne n'a mieux mérité que M. de Laborde le titre glorieux d'*homme de juillet*. Il a dès le 26 engagé sa tête dans la cause de la révolution. Le matin même de la publication des ordonnances de Charles X, plusieurs députés et écrivains se réunirent chez lui pour protester contre ces actes odieux. Le 29 il accepta la courageuse mission de premier magistrat de Paris. Il contribua puissamment à l'établissement de la royauté nouvelle. Remplacé dans la préfecture de la Seine par M. Odilon-Barrot, il fut nommé conseiller d'état et aide-de-camp du roi. Ses nouvelles fonctions près de la personne du monarque ne lui firent point oublier qu'avant tout il était *citoyen*, et il fut un des premiers signataires de l'association pour l'exclusion perpétuelle des Bourbons d'Holyrood, et pour combattre l'invasion étrangère; mais le ministère qui veut posséder le monopole du patriotisme, vit dans cet acte honorable une offense qu'il fallait punir; et l'homme dont le dévouement franc et sincère était une conti-

nuelle censure de ce dévouement banal des courtisans de tous les règnes, des flatteurs de tous les régimes, fut frappé par deux destitutions à la fois. Ce n'est qu'aux anniversaires de juillet qu'une réparation tardive et incomplète vint lui *permettre de* reprendre ses fonctions d'aide-de-camp. Voici comment M. de Laborde comprend la mission de la nouvelle chambre; il dit dans une lettre circulaire aux électeurs qui l'ont nommé :

« Une session importante pour nos destinées futures va s'ouvrir; le soleil de juillet éclairera nos travaux. Les ombres de ces hommes généreux, qui à cette époque ont péri pour la liberté, entoureront notre enceinte et nous traceront la ligne que nous devons suivre; elles nous demanderont les lois sur une base large, parce que le pays possède assez de lumières pour en jouir sans danger; elles nous demanderont vis-à-vis des cabinets étrangers une attitude imposante, un langage ferme, afin d'occuper le rang auquel nous avons droit de prétendre en Europe. »

LABOISSIÈRE, Paul (VAUCLUSE. — *Carpentras*), ancien sous-préfet. Il est le seul député de ce département qui promette à nos libertés un défenseur. Il eut pour compétiteur M. de Martignac, dont la candidature fut vivement appuyée. En souhaitant à M. Laboissière l'éloquence de l'ex-ministre de la restauration, faisons des vœux pour qu'il montre dans sa carrière de député un patriotisme plus énergique, et surtout un zèle plus prononcé que celui de M. de Martignac pour ces améliorations qui, sous le règne du droit divin, étaient un besoin du pays et sont devenues pour lui maintenant une absolue nécessité.

LACAZE (*Basses-Pyrénées — Oleron*). Au début de sa carrière législative, M. Lacaze n'est encore connu que par une profession de foi qui nous paraît inspirée par un libéralisme consciencieux et éclairé. « Je le déclare, dit-il, le principe de notre gouvernement me paraît repousser le privilège de la pairie héréditaire qui ne pourrait être justifié que par une nécessité absolue qui n'existe pas à mes yeux. Alléger le poids accablant des impôts, dégager le commerce d'entraves inutiles, favoriser l'industrie, améliorer le sort des classes laborieuses, telles sont les obligations imposées par le mandat de député. » Il termine en promettant de n'être ni l'homme du pouvoir ni l'homme d'un parti, assurant que l'indépendance qui fait la base de son caractère ne lui permet pas d'avoir d'autre but que celui d'être utile à ses concitoyens.

LACHÈZE, père (*Loire — Feurs*), conseiller de préfecture, ancien maire de Montbrison, qui lui doit ses embellissemens et sa salubrité : il fonda une filature de coton pour procurer du travail et du soulagement aux prisonniers, malheureusement les idées philanthropiques de M. Lachèze n'ont pas été couronnées de succès, et il a sacrifié dans cet utile établissement une partie de sa fortune. Nommé plusieurs fois, et presque à l'unanimité, pour représenter son arrondissement, notamment en 1829, il fit partie des 221, et fit à la chambre plusieurs amendemens fort sages qui furent rejetés.

En 1831, M. Lachèze s'est désisté de sa candidature de Montbrison en faveur de son fils, et s'est présenté aux électeurs de Feurs qui lui ont accordé leurs suffrages ; il n'a pris aucun engagement avec eux, nous pen-

sons qu'il votera contre la pairie et en faveur des intérêts populaires.

LACHÈZE, fils (LOIRE — *Montbrison*), fils du précédent, ex-procureur du roi sous le ministère Polignac. Il faut que les électeurs de Montbrison aient une grande confiance dans leur nouveau mandataire puisqu'ils l'ont dispensé d'une profession de foi préalable; une confiance aussi aveugle est surtout moins excusable lorsqu'il s'agit d'un homme qui n'a pas craint de se faire l'instrument volontaire d'un pouvoir aussi odieux à son pays que l'était celui de Polignac. Nous espérons cependant que M. Lachèze comprendra la haute mission qui lui est confiée, et qu'il saura, par sa conduite à la chambre et son dévouement aux intérêts populaires, faire oublier qu'il fut procureur du roi sous le gouvernement de Charles X.

LAFAYETTE, le général (SEINE-ET-MARNE — *Meaux*). Lafayette, citoyen des deux mondes, assistant à cinquante-quatre années de distance, des combats de Brandywine aux barricades de la grande semaine; Lafayette quittant à 19 ans son pays, sa famille, se dévouant à la cause de l'indépendance américaine au moment où elle paraissait désespérée; Lafayette ami, frère d'armes de Washington, et vainqueur de lord Cornwallis, disant lors de ses adieux au congrès américain : « Puisse le temple immense que nous venons d'élever à la liberté offrir à jamais une leçon aux oppresseurs, un exemple aux opprimés et un asile aux droits du genre humain; » Lafayette proposant, le premier en France, l'immortelle déclaration des droits de l'homme, instituant la cocarde tricolore et deux fois la garde nationale; refusant la

dictature, l'épée de connétable, et prêtant au nom de quatre millions de citoyens armés, le serment civique sur l'autel de la fédération; puis martyr de ses opinions, restant cinq années dans les cachots d'Olmütz; Lafayette enfin, décoré par les Polonais du titre glorieux de premier grenadier de l'héroïque nation, voilà l'homme de nos respects et de nos éternelles affections. Ses principes sont nos principes, sa devise à laquelle il n'a jamais été infidèle : « *Liberté, égalité, ordre public*, » est notre évangile politique.

LAFAYETTE, Georges (SEINE-ET-MARNE — *Coulommiers*, — HAUTE-LOIRE — *Brioude*), fils du précédent, embrassa d'abord la profession des armes, servit comme officier de hussards, devint aide-de-camp de Grouchy, et fit avec distinction les campagnes d'Italie, d'Autriche, de Prusse et de Pologne. Malgré ses excellens services, Georges Lafayette, que Napoléon associait à la haine par lui vouée à son père, ne put franchir le grade de lieutenant; il renonça à une carrière qui ne lui offrait plus d'espérance, et revint dans sa famille; il fut nommé membre de la chambre des représentans en 1815, siégea à celle des députés en 1822 et 1823, et depuis 1827 jusqu'à ce jour. Guerrier, citoyen et député, Georges Lafayette a toujours rempli dignement les devoirs que lui imposaient et son beau nom, et les vertus dont son père lui a donné l'exemple. « Fidèles à la mémoire des martyrs de juillet, » a-t-il dit en sa qualité de président du collège de « Coulommiers, nous dirons à notre mandataire que nous voulons la réalisation de l'avenir dont leur sang a fécondé le germe; qu'il devra réclamer le complément de nos institutions qui seules peuvent nous don-

» ner les moyens de fonder enfin la prospérité du pays,
 » et ne jamais oublier que la liberté, l'indépendance et
 » la dignité de notre belle patrie nous sont plus chères
 » que la vie. » S'il est beau de concevoir ainsi les devoirs
 d'un député, il est encore plus beau de les remplir, et
 c'est ce que fait M. Georges Lafayette.

LAFFITTE, Jacques (SEINE—*Paris*, 2^e ar., et BASSES-
 PYRÉNÉES — *Bayonne*), ancien banquier. Si la France
 possède un homme d'état plus habile que M. Laffitte,
 elle ne possède assurément pas un meilleur citoyen que
 celui-là qui, pour affranchir sa patrie d'un joug ignoble
 et oppresseur, n'hésita pas à exposer sa tête au glaive
 des réactions contre-révolutionnaires, et sacrifia géné-
 reusement une fortune immense, fruit de cinquante
 années de constans et honorables travaux.

Sa longue carrière commerciale, M. Laffitte l'a par-
 courue avec une loyauté, une franchise et une capacité
 qui ne se sont jamais démenties; il encouragea et soutint
 de ses efforts un grand nombre d'établissements qui ont
 enrichi notre industrie. Combien de maisons aujour-
 d'hui opulentes lui doivent toute leur fortune! S'il ren-
 dit beaucoup de services, leur but en fut toujours dé-
 sintéressé; quand il obligeait, il craignait qu'on ressen-
 tit autre chose que le bienfait de son obligeance, et
 quand il protégeait, il craignait encore d'avoir l'air de
 protéger; il fut successivement appelé à toutes les hautes
 fonctions du commerce, notamment à celles de gouver-
 neur de la banque de France dont jamais il ne toucha
 le traitement. La carrière politique de M. Laffitte ne fut
 ni moins loyale, ni moins honorable; membre de la
 chambre des représentans, député en 1816, il siégea à

la chambre jusqu'en 1824, et vota contre toutes les lois d'exception des différens ministères de la restauration. Comme député de Paris, il signala et dénonça à la tribune les violences commises envers les citoyens et le meurtre du jeune Lallemand assassiné par un garde royal sur la place du Carrousel. De 1824 à 1827, M. Laffitte continua ses opérations de finances, et commit, en soutenant le système de création du 3 pour 100, une erreur dont eut à souffrir quelque temps sa popularité. En 1827 il fut réélu, s'empessa de révéler à la chambre l'existence d'un déficit, s'éleva énergiquement contre le licenciement de la garde nationale de Paris, et menaça le ministère Villèle d'une accusation qu'il s'offrit de signer lui cinquième. Sous le ministère Martignac, il combattit les demi-mesures déceptionnelles du gouvernement, et réclama toutes les lois nécessaires au complément de la charte; il appuya de son vote la fameuse proposition du vénérable Labbey de Pompières, et enfin vota l'adresse de 1830. Sitôt que parurent les ordonnances de juillet, M. Laffitte déploya tout le courage et toute la générosité de son âme patriotique; il se chargea de l'un des principaux rôles de la résistance constitutionnelle aux projets liberticides de la branche aînée des Bourbons, et présida la commission chargée d'aller représenter au duc de Raguse l'urgence de faire cesser le carnage. Sa démarche fut sans succès, et la fatalité qui venait de pousser au parjure un imbécile monarque dut lui en faire subir toutes les amères conséquences, et le nom de Laffitte fut écrit sur les listes de proscription ! Quand le peuple eut fini son travail des trois journées, et alors que le silence du canon permit aux Dupin, Guizot et consorts de sortir de leurs retraites pour

venir régulariser les grands résultats, M. Laffitte ne manqua point au couronnement de l'œuvre qui devait proscrire à jamais la dynastie parjure, *et ce ne fut point lui que l'on rencontra en cabriolet sur la route de Saint-Cloud*. Lors de la réunion de la chambre, il fut nommé vice-président, et sur le refus de M. Périer d'accepter la présidence, il fut le 9 août investi de cette dignité. A l'époque de la retraite du ministère Guizot, la présidence du conseil et le portefeuille des finances furent offerts à M. Laffitte; il oublia alors malheureusement pour lui la moitié de la devise qu'il avait adoptée sous la restauration, devise à laquelle il avait toujours été si fidèle : *JE NE VEUX RIEN et je ne crains rien*. Il accepta. Il entra au pouvoir, environné d'illusions et plein des intentions les plus généreuses. Mais les systèmes jumeaux de la *doctrine et de la peur* avaient déjà jeté de profondes racines; son bras fut trop faible pour les extirper; ses bonnes intentions paralysées furent stériles, et sa mission, manquée complètement, ne servit qu'à préparer les voies au ministère qui pèse encore sur nous. M. Laffitte, aujourd'hui veuf de ses illusions, beau du sacrifice récent de son opulence, a repris à la chambre la place dont il n'eût jamais dû sortir. Il y a retrouvé toute l'énergie et tout le zèle du vieux défenseur de nos libertés.

LAFFITE Justin, le baron, général (Ardèche — Foix), né en 1772, servit dès le commencement de la révolution, parvint par son courage et ses talents militaires au grade de major en 1805, fut nommé colonel l'année suivante, se distingua, à la tête de son régiment, dans les campagnes de 1806 et 1807, et obtint la croix

d'officier de la Légion-d'Honneur, depuis il en a été nommé commandeur et chevalier de Saint-Louis; en 1808, à l'armée d'Espagne, il soutint avec la plus grande intrépidité les efforts de l'ennemi au passage du Tage, près de Talavera-de-la-Reyna. Rentré en France en 1813, il fut nommé général de brigade, pendant les cent jours commandant du département de l'Arriège, et en reçut les honneurs de la députation à la chambre des représentants: depuis ce temps il a vécu retiré dans son département. Lors de sa dernière élection il a adressé à la garde nationale de Tarascon un discours dans lequel l'honorable général fait connaître toutes ses opinions; « il votera » contre l'hérédité de la pairie, cette question lui semble » résolue par l'opinion, et il ne doute pas qu'avec elle ne » disparaissent aussi tous les titres transmissibles. » Le général Lafitte sera, nous l'espérons, un digne collègue des Lamarque et des Demarçay.

LAFOND, Narcisse (Nîmes — Coche): L'une des premières notabilités commerciales de Paris, décoré de juillet comme l'un des juges du tribunal de commerce de la Seine qui ont rendu pour le *Courrier-Français*, sous le canon des ordonnances, le mémorable jugement qui les déclarait illégales, on doit croire qu'il est identifié avec notre révolution, et qu'il en voudra toutes les conséquences. Commerçant et roturier, il sera sans doute opposé à l'hérédité de la pairie.

LAFONT-BLANIAC (Lot-et-Garonne — Villeneuve). Soldat de la grande armée, il partagea sa gloire; colonel dès 1800, il fut fait général de division en 1813, il commanda le département de la Gironde et

reçut sa retraite en 1824. Député, il vota l'adresse de 1830. Il n'a jamais pris une part assez active aux discussions de la chambre pour que nous puissions spécifier l'opinion qu'il professe. Si l'on en croit quelques amis qui ont recommandé sa réélection, l'hérédité opposée au gouvernement de juillet serait chez M. Blaniac un principe de conviction sur lequel il aurait long-temps réfléchi, et sentant le besoin de la diminution des impôts il appellerait la suppression des cumuls, des places inutiles, des sinécures et la réduction des traitemens.

LAIDET (BASSES-ALPES — *Sisteron*). Lieutenant-colonel en 1823, colonel en 1825, fut nommé député en 1827; il prononça dans cette session un discours contre les aumôniers des régimens. Ce discours et son vote dans l'adresse des 221 sont les deux seuls actes parlementaires connus de cet honorable député. Depuis la révolution de juillet, M. Laidet s'est montré un des plus zélés partisans de la doctrine et a voté constamment avec M. Guizot. Il est parent de M. Casimir Périer pour lequel il professe un culte particulier, car il ne voit hors M. Casimir Périer, point de salut pour la France. Serait-ce par hasard en vertu de cette parenté ou en récompense de sa conduite législative, que M. Laidet aurait été fait tout récemment maréchal-de-camp? Nous n'oserions prononcer; mais nous n'en sommes pas moins étonnés, sans prétendre révoquer en doute le mérite de M. Laidet, que ses services en temps de paix aient pu motiver un avancement que l'on refuse à tant de colonels de l'ancienne armée qui ont à faire valoir de nombreux services sur les champs de bataille.

LALLEMANT, (Meuse — *Montmédy*), négociant à Stenay. Il jouit dans son pays d'une haute réputation de probité et d'indépendance. Il avait d'abord refusé de se mettre sur les rangs, mais les voix s'étant partagées le premier jour entre les deux concurrents qui s'étaient présentés, et aucun d'eux n'ayant obtenu la majorité, les électeurs firent de nouvelles instances auprès de M. Lallemant et obtinrent de le porter comme candidat; un nouveau scrutin eut lieu, et M. Lallemant obtint 136 suffrages sur 141 votans. Il n'a point fait de profession de foi.

LALLIER (Nord — *Cambrai, intra-muros*), négociant-banquier, président du tribunal de commerce de Cambrai, n'a jamais occupé que des fonctions gratuites; il dit dans sa profession de foi : « Ami de la liberté et des institutions qui nous garantissent l'ordre légal, j'en veux tous les développemens compatibles avec le bonheur public. Opposé à l'anarchie comme au pouvoir absolu, je repousse tout ce qui pourrait nous y conduire. Voulant conserver une indépendance que je crois nécessaire au député, je m'engage à ne solliciter et à n'accepter aucun emploi, ni pour moi, ni pour les miens. » M. Lallier était le candidat du juste-milieu, opposé à M. Paturle, homme du mouvement. Il s'est engagé à voter contre l'hérédité législative.

LAMARQUE, le lieutenant-général (Landes — *Saint-Séver*). La vie militaire, toute chevaleresque, du général Lamarque, les exploits aventureux qui en ont signalé pour, ainsi dire chaque jour et semblent presque tous tenir du prodige, les traits d'humanité qui l'honorent

ont fait de ce modèle de bravoure le *Bayard des temps modernes*.

Le premier cri de guerre qui retentit en 1792 trouva un écho dans le cœur du jeune Lamarque. Il pouvait partir officier, il préféra le devenir après avoir porté le fusil de soldat. Il fut nommé bientôt capitaine dans la colonne infernale, la phalange des braves, dont le chef était Latour d'Auvergne; arrêta, à la tête de deux compagnies de grenadiers, un corps d'armée espagnol à la bataille du 17 pluviôse. Deux cents grenadiers lui suffisent pour enlever d'assaut Fontarabie, où le jeune capitaine, avec les 75 braves qui lui restent, fait 1,800 prisonniers et prend 80 bouches à feu. Un décret le nomme adjudant-général et déclare qu'il *a bien mérité de la patrie*. Lamarque n'a encore que 20 ans! Les armées d'Italie, d'Irlande, d'Angleterre et du Rhin le comptent successivement parmi les braves. A Hohenlinden, en Espagne pour la seconde fois, à Austerlitz, il attache son nom à tous nos beaux faits d'armes. Mais c'est surtout à la prise de l'imprenable Caprée, *île-forteresse* portée sur des rocs à pic de 2 à 400 pieds d'élévation, que l'attendait un triomphe vraiment romanesque et miraculeux. Cette île, hérissée de canons et de redoutes, était défendue par 2,000 Anglais. L'intrépide Lamarque, à la vue de 500,000 spectateurs, s'élance avec 1,600 soldats d'élite, que lui confie Joachim, sur les navires qui les conduisent à la victoire ou à la mort. La troupe du héros, arrivée au pied des rochers perpendiculaires, y fixe trois échelles l'une au bout de l'autre, et les franchit, un à un, sous le feu de l'artillerie et de la mousqueterie anglaise; les assiégés sont enfoncés à coups de baïonnettes, et, voyant bientôt tomber en brèche leurs murailles.

rendent la place sans oser attendre l'assaut général. Un ministre de Naples qui vint à Caprée écrivit : « *J'y ai trouvé les Français, mais je ne puis croire qu'ils y soient entrés.* » Le preneur de Caprée fut récompensé par l'empereur, qui lui donna une division dans l'armée du viceroy. Nous regrettons vivement que la nature et les bornes de notre ouvrage ne nous permettent point de livrer à l'admiration de nos lecteurs les hauts faits qui sur cent autres champs de bataille attestèrent l'incomparable bravoure et les talens de l'illustre général; nous dirons seulement que, nommé en 1815 général en chef de l'armée de la Vendée, cet homme de périls et de combats, devenu pacificateur élément, ne crut point compromettre sa gloire en poursuivant les Vendéens avec ses propositions plus vivement qu'avec ses colonnes. « Je ne rougis pas, » leur disait-il, de vous demander la paix, car dans les guerres civiles la seule gloire est de les terminer. » Le 26 juin la paix était signée; le lendemain les chefs vendéens portaient à Lamarque le vœu de leurs concitoyens de se réunir à ses troupes et de combattre sous ses ordres pour s'opposer à toutes tentatives qui auraient pour but le démembrement de la France; et la chambre des cent jours déclara que, de nouveau, *Lamarque avait bien mérité de la patrie*. Au retour du royal émigré, le général pacificateur fut proscrit; il quitta la France en formant des vœux pour elle et en prescrivant l'obéissance et la soumission à ses soldats indignés. Rappelé en France en 1818, il se fit remarquer comme écrivain distingué dans plusieurs ouvrages d'utilité publique, et surtout par sa coopération au *Journal des sciences militaires*.

La révolution de juillet semblait devoir récompenser le patriote qui après avoir tant fait pour la gloire de la France

avait aussi partagé ses disgrâces; lui-même dut quelque temps l'espérer, car, dès le mois d'août, on lui donna le commandement des départemens de l'ouest. Tant qu'il le conserva, les symptômes d'agitation y furent presque imperceptibles; peut-être même ne s'y fussent-ils jamais manifestés si sa main ferme n'eût été paralysée par la faiblesse du ministère; mais sa conduite généreuse et énergique à la chambre, sa signature apposée sur l'acte d'association patriotique contre l'invasion étrangère, ne tardèrent pas à motiver une destitution, intempestive s'il en fut jamais, et qui fut, par tous les gens sensés, rangée au nombre des inconséquences les plus grossières du gouvernement.

Lamarque se distingua dès son entrée à la chambre, en 1828, par plusieurs discours remarquables qui le placèrent au premier rang des défenseurs de nos libertés. Dans la dernière session, il flétrit les traités de 1815; il réclama les cendres de Napoléon, captives à Sainte-Hélène; il invoqua un regard de la France en faveur de la Pologne sa sœur, et censura amèrement la conduite ignominieuse de notre diplomatie, qu'il accusa de vouloir rester à cette halte, dans la boue de la restauration. Son éloquence rappela celle du général Foy, car elle fut, comme celle de Foy, grave et sublime; mais ces accents si français, qui firent tressaillir tout ce qui dans l'enceinte législative sentait battre un cœur généreux, ne pénétrèrent point jusqu'au cœur glacé de nos ministres: le peuple de héros fut solennellement condamné à mort, et la France de juillet dut conserver avec respect le souvenir de Waterloo!

LAMETH, le comte Charles de (SEINE-ET-OISE — Pontoise). Après avoir, bien jeune encore, versé son

sang pour la cause sacrée de l'indépendance américaine; après avoir, en 89, attaqué, avec tant d'ardeur et de générosité, les privilèges de la royauté, de la noblesse, du clergé et tout l'attirail aristocratique de l'ancien régime, M. de Lameth, en 1830, alors que le lion populaire avait renouvelé son 4 juillet, est venu donner le spectacle affligeant de ces palinodies qui feraient désespérer de l'avenir d'un peuple libre, si le triomphe de la liberté pouvait jamais être compromis par la désertion d'un de ses défenseurs, quelque glorieux qu'il fût.

En accordant un nouveau mandat à M. de Lameth, les électeurs de Pontoise, nous devons le dire, n'ont pas compris les besoins de l'époque; ils ont trahi les intérêts de notre régénération, car si l'homme jeune, ardent et généreux de la *constituante* a des droits incontestables à leur reconnaissance, le vieillard pusillanime de la *chambre déplorable* est incapable de représenter la France de juillet. Les amis de l'égalité, les hommes dévoués aux doctrines du progrès, ne devaient point donner leur suffrage à celui qui, pendant la dernière session, attaquait avec violence la *liberté de la presse*; voulait qu'on fit cesser ces déclamations où l'on ne parle que des *droits* de ceux qui ne *doivent point en avoir*; déclarait que les mots de *roi* et d'*institutions républicaines* hurlent de se trouver ensemble; s'opposait à la suppression des *pensions des pairs ecclésiastiques*; à ce que l'on déclarât l'*incompatibilité des fonctions publiques et de la députation*; ne voulait pas que l'on modifiât la *pairie*, et enfin, pour couronner dignement sa marche rétrograde, se refusait à satisfaire l'opinion publique par la dissolution d'une chambre frappée de la plus juste réprobation.

LARABIT (YONNE — *Auxerre*), ancien élève de l'école Polytechnique, officier distingué du génie, M. Larabit, à l'âge de 21 ans, avait fait dans cette arme les glorieuses et funestes campagnes de Saxe et de France. Après la capitulation de Paris, indigné de la trahison qui en avait ouvert les portes, fidèle à Napoléon dans sa grande infortune, celui que l'empereur, aux jours de sa prospérité, n'aperçut jamais parmi ses courtisans, voulut l'accompagner sur la terre de l'exil, et se dérober au spectacle, si affligeant pour un cœur français, des désastres que traînait à sa suite la dynastie restaurée par les baïonnettes étrangères. M. Larabit revint au mois de mars avec l'illustre banni, et cent jours après combattit à ses côtés dans les champs de Waterloo. Le droit divin ressuscité pour la seconde fois, ne devait point honorer de sa sympathie un *rebelle* qui l'avait accueilli de si mauvaise grâce. M. Larabit fut éloigné du service, et n'y rentra qu'après une disgrâce de trois ans, cédant aux instances du maréchal Gouvion Saint-Cyr. Jeune encore quand s'établit cette lutte opiniâtre du parti national contre la faction de Coblenz, il adopta dès le commencement, avec le zèle d'une conviction profonde, les principes de liberté déposés dans la charte; et pendant quinze ans le dévouement de cet excellent citoyen pour la défense des droits sacrés de la nation fut égal à la fidélité qu'autrefois il avait vouée à son indépendance et à sa gloire. Enfin, dans les journées de juillet, il eut sa part dans les combats et le triomphe du peuple de Paris.

L'élection de M. Larabit a été précédée d'une profession de foi des plus remarquables sous tous les rapports : « Vous ne voudrez pas, y est-il dit aux électeurs à propos de la pairie, abandonner au hasard de la naissance cette

» haute magistrature politique ; vous ne voudrez pas que
 » des familles privilégiées confèrent à leurs aînés le pou-
 » voir législatif et assurent par leur influence les fonc-
 » tions les plus importantes et les plus délicates à leurs
 » cadets , etc. » Après avoir exposé l'urgence de certaines
 lois , il ajoute : « Plusieurs institutions déjà fondées de-
 » mandent des améliorations. Je regrette que la loi élec-
 » torale n'ait pas admis l'adjonction des capacités du
 » jury. La législature va voter une liste civile pour tout
 » un règne. Le dévouement que je professe pour le roi
 » citoyen ne m'empêche pas de désirer une sage réserve
 » dans la fixation de cette dépense ; il faut éviter cette pro-
 » fusion si funeste , si justement reprochée au gouverne-
 » ment déchu , et ne pas oublier que la dignité de ce
 » trône doit surtout être relevée par le patriotisme du
 » prince , l'amour du peuple et le respect des nations.
 » Des économies plus importantes peuvent être faites. Ne
 » voyons-nous pas que les impôts directs se payent par-
 » tout avec exactitude et même avec empressement ? Et
 » si les droits réunis excitent seuls de nombreuses récla-
 » mations , n'est-il pas clair qu'il y aurait une meilleure
 » proportion à établir entre les uns et les autres , et qu'il
 » faut trouver surtout un mode de perception moins
 » vexatoire ? » Cet honorable député , convaincu qu'un
 représentant de la nation se doit tout entier à son noble
 mandat , s'est empressé , aussitôt élu , de renoncer aux
 fonctions qu'il exerçait près du comité des fortifications ,
 faisant ainsi le sacrifice d'un avancement qui avait à ses
 yeux beaucoup moins de prix que l'honneur de repré-
 senter ses compatriotes. M. Larabit a pris place à côté de
 M. de Cermenin dont il partage les opinions , et a déjà
 prononcé à la chambre plusieurs excellens discours qui

le mettent au rang des plus éloquens défenseurs de nos libertés.

LASCASES, le comte de (SEINE—St.-Denis, 14^e ar.). Issu d'une des plus anciennes familles de France, M. de Lascases émigra en 1791, fit, comme officier, partie de l'expédition de Quiberon, et fut assez heureux pour échapper à ce désastre des royalistes. De retour en Angleterre, il y publia la première édition de son immortel ouvrage, connu sous le nom d'*Atlas historique de Lascases*. Profitant de la loi d'amnistie, il vint en France, et se livra à Paris au commerce de la librairie. En 1808, il s'attacha à la personne de Napoléon qui le créa baron; en 1809, fit comme volontaire les campagnes d'Anvers et de Flessingue; l'empereur le nomma chambellan, puis maître des requêtes. Lors de la seconde abdication de Napoléon, il sollicita et obtint la permission de l'accompagner dans son exil. L'infâme Hudson Lowe ne lui permit pas d'accomplir sa noble mission, il l'arracha violemment à l'empereur dont il était une des plus grandes consolations, et l'envoya au cap de Bonne-Espérance. M. de Lascases revint en Europe, débarqua en Angleterre, d'où il fut aussitôt rejeté sur le continent. Poursuivi par tous les gouvernements de cette infâme sainte-alliance, il trouva enfin un asile en Belgique où il séjourna deux ans. Ayant obtenu la permission de rentrer en France, il a constamment vécu dans la retraite, a publié, en 1823, sous le titre de *Mémorial de Sainte-Hélène*, un ouvrage si universellement connu que nous nous abstenons d'en parler. Le beau caractère et les vertus de M. de Lascases lui ont mérité l'honneur de la députation; fidèle à la cause du malheur, il ne tra-

hira pas celle de nos libertés. « Ma croyance, mes principes politiques, dit-il aux électeurs, sont et demeureront ce *vieux et large libéralisme* des Foy, Manuel, Girardin et tant d'autres. C'est dans la trace sillonnée par ces illustres, que je cheminerai constamment, soutenant le trône que nous avons élevé, poursuivant les institutions qui doivent en découler, évitant toutefois tout entraînement de parti, toute opposition systématique, séparant soigneusement dans la discussion les personnes des principes, recherchant, sollicitant, provoquant la modération, la gravité, la concorde. Je voterai avec réflexion et conviction contre l'hérédité de la pairie. » Plus loin, M. de Lascases s'élevant avec indignation contre la manie des places salariales, termine sa profession de foi en faisant des vœux pour qu'on grave sur le frontispice du corps législatif ces mots : *Ici rien pour soi, tout pour le pays.*

LASCASES fils (FINISTÈRE—*Landerneau*), décoré de juillet, suivit son père à Sainte-Hélène, et revint avec lui en Europe; témoin des ignobles persécutions du vil Hudson Lowe, M. de Lascases eût été heureux de lui arracher une vie couverte d'infamie, il le provoqua mais vainement. Pendant son séjour sur le rocher, qui devait être le tombeau du plus grand capitaine des temps modernes, M. de Lascases écrivit souvent sous sa dictée. Soldat des barricades, élu après la victoire du peuple de juillet, il justifia la confiance de ses commettans, réclama l'abolition du cens d'éligibilité, et signa l'association patriotique du Finistère; il a donné après la session un exemple, qu'on ne saurait trop louer, en publiant un compte rendu de sa conduite parlementaire. Il annonce dans sa profes-

sion de foi « qu'il votera contre l'hérédité de la pairie ,
 » contre les cumuls , et contre une liste civile de 18 mil-
 » lions ; qu'il n'acceptera aucun emploi salarié du gou-
 » vernement , la députation n'étant pas pour lui un
 » moyen de fortune , et qu'il réclamera les améliorations
 » progressives promises par une charte qui ne peut plus
 » être une déception. »

LAUGIER-DE-CHARTROUSE (BOUCHES-DU-RHÔNE
 — *Arles*). Partisan dévoué de la légitimité , il a été en-
 voyé à la chambre pour servir de second à M. Berryer.
 Nous plaignons l'aveuglement des électeurs qui par ce
 choix ont sans doute voulu manifester leur antipathie pour
 le nouvel ordre de choses , et nous pensons que , forcés
 de contribuer pour leur quote-part aux charges de l'état ,
 MM. les électeurs d'Arles eussent mieux servi leurs in-
 térêts en les confiant à un partisan des économies de pré-
 férence à un partisan des exilés d'Holyrood ; car l'un eût
 donné des votes pour la réduction des impôts , tandis
 que l'autre ne donnera que des doléances en faveur de
 Henri V.

LAURENCE, Justin (LANDES — *Mont-de-Marsan*),
 avocat. C'est un jeune homme imbu des principes de
 notre époque et qui promet de réclamer fortement les
 institutions , conséquences de juillet. « Passionné pour
 » l'égalité , dit-il dans sa profession de foi aux électeurs ,
 » je serai jaloux qu'elle demeure l'apanage de tous. Je
 » ne puis comprendre la nécessité des privilèges attachés
 » à la naissance , et l'hérédité des pouvoirs législatifs
 » me semble incompatible avec le principe de notre con-
 » stitution , aussi bien qu'avec nos mœurs. » Patriote plein

d'énergie, M. Laurence associera ses efforts à ceux des Odilon-Barot et des Mauguin.

LEBASTARD DE KERGUIFFINEC (FINISTÈRE — *Quimper*), membre de la Légion-d'Honneur depuis la création de cet ordre. Il est entré dans la marine en 89; son courage lui fit promptement traverser les grades inférieurs, et en 1802 il était capitaine de frégate. Chargé d'une mission dans les mers de Saint-Domingue, le canon britannique lui apprit la rupture du traité d'Amiens; et attaqué par une division composée de cinq vaisseaux, il fut, après avoir soutenu un combat inégal, forcé de se rendre, et conduit prisonnier en Angleterre, où il resta jusqu'à la restauration; la seule consolation qu'il éprouva, pendant sa longue captivité, fut d'apprendre que sa frégate avait *coulé* avant d'arriver en Angleterre. Rentré en France, il s'occupa de travaux agricoles et fut nommé membre correspondant de la société d'agriculture. Élu après la révolution par les électeurs de Quimper, il ne monta à la tribune que pour exprimer sa vive sympathie pour les victimes et les orphelins de juillet, et vota toujours avec les vrais patriotes. Quoiqu'il n'ait pris aucun engagement envers ses commettans, nous sommes assurés que 1831 le trouvera fidèle à ses principes de 1830.

LECARLIER d'Ardon (AISNE — *Laon*), maire de Laon, fils du conventionnel Lecarlier, ancien ministre de la police générale. Cet honorable député, élu pour la première fois en 1819, a fait partie de la courageuse minorité libérale de cette époque; il siégea à l'extrême gauche, jusqu'en 1823, vint reprendre sa place en 1827, et resta fidèle, jusqu'à la révolution de juillet, aux prin-

cipes qui présidèrent à ses débuts législatifs; depuis, il paraît les avoir désertés, et ses votes dans la dernière session, ont presque toujours été favorables aux doctrines du juste-milieu. La profession de foi qu'il a adressée aux électeurs n'a pas dû les satisfaire entièrement, et nous avouons après l'avoir lue attentivement, qu'il nous serait difficile de dire si M. Lecarlier est ou n'est pas opposé à l'hérédité de la pairie.

LECLERC (SEINE-INFÉRIEURE — *le Havre, extra-muros*), maire de Fécamp. Ce magistrat qui, comme homme privé, a des droits à l'estime générale, ne possède pas, dit-on, toutes les qualités nécessaires à un bon député. Si nous en croyons certains renseignemens, il serait un peu ambitieux, mais plutôt des honneurs et des dignités, que des emplois lucratifs; les charges ne convenant ni à ses goûts ni à son caractère. M. Leclerc n'a pris aucun engagement envers les électeurs, et nous pensons qu'il appuyera de son vote les propositions ministérielles.

LECOUR (MAYENNE — *Mayenne, extra-muros*). Élu député pour la première fois. Les antécédens politiques de M. Lecour nous sont tout-à-fait inconnus, et les renseignemens que nous possédons sur lui, ne nous présentent pas assez de certitude pour que nous osions en faire usage. Il siège à la seconde section de gauche.

LECREPS, Abel (CALVADOS — *Caen, 2^e ar.*) Ce riche propriétaire en est au début de sa carrière politique. On attendait de M. Lecreps une déclaration officielle de principes que sa conduite passée, il est vrai, peut faire

présumer constitutionnels, et il s'est borné à dire aux électeurs : « Qu'il prenait l'engagement de n'accepter ni fonctions, ni dignités; qu'il voterait dans la question de l'hérédité, *selon le sens de l'opinion publique* connue depuis long-temps, et qu'il sentait la nécessité de réduire le budget énorme qui pèse sur la France. »

LEGENDRE (EURE — *Pont Audemer*), maire de cette ville, membre du conseil-général du département. Député dès 1829, il fut quelque temps privé de participer aux travaux de la chambre, mais il vota l'adresse des 221. Réélu en 1830, il se signala par une franche adhésion aux principes de la révolution de juillet, et par une honorable résistance aux doctrines ministérielles. Le succès qu'il obtint plusieurs fois à la tribune, notamment dans la discussion sur la loi communale, et dans celle concernant les attroupemens, fait regretter qu'il n'y monte pas plus souvent; la circulaire qu'il a publiée a été telle qu'on devait l'attendre d'un partisan sincère des institutions promises à l'Hôtel-de-Ville, d'un ami de Dupont et de Lafayette.

LEGRAND, Victor (OISE — *Clermont*). Long-temps inspecteur des finances; il quitta l'administration lorsqu'elle fut envahie par le jésuitisme, et, depuis, vivant dans la retraite, il a consacré ses loisirs aux travaux agricoles. Nous ignorons s'il a fait connaître ses opinions politiques, mais comme son élection a été appuyée principalement par les petits cultivateurs auxquels ses expériences n'ont pas été sans utilité, nous pensons qu'il votera pour les économies et la suppression des privilèges qui blessent toujours les classes laborieuses.

LEMAIRE, Paul (NORD—*Bergues*), membre du conseil général; élu après juillet, il n'est pas monté une seule fois à la tribune; on assure que ses votes ont toujours été favorables aux propositions ministérielles : nous ignorons s'il a fait une profession de foi.

LEMERCIER (ORNE — *Domfront*), fils aîné du pair de France, colonel de la 10^{me} légion de la garde nationale parisienne. Page en 1804, il entra bientôt comme sous-lieutenant dans le 9^{me} régiment de chasseurs à cheval; fit les campagnes d'Ulm, d'Austerlitz, de Calabre, de Wagram, de Russie, de Saxe, de Belgique et de France; il assista à toutes les grandes batailles de l'empire, et ne dut qu'à sa bravoure la décoration d'officier de la Légion-d'Honneur et les différens grades auxquels il parvint. Après la bataille de Waterloo, il demanda sa retraite pour ne pas servir une dynastie ramenée par les baïonnettes étrangères. Il ne prit aucune part aux affaires du pays jusqu'en 1827, époque où il fut nommé député; prit place au côté gauche et vota contre les ministères de la restauration. En 1830, il fut nommé colonel de la 10^{me} légion dès le 3 août, par le général Lafayette, et, depuis, deux fois confirmé dans cette honorable fonction par les suffrages de ses camarades. Si la conduite législative de M. Lemercier, pendant la dernière session, ne peut permettre de le classer parmi les hommes de la *résistance*, elle permet encore moins de le placer au nombre des patriotes du *mouvement*. C'est un homme désintéressé dont la position, dans la question de la pairie, n'enchaînera pas l'indépendance; il votera suivant sa conviction, mais cette conviction pourrait bien ne pas être défavorable à l'hérédité.

LEMPEREUR SAINT-PIERRE (JURA — *Dole*), riche propriétaire à Saint-Claude. Il eut pour concurrent le général Bachelu, connu par les plus patriotiques antécédens, et sur lequel il ne l'a emporté qu'à une faible majorité. Si les principes que M. Lempereur a émis dans sa profession de foi lui servent toujours de guide dans ses fonctions de député, nous aurons moins à regretter la préférence dont il a été l'objet. Après avoir dit : « Il est peut-être regrettable que la nouvelle Charte et l'élection du chef de la nation n'aient pas été soumises à l'acceptation du peuple français, » il s'exprime ainsi : « Il faut travailler à compléter nos institutions par les moyens légaux. L'hérédité de la pairie me semble devoir être bannie de nos lois avec toutes les autres distinctions héréditaires, excepté la dignité royale : je prends donc l'engagement le plus formel de voter dans ce sens, regardant mon mandat comme spécial à cet égard. » Il promet également son vote aux modifications des lois communales et électorales et *pour un système électif bien largement basé*. Il veut la responsabilité des ministres et des fonctionnaires, des économies dans les dépenses de l'état, la liberté d'enseignement, etc.

LENOUVEL (CALVADOS — *Vire*). En 1793, M. Lenoouvel, membre de l'assemblée insurrectionnelle du Calvados, fut député par la ville de Falaise et nommé aide-de-camp du général Wimphen ; ayant été accusé devant la commission militaire de Bordeaux, la voix d'un neveu de Danton, auquel il avait autrefois sauvé la vie, obtint son élargissement. Peu après il fixa son domicile à Vire, dont il devint maire sous l'empire. Brutalement destitué à la restauration, les électeurs pour le venger l'ho-

norèrent de leur choix et le portèrent à la chambre de 1815. Rentré dans la vie privée, il vécut éloigné des affaires politiques. Voici comment il s'exprime dans sa profession de foi : « Je serai toujours fidèle à la Charte de 1830 et demanderai, sans restriction, toutes les libertés qu'elle nous a promises; à Louis-Philippe, dont je promets de repousser avec énergie tout ce qui tendrait à renverser le trône populaire, élevé par la révolution de juillet; enfin je ne voterai jamais pour l'hérédité de la pairie. »

LEPELLETIER-D'AUNAY, le baron (SEINE-ET-OISE — Rambouillet), est l'un des trois députés qui, réservant leur vote pour la légitimité d'Henri V, le refusèrent à la lieutenance-générale du duc d'Orléans, et plus tard n'hésitèrent cependant pas à prêter le serment à Louis-Philippe. Il a refusé de se prononcer sur la proposition Baude. Siégeant à la chambre près de son ami M. Royer-Collard, il l'a pris pour son modèle politique et n'approuve ou ne rejette que ce qu'approuve ou rejette le chef de la doctrine. Voici comment M. d'Aunay répond à l'interpellation des électeurs au sujet de la pairie: « Le gouvernement représentatif en France, repose sur l'heureuse division du pouvoir : le roi et les deux chambres. La chambre des pairs ne peut remplir sa mission qu'autant qu'elle sera nationale; *je crains bien*, d'après tout ce que j'entends, qu'elle ne puisse à la fois être nationale et héréditaire. Il faut, dans mon opinion, qu'avant toute chose elle soit nationale. » C'est là, nous dit un électeur, tout ce que nous avons pu lui arracher sur cette question si importante.

Sous l'empire, M. d'Aunay a été auditeur au conseil

d'état, deux fois préfet en 1808 et en 1812. En 1809 il fut fait baron, et deux ans après chevalier de la Légion-d'Honneur. Il vécut éloigné de toutes fonctions de 1814 à 1828; mais alors envoyé à la chambre par le collège de Monfort-Lamaury, il devint conseiller d'état en service ordinaire, et membre du conseil général du département. Il fit partie des 221.

LEROY-MYON (MARNE — *Reims*). Membre du conseil général de son département. Le profond silence qu'il a gardé pendant toute la session dernière, et la discrétion de ses votes ne nous permettent pas de porter un jugement bien précis sur les opinions de cet honorable député, cependant tout nous porte à croire qu'il est disposé à suivre dans sa conduite législative les inspirations ministérielles.

LE SERGEANT DE BAYENGHEM (PAS-DE-CALAIS — *Saint-Omer, intra-muros*), riche propriétaire, et depuis 1817 maire de la ville qui l'a élu. Décoré de la Légion-d'Honneur en 1827, pour prix de ses longs travaux administratifs, il en reçut peu après une récompense encore plus éclatante lorsque les suffrages de ses concitoyens l'appelèrent pour les représenter à la chambre. Nous ne pensons pas qu'il y porte un patriotisme bien ardent, mais nous croyons qu'il votera toujours avec une consciencieuse modération. N'ayant pas connaissance qu'il ait fait une profession de foi politique, nous ne pouvons indiquer la conduite qu'il se propose de tenir dans cette session.

LETUEUX (CÔTES-DU-NORD — *Saint-Brieuc, extra-muros*). Le journal du ministère, la *France nouvelle*,

en recommandant aux électeurs la candidature de M. Letueux, s'est étrangement trompé sur les opinions de cet honorable membre; certes, l'intention de ses patrons n'était point d'aider la nomination d'un homme dont les principes d'indépendance et de vrai libéralisme, sympathisent peu avec la marche rétrograde de l'administration, et dont le vote dans la question à l'ordre du jour sera, nous en sommes convaincus, opposé au privilège héréditaire. Que ne trouvons-nous plus souvent des exemples d'*ingratitude* comme celle de ce honorable député!

LEVAILLANT (LOIRE-INFÉRIEURE—*Ancenis*), président du tribunal de première instance d'Ancenis depuis la révolution de juillet; ancien avoué près ce tribunal. Voici comment M. Levailant s'exprime sur la conduite qu'il tiendra à la chambre. « L'égalité civile et politique » entre tous les Français est écrite dans la charte; elle » l'est encore plus dans nos mœurs; je voterai contre » l'hérédité de la pairie. — Le lustre du trône réside » moins dans la splendeur d'une cour que dans la puis- » sance et la sage liberté de la nation; j'adhérerai à une » liste civile modérée; réduire la somme des libertés pu- » bliques et grossir celle des impôts fut l'ouvrage persé- » vérant de la restauration, la tâche du prince et du gou- » vernement choisi par la France doit être opposée, etc. » Nous croyons pouvoir assurer que M. Levailant appartient à l'opposition par ses principes, et que ses actes y seront toujours conformes.

LÈVÊQUE DE POUILLY (MARNE—*Reims*, 1^{er} ar.), représentant de l'Aisne, pendant les cent jours, il n'a

reparu à la chambre qu'en juin 1830; il passait alors pour un libéral de la force au moins des 221; comme la plupart d'entre eux, la révolution de juillet l'a fait l'homme de *la peur*; aussi, dans les premiers jours de cette interminable session de 1830-31, s'est-il élevé avec une belle énergie contre les sociétés populaires qui, à son avis, devaient amener la destruction de l'ordre social. Le 11 novembre, M. Levêque demandait la suppression du droit de circulation sur les vins et l'augmentation du droit de détail et de consommation. Cette augmentation n'aurait eu d'autre résultat que de surcharger le peuple pour dégrever les riches qui sont à peu près les seuls sur lesquels pèse le droit de circulation. Nous ignorons si M. de Pouilly a pris des engagements envers les électeurs; mais nous pensons que prosélyte zélé de la doctrine, il aidera, de sa façon difficile et terne, les enfantemens doctrinaires.

LEVERDAYS (MANCHE — *Mortain*) était le candidat du *juste-milieu* aux élections du 5 juillet dernier. Nous n'avons pas connaissance qu'il ait fait une déclaration de ses principes; nous les croyons en harmonie parfaite avec la politique du ministère Périer.

LEVRAULT, Benjamin (CHARENTE — *Barbezieux*). C'est un des nouveaux législateurs de la France de 1831. On nous assure qu'il n'est pas à la hauteur de sa mission et qu'il comprend peu les besoins démocratiques de notre époque. Son élection a été vivement disputée par M. Desgravières, et il n'a été nommé qu'à une très-faible majorité.

LEYRAUD (CREUSE — *Guéret*). Sous le gouverne-

ment de la branche aînée des Bourbons, M. Leyraud était connu par les efforts qu'il fit constamment pour le triomphe de la cause libérale dans les élections de son département; il fut brutalement destitué des fonctions de maire, par le ministère Polignac. Dans une allocution prononcée après son élection, M. Leyraud a dit qu'il voterait contre l'hérédité de la pairie, et qu'il voulait l'égalité des droits de tous devant la loi, la liberté pour tous, et l'admission de toutes les capacités électorales. L'honorable député de Guéret n'est peut-être pas partisan d'un *mouvement* très-progressif, mais il est encore moins disposé à suivre un système rétrograde, et nous espérons qu'il votera avec les défenseurs de la liberté et de la gloire de la France, plutôt qu'avec ceux qui, tout en se déclarant les protecteurs-nés de nos intérêts et de notre dignité, n'ont su que traîner dans la boue de la sainte alliance, le drapeau tricolore jusqu'ici vierge de tout affront.

LEYVAL, le baron Félix de (PUY-DE-DÔME—*Clermont, extra-muros*), frère de M. Augustin de Leyval, député sortant. Envoyé à la chambre en 1827, M. le baron ne s'y fit remarquer par aucun discours, et vota toujours avec cette partie de la chambre qui suivait le drapeau de M. Agier. A l'occasion de l'adresse de 1850 il y eut scission entre lui et son frère Augustin, qui joignit son vote à ceux qui la désapprouvaient. M. Félix de Leyval, dont on a sans doute pas obtenu de profession de foi, est un homme du centre que nous craignons bien de voir faire toujours cause commune avec les partisans du système rétrograde.

LHERBETTE (AISE — *Soissons*). M. Lherbette est

un homme sage, ferme, doué de connaissances étendues, d'un esprit indépendant et d'un désintéressement dont il a souvent fait preuve; on assure qu'il saura soutenir le gouvernement, mais sans cependant lui sacrifier les intérêts du pays, et qu'il votera avec les hommes de la gauche.

Il a déclaré dans sa profession de foi, « qu'il voterait » contre l'hérédité de la pairie, et qu'il n'accepterait aucun emploi salarié. »

LOBAU, Mouton, comte de (SEINE — Paris 10^e arr.; et MEURTHE — Lunéville), maréchal de France. M. le comte de Lobau est bien certainement *une des illustrations de l'empire* (1), car il a parcouru, depuis 1792, jusqu'à la désastreuse bataille de Waterloo, où il s'est distingué, une brillante et très-glorieuse carrière militaire. Le gouvernement sorti des barricades, à la construction desquelles M. le comte ne prit pourtant pas une part bien active, a réparé promptement, en lui donnant le bâton de maréchal, *l'omission sans doute involontaire* du captif de Sainte-Hélène, qui n'avait pas recommandé à la France dans son vœu testamentaire, le nom du général Lobau avec ceux de Foy, Gérard, Clausel et Lamarque. L'honorable député avait déjà été auparavant nommé grand cordon de la Légion-d'Honneur, et chargé du commandement supérieur de la garde nationale parisienne. A propos de sa dernière candidature, il a déclaré aux électeurs de Lunéville que, « dans sa pensée, l'hérédité de la pairie est une cause tout-à-

(1) Extrait d'une lettre de l'état-major de la garde nationale de Paris, écrite en mai dernier, et visée sans doute par M. le commandant en chef.

un ardent défenseur, les privilèges et les abus un adversaire intrépide : « Liberté, indépendance nationale, monarchie constitutionnelle sous la dynastie dont la nation a fait choix, » telle est sa devise ; son caractère bien connu nous est garant qu'il y sera fidèle : les principes de M. de Ludre lui assignent une place honorable dans les rangs de l'opposition.

LUMINAIS (LOIRE-INFÉRIEURE—*Nantes*, 3^e ar.) Élu après les journées de juillet en remplacement du fameux Dudon, *l'ex-éditeur responsable du ministère Villèle*, M. Luminais a montré à la chambre autant de dévouement pour la cause de la liberté et des progrès que son prédécesseur en avait manifesté pour celle de la servitude et de l'absolutisme. Un extrait de sa déclaration aux électeurs, si remarquable par la force et la hauteur des pensées, la profondeur des aperçus et la richesse de l'expression, mettra le lecteur en état de juger les principes de ce patriote éclairé. « Les uns ont pensé, dit-il, qu'il fallait arriver à la liberté par l'ordre ; d'autres, et j'avouerai que je suis de ce nombre, ont cru qu'il fallait *arriver à l'ordre par la liberté*. En effet, plusieurs causes troublent la tranquillité : le déplacement spontané de toutes les conditions qui arrête l'essor de tous les genres d'industrie, et qui laisse par suite les classes laborieuses en proie à la misère ; les désirs ardents de tous ceux qui ont compris qu'une révolution ne s'ébranle pas sans laisser sous ses pas des traces sanglantes, et qu'il faut profiter de ce malheur inévitable pour satisfaire à tous les besoins du pays, si l'on ne veut pas que par un élan inattendu elle écrase encore de nouvelles générations ; enfin les espérances des

glante mémoire, car il jouit de l'estime et de la considération générale.

Prié de rendre publics les principes qu'il professait au sujet des questions vitales qui doivent être agitées, il répondit « qu'il était attaché de cœur à la Charte et à la monarchie de 1830, qu'il désirait le développement de nos libertés, mais d'une manière graduelle, progressive et constitutionnelle, et qu'il ne voterait pas pour l'hérédité de la pairie. »

LOYER (CÔTES-DU-NORD — *Guingamp*), maire de la ville où il a été élu, M. Loyer commence sa carrière politique dans des circonstances bien graves; les hautes questions qui vont occuper nos législateurs le trouveront animé des sentimens les plus patriotiques, et toutes les propositions populaires obtiendront son suffrage. Il s'est engagé par sa profession de foi à voter contre la pairie héréditaire, pour la liberté de l'enseignement et l'adjonction des capacités.

LUDRE, Charles de (MEURTHE — *Château-Salins*), lieutenant-colonel de la garde nationale de Nancy; le triomphe de M. de Ludre est une nouvelle manifestation de l'opinion publique; l'abbé désfroqué, l'hypocrite suppôt de tous les pouvoirs, l'intrigant habile de tous les régimes, l'acolyte et le complice de cet autre abbé, génie de la trahison, qui semble se faire un jeu de la chute des empires et de la ruine des peuples, le transfuge de Gand, a vu sortir de l'urne électorale l'arrêt d'une réprobation tardive et trop bien méritée.

La profession de foi de M. de Ludre est d'un patriote éclairé, les réformes et les économies trouveront en lui

que le journal du *justo-milieu*, (la France nouvelle) a embouché la trompette pour vanter le courage civique, le talent et le patriotisme dont M. Kératry a, dit-il, *donné trop de preuves*; les électeurs n'ont pas ratifié ces pompeux éloges; M. Luneau qui a consacré dix années de sa vie à faire travailler des malheureux et à soulager de nombreuses familles, a été appelé à représenter à la chambre le collège qui deux fois y envoya l'illustre Manuel. M. Luneau a promis à ses commettans de n'accepter ni place ni honneurs; il a dit dans sa profession de foi : « Ennemi déclaré des vieilles théories, du despotisme et du droit divin, je ferai tous mes efforts pour que l'hérédité de la pairie soit abolie, pour que la responsabilité des ministres et de leurs agens soit soumise à des règles fixes et invariables; pour que l'on s'occupe sérieusement de la régénération de l'instruction publique, et que l'enseignement élémentaire soit mis à la portée de toutes les classes de la société; pour que de strictes économies président à la fixation de la liste civile. »

LUSIGNAN-XINTRAILLES, le marquis de (LOT-ET-GARONNE — *Nérac*), ancien aide-de-camp du maréchal Suchet; membre du conseil départemental. Cet ancien officier de dragons n'a occupé aucun emploi depuis sa sortie du service, bien qu'on lui eût fait des offres formelles sous le pouvoir déchu. Porté à la députation sans l'avoir sollicitée, il a promis de se placer à la chambre entre MM. de Briqueville et Jacqueminot, ses anciens compagnons d'armes.

MADIER DE MONTJAU (ARDECHE — *Argentière*), conseiller à la cour de cassation; est du nombre de ces

hommes qui, libéraux jusqu'au républicanisme autrefois, sont devenus serviles par égoïsme et par ambition. En 1820, conseiller à la cour royale de Nîmes, il dénonçait solennellement, dans une pétition à la chambre des députés, la main puissante et mystérieuse qui organisait le crime dans le midi, les projets sanguinaires du *Pavillon de Marsan* étaient démasqués, et par cet acte de courage, M. de Montjau acquérait la réputation colossale de libéralisme et d'intégrité, qu'en 1830 sa honteuse apostasie devait renverser. Élu pour la première fois en juin 1830, il soutint avec M. Dupin l'inamovibilité des juges de Charles X, et contre M. Salverte le maintien des mots fameux : la religion catholique professée par la majorité des Français. Ami de M. Guizot, il est dévoué corps et âme à ce système rétrograde qui voudrait faire des Français de 1831, les *trainards* de la civilisation.

MAHUL, Alphonse (AUDE — Carcassonne, *extramuros*), l'un des jeunes écrivains qui, sous la restauration, aidèrent au développement de l'esprit public, et dont l'opposition extra-parlementaire fut d'un utile secours dans cette lutte si longue qui prépara la chute de l'ancienne dynastie. La circulaire qu'il a adressée aux électeurs n'est pas aussi franchement libérale qu'on l'espérait, et on assure que s'il a refusé de prendre l'engagement de n'accepter aucune place, c'est qu'il serait assez disposé à profiter des faveurs ministérielles. « Mon instinct personnel et mes sympathies populaires, dit-il, m'inclinent décidément vers l'abolition de l'hérédité, dans la ferme persuasion où je suis, qu'il n'est pas impossible de constituer, sans l'hérédité, une chambre

« des pairs propre à servir d'appui à la monarchie constitutionnelle et de barrière aux écarts démocratiques. » Cette peur de la démocratie qui, à notre avis, ne s'accorde pas très-bien avec des *sympathies populaires*, nous laisse peu d'espoir de voir M. Mahul joindre ses efforts à ceux des Lafayette et des Dupont, pour obtenir l'accomplissement des promesses de l'Hôtel-de-Ville : les institutions, que réclament ces patriotes, ne nous garantiraient que des *écarts aristocratiques*, et ce n'est pas de ceux-là que M. Mahul est effrayé.

MAILLE (SEINE-INFÉRIEURE — Rouen, 2^e et 8^e arr.), ancien négociant à Rouen. Quand la révolution de 1789 arriva, M. Maille la salua avec enthousiasme, prit jeune encore le parti des armes, servit dans plusieurs corps en qualité d'officier, et à son retour fut élevé par ses concitoyens au grade de lieutenant-colonel de la garde nationale. Député en 1827 et 1830, sa conduite législative a été celle d'un bon patriote, dévoué à la liberté, à l'ordre légal, et partisan des économies qui toujours ont obtenu son suffrage. S'il n'a pris aucun engagement au sujet de nos grandes questions, les honorables antécédents de M. Maille, son désintéressement et son indépendance qui ne se sont jamais démentis, nous offrent un garant certain qu'il leur donnera une solution libérale, et que, bravant les influences terroristes des orateurs du *juste-milieu*, il marchera d'un pas assuré à la conquête des améliorations que la France attend de ses représentants.

MALLET (SEINE-INFÉRIEURE — Saint-Valéry). Ingénieur en chef du département. Les opinions politiques

qui ont dirigé cet honorable avant son élection ne nous étant pas connus, nous attendons pour décider s'il est le partisan ou l'adversaire des privilèges qu'il ait fait connaître ses principes.

MANGIN-D'OINS (ILE-ET-VILAINE — *Rennes*, 2^e arr.). Ancien capitaine d'état-major, donna en 1823 sa démission après 17 ans de services et 8 campagnes, pour conserver entière la liberté de son vote électoral. Il a fait une profession de principes par laquelle il promet « de combattre l'hérédité de la pairie, de demander l'exécution de la promesse faite d'une loi sur la responsabilité des ministres et de leurs agens, la liberté d'enseignement avec les garanties nécessaires; enfin de s'élever contre la demande d'une liste civile hors de proportion, contre les hauts traitemens, les sinécures et les cumuls. » Néanmoins, si nous devons nous en rapporter à l'opinion de quelques-uns de ses compatriotes, l'honorable député de Rennes ne serait ni un partisan du *juste-milieu* ni un libéral bien prononcé. Cette nouvelle espèce de *mezzo termine* que semblent avoir adopté aussi plusieurs de ses collègues est-elle bien conforme aux intentions de leurs commettans ?

MARCHEGAY (VENDEE — *Luçon*). Député d'un des pays qui souffrent le plus de l'inertie et de l'incapacité du ministère; M. Marchegay, bon patriote, arrive à la chambre avec l'intention de combattre une administration qui, par ses coupables ménagemens envers des hommes qui ont publiquement levé l'étendard de la guerre civile, trahit les intérêts de la révolution et ne montre de sympathie que pour les fidèles de la dynastie déchue.

MARMIER, marquis de (HAUTE-SAÔNE — *Jussey*). Propriétaire, possesseur d'une fortune brillante, issu d'une famille très-noble, dont l'éclat est encore relevé par son alliance avec le duc de Choiseuil; chambellan de l'empereur de 1809 à 1814, chevalier de Saint-Louis et officier de la Légion-d'Honneur; se mit en 1813 à la tête des bataillons de la Haute-Saône, et fut un des glorieux défenseurs d'Huningue. Élu député en 1827, M. de Marmier a siégé à l'extrémité du centre gauche, a combattu fidèlement dans les rangs de l'opposition, et a voté l'adresse des 221. Membre de la chambre de 1830, son vote quelquefois accordé aux centres, sympathisa pourtant plus souvent avec ceux de nos patriotes du côté gauche. On regrette que M. de Marmier monte aussi rarement à la tribune où il s'exprime avec chaleur et facilité. Il est colonel d'une des légions de la garde nationale parisienne, et membre du conseil général du département de la Haute-Saône. Il a pris l'engagement de voter contre l'hérédité de la pairie.

MARCHAL (MEURTHE — *Nancy*). Cet excellent et consciencieux patriote est un de ces députés dont la dernière candidature fut en butte aux calomnies des partisans *déguisés* de la dynastie proscrite, voire même, assure-t-on, aux petites coteries de Messieurs du juste-milieu, qui réunirent tous les efforts imaginables pour égérer l'opinion publique, en représentant ce citoyen énergique et loyal comme un homme dange-reux, à doctrines exaltées; le résultat du scrutin a protesté éloquemment contre ces ténébreuses intrigues, et l'élection de M. Marchal a été proclamée à une imposante majorité. Quand même cet honorable député n'eût point pris une

part aussi active et aussi courageuse aux événemens des grandes journées, sa belle carrière parlementaire offre déjà des titres plus que suffisans aux suffrages des électeurs. En effet, membre de la chambre depuis 1827, il a constamment appuyé de son vote et de ses talens toutes les mesures favorables au pays, et combattu tous les projets anti-constitutionnels. Le 20 août, il proposa l'abolition du serment qui, depuis la restauration, imposait aux militaires une obéissance passive aux ordres du gouvernement. Plus tard il demanda que l'on revînt sur la résolution de maintenir l'inamovibilité des magistrats de Charles X, et proposa la révision des pensions accordées en exécution de la loi de 1807, ainsi que l'annulation de celles que ne justifiaient point des services rendus et l'insuffisance de fortune. Enfin un système plus large dans les élections municipales, et l'adjonction des capacités pour obvier aux inconvéniens de l'aristocratie pécuniaire, ont été successivement l'objet de ses réclamations. M. Marchal, pour prix de sa coopération aux travaux du gouvernement provisoire, pour prix de son dévouement au trône et aux principes de juillet, a été destitué de ses fonctions *gratuites* de directeur des lignes télégraphiques, dont il avait fait pourtant, au moment du danger, un usage qui ne fut point sans résultats utiles pour la cause de la révolution. Si le gouvernement l'a remplacé par un homme plus capable et *plus désintéressé*, nous l'en félicitons. La conduite que tiendra à l'avenir le député de Nancy, est tracée par ses honorables antécédens, et ne peut inspirer le moindre doute aux amis des libertés et des progrès dont il est un des plus éloquens défenseurs.

MARTELL, Auguste (GIRONDE — Libourne), au-

cien négociant et fabricant d'eau-de-vie à Cognac; membre du conseil général de commerce de 1810 à 1819. Il fut investi des fonctions législatives en 1827 en remplacement de M. de Saint-Aulaire, et n'a depuis cessé de faire partie de la chambre. On a remarqué que M. Martell, qui n'a jamais manifesté ses opinions à la tribune, a constamment voté avec les centres, et le seul acte d'opposition qu'on lui connaisse, pendant ses trois années de législature, est son adhésion à l'adresse de 1830.

MARTIN (NORD — *Douay, extra-muros*). L'un des avocats les plus distingués du barreau de Douay. Nommé député après la révolution de juillet, il n'a pas porté à la chambre des principes aussi arrêtés qu'aurait pu le faire supposer sa profonde instruction. Son incertitude le fait voter, nous assure-t-on, tantôt avec la gauche, tantôt avec les centres. A-t-il fait quelques promesses aux électeurs, a-t-il indiqué quelles opinions dirigeraient sa conduite dans les discussions prochaines? Les renseignemens nous manquent pour répondre à ces questions.

MARTINEAU, Louis (VIENNE — *Châtelleraux*). Lié d'une étroite amitié, depuis sa jeunesse, avec le général Demarçay, M. Martineau est un patriote rempli d'honneur et de délicatesse. Débutant dans la carrière politique, il est comme il le dit lui-même encore peu fait aux formes et aux habitudes parlementaires; mais ce que nous connaissons de son caractère et de ses relations politiques, nous ferait espérer de trouver en lui un législateur indépendant, si une lettre qu'il écrivit dès le 18 juin ne nous en donnait l'assurance. « Je suis un

» des plus anciens patriotes du département; volontaire
 » de 91, j'ai servi aux armées du Nord et de la Moselle,
 » et depuis n'ai jamais rempli aucun emploi salarié.
 » Sans enfant, indépendant par ma fortune, je ne solli-
 » citerai jamais rien du gouvernement pour moi, et les
 » membres de ma famille insistent pour que je fasse la
 » même déclaration à leur égard; enfin, je serai tou-
 » jours un député réellement dévoué à la liberté. »

MASSEY (Somme — *Amiens*, 2 arr.), fut élu député après la révolution de juillet, et garda un silence absolu pendant toute la session. Nous ignorons si M. Massey a fait une profession de foi, et faisons des vœux pour que sa conduite détruise les impressions fâcheuses qu'ont laissées quelques-uns de ses votes dans la dernière session.

MAUGUIN (CÔTE-D'OR — *Beaune*), avocat à la cour royale de Paris. M. Mauguin et M. Audry de Puyraveau sont les seuls membres de la commission municipale qui soient restés fidèles au drapeau de juillet, les autres ont promptement oublié les promesses de liberté qu'ils firent au peuple des barricades dans leurs fallacieuses proclamations; et c'est à ce peuple des barricades, que depuis ils ont indignement proscrit des affaires publiques, que l'un doit son portefeuille de premier ministre, l'autre son bâton de maréchal, et le troisième une place, grassement rétribuée, de procureur général à la cour des comptes!

Avocat depuis 1811, nous ne parlerons pas ici des droits que M. Mauguin possède à la reconnaissance des patriotes pour la constance avec laquelle il défendit ceux d'entr'eux qui furent poursuivis sous la restauration; des

1815 il embrassa la défense de Labédoyère, et si le succès ne répondit pas à ses généreux efforts c'est que les juges de ce brave et infortuné colonel avaient d'avance vendu sa tête à ses bourreaux. Élu en 1827 par deux collèges électoraux, (ceux de Beaune et de Noyon) M. Mauguin combattit souvent les projets incomplets du ministère Martignac. Réélu en 1830, après avoir voté l'adresse des 221, il était présent à Paris lors des fameuses ordonnances; il assista à toutes les réunions de députés qui eurent lieu à cette époque, et déploya, dans ces glorieuses circonstances, autant d'activité que de courage. Le 29 juillet il siégeait à la commission municipale et contribuait à faire rejeter les propositions que Charles X faisait faire par M. d'Argout et quelques autres dévoués serviteurs d'une dynastie ensanglantée. Le premier, M. Mauguin a démasqué à la tribune le système désastreux suivi par le ministère Guizot. Orateur éloquent, député vigilant et assidu, ennemi des prodigalités et de l'arbitraire, M. Mauguin a flétri la politique honteuse suivie dans nos relations extérieures, et le système ruineux d'une paix armée qui coûte au pays 1,500 millions, sans lui obtenir la considération, dont il a autant besoin au dehors que de libertés au dedans.

MERCIER, le baron (ORNE — *Alençon, intra-muros*), négociant et manufacturier, représentant à la chambre des cent jours, ancien maire de sa ville et maintenant président du tribunal de commerce. M. Mercier, depuis 1827, a siégé jusqu'à notre révolution sur les bancs de l'extrême-gauche, où il se fit remarquer par de fréquents discours et par sa sympathie avec les honorables défenseurs de nos droits constitutionnels. Son refus de prêter

serment à d'illégales ordonnances mérite des éloges; mais, avec son vote pour l'adresse de 1830, a fini son rôle d'opposition. Parent du président du conseil, beau-père du préfet de l'Orne, M. Mercier, dit-on, exerce une grande influence sur les nominations de son département depuis juillet. Il monte fort peu à la tribune et paraît suivre l'impulsion que lui impriment ses nouvelles liaisons politiques. Nous n'avons pas connaissance qu'il ait pris d'engagemens envers les électeurs.

MÉRILHOU (DORDOGNE — *Sarlat et Nontron*; GIRONDE — *Bazas*; HAUTE-VIENNE — *Saint-Yrieix*). Une petite tache ne gâte pas un bel habit, disait Kléber à Bonaparte; oublions donc que M. Mérilhou pendant son passage au pouvoir n'a pas répondu à l'attente des patriotes; oublions qu'il a consenti à remplacer Dupont de l'Eure, alors qu'il devait s'honorer en partageant sa disgrâce; oublions que comme ministre il n'a presque rien fait pour la liberté, et ne nous souvenons que de ses glorieux services comme avocat. Entré au barreau en 1810, ses débuts le placèrent haut parmi ses confrères; la magistrature chercha bientôt à conquérir le jeune et brillant orateur, il fut nommé conseiller auditeur à la cour impériale de Paris, et, pendant les cent jours, il devint substitut du procureur général; à la seconde restauration, M. Mérilhou déposa la toge du magistrat pour reprendre la robe du défenseur; c'est ici que commence cette longue lutte qu'il soutint pendant 15 ans en faveur des libertés publiques, lutte marquée quelquefois par des triomphes, plus souvent par des défaites, mais toujours honorable, pour l'avocat courageux qui ne se lassa jamais de défendre avec énergie, l'honneur, la liberté et la vie des

hommes indépendans qu'un pouvoir odieux poursuivait de son glaive. Il a ouvert le premier sous les Bourbons la carrière des procès de la presse, par sa défense du *Censeur Européen* en 1817, et l'a fermée le dernier en plaidant le 27 juillet devant le tribunal de commerce, pour obtenir en faveur du *Courrier Français*, le jugement qui déclara illégales les ordonnances de Charles X.

Lorsque Dupont de l'Eure fut porté au ministère de la justice, il choisit M. Mérilhou pour son secrétaire général, le fit ensuite nommer ministre de l'instruction publique; et puis fut remplacé par lui à la garde des sceaux. Placé entre la destitution du procureur du roi de la Seine, M. Comte son ancien ami, et sa démission, M. Mérilhou ne s'est point déshonoré, il a quitté la chancellerie. Député par quatre collèges électoraux, *l'avocat patriote* se montrera digne d'un si beau témoignage de confiance, en venant prendre place aux bancs de l'opposition. A sa sortie du ministère M. Mérilhou a reçu le ruban de la Légion-d'Honneur, il porte aussi la décoration de juillet.

MERLE-MASSONNEAU (LOT-ET-GARONNE—*Agen*), législateur *muet* à la session dernière, cet honorable a été accusé d'y voter dans le sens du *juste-milieu*; le discours qu'il a adressé aux électeurs, après sa nomination, ne nous parait pas devoir détruire cette accusation, et nous craignons bien que M. Merle, qui n'a pris aucun engagement au sujet de la pairie, ne soit assez disposé à lui laisser tous ses privilèges.

MERLIN (AVEYRON — *Rodez*), notaire. A son arrivée à la chambre où il siégea pour la première fois, M. Merlin a pris place à côté de M. Royer-Collard; nous crai-

gnons pour lui la contagion doctrinaire, *choléra-morbus* politique, dont sont infectés les bancs du *juste-milieu* de la chambre.

MEYNARD (VAUCLUSE — *Orange*). Son concurrent était M. Gasparin député sortant, qui bien que lié avec M. Guizot, votait quelquefois assez libéralement. Il siégeait à la 2^e section de gauche, M. Meynard s'est placé au centre droit, serait-ce par crainte d'être trop près des défenseurs de nos intérêts ?

MILORY (VIENNE — *Loudun*). Quelques extraits de la profession de foi publiée par M. Milory à l'occasion de sa candidature feront connaître ce député nouvellement élu : à propos des lois organiques qui doivent remplir les lacunes de notre pacte social et en devenir les appendices et le complément nécessaire, il dit : « Je » voterai contre l'hérédité dans la chambre des pairs, » parce que l'hérédité de fonctions élevées et de dignités » me paraît une anomalie dans nos mœurs. » Puis passant en revue les nombreuses raisons qui motivent cette opinion, et arrivant à la liste civile : « On ne demandera » pas, dit-il, la somme exorbitante accordée à la dynastie » déchue, mais *je ne voudrais pas qu'elle fût trop res-* » *treinte*. Je veux un roi magnanime, généreux, et pour » qu'il secoure le malheur et soulage les afflictions, *il faut* » *qu'il en ait les moyens*. » Il promet sa voix à l'adjonction des capacités, et termine en disant : « On aurait pu » faire davantage pour la consolidation de nos institutions » et de nos libertés, on a reculé à l'aspect de certaines » théories qui n'avaient rien de dangereux, et qui étaient » au contraire dans les exigences de l'époque. »

MONTÉPIN, Jules de (*SAÔNE-ET-LOIRE—Autun*). Porté à la députation depuis juillet 1830, M. de Montépin est du nombre de ceux qui n'ont pas réalisé les espérances que leur nomination avait fait naître. Il n'a nullement compris les conséquences de la révolution, et s'est empressé, nous assure-t-on, de voter avec les hommes du *juste-milieu*. On lui reproche surtout son antipathie pour l'adjonction des capacités dans les listes des électeurs, et pour la nomination des maires par les citoyens. Nous ignorons si ses commettans lui ont demandé des engagements contre la pairie héréditaire.

MONTOZON, le vicomte de (*NORD—Douai, intramuros*), ancien auditeur au conseil d'état. Sous l'empire et la restauration, successivement sous-préfet de Turin, Villétri, Amiens et Saint-Quentin, il fut destitué pour ses opinions par le ministère Villèle. Le serment motivé qu'il prononça au mois d'août 1830 le fit accuser de porter encore de l'affection à la légitimité déchue; depuis il n'a cessé de voter avec les partisans du système rétrograde. Il n'a pas fait de profession de foi, se contentant après son élection de tracer rapidement les travaux auxquels il serait appelé à prendre part à la chambre, sans indiquer la ligne qu'il se propose d'y suivre.

MORIN (*DROME—Montélimart*). Membre du conseil général de son département, M. Morin est un des députés qui n'abordent jamais la tribune, et ne participent aux travaux de la chambre que par leurs votes. Placé à la seconde section de gauche, il s'est associé au parti de la résistance, dont on assure qu'il a appuyé les principes en toutes circonstances.

MORNAY, le baron **LAGUETTE** de (**Ain—Nantua**), ancien officier d'artillerie, vient de rentrer à la chambre honoré pour la quatrième fois des suffrages de ses concitoyens. Député pendant les cent jours, il fut nommé commissaire auprès de l'armée; en cette qualité, démasqua et confondit aux Tuileries, en présence du gouvernement provisoire, le traître Fouché, qui venait d'écrire au général Wellington pour livrer Paris à Louis XVIII, et signa peu après la protestation contre la violence qui détruisit la chambre des représentans. En 1827, M. de Mornay appuya la proposition de Labbey de Pompières, relative à la mise en accusation du ministère *déplorable*, et se montra partisan zélé de toutes les mesures d'économie. Enfin il donna en 1830 son vote à l'adresse des 221. « Je crois que vous comptez sur moi, a-t-il dit aux » électeurs, pour obtenir les lois que nous désirons tous : » une pairie viagère, des conseils généraux élus par chaque canton qui y aurait son député, leurs attributions et » celles des corps municipaux étendues et fixées; la forte » diminution des gros traitemens qui excitent la cupidité, » diminuent l'indépendance, facilitent la corruption des » électeurs et des députés. » M. de Mornay, dont une honorable mutilation atteste les services de longue date, a apporté dans sa carrière législative toute la chaleur de patriotisme dont il avait fait preuve dans les combats. Il est du petit nombre de ceux dont le dévouement et les principes n'ont jamais varié.

MORNAY, le marquis Jules de (**Tarn—Castres ; Oise—Beauvais, extra-muros**), ancien officier au 1^{er} régiment de chasseurs à cheval, avec lequel il fit la campagne de Waterloo, et depuis officier de dragons de l'ex-garde

royale. M. de Mornay, qui ne fait partie de la chambre que depuis la révolution, a siégé à l'extrême gauche; il n'a pas pris une seule fois la parole, mais on nous assure que ses votes ont toujours été en harmonie avec les principes de juillet. Le passage suivant extrait d'une lettre rendue publique, indique les opinions de M. de Mornay sur la pairie. « La question de l'hérédité qui, même sous l'ancien gouvernement, était résolue dans mon esprit d'une manière négative, doit à plus forte raison l'être sous notre nouveau régime; j'ai toujours dit que je blâmais ce privilège comme tous les autres privilèges, vieux restes des monarchies émanées du *droit divin* : on peut être assuré de mon vote contre cet abus. » Il est gendre du maréchal Soult.

MOSBOURG, le comte de (Lot — Cahors), ancien ministre de Joachim, roi de Naples, M. de Mosbourg possède des connaissances étendues et profondes en matière de finances; il en a plusieurs fois donné des preuves, au grand désappointement du ministère, qu'il attaquait. Dans la session dernière, la seule dont il eût fait partie jusqu'alors, il combattit le projet de M. Laffitte sur l'amortissement, et le renversa de fond en comble, en en faisant changer la disposition principale. Sur les questions autres que celles de finances, M. de Mosbourg a gardé un silence absolu, et nous ignorons quels ont été ses votes : il a pris envers les électeurs des engagements positifs contre l'hérédité de la pairie, et on espère que, partisan sévère des économies, il ne balancera pas à rejeter la monstrueuse liste civile que la cour n'a pas craint de demander à la chambre dernière. Il a plusieurs fois été parlé de lui pour le ministère des finances.

MUNTZ (BAS-RHIN—*Wissembourg*), notaire et maire de Sultz-sous-Forêts. Avant sa nomination, il a adressé aux électeurs une allocution remplie de chaleur et de patriotisme, et dans une lettre qu'il a fait insérer dans le *Courrier du Bas-Rhin*, en réponse à un article calomnieux d'un journal ministériel, il a résumé ainsi ses opinions : « Je suis partie de cette immense majorité en France qui est ennemie de tous privilèges, repoussant l'hérédité de la pairie, désirant voir introduire une sage économie afin de soulager le peuple dans les impôts les plus onéreux, aimant par dessus toute chose la liberté basée sur les institutions, applaudissant à la révolution de juillet dont, j'ose l'espérer, les conséquences se développeront davantage. »

Ces principes et les liaisons politiques que M. Muntz a contractées dès son arrivée à la chambre, nous autorisent à le considérer comme un adversaire déclaré du ministère Périer.

NIAY (AISNE—*Saint-Quentin, extra-muros*), propriétaire, membre du conseil général du département. Ce nouveau député siège au centre droit. On assure que depuis son élection, il a fait nommer son frère conseiller de préfecture, et qu'il espère le favoriser incessamment du titre de sous-préfet.

NOEL DESVERGERS (YONNE—*Tonnerre*). En repoussant le persécuteur de notre poète national, l'inventeur des conspirations, le successeur de Bellard de triste mémoire, mons Jacquinot de Pampélune, enfin, les électeurs de Tonnerre ont assez indiqué dans quel espoir ils ont honoré M. Noël de leurs suffrages : espérons

que cet honorable comprendra mieux son mandat que son prédécesseur n'avait compris le sien, et qu'au lieu d'être comme ce dernier esclave du pouvoir, il ne subira d'autre influence que celle de sa propre conscience.

NOGARET, le baron de (*AVEYRON — Milhau*). Lorsque la première révolution éclata, M. Nogaret, alors âgé de vingt-sept ans, en adopta les principes et fut nommé administrateur de l'Aveyron. Successivement député à l'assemblée législative et au conseil des cinq - cents, il fut après le 18 brumaire appelé par le premier consul à la préfecture du département de l'Hérault qu'il administra pendant quatorze ans. Commandant de la Légion-d'Honneur, depuis la création de cet ordre, il fut fait par l'empereur baron en 1810, puis maître des requêtes en 1814. Depuis cette époque, retiré de toutes fonctions, il vivait étranger aux affaires politiques, quand, en 1827, les électeurs de Milhau le choisirent pour les représenter à la chambre. Les opinions qu'il y a soutenues de ses votes et non de ses discours, puisqu'il n'aborde jamais la tribune, n'ont pas répondu à l'espoir que sa nomination avait fait naître. Nous craignons qu'il ne continue, comme il l'a fait depuis juillet, à montrer son attachement au parti de la RÉSISTANCE.

ODIER (*SEINE — Paris, 3^e arr.*), négociant manufacturier, l'un des censeurs de la banque de France; député de l'Isère à la chambre des représentants pendant les cent jours; élu en 1827 par le grand collège de la Seine, il vint prendre place au centre gauche et protégea la faiblesse du ministère Martignac; plus tard, il

vota l'adresse des 221. Réélu en juin 1830, toujours par les doubles privilégiés, M. Odier n'a montré pendant la session dernière, ni sympathie pour notre révolution, ni intelligence des principes qu'elle devait développer. Ses efforts n'ont eu pour but, comme ceux des Humann et des Delessert, que de substituer à l'aristocratie du blason, l'aristocratie de la finance dont ils sont les premiers représentans.

ODILON-BARROT (AISNE—*Laon*, EURE—*Évreux* et *Brionne*, BAS-RHIN—*Strasbourg*, 2^e ar.). Des grands événemens qui ébranlent les sociétés politiques jusque dans leurs fondemens, surgit toujours une ère politique nouvelle; les intérêts qu'ils créent, les besoins qu'ils développent réclament des hommes nouveaux, qui, purs de tout contact avec le passé, doués d'une raison puissante, d'un génie élevé, les devinent, les apprécient et les introduisent dans les institutions comme déjà ils le sont dans les mœurs. Ces hommes sont rares : toutefois la révolution de 89 en produisit un grand nombre; elle eut son tribun Mirabeau, son philosophe Condorcet; Lafayette, Bailly, Barnave, Vergniaud, et bien d'autres encore attestent sa fécondité; la révolution de 1830 fut plus stérile, nous trouvons à peine quelques noms à citer. Au premier rang de ceux qu'elle a mis en évidence, doit être placé M. Odilon-Barrot, orateur éloquent, politique profond, homme d'état habile, il s'est élancé dès son début à la hauteur de nos plus grandes sommités parlementaires.

Fils d'un membre de l'assemblée constituante, M. Odilon-Barrot, jeune encore dans la vie, est vieux déjà dans la carrière du patriotisme. Il n'a eu de rapport avec le

gouvernement honteux de la restauration , que par la persévérance et l'énergie de l'opposition qu'il a quinze ans soutenue contre lui, tantôt défenseur des patriotes poursuivis par la haine des Bourbons, tantôt amené lui-même sur les bancs de la cour d'assises pour sa coopération à la souscription nationale; partout le jeune et éloquent avocat lassait le pouvoir par sa lutte sans cesse renouvelée, partout et toujours il prodiguait aux opprimés l'appui de son beau talent.

Au moment où parurent les ordonnances, M. Odilon-Barrot comprit, des premiers, qu'il n'y avait plus de transactions possibles entre la France et la dynastie que deux fois ses ennemis lui avaient imposée; dès le 26 juillet, avec tous les généreux débris de cette opposition active qui n'avait jamais courbé le front devant la légitimité, il songeait à organiser une résistance puissante: le 27 il y travaillait. Secrétaire de la commission municipale, on sait quelle part il prit à ses travaux jusqu'à ce qu'il fut chargé de la mission délicate de reconduire Charles X, sain et sauf, au milieu d'une population justement exaspérée par le meurtre de six mille citoyens sacrifiés à la colère du despote imbécile. A son retour, les choix du pouvoir étaient encore quelquefois dictés par les sympathies populaires, il fut nommé conseiller d'état et préfet du département de la Seine. Nous n'essaierons pas de combattre les accusations auxquelles son administration a été en butte de la part des ennemis de son élévation violemment attaquée; plusieurs fois, à ce sujet, M. Odilon-Barrot a victorieusement répondu à ses adversaires, et malgré la persévérance des calomnies doctrinaires, il est resté constant que, si comme *magistrat civil* le préfet de la Seine n'a pas fait tout le

Bien qu'il désirait, et que les circonstances lui rendaient impossible; comme *magistrat politique*, il a déployé autant de courage que d'habileté, et si Paris, lors du procès des ministres de Charles X, n'a point été le théâtre sanglant de la guerre civile, on le doit en grande partie aux efforts et à la popularité de M. Odilon-Barrot.

Nous ne suivrons pas non plus M. Odilon-Barrot dans sa carrière parlementaire; nous avons dit à quelle hauteur ses improvisations éloquentes et la profondeur de ses théories politiques l'ont élevé; quatre départemens se disputant son élection prouvent assez que ses accents généreux ont trouvé des échos en France, et qu'elle lui sait gré de s'être séparé d'une administration odieuse à tous les amis de la liberté et de l'honneur national qu'elle traîne dans la fange de la sainte-alliance.

PACQUIS-DUCLUZEAU (DORDOGNE — *Ribérac*), maire, depuis 20 ans, de Montagrier; il est aussi membre du conseil général de son département et du conseil supérieur d'agriculture; médecin, il n'a exercé sa profession, que pour ses amis et la classe indigente, son nom n'a jamais figuré sur aucun des budgets qui pèsent si cruellement sur la France, et il votera toujours, nous en avons la conviction, dans l'intérêt du peuple dont il a vu de près la misère. M. Ducluzeau est un de ces hommes véritablement indépendans, sincèrement dévoués à leur pays, et comme nous voudrions en voir beaucoup à la chambre.

PAGÈS (AARIX — *Saint-Girons*). Voici comment s'exprimait au sujet de M. Pagès un électeur de Saint-Girons dans une lettre adressée au rédacteur du journal

de l'Arriège. « M. Pagès est notre député ; M. Pagès dont
 » le nom seul fait tressaillir d'orgueil le cœur de tout
 » vrai patriote, M. Pagès une des plus belles gloires de
 » notre département, que nous pouvons présenter à nos
 » amis et à nos ennemis avec une égale confiance. Nous
 » n'avons pas eu besoin de le chercher : il y a long-temps
 » que nous l'avions trouvé ; il y a long-temps que nous
 » nous identifions avec la célébrité qu'il a conquise dans le
 » monde politique comme dans le monde littéraire, et
 » dont il jouit avec une modestie si rare. Nous ne dirons
 » pas même que nous l'avons préféré à d'autres, car
 » nous ne lui avons comparé personne et n'avons songé
 » qu'à lui. Orateur et philosophe tout ensemble, dévoué
 » de cœur et d'âme à nos institutions nationales, homme
 » de bien par dessus tout, il défendra avec autant de
 » chaleur que de sagesse notre liberté naissante et le
 » trône populaire qui lui sert de fondement et d'appui.
 » Il plaidera la cause de la patrie avec cette éloquence
 » accoutumée au triomphe, qui a déjà placé son nom aux
 » premiers rangs parmi ceux dont s'honore la France
 » nouvelle. Il portera à la chambre des communes la
 » probité de Phocion et le patriotisme de Démosthène ;
 » il y portera aussi l'âme inflexible de Caton, car il est
 » un de ces hommes qui ont horreur des chaînes, qui
 » n'ont jamais su ni servir ni se vendre, et ne dépendent
 » que de leur conscience. » A ce témoignage nous joindrons
 celui d'un pair de France qui n'est ni parent ni compatriote
 du député de Saint-Girons : « M. Pagès était un magis-
 » trat recommandable. Il avait donné sa démission pour
 » ne pas avoir à combattre entre sa conscience et les ordres
 » qu'il recevait. Des persécutions nombreuses déjà dirigées
 » contre lui étaient le prélude de celles plus vives encore

» qui allaient l'atteindre. On lui en voulait de son courage inflexible et de cette vertu républicaine qui ne s'humiliait pas devant de sottes et petites vanités. Sa figure est calme et grave; son abord est froid; mais il y a du feu sous cette glace, et l'étincelle brille dans son œil animé. Il écrit avec vigueur et clarté. Sa polémique blesse à mort; et quand il raisonne il entraîne. » Si nous avons souvent de semblables témoignages à enregistrer, des éloges aussi bien mérités à ratifier, notre tâche de biographe serait aussi douce que facile à remplir. Nous nous contenterons d'ajouter que M. Pagès, dont la vie appartient déjà au domaine de l'histoire, successivement avocat distingué au barreau de Toulouse, membre de l'académie des sciences, inscriptions et belles-lettres de la même ville, auteur de plusieurs ouvrages scientifiques, philosophiques, politiques et littéraires très-remarquables, ancien écrivain périodique dans plusieurs journaux, victime de longues persécutions pour son dévouement à nos libertés, a déjà pris un rang digne de lui à cette chambre, où dès son début il a énergiquement signalé la politique honteuse d'un ministère, « qui, n'osant envisager toute entière une révolution qu'il n'avait ni faite ni comprise, mais dont il avait hérité, n'eut pas le courage de laisser la victoire aux vainqueurs. »

PAILLARD-DUCLÈRE (MATHIEU — *Château-Gonthier*), maître de forges et propriétaire d'une fortune considérable. Successivement député de 1816 à 1823 et de 1828 à ce jour, M. Paillard-Duclère est un de ces hommes qui, bien que siégeant à la gauche, ne se sont jamais distingués par une opposition vigoureuse. La

sienne s'est reposé après son vote de l'adresse de 1830. Depuis l'entrée de son gendre, M. de Montalivet, au ministère, il est devenu l'un des plus chauds partisans du *juste-milieu*, pour lequel son dévouement n'a plus connu de bornes. Cependant il a dit avant son élection : « Mon opinion personnelle à l'égard de l'hérédité de la » pairie est qu'il demeure impossible que cette institu- » tion soit conservée. Car autant que qui que ce soit, » je suis ennemi des exceptions et des privilèges que » je serai toujours disposé à repousser, comme con- » traire à notre égalité politique. » Ce retour aux prin- cipes libéraux ne serait-il pas dû aux exigences élec- torales ?

PARANT (MOSELLE.—Metz, 2^e arr.), ancien avocat à Metz, et, depuis la révolution de juillet, procureur-général près la cour royale de Bourges. La candidature de M. Parant a donné lieu à une longue polémique entre deux journaux de la Moselle. Énergiquement combattue par la feuille du *mouvement*, elle a été défendue avec non moins de vivacité par la feuille de la *résistance*, sortie victorieuse du combat; nous ne pouvons dire si M. Parant justifiera les inculpations de l'un ou les éloges de l'autre, mais nous pouvons assurer que les opinions actuelles de l'honorable député de Metz, appartiennent plutôt au système du *juste-milieu* qu'à la politique large et progressive de l'opposition; nous le voyons dans sa profession de foi, il s'est déclaré contre l'hérédité de la pairie, « pour la réforme et l'amélioration de » plusieurs points importants de notre législation civile, » commerciale et criminelle; le développement des franchises municipales et la réforme des abus de la centra-

» lisation; la responsabilité des ministres et de tous les
 » agens du pouvoir; une économie sévère, la suppression
 » des cumuls, des sinécures, et la réduction des
 » gros traitemens; une sévère investigation dans les be-
 » soins indispensables à la liste civile; l'amélioration phy-
 » sique et morale du peuple, etc. »

PASSY (EURE — *Louviers*). Membre du conseil général du département de l'Eure, dont son frère est, préfet, M. Passy a long-temps participé à la rédaction des journaux de l'opposition; nommé en octobre 1830, il n'a pas répondu entièrement, comme député, aux espérances qu'on avait fondées sur le talent et le patriotisme dont il avait fait preuve comme écrivain; et s'il a, quelquefois, pendant la session dernière, cherché à combattre le système des centres, il ne l'a fait ni avec constance, ni avec éclat; il a voté contre tous cens d'éligibilité, pour l'abaissement du cens électoral à 200 francs, et nous espérons que le privilège de l'hérédité législative n'obtiendra pas son suffrage.

PAVÉE DE VENDEUVRE, le baron (AUBE — *Bar-sur-Aube*), auditeur au conseil d'état en 1808, baron en 1809, commissaire général de la police à Marseille en 1812; il fut depuis, sous la restauration, maître des requêtes, surveillant des approvisionnemens de Paris, et député de 1820 à 1823. Quelques votes qui ne plurent pas au ministère d'alors le firent destituer en 1824; réélu en 1827, il vota contre les derniers ministres de Charles X l'adresse de 1830. Depuis la révolution, secrétaire de la chambre, il a pu soustraire ses votes à la publicité mais non ses opinions, car on sait toute la sympathie qu'il éprouve pour les mesures rétrogrades

de M. Périer; ses liaisons, avec les hommes de cour, l'ont fait accuser d'être un des meneurs en sous-ordre de la *Camarilla*. « Je déclare, a-t-il dit aux électeurs, que mon opinion à l'égard de la pairie est conforme à celle du plus grand nombre. Je sens combien tout privilège est contraire aux principes d'égalité qui nous régissent; combien les hasards de la naissance sont injustes et souvent même odieux; aussi mon vote sera-t-il conforme à cette opinion. »

PELET (HAUTE-GARONNE — *Toulouse*, 1^{re} arr.), maréchal-de-camp d'état-major; commandant de la Légion-d'Honneur et chef du dépôt de la guerre. Sans retracer ici les détails de sa longue carrière militaire, nous dirons seulement que parti comme simple conscrit en 1800, tous ses grades furent le prix de son courage, et de l'application qu'il sut faire de ses profondes connaissances. Estimé de tous ceux qui l'ont connu, il fut lié particulièrement avec Masséna qui l'appela son *fil d'armes*. A la paix il utilisa ses loisirs en écrivant l'histoire de nos guerres. Il a déjà publié *la campagne de 1809 en Allemagne, et le précis des événemens militaires de 1805*. Il dit dans sa profession de foi: « Persuadé que dans un gouvernement constitutionnel le trône seul doit être héréditaire, je voterai contre la pairie héréditaire, je réclamerai les lois qui nous manquent encore pour entourer d'institutions populaires la royauté nationale. Je demanderai avec des économies la diminution des charges des citoyens, et la loi sur la responsabilité ministérielle. » Il ajoute: « Parvenu au plus haut grade militaire que je puisse espérer, libre de toute ambition, je n'ai d'autre désir que d'être utile à mon pays..... »

» et s'il était menacé, je combattrais encore comme à
» Montmirail, à Waterloo, pour finir comme j'ai com-
» mencé en défendant la patrie et la liberté. »

PELET DE LA LOZÈRE, le baron (Loir-et-Cher — Blois, Lozère — Florac), conseiller d'état. M. Pelet commença sa carrière politique sous le gouvernement impérial qui le fit auditeur au conseil d'état, et puis maître des requêtes. Nommé préfet de Loir-et-Cher en 1818, il fut destitué en 1823 par le ministère déplorable. En 1827 il fut porté par les électeurs constitutionnels, qui voulaient écarter M. Sallabéry. Élu député il vint siéger au centre et vota avec le ministère Martignac qui le fit conseiller d'état. La révolution de juillet a dépassé les vœux libéraux de M. Pelet, il travaille à la faire rétrograder. On raconte qu'il eut tellement peur des événemens de Paris, que lorsqu'il les apprit il s'empressa de s'éloigner à plus de cent lieues de la capitale, et ne revint que quand ses honorables amis commencèrent à exploiter la victoire du peuple; fils aîné d'un pair de France, M. Pelet a demandé aux électeurs qu'il lui fût permis de s'abstenir de voter dans la question de la pairie.

PENET (Isère — Saint-Marcelin), maire de Grenoble. Cet honorable industriel, qui pour la première fois vient prendre place à la chambre, nous est présenté comme un homme indépendant et désintéressé, prêt à faire tous les sacrifices dans l'intérêt du pays. Il était en 1815 dans les rangs des patriotes qui repoussaient des remparts de Grenoble l'invasion étrangère, dont les flots déborderaient sur le sol de France. A défaut de sa

profession de foi que nous ne possédons pas, nous citerons un extrait du discours qu'il a prononcé, comme maire, à l'occasion de la fête qui rappelait cette belle défense. « Nous fûmes les derniers Français qui protestèrent avec énergie contre le retour des Bourbons que ramenaient les armées étrangères, contre un gouvernement oppresseur qui répudiait la gloire nationale, comme un vil héritage. Si mon dévouement à la cause de la patrie fut entier, vous m'en avez bien récompensé, puisque je marche à votre tête pour célébrer ce glorieux anniversaire. »

PÉRIER, Casimir (SEINE — *Paris*, 1^{er} arr. MARNE — *Épernay*. AUBE — *Troyes*), ministre de l'intérieur et président du conseil des ministres.

Qu'est-il devenu le citoyen courageux, dont la voix chère à la France poursuivait avec tant d'énergie les prodigalités et les dilapidations des ministres de la légitimité, qui amèrement reprochait au gouvernement vassal de la sainte-alliance, l'humilité et l'ignominie de ses relations à l'extérieur, qui, émule des Foy et des Manuel, flétrissait les aristocratiques doctrines de l'émigration et opposait une barrière aux envahissemens de l'absolutisme? Il préside, possesseur enfin de ce portefeuille dont la perspective commençait à faire taire son étouffement au déclin de la restauration, il préside, dans l'hôtel du faubourg féodal, les ministres du roi populaire; il additionne, entouré de la misère du peuple, un budget de quinze cents et des millions, et contemple avec impassibilité cette fange dans laquelle sa politique étroite, poltronne au dehors et méticuleusement despotique à l'intérieur, traîne notre honneur national devenu la risée de

l'Europe ! Innocent de la chute de Charles X, il a prouvé, depuis, qu'il avait bien mérité l'honneur que lui destinait l'idiot monarque en l'appelant au secours de sa dynastie expirante (1).

PÉRIER, Camille (SARTHE—*Mamers, extra-muros*). La maison Périer avait, à la chambre de 1830, quatre représentans, deux sont déjà tombés devant la justice électorale, puissent les deux autres être bientôt frappés de la même réprobation. Auditeur au conseil d'état en 1808, préfet de la Corrèze en 1809, chevalier de la Légion-d'Honneur en 1811, préfet de la Meuse en 1819, (ministère Decaze), M. Camille Périer parut à la chambre pour la première fois en 1828, il vota avec le ministère Martignac, et garda le même silence que son illustre frère ; il fit partie des 221, fut réélu en juin 1830, et devint l'un des agens les plus actifs du parti de la *résistance*.

PERREAU-DUMAGNÉ (VENDÉE—*Bourbon*), membre de la chambre des représentans pendant les cent jours, il prit part à toute ce qui s'y fit pour épargner à la France de plus grandes catastrophes ; réélu en 1818 par le département de la Vendée, il devint l'ami de Manuel, son collègue de députation, fit partie de la courageuse minorité qui protesta contre le double vote et les lois d'exception ; et dans le détail des budgets il stipula toujours avec un rigoureux examen les intérêts de tous contre les dilapidations de quelques-uns. Les antécédens de M. Perreau sont beaux de patriotisme et de désintéressement, nous avons la conviction qu'il y sera fidèle,

(1) La polémique quotidienne de la presse nous dispense de donner de plus amples détails sur la conduite politique de M. Casimir Périer.

et qu'il combattra toujours avec énergie les propositions contraires aux droits du pays et de la liberté.

PERRIN (DORDOGNE — *Périgueux*), accusateur public à Bordeaux, les opinions qu'il y manifesta le firent envoyer par la Gironde au conseil des cinq-cents dont il fut nommé l'un des secrétaires; il y montra des connaissances étendues en judicature. Il s'opposa en l'an XII, avec énergie, à l'hérédité de la couronne dans la famille impériale. Depuis juge à la cour d'appel de Bordeaux, il vint en 1815 prendre place à la chambre des représentants, et de nouveau élu en 1830, il se rangea parmi les membres de l'opposition dont il ne sépara jamais son vote. Honneur au patriote qui, pendant quarante ans, a constamment professé les principes qu'il avait adoptés dès le commencement de sa carrière.

PERSIL (GERS — *Lombez*), procureur-général près la cour royale de Paris. Homme su par cœur dans toute la France comme l'un des martyrs quotidiens du *Cor-saire* et du *Figaro*. Il n'est pas jusqu'à la chambre même qui ne l'ait estimé à son prix dans la dernière session en le faisant l'accusateur des ministres de Charles X qu'elle voulait sauver; certaine d'opposer ce qu'elle avait de plus chétif à l'éloquence si puissante des défenseurs. Nous dirons peu de chose de M. Persil. Notre mission nous force bien assez souvent au blâme; d'ailleurs, quand l'opinion publique a flétri, la voix d'un seul est impuissante et doit s'abstenir. Les noms de M. Bernard et de M. Comte en disent assez. Le premier, homme généreux, se refusant à un ministère odieux et tout inquisitorial, que lui, M. Persil, acceptait avec

enthousiasme, fut destitué. Quant à M. Comte, homme de liberté, il ne voulut pas aider contre les hommes de juillet, celui dont les fautes grossières, au parquet, ne trouvent d'explication que dans son insolente ignorance en matière politique, cet homme, enfin, à qui il serait presque absurde de croire la conscience raisonnée du bien dans ses actions. Que pouvait-on attendre d'ailleurs d'un homme desséché sur le mur mitoyen, qui n'apportait à la chambre dans une mission indépendante et toute loyale qu'une ame usée par la chicane, et une tête vermoulue par le chiffre du code. Honneur aux électeurs de Condons qui l'ont frappé de réprobation ! On croyait généralement par cet acte de justice, M. Persil évincé à jamais même de la candidature ; il fallait être lui pour se représenter, car il savait qu'un ruban à la boutonnière n'efface rien ; le titre est là, c'est bien..... mais l'homme reste. Ce qu'il avait parfaitement compris dans sa réponse lorsqu'on lui offrit la décoration : « J'accepte, dit-il, mais nommez quelques autres avec moi ; isolé, mon nom serait accablé par les petits journaux, entourez-le de noms populaires qui attireront toute l'attention, et le mien passera inaperçu. » On a douté jusqu'au dernier moment de son élection à Lombes, on ne savait pas que l'administration du pays fût à sa dévotion. Enfin, comme procureur-général et comme député, la nation le repousse dans son étude de laquelle il n'aurait jamais dû sortir, et où il a laissé son beau talent de juriconsulte. Il votera contre l'hérédité de la pairie, *a-t-il dit.*

PETIT, Auguste (LOISEL-ET-CHEN—*Romerantin*), propriétaire et vice-président du tribunal de première ins.

tance de Paris. Voici les promesses que ce député, magistrat depuis quinze ans, a fait aux électeurs lors de sa candidature. « Mes principes, dit-il, dans sa circulaire, » se réduisent à deux points, l'ordre et l'économie; je » voterai donc pour les diminutions d'impôts, la réduction des gros traitemens, les améliorations favorables au » commerce et à l'agriculture, et les mesures tendant à » répandre l'instruction primaire : je voterai contre l'hérédité de la pairie et n'accepterai ni avancement, ni » places rétribuées, ni titres, ni décorations. »

PETOU (SEINE-INFÉRIEURE — Rouen, 4^e arr.). Si l'on ne doit point juger un homme par son habit, on ne doit pas non plus juger toujours un député par le banc sur lequel il siège à la chambre; M. Petou en donne la preuve. Placé au centre, alors que subissant l'influence ministérielle ou purement doctrinaire, ses dociles voisins se dressent en masse, lui, rebelle à l'impulsion, reste immobile et enchaîné sur sa banquette; sitôt qu'une mesure libérale et généreuse appelle son suffrage, il surgit isolé, dominant de sa haute stature l' impassible *juste-milieu*, et attestant sa sympathie avec ses lointains amis de l'extrême gauche. Fabricant de draps et maire d'Elbeuf, député en 1824, réélu en 1827 et en 1830, M. Petou est du petit nombre de nos représentans qui furent constans dans leurs efforts pour faire triompher en France les principes de liberté, d'indépendance et d'économie. Dès les premiers jours qui suivirent notre révolution, son aversion pour les privilèges lui faisait dire : « J'applaudis » à la suppression des pairs de Charles X, mais ne serait-il pas nécessaire aussi de supprimer l'hérédité de la pairie, et de la sacrifier en holocauste sur l'autel de la

« patrie? » Il appuya la révision des pensions attribuées à titre de récompenses nationales; en vertu de la loi de septembre 1807, se constitua plusieurs fois le défenseur du droit sacré des pétitions, attaqua le système constitutif de l'université, si hostile à la liberté de l'enseignement, enfin, s'éleva contre le nombre trop restreint des électeurs municipaux, et contre la prodigalité dans les hauts traitemens. Cet honorable député a prouvé que personne ne possédait à un degré plus éminent le sentiment des véritables intérêts du peuple.

PICOT-DÉSORMEAUX (SARTHE—*Le Mans*), propriétaire. Député de 1818 à 1822, il siége à l'extrême gauche, et compta toujours parmi les hommes qui alors défendaient pied à pied les droits et les libertés du pays. Lorsque les électeurs se présentèrent pour lui offrir la candidature, il répondit, que s'ils l'honoraient de leurs suffrages, il ferait le sacrifice de son bonheur individuel, et irait *reprendre sa place à côté du vénérable Lafayette*. Il a promis « de voter 1° pour la proposition Baude, 2° contre l'hérédité du titre de pair, 3° contre toute combinaison qui, en réinstituant la pairie, mettrait cette branche du pouvoir législatif à la discrétion de la couronne, comme sous la Charte octroyée en 1814. »

PINSONNIÈRE de la. (INDRE-ET-LOIRE — *Loches*). Élu en 1830 par le grand collège de Tours, il a été pendant la session dernière, l'un des plus constans soutiens du *juste-milieu*, et s'est fait remarquer par ses nombreuses visites aux bureaux des ministères; c'est, dit-on, un solliciteur très-distingué. Nous trouvons dans un journal du 23 juillet dernier que les patriotes ont réuni leurs

» votes sur M. de la Pinsonnière, parce qu'il s'est formel-
 » lement prononcé contre la pairie héréditaire, et qu'il
 » a paru convaincu que la France réclamait aujourd'hui
 » une vaste égalité politique et une liberté républicaine,
 » inséparables alliées d'une monarchie populaire. » Nous
 craignons bien que ces dignes patriotes aient commis une
 erreur, et ce qui semblerait justifier nos prévisions, c'est
 que M. de la Pinsonnière est venu reprendre sa place au
 centre gauche.

PLAZANET (CORREZE — *Uzerches*), chef de bataillon
 du génie, officier de la Légion-d'Honneur. Le patro-
 nage de la feuille ministérielle généreusement accordé
 dans les élections à M. Plazanet, et la place qu'il est
 venu occuper à la chambre (centre droit), sont des
 présomptions presque suffisantes des opinions que
 M. Plazanet défendra à la tribune s'il se décide à y
 monter.

PODENAS, baron de (AUX — *Narbonne*), conseil-
 ler à la cour royale de Toulouse. Nous serions heureux
 de rencontrer souvent de ces hommes que leur conduite
 loue mieux que les plus grands éloges. M. de Podenas,
 qui avait espéré la révolution de juillet, qui l'accepta de
 toute son ame, renia sur-le-champ ces hommes qui n'en
 ont fait qu'une école de désappointement, et entra dans
 les rangs de la nouvelle opposition. L'abolition de tout
 cens d'éligibilité, un jury électeur, des droits municipaux
 sur une base large, une magistrature amovible, telle
 qu'il la faut à la France de juillet; la suppression
 des prodigalités envers les ministres par une loi forte et
 précise, une pairie enfin où viennent des hommes con-

duits par l'honneur, et les talens, et non par le seul caprice du hasard : tels sont ses vœux. C'est dire qu'il comprend ceux de la nation, et le titre de représentant d'un peuple libre.

POLLET, Bertholon de (AIN — *Trevoux*), membre du conseil général de l'Ain. Peu connu encore en politique, M. de Pollet est un riche propriétaire qui partage ses affections entre son pays et les lettres ; on nous assure « qu'attaché de cœur à la révolution de juillet, citoyen honorable, sans ambition, comme sans besoins, il sera défenseur zélé de la cause populaire, qui n'est pour lui que les intérêts de la nation bien compris. »

POMMERAYE, de la (CALVADOS — *Caen*). Connu naguère par les antécédens les plus honorables à la chambre, où l'opposition constitutionnelle le ramenait depuis longues années, M. de la Pommeraye, qui aurait brusquement rejeté toute offre directe de la part des hommes du pouvoir, n'a pas voulu payer d'ingratitude les faveurs dont ils ont accablé ses neveux, petits-neveux, et arrière-neveux du premier au dernier degré. Nous regrettons que cette dernière circonstance, qui rendait indispensable une profession de foi, de laquelle il a cru devoir s'abstenir, ne lui ait pas inspiré de se soumettre à cette heureuse innovation. La pairie héréditaire l'aura pour adversaire, et nous aimons à croire que des circonstances difficiles le retrouveraient parmi les plus zélés défenseurs de nos libertés.

PONS, Auguste (VAUCLUSE — *Apt*), maire de ce pays depuis juillet 1830, et membre du conseil général du dé-

partement, M. Pons s'est acquis une telle réputation d'estime et de probité politique dans son administration, que, bien qu'il n'ait pas fait de profession de foi préalable, il a été élu à une majorité de 123 sur 128 votans. Après un triomphe aussi honorable, il a adressé aux électeurs une courte allocution dans laquelle on remarque le passage suivant : « La révolution n'a pas seulement défait » un trône pour en édifier un nouveau; elle ne s'est pas » bornée à substituer une dynastie à une autre, et à rayer » des noms propres du catalogue des rois; elle a encore » créé une nouvelle ère pour la France. Il s'agit main- » tenant de savoir si nous serons jugés dignes de cette » liberté que nous avons cherchée à travers tant d'o- » rages.... »

POULIOT (HAUTE-VIENNE—*Saint-Junien*), médecin, membre du conseil d'arrondissement; les renseignemens que nous avons pu nous procurer sur ce nouveau député ne sont pas assez circonstanciés pour que nous puissions dire quelles opinions il professe.

POULLE, Emmanuel (VAR—*Draguignan*), ancien avoué. La candidature de M. Poulle, présentée et appuyée par tous les partisans du *juste-milieu*, a triomphé pour la plus grande satisfaction ministérielle. Comme il n'a fait aucune promesse, l'origine de son élection nous autorise à penser qu'il grossira le nombre des zélés de la *quasi-légitimité*.

POULMAIRE (MOSELLE—*Thionville*), membre du conseil-général du département, et maire de Thionville, est un honorable citoyen qui a enrichi son pays de

nombreux établissemens industriels dont la réussite n'a point été nuisible à sa fortune. Élu pour la première fois en juin 1830, on l'accuse de n'avoir pas bien compris les besoins et les intérêts de la révolution, et d'avoir quelquefois voté avec les centres. Nous ignorons s'il a pris des engagements pour l'abolition de l'hérédité de la pairie.

POURRAT, aîné (PUY-DE-DÔME — *Amber*), négociant-banquier à Paris. Plus que tout autre, ce député, par sa position, a été à même d'apprécier dans quel malheureux état se trouve le commerce, aussi nous assure-t-on qu'il se montrera le défenseur des intérêts industriels. Voici les promesses qu'il a faites aux électeurs : « Dégagé de toute ambition personnelle et indépendant » par ma fortune, je remplirai mon mandat avec conscience et dévouement. Je ne veux point la licence, » mais toute la liberté que comporte le principe de notre » gouvernement. Je m'opposerai à l'hérédité de la pairie » et à tout privilège contraire à notre égalité politique. » Il veut de plus la liberté d'enseignement, l'économie dans les dépenses de l'état, et un bon système départemental. Espérons que M. Pourrat, qui compte aujourd'hui parmi les patriotes, résistera à l'influence des *hommes à argent*, avec lesquels il a, par sa position commerciale, de fréquentes relations,

POUX-THIERRY (TARN-ET-GARONNE — *Montauban*), médecin, maire de la ville. Nous regrettons de n'avoir à donner aucun renseignement qui puisse satisfaire la curiosité de nos lecteurs. Nous dirons seulement que M. Poux-Thierry, opposé par les libéraux à M. Garillon,

conseiller à la cour royale et candidat du *justo-milieu*, doit être un de ces hommes dont la conduite atteste et la fermeté de principe et le dévouement aux intérêts de la nation ; car ce n'est pas avec une ame faible que l'on s'expose aux infamies qui le menaçaient, plus terribles peut-être que celles dirigées naguère contre M. de Preissac, et qui pourraient bien se renouveler, grâces à l'incurie du ministère. D'après l'opinion de ses commettans, on doit espérer que l'hérédité de la pairie ne trouvera pas un appui dans M. Poux Thierry.

PRÉVILLE, de (BOUCHES-DU-RHÔNE — *Tarascon*). Les carlistes, pour cette fois, ont réussi à faire arriver à la chambre un homme dont ils avaient déjà bien des fois usé la candidature. N'eût-il pas mieux valu, puisqu'ils veulent encore essayer un dernier effort, nous envoyer un brave et gros réjoui du *justo-milieu* ; c'eût été une caresse à faire au ministère qui n'est pas leur plus chaud ennemi. Qu'ils prennent donc notre avis en bonne part, cela pourra peut-être leur servir un jour : qui sait ?

PRÉVOT LEYGONIE (DORDOGNE — *Bergerac*), avocat. Ancien membre de la chambre des représentans, il fut porté à la chambre de 1830 avant les événemens de juillet. On a remarqué que pendant toute la session, il n'a fait qu'une proposition, et elle avait pour but de fixer le cens d'éligibilité à 600 fr. Il a presque toujours voté, nous assure-t-on, avec le centre, dont il partage les principes.

PROUST, Théodore (DEUX-SÈVRES — *Parthenay*), avocat à Niort, il a souvent prêté l'appui de son talent

comme publiciste à *la Sentinelle des Deux-Sèvres*. Lors de la prise de Paris en 1814, il était du nombre de ces jeunes élèves de l'école polytechnique qui combattirent les Russes avec intrépidité. Il eut son schako traversé d'un coup de lance et faillit être tué. M. Proust, dans sa circulaire aux électeurs, a expliqué ses principes avec laconisme et précision : « Si j'étais député, je ne solliciterais, ni n'accepterais aucun emploi salarié; une renonciation formelle présente des gages d'indépendance plus certains que la réélection. Je voterais pour que le mode de nomination actuelle des pairs de France éprouvât des modifications, et pour qu'ils ne fussent pas créés à vie. Tous mes efforts tendraient à l'affermissement de la liberté conquise en juillet, qui est incompatible en France avec le pouvoir d'un seul comme avec celui de tous. » L'indépendance et la probité politique de ce député nous donnent l'assurance qu'il sera fidèle à ses engagements.

PRUNELLE (Isère — *La Tour-du-Pin*.) M. Prunelle fut, dit-on, presque aussi intimidé lorsqu'après la grande semaine, le peuple lyonnais lui déféra la dignité de maire, que l'avait été le successeur de Caligula, lorsqu'on le salua empereur; soit dit pourtant sans établir de comparaison, entre la mairie de Lyon et l'empire romain, et entre l'imbécile Claude et M. Prunelle, car ce dernier, s'il ne s'est point montré administrateur habile et législateur profond, n'en possède pas moins en médecine des connaissances très-étendues, qui en font un des hommes les plus distingués de la faculté; encore eût-il prononcé dans la session dernière plusieurs excellens discours, si ses amis politiques ne se fussent per-

mis, ainsi qu'il l'assure, de le devancer à la tribune pour y dire précisément tout ce qu'il avait intention de dire lui-même. Aussi, pour éviter à la chambre des répétitions, ne prit-il que très-rarement la parole, et se borna-t-il à proposer quelques amendemens, qui même furent accueillis avec peu de faveur. Le tiède patriotisme de M. Prunelle n'a pu, dans la discussion de la loi des élections, consentir à l'adjonction des capacités. Cet honorable député qui, à l'instar de M. Casimir Périer, ne comprend pas qu'un candidat puisse contracter des engagements vis-à-vis des électeurs, a pourtant osé aborder la question de la pairie; la possibilité d'une pairie française lui a paru *douteuse*, mais il n'a pas compris qu'elle pût être autrement qu'héréditaire; toutefois, la séance du 19 février lui a complètement dessillé les yeux, et lui a fait voir combien l'existence d'une chambre législative héréditaire, est en contradiction avec le *privilege* (M. Prunelle a sans doute voulu dire le *droit*) de la souveraineté nationale; mais il n'a pas eu l'amour-propre de croire pouvoir résoudre avec ses seules lumières *une question si ardue*; ce qu'il a affirmé, c'est qu'en cette occasion, ainsi qu'en toute autre, il n'obéirait qu'à la seule impulsion de sa conscience.

RAIMBERT-SEVIN (EURE-ET-LOIR—*Châteaudun*), jeune propriétaire que ses opinions libérales ont fait nommer depuis la révolution de juillet, maire de Châteaudun et membre du conseil général du département. Nous ignorons si les électeurs, qui l'ont porté à la députation, lui ont demandé quelques promesses au sujet des grandes questions que la chambre est appelée à résoudre dans cette session.

RAMBUTEAU, le comte de (SAÔNE-ET-LOIRE—*Macon*). Il est des hommes qui éprouvent si vivement le besoin de se rendre utiles à leur pays, qu'ils sont toujours prêts à *prodiguer* leurs services à tous les gouvernemens et à tous les régimes qui se succèdent, quels que soient leurs systèmes. M. de Rambuteau ne serait-il point de ce nombre ? Il était, en 1809, chambellan, et l'un des plus adroits courtisans de l'empereur, et fut, en 1811, nommé par lui préfet du Simplon. En 1814, il permit à la restauration de lui donner successivement la préfecture de la Loire et la décoration de la Légion d'Honneur. Napoléon, à son retour, ne l'en trouva pas moins disposé à le servir de nouveau, et il le fit préfet de Tarn-et-Garonne. La seconde restauration n'eût sans doute point trouvé le gracieux courtisan rebelle à de nouvelles faveurs ; mais elle fit *la difficile*, et pendant douze ans l'on n'entendit plus parler de M. de Rambuteau. En 1827, il parut pour la première fois à la chambre où la légitimité avait bien mérité qu'il vint faire de l'opposition, et qu'il votât l'adresse des 221.

La révolution a souri à l'honorable député, et il a pu reprendre son rôle de courtisan. A la chambre, le centré le voit avec orgueil sur ses bancs ; il s'y montre l'un des meneurs les plus infatigables ; c'est surtout dans les commissions qu'il exerce son influence, et comme a dit un de ses collègues, *ses ravages*. Enfin, il s'est constitué l'un des plus ardens défenseurs des doctrines du *juste-milieu*, et spécialement l'un des champions du *ministère Périer*. M. de Rambuteau, qui est naturellement l'ami des restrictions, disait à propos des élections communales : « J'entends par peuple les classes assez éclairées pour s'occuper de l'examen des questions

» politiques. » Il est en outre l'ami particulier de M. Horace Sébastiani, et n'a pris aucun engagement au sujet de la pairie.

RÉAL, Félix (Isère — *Vienna et Grenoble*), avocat général à la cour royale de Grenoble. Élu depuis la révolution, M. Réal est un jeune patriote qui a constamment voté avec les hommes du *mouvement*; un esprit éclairé, des connaissances profondes, joints au plus pur dévouement à la chose publique, en font un député comme nous désirerions qu'ils'en trouvât beaucoup à la chambre. Il n'a pas fait de profession de foi; mais aucun de ses commettans ne doute qu'il ne soit l'adversaire de l'hérédité législative, et généralement de tous les privilèges. A la grande satisfaction des membres de l'opposition, il vient d'être élu l'un des secrétaires de la chambre.

RÉALIER-DUMAS (Drôme — *Crest*), conseiller à la cour royale de Riom. Si nous ajoutions foi à quelques renseignemens que nous possédons, ce magistrat serait un député consciencieux et éclairé qui, attaché aux principes de notre révolution, en voudrait les conséquences, en supprimant l'hérédité de la pairie, diminuant la liste civile, et anéantissant tous les abus qui en entravent le développement. Mais d'autres notes que nous consultons, offrent tant de contradictions avec ces renseignemens, que, dans notre incertitude, nous ne déterminerons pas en faveur de quelles opinions se prononcera cet honorable, qui est allé prendre place à l'extrême droite.

REBOUL-COSTE (Hérault — *Pézénas*), ancien capitaine d'artillerie, a déclaré à ses commettans qu'il

voterait « 1° contre l'hérédité de la pairie dont le résultat serait de sacrifier le bien de l'état à la vanité de quelques familles ; 2° contre le monopole universitaire qui ne choque pas moins le bon sens que la liberté ; 3° pour un changement utile dans le mode de perception des droits réunis ; 4° pour les mesures qui tendront à l'économie et à la suppression du cumul des traitemens. »

REMUSAT, Charles de (HAUTE-GARONNE — Muret). Fils de l'ancien chambellan de Napoléon, petit-fils de Lafayette et neveu de M. Casimir Périer, M. Charles de Remusat offre un nouvel exemple de la fragilité des réputations : ainsi que plusieurs jeunes honorables, il était l'objet de beaucoup d'espérances ; ainsi que la plupart de ses collègues, il n'en a justifié aucune. Il trouvait dans sa propre famille un guide pour sa carrière politique ; il n'a pas choisi Lafayette, c'est à M. Casimir Périer qu'il s'est attaché ; formé à l'école des doctrinaires, écrivain de mérite, il soutient la violente opiniâtreté de son oncle de la puissance de sa rédaction, c'est à lui qu'on attribue les grands articles du *Moniteur* sur l'obéissance passive des fonctionnaires publics, sur l'illégalité des engagements que les électeurs font prendre aux hommes qu'ils députent à la chambre, etc. M. de Remusat est aussi l'agent des communications établies entre MM. Guizot et Périer. Dans sa profession de foi aux électeurs, il a dit : « Je n'ai pas attendu notre révolution de juillet. » pour regarder l'hérédité de la pairie comme une institution contraire au mouvement actuel des sociétés ; » comme un privilège inutile et qui ne tient pas tout ce que l'on s'en promet ; c'est dire que je suis pour l'abolition de l'hérédité de la pairie. »

RENET (SEINE — 13^e arr., *Sceaux*), maire de Bercy. M. Renet après avoir promis aux électeurs de n'accepter aucune fonction du gouvernement, déclare que « son vote est décidé contre le cumul des places et l'hérédité de la pairie. Je ne suis pas moins prononcé, ajoute-t-il, sur le principe de la responsabilité ministérielle, la liberté de l'enseignement public, l'allègement du fardeau des contributions indirectes, et pour toutes les économies compatibles avec la marche du gouvernement, la force et la dignité de la France. »

RENOUARD (SOMME — *Abbeville, extra-muros*), secrétaire-général du ministère de la justice, et conseiller-d'état. Avant la révolution de 1830, M. Renouard était l'un des avocats les plus distingués du barreau de Paris, il a fait de nombreux ouvrages empreints des sentimens les plus patriotiques. Dans la profession de foi qu'il a adressée aux électeurs, il a déclaré : « qu'il voulait la liberté, pure de tout excès, l'universalité de l'éducation, le développement de l'industrie, le mouvement progressif de la civilisation; enfin il est dans la ferme résolution de contribuer aux succès des idées qu'il a toujours travaillé à se faire du bonheur de son pays. » M. Renouard a été très-libéral; mais il est maintenant secrétaire de M. Barthe; comment pourrait-il être opposé à un ministère dont il fait pour ainsi dire partie? Nous ne l'espérons pas.

RENOUVIER (HÉRAULT — *Lodève*), conseiller de préfecture depuis 1815, et chevalier de la Légion-d'Honneur; député en 1827, M. Renouvrier vota contre le budget sous M. Martignac, et pour l'adresse en 1830. Il est du

petit nombre des 221 qui ne furent pas réélus. Au mois de novembre 1850, il revint, porté par la presque unanimité des électeurs, s'asseoir à la 2^e section du gaughe. On l'a accusé de n'avoir pas bien compris les intérêts de la révolution, et d'avoir souvent voté avec les centres. « L'institution d'une pairie héréditaire, dit-il aux électeurs, serait aujourd'hui incompatible avec la souveraineté nationale; les vœux publics appellent dans la magistrature des réformes qui l'accommoderaient à nos nouvelles institutions et assureraient les garanties d'une bonne justice. L'instruction publique, les cultes, le commerce et l'industrie ont droit à la liberté dont ils furent dépouillés, etc. »

RESNIER (HAUTE-VIENNE, — *Bellac*), avocat distingué, commandant de la garde nationale de son pays. M. Resnier appartient par son âge à la génération nouvelle; il n'a point fait de profession de foi, mais ses amis ont assuré que, « l'abolition de l'hérédité de la pairie, la suppression des sinécures, la réduction des gros traitements, la liberté de la presse et de l'enseignement lui semblent être dans le devoir d'un député, en même temps que la conservation du trône populaire entouré d'institutions républicaines. » Ami de la révolution de juillet M. Resnier ne transigera pas plus avec ses ennemis qu'avec ceux qui voudraient la faire redescendre à un simple changement de personne. A son arrivée à la chambre, il a pris place aux bancs de l'extrême gauche.

REYNACH, le baron de (HAUTE-BOURG, — *Altkirch*). A l'âge de seize ans M. de Reynach dit à M. le baron son père qu'il quittait le vieux château de ses ancêtres pour

RICHEMONT, le baron de (*ALLIER — Montluçon*), maréchal-de-camp, officier de la Légion d'Honneur, conseiller-d'état et commandant de l'école de Saint-Cyr depuis juillet. M. de Richemont, officier distingué de l'ancienne armée, est un écrivain habile qui a, sur nos relations avec l'étranger, des opinions qui appartiennent plus à un militaire qu'à un politique, et qui, depuis plusieurs années, ne peuvent plus être celles des patriotes. Membre de la chambre des représentants, il a été nommé député en 1828, et a fait partie de l'opposition jusqu'en 1830. Pendant la dernière session, les soins de son commandement de Saint-Cyr l'ont empêché d'assister exactement aux délibérations de la chambre; lorsqu'il y a pris part, il a presque toujours appuyé les propositions ministérielles. M. de Richemont a refusé de déclarer aux électeurs quel serait son vote dans la question de la pairie; il a dit cependant que son opinion était plutôt opposée que favorable à l'hérédité.

RIHOUE (*MANCHE — Perriers*), élu par les électeurs du *juste-milieu*, il sera, dit-on, très-favorable aux propositions ministérielles; et l'hérédité de la pairie ne trouvera pas en lui un adversaire bien redoutable.

RIMBAUD (*VAR — Brignolles*), négociant, et membre du conseil général, jouissant dans son pays d'une considération méritée. Il avait pour concurrent M. Mignot; dont le ministère avait tout fait pour appuyer la candidature. Cependant la popularité de M. Rimbaud a triomphé, et le *juste-milieu* a compté l'un de ses élus de plus. Nous n'avons pu savoir si ce député a fait une profession de foi; quoi qu'il en soit, les suffrages dont l'ort

honoré les électeurs patriotes, nous font espérer qu'il se montrera fidèle à leur mandat en défendant nos libertés.

RIOLLAY (CÔTES-DU-NORD — *Saint-Brieuc*), porté à la députation après juillet 1830 ; il est arrivé à la chambre avec une belle réputation de libéralisme ; quelques votes, accusés de ministérialisme, ont à peu près ruinée. La faveur dont il a été l'objet en recevant sa promotion au grade de lieutenant-colonel, a encore corroboré cette accusation. Le rang de colonel, nous dit-on, lui fait envie, et comme il n'a pas pris d'engagemens envers ses commettans, serait-ce faire tort à M. Riollay, que de penser qu'il ne sera pas pour les ministres un adversaire redoutable ?

ROBERT (ANDENNES — *Kouzières*). Les journaux de Paris ayant placé M. Robert parmi les incertains, il a aussitôt son arrivée à Paris réclamé contre cette classification, et a déclaré qu'il était du nombre des députés patriotes qui voteraient contre l'hérédité de la pairie. Les liaisons politiques qu'il a contractées avec les meilleurs amis de la liberté, depuis l'ouverture de la session, nous autorisent à considérer M. Robert comme un partisan sincère des institutions populaires.

ROBERT-FLEURY (LORNE — *Saint-Étienne*). Rejeté par le ministère, M. Baude, ex-préfet de police, auteur de la fameuse proposition pour l'exclusion de Charles X, n'a pas été adopté par les électeurs ; ils lui ont préféré M. Robert-Fleury ; celui-ci montrera-t-il une fixité de principe plus ferme que son prédécesseur ?

c'est ce que nos renseignemens sur lui ne nous permettent pas de dire ; nous pensons même qu'il est disposé assez favorablement envers le ministère Périer.

ROBINEAU (MAINE-ET-LOIRE — *Angers*), ancien officier de génie, propriétaire, et depuis dix-huit ans maire du Louroux. M. Robineau, qui possède des connaissances étendues en économie politique, s'est beaucoup occupé d'améliorations agricoles. Élu après la révolution de juillet, il en a parfaitement compris les besoins, et a constamment aidé aux développemens des principes qu'elle a fait triompher. Après avoir dit, lors de sa candidature aux dernières élections, qu'il voterait contre l'hérédité de la pairie, il ajoute : « La liste civile doit être renfermée dans de justes limites, au-delà desquelles elle ne servirait qu'à alimenter une cour nombreuse et brillante, également dangereuse pour le prince et pour nos institutions ; la plus grande économie doit être apportée dans la fixation des émolumens des fonctionnaires publics, ainsi que dans l'emploi des fonds de l'état, afin de réduire la masse énorme de nos contributions. La chambre doit surtout ne pas perdre de vue l'amélioration du sort des classes inférieures de la société ; le moyen d'y parvenir promptement, est de les faire participer à une institution primaire gratuite, et de réduire les impôts sur les consommations, qui pèsent journellement sur le peuple. Ces opinions dirigeront invariablement ma conduite comme député, mais je dois ajouter qu'il s'y joindrait une opposition modérée, mais énergique, contre la marche incertaine que l'on suit aujourd'hui, que rien ne me paraît justifier, et qui

» entretient parmi nous le malaise et le défaut de confiance et de sécurité. »

ROCHEFOUCAULT, Gaëtan de la (CHER — *Bourges*, 2^e arr.), troisième fils du duc de Liancourt si célèbre par sa noble philanthropie et la réunion de tant d'autres vertus. M. Gaëtan fut sous l'empire sous-préfet à Clermont, et ensuite aux Andelys; en 1815, il était à Bruxelles quand la légitimité fit son voyage à Gand; il accepta de Louis XVIII une mission diplomatique en Suisse, et refusa d'être commissaire du roi près des armées étrangères; après la dissolution de la chambre de 1815, il fut nommé président du collège électoral du Morbihan. Élu député par les électeurs de Bourges, en 1827, il a constamment siégé aux centres, mais n'a pas toujours voté comme eux; sa qualité de membre du conseil-d'état ne l'a pas empêché de signaler plusieurs fois ce que l'organisation de ce conseil a d'illégal : il a fait partie des 221 votans de l'adresse de 1830. Après la révolution, il appuya le maintien de la magistrature de Charles X, demanda qu'il ne fût infligé aux ministres accusés que la peine illusoire de l'exil, réclama à la tribune le suffrage électoral universel, vota pour que les maires fussent nommés par les habitans, et enfin présenta un amendement qui renversait entièrement la proposition Baude.

L'opinion de M. Gaëtan n'est pas très-défavorable à l'hérédité de la pairie.

ROCHEFOUCAULT, le comte Jules de la (LOIRET — *Pithiviers*), membre du conseil départemental, et aide-de-camp du roi; petit-fils du vertueux duc de Lian-

court. Si M. Jules de La Rochefoucault possède comme lui les qualités qui embellissent la vie privée, il manque entièrement des connaissances nécessaires à l'homme politique ; le malencontreux amendement, qu'il a fait introduire dans la loi électorale, pour astreindre les savans à un demi-cens de 100 fr., en est une preuve incontestable. Homme de cour, attaché à la personne du roi, lors même que M. le comte serait partisan des principes populaires, il lui faudrait une fermeté de caractère bien rare, pour qu'il pût résister à l'influence pernicieuse qu'exerce si souvent l'atmosphère de la royauté ; mais l'honorable ride-de-camp sympathise très-bien avec les doctrines aristocratiques, et sa conviction n'a point à souffrir des exigences de la *Camarilla*.

ROGER de Saint-Firmin, le baron (LOINAT—Gien), ancien avocat au conseil-d'état et à la cour de cassation. Ayant abandonné la carrière du barreau, M. Roger passa en Afrique où il fut nommé gouverneur du Sénégal. Il essaya d'introduire chez les nègres nos mœurs et notre système de culture ; mais, après sept années d'efforts, les obstacles suscités par le gouvernement d'alors, lui imposèrent l'obligation d'abandonner son projet : depuis il renonça aux emplois publics et se consacra à l'étude. Sa déclaration de principes est telle qu'on devait l'attendre d'un homme franchement partisan de notre révolution. « Fait » accompli, principe posé, dit-il, elle nécessite des institutions et des lois libérales en harmonie avec elle. Missionnaire de la liberté en Afrique, je lui serai fidèle dans mon » pays ; elle ne peut plus être un vain mot, car sans liberté, » l'ordre public n'est pas possible. » Et, abordant la grande question : « Je n'hésite pas à déclarer que, si je suis député,

» je voterai contre l'hérédité de la pairie. » M. Roger de Saint-Firmin possède, dit-on, des connaissances en législation et en économie politique; nous verrons si l'élocution brillante et facile qu'on lui prête saura les développer à la tribune parlementaire : tout nous autorise à penser qu'il votera avec les patriotes.

ROUGER de VILLESAVARY (AUDE — *Castelnau-dary*). Malgré le désir que nous avons de faire connaître à nos lecteurs tous nos législateurs de 1831, il en est qui sont si peu connus, d'autres sur lesquels nos renseignements sont si contradictoires, que nous sommes quelquefois forcés de nous abstenir.

ROUILLÉ-FONTAINE (SOMME — *Amiens*). Élu par le grand collège de la Somme en 1820, en 1821 nommé chevalier de la Légion-d'Honneur, sous M. de Villèle, il fut de ces 300 déplorables, si acharnés contre la liberté, si ardents à servir la contre-révolution; toutefois en 1826, M. Rouillé-Fontaine passa dans les rangs de la contre-opposition, et réélu en 1827, il fut des 221. La révolution de juillet l'a trouvé faible, indifférent, voulant à peine se dire des siens. Le *juste-milieu* fut favorisé de ses votes. On peut augurer facilement que la pairie héréditaire, et tout ce qui tendra à restreindre nos libertés, doit compter sur son suffrage.

ROUSSILLES aîné (CANTAL — *Saint-Flour*). Les électeurs du *juste-milieu* firent tous leurs efforts pour éloigner la candidature de ce patriote, mais ils ont échoué, dans leur projet, et M. Roussilles a triomphé. Il a promis de n'accepter aucune fonction salariée, tant que,

durera son mandat, et de voter contre l'hérédité législative. Ami de nos libertés, il les défendra, et travaillera à leur donner toute l'extension dont elles sont susceptibles.

ROYER-COLLARD (MARNE — Vitry-le-Français).

Ce nom, qu'on ne citait naguères qu'avec respect, éveillait partout des sentimens d'estime et de reconnaissance. La France entière salua avec enthousiasme l'ordonnance qui promut au fauteuil de président, l'élu des sept collègues, l'homme à qui la dignité consciencieuse de sa conduite parlementaire, et peut-être la rigidité tant soit peu mystique de ses doctrines, avaient acquis une si vaste popularité. Aujourd'hui, tout ce vain prestige a disparu : obscur, ignoré de tous, M. Royer - Collard n'exerce que sur les bancs du centre une influence que lui dispute encore le zèle plus actif de M. Guizot; de son ancienne splendeur il ne lui reste plus que l'estime publique, et cette estime elle-même s'est vue près de succomber sous l'atteinte de certaines imputations dont nous aurons à nous occuper plus tard.

M. Royer-Collard n'aime pas la révolution de juillet; son attachement bien connu pour la branche aînée des Bourbons, avait fait croire qu'il verrait dans les trois journées le terme de sa carrière politique, et que, suivant le noble exemple de MM. Châteaubriand et Hyde-de-Neuille, il s'éloignerait d'une scène où sa place n'était plus marquée. Il n'en a pas été ainsi : son aversion contre le principe démocratique a parlé plus fort dans son cœur que son vieil amour pour la légitimité; et, comme tant d'autres, c'est en haine de l'anarchie qu'il a prêté serment au pouvoir révolutionnaire. Aux élections der-

nières, dans son discours de remerciement aux électeurs de la Marne, il a déclaré que le mouvement de juillet n'avait été ni dans ses prévisions ni dans ses vœux ; qu'il l'avait accepté comme un fait et pour éviter un mal pire encore ; mais qu'il était convaincu qu'on avait dépassé la limite au-delà de laquelle l'ordre est en péril, etc. ; en un mot, il a appliqué à la révolution de juillet les étranges regrets que M. le président du conseil a récemment exprimés sur l'hérédité de la pairie.

Si de ces faits patents, irrécusables, on rapproche les imputations dirigées contre M. Royer-Collard par certains journaux qui l'ont accusé d'avoir servi, pendant les dernières années de l'empire, d'agent secret aux Bourbons avec lesquels il échangeait sous le nom de *Romi* des notes et même des quittances d'appointemens ; si, disons-nous, on rapproche ces faits, on ne sera pas médiocrement surpris de la haute faveur dont le Nestor de la doctrine jouit auprès de tous les ministres : au premier rang des *budgetaires* qui ont recueilli les fruits de sa puissante protection, on doit compter M. Hypolite Royer-Collard, son neveu, dont il a *gratifié* la division des beaux-arts, et qui serait à sa place, si la présomption tenait lieu de capacité.

Depuis l'ouverture de la session, M. Royer-Collard n'a rompu qu'une fois le rigoureux mutisme dont il semble avoir fait vœu, encore n'est-il pas monté à la tribune pour rentrer dans la lice politique que son éloquence a désertée ; il a seulement voulu porter à M. le président du conseil, lors de l'*émeute* parlementaire, le secours d'une multitude de précédens qui n'ont produit aucune impression sur la chambre. Il est probable que M. Royer-Collard s'en tiendra à cette première

épreuve, à moins qu'il ne lui prenne envie de rompre une lance en faveur de l'hérédité sans laquelle il ne voit ni pairie ni monarchie possible.

RUMIGNY de (MAYENNE — *Mayenne, intra-muros*), maréchal-de-camp, aide-de-camp du roi. M. de Rumigny, avant la révolution de juillet, était tout-à-fait ignoré dans le monde politique, et son nom même était assez obscur dans nos fastes militaires; mais depuis les événemens de la grande semaine, où il n'a joué aucun rôle, son existence s'est révélée, non-seulement par sa promotion aux fonctions qu'il occupe près de la personne du roi, et par les suffrages qui l'envoyèrent à la chambre, mais encore par deux événemens qui lui conquièrent une *quasi-célébrité*, la mise en liberté de Cadoudal, sur la gracieuse intervention et la parole d'honneur de M. de Rumigny, la déposition dans la prétendue conspiration républicaine de l'artillerie de la garde nationale, déposition qui a constaté l'existence d'une police spéciale dont il était le chef, et la restauration du pavillon Marsan au Palais-Royal. Les votes de M. de Rumigny à la chambre sont ceux que l'on peut attendre d'un homme de cour; quant à son éloquence, les échos de la tribune n'en ont pas encore redit les accens. (*Consulter, pour avoir des renseignemens à ce sujet, les dossiers de la cour d'assises de la Seine, session d'avril dernier.*)

RUMILLY GAULTIER de (SONNE — *Doullens*), avocat et riche propriétaire dans le canton de Conty, s'était déjà fait connaître au barreau depuis 1815, en défendant les droits des citoyens et les libertés publiques dans plusieurs causes mémorables, notamment dans le

procès intenté à M. Comte, rédacteur du Censeur européen, et dans l'affaire des quatre sous-officiers de La Rochelle. Il a fait une profession de foi de laquelle il résulte que « l'hérédité de la pairie conforme à la doctrine » de la légitimité, sous la restauration, lui paraît aujourd'hui en opposition directe avec la monarchie nouvelle. » L'honorable député appelle de tous ses vœux « une loi sur la responsabilité des ministres et agents ministériels qui nous préserve des orages des révolutions, » en arrêtant par une crainte salutaire des ministres qui oseraient concevoir une entreprise criminelle. Une loi départementale établie sur de larges bases d'élection, une liste civile économique, le développement de l'instruction primaire, et une législation nouvelle sur les routes et chemins, » paraissent à M. de Rumilly, au nombre des conséquences nécessaires de la révolution de juillet, « qui doit être utile à tous, sans exception, en détruisant les abus, en introduisant partout l'économie, et en contribuant à la prospérité générale. » Le député de Doullens vote avec les patriotes.

SADE, le comte Xavier de (Aisne—Château-Thierry), propriétaire. Plusieurs rapports de pétitions faits avec conscience et talent le signalèrent de la manière la plus avantageuse à la chambre de 1828. M. de Sade est du petit nombre de nos mandataires qui ont compris que notre révolution était autre chose qu'un changement de personnes, et que ses conséquences, qu'il voyait immenses, ne devaient pas aller s'engloutir dans une absurde quasi-légitimité. « Il est impossible, » a-t-il dit, dans un état libre, d'empêcher les citoyens de se réunir et de s'occuper des affaires publiques. » Membre de la com-

mission chargée de l'examen du projet de loi électorale, il y défendit l'abaissement du cens et l'adjonction des capacités intellectuelles, regardant comme insoutenable le principe qui voudrait ne faire dériver les droits politiques que de la propriété, sans tenir compte de l'éducation et de l'intelligence. Il a combattu pour la liberté de l'enseignement; il appellera de tous ses efforts une loi sur la responsabilité des ministres et des agens de l'autorité, dont l'état inviolable est un des plus scandaleux abus qui puisse exister chez un peuple libre. Après avoir dit aux électeurs : « Je suis contre l'hérédité de la seconde » chambre, il ajoute : Il est inutile de vous assurer que je » serai partisan de l'économie, que je ne voterai pas une » liste civile exagérée, et que je serai pour que la part » la plus large soit donnée aux localités dans la ges- » tion de leurs intérêts; enfin, je ferai tout pour que » les évènements de juillet ne soient pas perdus pour la » France. »

SAGLIO, Florent (BAS-RHIN — *Saverne*), ancien négociant associé à M. Humann; propriétaire à Strasbourg, dont il présida le tribunal de commerce, membre du conseil général des salines de l'Est en 1825, et chevalier de la Légion-d'Honneur. Il fit partie de la chambre introuvable, avec la minorité de laquelle il vota, et ne fut réélu qu'en 1819; cessa ses fonctions en 1823, et ne les reprit qu'en 1828. M. Saglio a toujours siégé au côté gauche, où jusqu'à la révolution il défendit les intérêts nationaux, notamment en s'opposant à la loi du double vote, et en adhérant à l'adresse de 1830. Depuis juillet, dit-on, il s'est montré, en économie politique, grand partisan du système restrictif, et très-disposé à sympathiser

avec les centres. Nous ignorons s'il a fait une profession de foi.

SAINT-AIGNAN, le baron Auguste de (LOIRE-INFÉRIEURE — *Châteaubriant et Painbeuf*), ancien écuyer de l'empereur ; il n'a accepté aucun emploi sous la restauration. Nommé député en 1820, il a siégé à l'extrême gauche jusqu'en 1823 ; réélu en 1829, il reprit sa première place. Défenseur zélé des libertés publiques, il n'a cessé de s'élever contre les abus et les crimes du pouvoir déchu, et le pouvoir ne cessa de le poursuivre de sa réprobation. A l'époque du ministère Corbière, M. Auguste de St.-Aignan vit son fils brutalement repoussé des rangs de l'École polytechnique, sous prétexte *que le fils d'un tel père était indigne d'aspirer à quoi que ce fût*. Voici quelques fragmens de la profession de foi qu'il a adressée aux électeurs : « La chambre des pairs, telle qu'elle a été instituée et maintenue par la restauration, est dans sa base, dans ses élémens et dans son hérédité, en opposition aux opinions que je professe ; je m'engage donc à voter contre l'hérédité de la pairie. — L'élévation progressive des capacités au vote électoral, l'amélioration des classes pauvres par tous les moyens possibles, et notamment par la propagation et la liberté de l'enseignement, trouveront toujours en moi un zélé défenseur, etc. »

SAINT-CRICQ, le comte de (BASSES-PYRÉNÉES — *Orthès*). « Si la peste donnait des pensions, la peste aurait des flatteurs, » a dit Champfort ; que serait-ce donc si elle donnait des portefeuilles ? et ne pourrait-on pas dire dans le cas où elle s'en fût trouvée la dispensatrice, que M. de Saint-Cricq eût eu le courage d'être un de ses

néles courtisans. Président aujourd'hui, pour la troisième ou quatrième fois, du bureau de commerce, M. de Saint-Cricq passe pour un habile homme en affaires, et en effet il a su le prouver dans les siennes ; il a fait son chemin sans que rien pût interrompre sa marche. Napoléon tombe et se relève, les Bourbons rentrent et sortent, peu importe, M. de Saint-Cricq n'en continue pas moins sa fortune, la roue ne s'arrête pas pour lui. Sorti d'une secrétairerie générale de préfecture, on le voit, en 1804, chef de division à l'administration des douanes ; en 1811, officier de la Légion-d'Honneur ; en 1814, directeur général des douanes ; en 1815, député, conseiller d'état ; en 1818, comte ; en 1821, commandeur de la Légion-d'Honneur, grand officier en 1823 ; président du bureau de commerce en 1824 ; ministre d'état en 1826 ; ministre du commerce en 1828 ; puis déplacé, replacé deux ou trois fois à ce bureau de commerce qu'il tient encore aujourd'hui. Ainsi, sous tous les régimes, sous tous les ministères, M. de Saint-Cricq a été quelque chose. C'est un des protégés politiques les plus souples que l'empire et la restauration aient instruits. La révolution de juillet elle-même n'a pu le réduire. Son secret, c'est d'avoir voté avec tous les ministères, avec Villèle comme avec Martignac ; et M. de Saint-Cricq a su faire en sorte qu'aucun ne fût ingrat. Il a gardé entre autres, du ministère déplorable, un souvenir de 12,000 fr. de pension comme ministre d'état. Le système commercial de M. de Saint-Cricq est tout dans ces mots : *des prohibitions, rien que des prohibitions, toujours des prohibitions.* M. de Saint-Cricq a dit dans un discours prononcé devant les électeurs après sa nomination : « Vous avez été assez confiants dans mon passé pour vous abstenir d'interroger mon

» avenir. » Ainsi, le passé de M. le comte est une garantie de son avenir ! Jugez de ce qu'il sera.

SALVAGE fils (CANTAL — *Mauriac*), jeune avocat jouissant d'une réputation de talent et de patriotisme. Rien ne nous indique s'il a fait une profession de foi ; on nous assure qu'il votera contre l'hérédité de la pairie, et défendra nos institutions libérales.

SALVERTE, Eusèbe (SEINE — *Paris*, 5^e arr.): Énergie de caractère, inflexible sévérité de principes qui n'admet aucune capitulation de conscience, patriotisme pur, profondeur de pensées, élévation de vues ; éloquence forte et puissante, telles sont les qualités qui distinguent M. Salvarte, l'un de nos meilleurs citoyens comme l'un des plus fermes appuis de la liberté. Né à Paris en 1771, M. Salvarte fut reçu avocat au Châtelet en 1789, et exerça jusqu'à la suppression de ce tribunal ; employé au ministère des affaires extérieures, puis au bureau du cadastre, il prit parti, dans la journée du 15 vendémiaire an IV, contre la convention, et fut condamné à mort comme ayant présidé en cette circonstance la section du Mont-Blanc ; il purgea sa contumace et fut acquitté en 1796. Depuis cette époque il n'a rempli ni sollicité aucune place ; livré à l'étude, il n'a, jusqu'en 1828, interrompu ses travaux, que pour paraître quelquefois au barreau, où il a défendu gratuitement les intérêts de ses amis. Il a publié plusieurs ouvrages politiques, scientifiques et littéraires extrêmement remarquables, et qui lui assignent un rang distingué parmi les publicistes, les savans et les littérateurs de notre époque.

Élu député en 1828, sa conduite parlementaire a été

Qualis erat et quantum mentitus.

Qu'ils étaient beaux de patriotisme les accens du tribun du Père-Lachaise vengeant les mânes de Manuel du crime de *lèze-nation* qui avait frappé à la face de la France son courageux représentant, et appelant solennellement sur une tombe tout un peuple à la défense de ses droits méconnus ! M. de Schonen en fut dignement récompensé par la reconnaissance qui le porta trois mois après dans les rangs de nos législateurs ; là il s'associa franchement aux hommes les plus sincèrement dévoués à leur pays, et contribua avec eux à préparer le grand mouvement qui renversa un trône et brisa le joug de l'absolutisme. Aux jours de juillet, M. de Schonen ne manqua point à l'appel de la liberté, et son nom fut inscrit des premiers sur la liste des membres de la commission municipale. Jusqu'alors il avait réellement développé en théories et en actions les principes dont il déposa le germe dans l'épilogue funèbre de Manuel ; mais sitôt que les nouveaux pavés eurent couvert les taches du sang des patriotes, sitôt que le sceptre, présent du peuple, eut remplacé le vieux sceptre fleurdelysé, la grande ombre du proscrit de la chambre de 1823 cessa d'apparaître à M. de Schonen et de l'inspirer ; lui aussi voulut s'asseoir au grand festin de juillet ; il y fut assez bien traité, et put se consoler de ne point y apercevoir ses anciens amis, Salvette, de Tracy, etc., pour qui le chant du coq gaulois n'avait point sonné l'heure de la désertion. Celui qui s'est indigné des exigences de ces hommes que ne contentait point l'abaissement du cens électoral à 200 fr., qui s'élève aujourd'hui avec tant de violence contre les excès de la presse, n'est-il point infidèle à cette liberté qu'il aimait avec passion ? C'est que les doctri-

nes nouvelles de M. Casimir Périer l'ont séduit; il les a épousées après avoir divorcé avec celles de son honorable beau-père, M. de Corcelles, aujourd'hui son adversaire politique. Puisse M. de Schonen ne pas trouver long-temps dans les caresses trompeuses du pouvoir une compensation à l'estime et à la reconnaissance que lui prodiguaient ses concitoyens quand il défendait si énergiquement leurs droits! puisse-t-il, promptement désabusé, revenir assez tôt à ses *premières amours* qui ne l'ont point encore oublié, qui le regrettent, et sont disposées à lui pardonner son erreur.

SÉBASTIANI, le comte Horace (Aisne — *Vervins*, et Corse — *Bastia*), lieutenant-général et ministre des affaires étrangères.

Il serait injuste de refuser à M. Sébastiani une place dans la galerie des hommes politiques qui, depuis la révolution de 1789 jusqu'à celle de 1830, ont le plus contribué à la gloire de la France. Entré au service à l'âge de dix-sept ans, en 1792, il parcourut rapidement les premiers grades, et mérita par sa conduite brillante à l'affaire d'Arcole d'être nommé chef d'escadron; il obtint du général Moreau, à l'âge de 24 ans, le grade de colonel sur le champ de bataille de Vérone. Bonaparte, de retour de sa campagne d'Égypte, fut puissamment secondé par Sébastiani et le régiment de dragons qu'il commandait, dans sa conjuration contre le directoire, et c'est de cette époque que date la faveur dont le général ne cessa de jouir à la cour de l'empereur. Depuis et après plusieurs faits d'armes remarquables, M. Sébastiani fut à différentes reprises chargé de missions diplomatiques importantes et délicates, dont il s'acquitta avec

talent, et souvent avec courage; mais aucunement ne lui fit plus d'honneur que son ambassade de 1807 à Constantinople, où, par son activité et son attitude imposante et résolue, après avoir triomphé d'obstacles sans nombre, et avoir couru pour sa personne les plus grands dangers, il ranima le courage des Ottomans, fit passer promptement leur capitale d'un état désespéré à un état de défense formidable, et déjoua sans retour, à l'aide de retards habilement ménagés, les entreprises de la flotte anglaise, qui menaçait Constantinople, et avait pris toutes ses mesures pour s'en emparer. Nommé général de division après la bataille d'Austerlitz, M. Sébastiani fit en cette qualité et avec distinction la guerre en Espagne. Placé à l'avant-garde dans la campagne de Russie, il y ajouta à sa gloire militaire, et entra le premier à la tête du 12^e corps de cavalerie dans Moscou. « Pendant toute la » retraite, fut-il dit dans un bulletin, l'âme fortement » trempée de Sébastiani résista aux marches, au climat » et à tous les genres de privations et de dangers. » Enfin, il prit part à tous les événemens de la campagne de Saxe, rendit d'éminens services à Leipsick, se distingua encore en France aux combats de Reims, d'Arcis et de Saint-Dizier. S'il ne fut pas toujours heureux à la guerre, il y fut assurément toujours brave.

La carrière législative de M. Sébastiani commença en 1815, époque à laquelle il fut appelé à la chambre des représentans. Membre de celle des députés, de 1819 à 1823, et de 1826 à 1827, il siégea constamment à l'extrême gauche, défendit courageusement les libertés de son pays, et fit souvent preuve dans ses discours de connaissances profondes sur les questions de politique intérieure et extérieure. C'est lui qui disait, en 1825, aux

ministres de Charles X : « Que la possession de ses *frontières naturelles* était pour la France une impérieuse nécessité; que notre politique devait, pour notre propre sûreté, *s'opposer à ce que l'Autriche étouffât l'affranchissement de l'Italie.* » Réélu en 1827, s'il continua son rôle d'opposition, on s'aperçut qu'il lui donna une nuance moins prononcée, rêvant, déjà sans doute à ce malencontreux portefeuille, qui devait plus tard lui être si fatal; on l'entendit encore pourtant faire retentir plus d'une fois la tribune de patriotiques accents; c'était bien lui qui s'écriait dans cette session : « La France occupe-t-elle le rang que lui assigne une population de 32 millions d'habitants, et le génie belliqueux de ses peuples? Loin de là, qui ne gémirait en voyant l'abaissement de notre influence dans toutes les cours de l'Europe.; des intrigues subalternes en Égypte, une attitude pusillanime et récondaire à Constantinople, voilà à quoi se réduisent les efforts de notre politique ! »

La révolution de juillet devait engloûtir avec la popularité de M. Sébastiani sa réputation d'habile diplomate; il l'avait sans doute pressenti, car nous devons lui rendre cette justice, qu'il resta innocent, pendant qu'un peuple rebelle s'insurgeait ouvertement contre son roi, et osait riposter par des coups de fusil à la mitraille de la légitimité. En vain on voulut, le 27 juillet, l'entraîner sur le chantier de la sédition; il répondit à ceux qui venaient le chercher : « *qu'ils étaient des factieux qui voulaient le compromettre.* Quand l'œuvre du bouleversement fut achevée, et même un tant soit peu régularisée, il fallut bien se décider à reparaitre et à en accepter les conséquences; M. Sébastiani porta plus loin le dévouement, il accepta même un portefeuille, d'abord celui de

la marine, qu'il ne tarda pas à échanger contre celui des affaires étrangères, qui lui semblait plus en harmonie avec son éducation politique. Tout le monde sait, et l'état actuel de la France atteste l'usage qu'il en fit pour la plus grande gloire de cette belle France; il devint par sa position le coryphée de cette *politique de la peur*, si énergiquement flétrie par les Lamarque et les Mauguin, et si insipide au cœur de tout homme-généreux. Les patriotes italiens lâchement abandonnés à la hache des bourreaux, les héroïques Polonais, coupables du crime d'avoir osé disputer leur liberté au joug moscovite, *destinés à périr*, la Belgique devenue britannique, après avoir imploré un roi français; l'enthousiasme éteint au dedans, la sympathie des peuples étouffée au dehors, notre régénération avortée, et la France devenue, comme son ministre, la risée de l'Europe: tels sont les principaux résultats des contre-sens de la *diplomatie Sébastiani*. Quant à l'absurde, grotesque et jésuitique définition du système de non-intervention, nous ne la discuterons point dans un ouvrage sérieux; elle est du domaine de la *Caricature* qui en a déjà fait justice. Qu'on rapproche de la conduite du ministre le langage du député en 1825 et 1827, on se convaincra, que le député aux théories générales a scandaleusement abjuré ses anciennes doctrines pour faire prévaloir la *doctrine* de MM. Royer-Colard et Guizot. Si M. Sébastiani a pensé que trente ans d'une vie glorieuse pour lui et pour son pays ne lui assuraient point une place assez belle dans l'histoire, s'il a visé à une célébrité plus éclatante, l'issue a couronné ses efforts, et il a, comme Erestrate, conquis son immortalité.

SÉBASTIANI, Tiburce, le vicomte (CORSE — Ajac-

cio). Un nom rendu plus ridicule qu'odieux par un ministre impopulaire, jette déjà sur le député une désaveur qu'il ne justifie que trop, depuis surtout que M. le vicomte par le crédit d'un tel frère a obtenu le grade de lieutenant-général. Le colonel de 1813, l'officier de la Légion-d'Honneur de 1814, plus tard par les Bourbons chevalier de Saint-Louis, maréchal-de-camp, puis enfin commandeur de ces ordres, viserait-il au bâton de maréchal ? Ce serait par trop d'ambition ! ne lui suffit-il pas de son acharnement à s'inséoder le titre de député de la Corse. Car pour caresser ses commettans que n'a-t-il pas fait ? Il a siégé à la gauche ; puis malgré son frère, ou d'accord avec lui peut-être, il a voté avec les patriotes. Mais ses votes ne valaient pas le bruit qu'on en a fait : « Vous me verrez, dit-il dans sa lettre aux électeurs, » réclamer toutes les conséquences du pacte social, et » surtout me prononcer hautement contre l'hérédité de » la pairie. » On pourrait peut-être compter sur lui au côté gauche, si son frère quittait le porto-feuille. Ce serait doublement heureux pour la France.

SEMELLÉ, le baron de (MOSELLE — Metz, 3^e arr. et *Sarguemines*), lieutenant-général. Député de 1822 à 1824, il fit partie de l'opposition, et adressa souvent aux ministres d'énergiques reproches qui provoquèrent les rumeurs des centres et de la droite. Lors de sa réélection en 1830, l'honorable général reprit place près des patriotes avec lesquels il continua de voter. L'un des premiers signataires de l'association parisienne, il vint à la tribune défendre celle de la Moselle, lorsqu'elle fut attaquée par les ministres. Cependant il ne fut pas atteint par la destitution qui frappa les Lamarque et les Bachelu.

Ce député, l'un des officiers-généraux les plus distingués, fut fait capitaine des volontaires de la Moselle en 1791, colonel en 1801, officier de la Légion d'Honneur en 1804, général de brigade en 1807, baron et commandant de la Légion-d'Honneur 1808, général de division en 1811, chevalier de Saint-Louis, inspecteur de la 19^e division et commandant de Strasbourg en 1815, et vécut dans une studieuse retraite jusqu'à l'époque où les suffrages des électeurs le portèrent à la chambre.

SENNE (Charente-Inférieure — *Marennes*). Nous avons cru pendant quelques jours qu'un vieux soldat de la grande armée, un des plus vigoureux champions de la liberté, allait revenir prendre à l'extrême gauche une place qu'il a long-temps honorée; le général Tarayre avait été nommé à Marennes, disaient les journaux de l'opposition; mais bientôt le Moniteur a publié les nominations de la Charente, et le nom du patriote Tarayre s'est trouvé remplacé par celui de M. Senne qui, dit-on, sera à la chambre ce que le premier n'eût certes pas été, c'est-à-dire partisan du *juste-milieu*.

SIMMER, le baron (Puy-de-Dôme — *Clermont*). lieutenant-général; simple soldat en 1791, la restauration le trouva 24 ans plus tard en possession de l'un des plus beaux grades militaires auquel il n'est parvenu que par la brillante intrépidité qu'il déploya sur tous les champs de bataille. Chef d'escadron et officier de la Légion-d'Honneur en 1807, commandant de cet ordre et général de brigade en 1812; employé dans la 19^e division, il fut mis à la tête du département du Puy-de-Dôme en 1814, et nommé chevalier de Saint-Louis. Au

mois de mars 1815, attaché au 2^e corps d'armée comme général de division, il se retira derrière la Loire après les revers de Waterloo. Au retour de Louis XVIII, privé de son grade, persécuté par suite d'une décision ministérielle, et forcé de quitter le département qu'il habitait, il fut envoyé en surveillance dans celui de la Sarthe.

Élu, pour la première fois en 1828, le général Simmer a voté, jusqu'à la révolution, avec les patriotes de l'extrême gauche; pendant la session dernière, il n'a pas pris une seule fois la parole, et a paru si rarement à la chambre, qu'il nous serait difficile d'assurer si, comme nous l'espérons, ses opinions libérales sont restées les mêmes; voici comment il s'est exprimé dans sa circulaire aux électeurs : « je déclare que je voterai contre l'hérédité de la pairie, pour l'adjonction des capacités, pour toutes les propositions d'économies concernant la liste civile et la réduction des dépenses, pour l'émancipation des communes et l'organisation départementale sur des bases larges et populaires. »

STROLTZ (HAUT-RHIN—*Belfort*), lieutenant-général, n'est parvenu à ce grade, comme tant d'autres de ses contemporains, que par sa bravoure et ses talens, après être parti comme volontaire en 1792. La restauration ne crut pas devoir utiliser ses services et le laissa dans la retraite où il vécut jusqu'aux événemens de juillet. Le gouvernement de la révolution ayant traité M. Stroltz plus équitablement que celui de la légitimité, nous espérons que la reconnaissance du général n'ôtera rien à l'indépendance du législateur, qui ne s'est point encore prononcé à la chambre.

SUBERVIE (Gers — *Lectour*), lieutenant-général

de la grande armée. Simple volontaire, il quitta Lectour son pays natal, dès 1792, pour voler à la défense de nos frontières. C'est sur le champ de bataille qu'il a gagné successivement tous ses grades, qu'il ne dut qu'à son mérite et à son courage; 1815 lui vit briser son épée de désespoir. Suspect par son patriotisme à une restauration haineuse, il vécut long-temps obsédé par les persécutions de la haute police. Libre, plus tard, dans sa retraite il refusa les faveurs d'un gouvernement qu'il méprisait, mais « la révolution de 1830, comme il le » dit lui-même, le trouva sur la brèche au milieu du » peuple; parce que, « peuple, il se leva avec le peuple. » Il y prit la part la plus active, et mérita là les suffrages de ses concitoyens. Prié de publier ses principes, voici comment il s'exprima: « Je désire que ma vie passée vous » offre des garanties pour l'avenir. Dans les camps comme » dans les villes je fus toujours indépendant, parce que » j'aime l'égalité et que je la veux pour tous. Les privi- » lèges de la naissance et de l'hérédité sont pour moi une » monstruosité, je veux la plus scrupuleuse attention dans » l'examen des dépenses; je veux que l'instruction pu- » blique reçoive la plus grande extension, et que la » France, forte de ses institutions, conserve le rang » qu'elle doit occuper au milieu des nations. » Ces sentiments militairement énoncés ont trouvé une telle sympathie dans les électeurs, que sur 215, 204 lui ont donné leur vote; ce choix est aussi honorable pour le général élu que pour les votans.

TAILLANDIER (NORD—*Avesne*), conseiller à la cour royale de Paris; des connaissances étendues en histoire, en philosophie, en législation et en économie politique,

fruit d'études profondes, ont depuis long-temps placé M. Taillandier au rang des jurisconsultes et des publicistes les plus distingués. Avocat à la cour de cassation sous le règne de l'ancienne dynastie, il a toujours montré ses opinions extrêmement libérales. « Magistrat de la révolution, dit-il, je n'oublierai jamais mon origine, et quoiqu'il arrive, mes efforts comme par le passé, continueront à tendre au maintien des lois et au triomphe de la liberté. » Nous regrettons de ne pouvoir citer ici que ce passage de la lettre qu'il a adressée aux électeurs; il y développe les principes politiques qui l'ont dirigé et le dirigeront encore; ces principes sont ceux des patriotes de l'extrême gauche. M. Taillandier est appelé à joindre les efforts de son beau talent aux efforts généreux des Odilon-Barrot et des Bernard avec lesquels il sympathise.

TARDIEU aîné (MEURTHE—Toul), maire de la ville de Nancy. Appelé pour la première fois aux honneurs de la députation, M. Tardieu est depuis long-temps connu de ses concitoyens comme un patriote dévoué à la cause de la liberté; la profession de foi qu'il a adressée aux électeurs, et dont nous allons extraire quelques opinions, atteste sa sympathie pour la révolution de juillet dont il comprend parfaitement la portée : « L'hérédité, partout ailleurs que dans le pouvoir royal, n'est tant à mes yeux que l'extension abusive et dangereuse du principe de l'immovibilité; je voterai contre l'hérédité de la pairie, j'appellerai de tous mes efforts l'égalité des partages dans les successions, l'abolition des majorats. — Les prodigalités, les énormes traitemens entretiennent la misère du peuple et la démoralisation

» de toutes les classes de la société. Je voterai les économies et les réductions convenables, la liberté du commerce et de l'industrie, la suppression des monopoles. » De notables adoucissements dans l'impôt des boissons, » sur le prix du sel, sont aussi des améliorations de premier ordre, je les provoquerai avec ardeur. »

TARDIF (CALVADOS—Bayeux). Député depuis 1824, il a toujours siégé à l'extrême gauche, d'où il n'a cessé de combattre sous tous les ministères ces projets de loi tendant à renverser une à une les garanties nationales. Ancien négociant, n'ayant jamais accepté aucun emploi public, il est lié d'affection avec le vertueux Dupont-de-l'Eure, et aurait obtenu l'unanimité des suffrages de ses concitoyens si sa profession de foi eût été plus précise; mais il s'est contenté de dire au sujet de l'hérédité : « Je pense que le fils d'un pair de France n'a pas toujours les capacités nécessaires pour succéder à son père, toutefois cette question est de trop haute politique pour que je puisse me prononcer en ce moment. » Éclairé par la discussion, il ne démentira sans doute pas ses antécédens.

TAVERNIER (ARDECHE—Annonay). Nommé maire d'Annonay dans les cent jours, depuis cette époque, M. Tavernier s'est fait connaître à ses concitoyens par une opposition constante à un gouvernement imposé par la force, et qui ne pouvait se soutenir que par la corruption. Rejeté par la restauration, dès la révolution de juillet il fut nommé administrateur provisoire et plus tard maire d'Annonay. Le pouvoir le trouvera inflexible, l'honneur national sera son ambition première, sa seule ambition;

l'hérédité de la pairie n'aura pas de plus ferme adversaire; et comme il l'a dit lui-même dans son discours aux électeurs : « Ennemi juré des envahissemens du pouvoir, » comme des excès de l'anarchie, il ne perdra jamais de vue cette salutaire pensée, que le char de la liberté doit être dirigé d'une main ferme et assurée, dans la voie des améliorations et des progrès, et qu'il pourrait encore se briser sur la pente rapide des révolutions. »

TELLIARD-DE-NOZEROLLES (CANTAL — *Murat*), membre du conseil général du Cantal. Député depuis juillet 1830, M. Telliard n'ayant point abordé la tribune pendant la dernière session, ni fait connaître ses principes aux électeurs, nous offre peu de ressource, pour faire connaître à nos lecteurs sa conduite à la chambre; nous nous bornerons à dire qu'on l'accuse de secourir nos ministres, notamment dans ce qui a rapport aux affaires étrangères. Il siège à l'extrême droite.

TESTE, Baptiste (GARD — *Uzès*), ancien avocat à Nîmes, commissaire-général de police à Lyon, pendant les cent jours, fut pros crit à la seconde restauration; pendant son exil, exerça à Liège sa profession d'avocat. Homme d'un mérite supérieur, M. Teste a donné de nombreuses preuves de courage et d'indépendance. Voici quelques-unes des opinions qu'il a manifestées dans sa profession de foi : « Débrouiller la chaos de la législation; » simplifier, assortir les innombrables dispositions qui lui ont été léguées par la république et l'empire; » coïncider par de profondes réductions, cette plaie hideuse que » creusée la soif des emplois, réaliser des économies si souvent et si inutilement annoncées; répandre l'instruction;

« assurer aux consciences une inoffensive liberté, élargir-
 « les bases de l'élection, telle est la tâche immense
 « mais honorable de ceux à qui la France va remettre le
 « soin de ses intérêts. La pairie échappée au grand nau-
 « frage de juillet n'est pas française; elle a survécu
 « comme un obstacle au nouvel ordre de choses. Une
 « pairie nouvelle ne se prêterait pas facilement à l'applica-
 « tion du principe de l'hérédité, surtout avec les règles
 « de notre droit civil sur la transmission des biens. L'a-
 « ristocratie est trop peu de chose en France pour avoir
 « une représentation à part. Il faut donc inventer une
 « combinaison mixte qui remplace cette branche es-
 « sentielle à l'ensemble du gouvernement représen-
 « tatif, etc. »

TEULON, Émile (GARD — Nîmes, *extrà-muros*).
 L'homme qui a dit : « Je sais être indépendant et res-
 « pecter l'indépendance des autres, » a eu la preuve que
 cette maxime n'est pas celle du pouvoir; car secrétaire-
 général de la préfecture, il fut destitué par le ministère
 Périer pour s'être présenté aux élections comme concur-
 rent de M. Daunan, candidat du *juste-milieu*. M. Teu-
 lon, ancien avoué, fonda, en 1818, la *Société de la li-
 berté de la presse*; fit partie à Nîmes de plusieurs comi-
 tés, et fut en 1820 le correspondant du *Censeur Euro-
 péen*; en 1815, en proie aux plus cruelles persécutions,
 il vit ses propriétés dévastées, et sa maison livrée au pil-
 lage et à l'incendie. La profession de foi qu'il a adressée
 à ses compatriotes est l'expression du plus pur sentiment
 de patriotisme. « Homme du peuple; dit-il; je défendrai
 « les intérêts populaires; je protégerai de tous mes votes
 « la liberté, cette liberté grave, forte et régulière, qui

« consent à s'allier avec un pouvoir basé sur la justice,
 « qui tend à épurer les mœurs et à fonder les institutions.
 « Je demanderai sans relâche la réduction de ces hauts
 « salaires, de ces énormes traitemens, scandale du peuple
 « et attentat à la morale publique. » Il termine en dé-
 clarant qu'il s'élèvera contre une liste civile excédant
 dix millions, la pairie héréditaire, le mode actuel de
 perception des impôts indirects, etc., etc.

TEXIER (EURE-ET-LOIR—*Nogent-le-Rotrou*), membre
 du conseil général d'Eure-et-Loir; indépendance de ca-
 ractère, absence de toute ambition, amour sincère du
 pays; voilà M. Texier à qui malheureusement il ne
 manque qu'un peu d'énergie pour le mettre au premier
 rang de nos députés patriotes. Trop consciencieux pour
 voter toujours avec les centres, il n'a cependant pas
 cette force nécessaire pour refuser son suffrage à des
 mesures qu'on a l'adresse de lui faire adopter. « Je ne
 « pense pas, dit-il dans sa profession de foi, que la ques-
 « tion du maintien de l'hérédité de la pairie puisse être
 « défendue par les vrais constitutionnels; les talens et les
 « sentimens distingués ne se transmettent point par le
 « sang; telle est mon opinion, telle est ma pensée sur
 « cette question que *le ministère*, il faut l'espérer, ré-
 « soudra conformément au vœu de l'immense majorité
 « des Français. »

TEYSSÈRE (AUDE — *Carcassonne, intra-muros*),
 maire de la ville qui l'a élu. M. Teyssère, porté à la dépu-
 tation par les électeurs patriotes de son pays, est un
 homme consciencieux et indépendant, qui n'acceptera,
 selon ses promesses, ni places, ni titres, ni honneurs.

« Je réclamerai, dit-il à ses concitoyens, la suppression
 » du cens d'éligibilité, la diminution du budget et de
 » la liste civile, la liberté d'enseignement. J'atten-
 » drai, ajoute-t-il au sujet de la pairie, le moment où
 » la discussion fixera toutes les incertitudes. De graves
 » considérations auxquelles se rattacherait le salut de l'é-
 » tat, pourraient seules me faire consentir au maintien
 » d'un privilège qui blesse nos mœurs en altérant le prin-
 » cipe de notre constitution. » On aurait sans doute désiré
 que M. Teyssère se prononçât plus explicitement sur
 cette dernière question, mais on n'en est pas moins con-
 vaincu qu'il repoussera de tous ses efforts les abus et les
 privilèges.

THABAUD-LINETIÈRE (INDRE — *Issoudun*), maire
 de sa ville et membre du conseil général de l'Indre. Élu
 par le grand collège sous Charles X, M. Thabaud a mon-
 tré pendant toute la session dernière, par ses sympathies
 avec les hommes des centres, combien il comprenait peu
 les grands principes consacrés par le canon de juillet.
 Nous pensons qu'il n'a pris aucun engagement envers les
 électeurs.

THEVENIN, fils (PUY-DE-DÔME — *Riom, extra-mu-
 ros*), propriétaire. Tous les renseignemens que nous pos-
 sédons sur ce député qui, pour la première fois, vient
 siéger à la chambre, nous autorisent à le considérer
 comme un homme de tête et de cœur qui a compris et
 apprécié la révolution de juillet, et se montrera déter-
 miné à en finir avec tous les abus de la restauration et de
 l'empire. Il a promis de voter contre la pairie hérédi-
 taire.

THIARD, le comte de (SAÔNE-ET-LOIRE — *Châlons*, 1^{re} et 2^{me} ar.), lieutenant-général, fils et neveu de lieutenans-généraux, entra au service à l'âge de quinze ans; une année après éclata la révolution. Le régiment dont il faisait partie, se déclara contre elle, et le jeune vicomte émigra. Il se rendit non à Coblenz où il n'y avait à faire que des pasquinades de cour, mais à Worms, quartier-général de Condé où il se trouvait des soldats, et se distingua par sa valeur en plus d'une occasion; toutefois il ne tarda pas à perfectionner son éducation; et malgré la corruption qui l'entourait, à apprécier à leur juste valeur les idées qui l'avaient conduit à l'étranger. En vain, poursuivi par le regret de la patrie, il la chercha de l'autre côté du Rhin, car

« A tous les cœurs bien nés que la patrie est chère! »

Il ne la trouva pas sur la terre de l'exil, à l'ombre de ce drapeau de la légitimité devenu l'étendard de l'infamie. Dès lors il employa tous les moyens possibles pour rentrer en France; y pénétra à plusieurs reprises, et toujours en avait été repoussé par la loi, lorsque le consulat le rendit enfin à cette patrie si désirée où il fut en 1801 appelé au conseil général du département de Saône-et-Loire. Devenu sous l'empire chambellan de Napoléon, il remplit avec succès des missions diplomatiques dans plusieurs cours d'Allemagne; puis, rentré dans la carrière militaire, il combattit à Raguse, à Jéna, et fut nommé gouverneur de Dresde, où il sut faire révéler son nom dans la Saxe entière; mais, dès 1807, des intrigues de cour travestirent en opposition violente la franchise du comte de Thiard; il crut convenable de se démettre de ses emplois, fut envoyé en exil dans ses terres, et ne recouvra sa liberté que deux ans après sur la demande.

du roi de Saxe. Il vécut depuis dans la retraite, et ne reparut qu'en 1814, dans les rangs de la garde nationale de Paris, avec laquelle il combattit à la barrière de Mousseaux. La restauration n'eut pour l'honorable général que des rigueurs et de nouveaux décrets d'exil. Élu en 1820, il s'adjoignit dans la chambre aux défenseurs de nos droits, repoussa de toutes ses forces la loi de l'indemnité; d'autant plus généreux en cette circonstance qu'il sacrifiait des prétentions, évaluées à plus d'un million. Voici comment il s'exprimait au mois de juillet dernier, dans une allocution improvisée adressée aux électeurs ses compatriotes : « Fort de vos suffrages et de ceux » des électeurs du 2^e collège qui m'ont honoré de leur confiance, je travaillerai avec plus de fermeté à donner à » notre révolution, dont on paraît avoir oublié le but, les » résultats qu'elle devait avoir. Je ne pense pas que nous » ayons, au péril de nos jours, relevé le trapeau tricolore » pour qu'il couvrit de son ombre attristée le massacre des » Polonais, l'assassinat de Menotti. Je ne crois pas que » nos frères de Paris aient combattu dans nos glorieuses » journées pour livrer la Belgique à un prince anglais; et » quand ils montaient à l'assaut des Tuileries, ce n'était » pas, que je sache, pour consolider une féodalité nouvelle sous le nom de pairie héréditaire. » Franchise, désintéressement, indépendance et patriotisme sont les qualités qui distinguent ce député recommandable, l'un de ceux que la France voit avec le plus de plaisir sur les bancs de ses législateurs.

THIERS (BOUCHES-DU-RHÔNE—Aix). Indulgence et pitié pour l'homme qui, avec ou sans talent, né dans une opinion la plus absurde, la plus erronée, s'y main-

tient par tenacité ! Mais justice sévère , honte même à l'homme doué d'autant de talent que d'énergie , qui , grandi d'abord à l'ombre de la bannière que la France vient de reconquérir au prix de son sang , la renie ensuite avec scandale , fournit aux oppresseurs de la liberté l'appui d'un talent qu'il prêtait naguère à la liberté même. Et cet homme dont le cœur était chaud d'opinions libérales , qui participa à la rédaction du Constitutionnel , et fut un des zélés fondateurs du National ; cet homme qui vit les écrits où il faisait l'école aux rois , où il sonnait pour les sujets le tocsin de l'indépendance , mis en honneur par les poursuites du procureur du roi , M. Thiers enfin entra dans la carrière politique sous les auspices de Manuel. Quand les ordonnances parurent , M. Thiers donna avec plusieurs rédacteurs de journaux l'exemple de la résistance par une protestation énergique. contre la violation de la loi. Mais alors que la mitraille du droit divin faisait de *l'insurrection le plus saint des devoirs* , lui , M. Thiers , se retranchait derrière une résistance légale qu'il appuyait encore le mardi soir , quand la rue Saint-Honoré retentissait des feux de peloton qu'exécutait la garde royale. Cette couardise pourrait encore à la rigueur trouver une excuse ; mais se faire conseiller d'état lorsque l'administration publique devait être renversée jusque dans son système , alors surtout que cette nécessité était plus impérieuse encore pour le conseil d'état ; mais quand l'opposition était au pouvoir , cette opposition qui s'était élevée avec véhémence contre les gros traitemens , accepter la direction d'un budget aux appointemens de 50,000 fr. , rédiger une liste civile de 18 millions , voilà qui n'a point d'excuse. Profondément imbu des principes aristocratiques du gouvernement an-

glais, M. Thiers s'est fait le champion du ministère Périer, envers qui, dans une réunion où l'on discutait un projet tendant à retirer l'initiative aux chambres, il a pris l'engagement de soutenir à la tribune les principes qu'il a émis dans son ouvrage sur la révolution française en faveur de la pairie héréditaire. Le voilà enfin à la chambre, à la dévotion du pouvoir, n'accueillant d'idées nouvelles que pour les flétrir, prenant rang sans rougir parmi les ennemis systématiques de nos libertés, ces doctrinaires qui, pour se faire une majorité, osent ramasser jusqu'aux partisans de Henri V. Et il est là sans honte, quand cette masse compacte veut arrêter la révolution dans sa marche, la faire rétrograder, et refouler la France au dernier rang des nations ! Et c'est là le représentant du pays de Manuel !

« O Fabricius ! que penserait ta grande âme ? »

THOURET (CALVADOS — *Pont - l'Évêque*) , ancien magistrat , fils du célèbre Thouret de l'assemblée constituante, est un citoyen désintéressé, sans autre ambition que celle de coopérer au bien public ; il ne veut rien et ne demandera rien au gouvernement. Il a déclaré dans sa profession de foi que « l'hérédité de la pairie lui paraissait l'un des plus grands vices de la charte octroyée. » Il résume ainsi les devoirs d'un député : *protection de tous les droits et affermissement du gouvernement actuel.*

THOUVENEL (MEURTHE — *Nancy, extra-muros*). Depuis 1827, M. Thouvenel siège à l'extrême gauche ; il a dans un grand nombre de circonstances, donné des preuves de désintéressement, de lumières, et de dévouement au pays, et à la liberté ; patriote énergique, il s'est toujours montré

l'adversaire implacable de ces hommes sans principes, partisans de tous les pouvoirs, et qu'il a si bien désignés dans la session dernière, sous le titre de *Mulets politiques*. C'est ainsi qu'en 1828 il qualifiait de *bâtards ministériels*, les députés élus à l'aide de fraudes électorales. Le passé d'un citoyen comme M. Thouvenel, est une garantie de son avenir; nous ne rapporterons donc pas ici un discours qu'il a adressé aux électeurs avant sa nomination, et dans lequel il s'élève à de hautes considérations politiques et fait connaître les principes qui présideront à ses travaux parlementaires. En 1830, M. Thouvenel a laissé passer peu d'occasions importantes sans émettre des vérités du plus grand intérêt; pour forcer le ministère à une marche plus libérale, il exigeait du gouvernement de nombreuses économies, défendait la liberté de la presse; sollicitait une bonne loi communale; soutenait l'incompatibilité absolue entre les fonctions de député et toutes les fonctions salariées; demandait qu'il fût pris des mesures pour réinstituer la magistrature de la restauration; et enfin proposait l'abrogation de l'horrible loi du sacrilège. Les électeurs de Nancy ont apprécié les éminentes qualités de leur mandataire, et l'en ont récompensé dignement en le nommant de nouveau à la presque unanimité des suffrages.

TIRLET, le vicomte (MARNE—*Sainte-Menehould*). Il a conquis ses honneurs et ses titres sous l'empire et sous la restauration, et a reçu presque autant de l'un que de l'autre. Baron en 1809 et vicomte en 1823; commandant de la Légion-d'Honneur en 1804, et chevalier de Saint-Louis en 1814; grand officier de la Légion-d'Honneur et commandeur de Saint-Louis; général de division en 1813.

et commandant en chef l'artillerie en 1823 ; inspecteur général de l'armée depuis 1814 à 1830 , et décoré de plusieurs ordres espagnols et russes obtenus à la suite de la dernière guerre d'Espagne. Élu en juin 1830 , cet honorable , peu habitué aux discussions politiques , adopte dit-on , toutes les opinions de M. Royer-Collard son collègue de députation ; cependant il prouve qu'il a des idées à lui lorsqu'il s'agit des haras et de l'artillerie , sujets sur lesquels M. le vicomte prend facilement la parole.

TIXIER-LAHASSAGNE (CREUSE — *Bourgageuf*) , conseiller à la cour royale de Limoges. M. Tixier , en 1827 , encore fonctionnaire amovible , ne craignit pas en plusieurs occasions de manifester une indépendance qui pouvait lui fermer la carrière de la magistrature. Ce jeune député rempli de talens et de connaissances , veut que la France tranquille dans son intérieur et respectée au dehors jouisse d'une liberté large et complète. Il votera très-certainement contre l'hérédité de la pairie.

TROUPOT-DE-BEVAUX (HAUTE-MARNE — *Chaumont*) : Depuis long-temps , vice-président du tribunal civil de Chaumont , il vient dans une circonstance récente de montrer son indépendance et surtout son désintéressement. La présidence du tribunal à laquelle des droits justement acquis appelaient M. de Bevaux , fut pendant plusieurs mois laissée vacante par le ministère à dessein de séduire la conscience du député , mais l'honorable magistrat ne chancela pas et la place fut donnée à un autre. Juge en 1800 , juge d'instruction en 1811 , envoyé à la chambre de 1819 jusqu'à 1823 , et de 1827 à ce jour , M. de Bevaux , qui a toujours siégé au côté gauche , a voté autrefois contre les lois d'exception , contre celle du

double vote, pour l'inviolabilité de la liberté individuelle, et plus tard pour l'adresse de 1830. Dans une lettre à un électeur, il dit : « Et moi aussi je repousserai le principe de l'hérédité, n'admettant dans la première chambre que des pairs, *nommés à vie*, ne pouvant en aucun cas être privés du droit d'exercer leurs fonctions. » Il veut le complément des lois municipale et départementale, la responsabilité des agens du pouvoir, une liste civile convenable mais *modérée*, et la réduction des impôts, « qu'on ne peut obtenir, ajoute-t-il, que par celle des hauts traitemens et la suppression des sinécures, des cumuls et tous autres abus. »

TRACY, Victor de (ALLIER — *Moulins et Lapalisse*), colonel de l'artillerie de la garde nationale parisienne.

Il est encore des gens qui, malgré les leçons de l'histoire, malgré de récentes et funestes expériences, restent persuadés que pour être un *homme d'état*, c'est-à-dire, habile à diriger les affaires d'un pays, il faut avoir vieilli dans les intrigues, il faut avoir blanchi sous le harnais de l'hypocrisie et de la corruption; il faut enfin compter au nombre de ses titres à la confiance d'un peuple, vingt sermens, tour à tour prêtés et trahis. Pour nous, qui ne pensons pas qu'il en soit du gouvernement d'une nation, comme d'une administration de police secrète, où la hiérarchie des emplois se base sur le nombre et la perfectibilité des vices; pour nous, dont l'âme se refuse à comprendre ces transactions honteuses, entre la justice et de prétendues *nécessités sociales*, nous le disons hautement : les hommes, qui, aux connaissances profondes, aux vues élevées du politique et du philosophe, joignent la sévère probité de l'homme

de bien, le patriotisme du bon citoyen, et dont la vie irréprochable offre l'exemple et la garantie d'un inaltérable dévouement aux intérêts de l'humanité; sont seuls de véritables *hommes d'état*; à ceux-là seuls appartient la confiance des peuples, car, ceux-là seuls en sont dignes.

C'est à ce titre que M. de Tracy, fils de l'illustre et vénérable auteur du *Commentaire sur l'Esprit des Lois*, ami et allié de Lafayette, orateur et philosophe, esprit juste et profond, possède nos respects et nos affections. C'est à ce titre qu'il a bien mérité le triple témoignage d'estime, que viennent de lui décerner les électeurs de Moulins, de Lapalisse et les artilleurs de Paris.

Élève de l'école polytechnique, M. V. de Tracy entra très-jeune dans la carrière des armes. Le mérite, quoi qu'on en ait dit, ne fut pas toujours, sous le gouvernement impérial, un titre certain à la justice du maître, et ceux dont le front ne se courbait pas devant son despotisme, virent bien souvent leurs services sans récompense; ainsi M. de Tracy officier distingué, resta huit ans capitaine; dans un temps où chaque jour éclairait un combat ou une bataille, il ne put franchir le grade de colonel; ce ne fut qu'après de nombreuses présentations qu'il obtint la croix de la Légion-d'Honneur. A la campagne de Russie il fut fait prisonnier; rentré en France il vécut dans la retraite, utilisant ses loisirs par des études philosophiques et scientifiques, et s'occupant de l'éducation de ses enfans. Il atteignait à peine sa quarantième année, lorsqu'il fut, en 1822, envoyé à la chambre des députés par les électeurs de l'Allier; il vint prendre à côté de Lafayette, la place que depuis long-temps lui assignaient et son patriotisme et ses lumières; il com-

battit l'inique exclusion de Manuel, et protesta contre cette violation des droits du député. En 1824 les fraudes du ministère Villèle lui fermèrent les portes de l'enceinte législative, et il ne fut réélu qu'en 1827; depuis ce temps il n'a pas cessé de siéger à l'extrême gauche, et pour résumer en quelques mots sa belle conduite parlementaire, d'ailleurs parfaitement connue, nous dirons qu'il n'a pas été fait à la chambre élective une seule proposition importante, que M. V. de Tracy ne l'ait soutenue, lorsqu'elle était favorable à la liberté et aux intérêts de la France, et combattue, lorsqu'elle leur était contraire.

M. V. de Tracy, dans la session dernière, voulut réaliser une pensée qu'il avait exprimée deux ans auparavant, au milieu des murmures de ces mêmes hommes qui s'emparèrent, plus tard, de cette proposition avec empressement. Persuadé que la civilisation ne datera véritablement que du jour où l'inviolabilité de la vie humaine sera décrétée, il demanda l'abolition de la peine de mort; il ne tint pas à lui qu'on ne vît enfin effacer de nos codes cette peine qui les a trop long-temps ensanglantés; mais des hommes qui ne voyaient dans cette proposition qu'un moyen de sauver quelques coupables, s'attachèrent à rétrécir ce qu'il y avait de beau, de grand, dans la proposition de M. V. de Tracy, et la dénaturèrent, et le vœu du député philanthrope ne fut pas exaucé; cependant ses efforts généreux n'ont point été inutiles; des réformes dans notre législation pénale, qui viennent d'être proposées à la nouvelle chambre, en sont le résultat.

Fils d'un pair de France, M. V. de Tracy a déclaré, dès 1815, que jamais il ne profiterait du bénéfice de

l'hérédité. M. V. de Tracy est l'un de nos députés les plus éloquens , il monte souvent à la tribune , improvise presque toujours , et toujours ses improvisations se font remarquer par une logique serrée , par la profondeur des pensées , et par la lucidité plutôt que par l'éclat de la diction , car il est aussi l'un de nos législateurs qui cherchent le moins à produire de l'effet. Patriote ardent autant que philanthrope vrai , son patriotisme est aussi pur que son ame est belle. M. de Tracy est l'orateur d'Horace , le *vir probus dicendi peritus*.

TRIBERT (DEUX-SÈVRES — *Bressuire*) , riche propriétaire et gendre du conventionnel Lecointre. Porté pour la première fois à la chambre en 1829 , il y vota contre le budget et pour l'adresse de 1830. Réélu en juin , il assista aux premières séances qui eurent lieu après la révolution , et refusa la préfecture de la Loire qu'il avait administrée pendant les cent jours , de manière à y laisser d'honorables souvenirs. Sous le ministère Laffitte, il fut membre de la commission de liquidation des émigrés. M. Tribert , qui siège à l'extrême gauche , près de Dupont de l'Eure, a dit à ses commettans après leur avoir indiqué ses travaux législatifs : « Si la question nous eût été soumise , j'aurais voté contre une pairie héréditaire et rétribuée ; le projet de fixation de la liste civile me paraît susceptible de réduction, et les sinécures doivent disparaître entièrement. Je ne dévierai jamais des principes qui m'ont mérité votre confiance. »

TRONCHON, André (OISE — *Compiègne*) , fils du vertueux Charles Tronchon , député à l'assemblée nationale. M. Tronchon fils , riche propriétaire , siège à

l'extrême gauche, et suit les traces de son père, dont il a adopté tous les principes politiques. Bien que nous ignorions s'il a fait quelques promesses, lors des dernières élections, nous sommes persuadés qu'il ne sera jamais favorable aux privilèges.

TUEUX (CÔTES-DU-NORD — *Saint-Brieuc*). Voyez LETUEUX.

VARSAVAUX (LOIRE-INFÉRIEURE — *Savenay*), ancien notaire, adjoint au maire de Nantes. M. Varsavaux, député depuis juillet a pleinement répondu à la confiance des électeurs patriotes qui espéraient trouver en lui un défenseur des intérêts nationaux. Les principes développés dans sa profession de foi nous donnent l'assurance que le député de 1831 ne répudiera pas la conduite du député de 1830. Après avoir motivé longuement son engagement de voter contre la pairie héréditaire, il ajoute : « Fidèle à ma parole, je repousserai » toutes les propositions contraires aux intérêts que nous » avons juré de défendre, étant fermement résolu à concourir de tous mes efforts au triomphe des principes » garants de l'ordre public, de l'honneur national et de » la liberté. »

VATIMESNIL, de (NORD — *Valenciennes*). Des réquisitoires contre les patriotes, des réquisitoires contre la presse, et bien d'autres réquisitoires, ont commencé pour M. de Vatimesnil une carrière largement récompensée par la légitimité reconnaissante. Conseiller auditeur à la cour royale de Paris, substitut du procureur du roi au tribunal de la Seine en 1815, les succès qu'il obtint contre les patriotes, en 1816, grâce à la complaisance des tribunaux de cette époque, lui valurent, en 1817,

la place de substitut de procureur général. En 1821 il aida M. de Peyronnet de toute son ardeur dans la poursuite de la conspiration du 19 août; peu flatté de son mince triomphe dans cette affaire, il n'en devint que plus zélé, que plus opiniâtre, et, de réquisitoire en réquisitoire, il arriva enfin au conseil-d'état. Sous Peyronnet, en 1824, on le vit avocat-général à la cour de cassation. La majorité qui, en 1826 et 1827, se formait à la chambre des pairs contre Villèle, le porta à s'attacher secrètement à M. Portalis, l'un des chefs de ce noyau d'opposition qui, arrivé aux affaires en 1828, le fit nommer ministre de l'instruction publique. L'habile calculateur avait atteint son but; dès lors, il rompit avec ses amis, et, par quelques efforts incomplets pour arracher l'instruction publique au clergé, il parvint à capter les suffrages des hommes du centre gauche et même de quelques patriotes purs. Destitué avec ses collègues le 8 août, il sut avec eux jouer son rôle de ministre chassé, en se rangeant tout-à-fait dans l'opposition, et fut nommé député en 1830. Juillet trouva faible et timide, en présence des barricades, l'homme de la légitimité; il n'en a fait que ce qu'il fut toujours : l'homme du pouvoir.

VATOUT (CÔTE-D'OR—*Semur*, CHARENTE—*Ruffec*), bibliothécaire du roi et ancien sous-préfet à Semur. Quelques brochures politiques qui, sous le titre d'*Aventures de la fille d'un roi*, furent saisies par la restauration qu'elles blessaient, et un roman intitulé *l'Idée fixe*, composent à cet honorable un bagage littéraire qui ne fut pas aussi insignifiant qu'on le pourrait croire, puisqu'il lui valut la décoration de la Légion d'Honneur. Mais si ses titres à la gloire sont légers, on assure que

ceux qu'il fit valoir pour ses candidatures le sont encore davantage. Dans la Côte-d'Or, par exemple, promesses nombreuses, visites, sollicitations, il a, dit-on, tout prodigué dans ses tournées électorales pour faire réussir son projet. Il présentait pour appui près des patriotes une lettre de M. Odilon Barrot qui ne garantissait les opinions de M. Vatout qu'à des conditions qu'il n'a pas remplies. Il votera, nous n'en doutons pas, avec les favoris du ministère.

VAUGUYON, Félix de (SARTHE — *Le Mans*, 1^{er} arr.), membre du conseil-général de la Sarthe. Voici quelles opinions ce député a émises lors de sa candidature : « Un principe qui doit dominer tout l'ordre de choses actuel, est l'élection ; l'élection qui repousse tout privilège héréditaire autre que celui de la couronne, en appelant toutes les capacités, toutes les illustrations dans les corps parlementaires. Le même principe, appliqué aux conseils-généraux, en les créant de puissans inter-prètes des besoins des localités, détruira les abus de la centralisation. » M. de Vauguyon, élu en juin 1830, assure qu'aucune action de sovie n'a été contraire à ces principes. Il n'a pas pris la parole dans la dernière session.

VAULOT (VOSGES — *Saint-Dié*), maître de forges et l'un des plus riches propriétaires du département. Depuis 1828 qu'il fut élu pour la première fois, il n'a pas pris la parole et n'a coopéré aux travaux de ses collègues, que par ses votes dont il n'a pas craint, nous assure-t-on, d'accorder l'appui aux mesures restrictives ; cependant il a donné ses suffrages à la fameuse adresse et a obtenu pour sa dernière réélection une majorité de 96 voix sur 106 votans. Les électeurs ont-ils exigé qu'il déclarât ses

principes, ou se reposant sur sa probité et son indépendance, l'ont-ils nommé de confiance, nous l'ignorons.

VERGNES (AVEYRON — *Saint-Affrique*). Cet honorable est-il de la jeune, est-il de la vieille France ? C'est ce que nous saurons sans doute plus tard. En attendant disons, pour dire quelque chose au sujet de M. Vergnes, qu'il s'est assis au *centre droit*, et que son concurrent de candidature, M. Hypolite Barafraud, avocat distingué, se déclarait adversaire de l'hérédité de la pairie, et de la liste civile de 18 millions.

VIENNET (HÉRAULT — *Béziers*), ancien chef de bataillon, membre de l'académie française. Élu pour la première fois en 1827, jusqu'en 1830, M. Viennet, poète, journaliste et député, combattit dans les rangs de l'opposition ; mais depuis la révolution à laquelle il n'a pris aucune part et qu'il ne paraît pas avoir mieux comprise que prévue, il a cessé d'élever la voix en faveur de la liberté, et il n'a trouvé d'éloquence que pour proposer de rendre aux députés de la nation affranchie la livrée qui couvrait les trois cents de la légitimité, et pour nier le programme de l'Hôtel-de-Ville, dont l'authenticité a été constatée par Lafayette. Nous pourrions oublier la défection de M. Viennet; quelques services qu'il ait rendus à notre cause, sa perte n'est point irréparable ; mais ce que nous ne pouvons lui pardonner, c'est sa conduite à l'égard de Benjamin-Constant : un fauteuil était vacant à l'académie. Benjamin-Constant, cet orateur si spirituel, si habile, ce romancier si gracieux, ce littérateur si varié, ce philosophe religieux si éloquent, si exempt de préjugé, se présente et demande à MM. Parceval-Grandmaison, Droz et consorts, de vouloir bien consentir à le

déclarer leur égal. L'opinion publique le proclamait d'avance académicien quand l'envie et l'intrigue désespérée d'un si noble choix, se mettent en campagne pour trouver un candidat qui ait... le courage de se laisser opposer au grand publiciste. Vingt refusent; M. Viennet accepte. Il. Viennet est nommé!!! Benjamin-Constant était alors souffrant et malade; cet échec si inattendu, si brutal, cette sorte d'abandon de la part d'un homme qui s'était honoré de son amitié, tout agit péniblement sur son organisation naturellement faible et alors ébranlée: Benjamin-Constant n'adressa pas un reproche à M. Viennet; mais il fut cent fois plus cruel: il mourut.

VIDAL (HÉRAULT — *Saint-Pons*). Nous éprouvons pour donner des renseignements sur M. Vidal, homme nouveau sur la scène politique, et qui a jugé à propos de refuser une profession de principes, l'embarras que nous avons éprouvé déjà au sujet de plusieurs honorables circonspects comme lui lors de leur candidature, et nous sommes forcés de nous abstenir.

VILLEMAIN (MORBIHAN — *Lorient*). Si M. Villemain, maire de Lorient, homme de probité, n'a pas comme son homonyme, de l'Académie française et de la Sorbonne ce brillant talent d'orateur, cette faconde intarissable, cet enthousiasme pour la constitution anglaise, qui lui acquit une célébrité européenne, il a, ce que les électeurs préfèrent avec raison, un sens droit, un patriotisme vrai qui ne s'est jamais démenti. Persécuté en 1816 par les séides du pouvoir de cette époque, il fut élu député en 1819, et se montra toujours partisan des intérêts populaires; il est du petit nombre des députés, qui dans la session dernière ont bien compris les prin-

cipes surgis des barricades de juillet, et en a constamment réclamé l'introduction dans nos lois.

VILLEQUIER, le baron Asselin de (SEINE-INFÉRIEURE — *Ivetot*), ancien conseiller au parlement de Rouen; membre du conseil des cinq-cents, et premier président à la cour royale de Rouen depuis 1811; officier de la Légion-d'Honneur en 1814; représentant en 1815; baron en 1816; député en 1827, et l'un des 221. Réélu en 1830, il a cessé de faire partie de l'opposition, avec laquelle il avait sympathisé jusqu'alors, pour marcher sous la bannière des trembleurs du *juste-milieu*.

VIREY, J. -J. (HAUTE-MARNE — *Bourbonne*), médecin. Ancien pharmacien à l'hôpital militaire de Paris et professeur d'histoire naturelle, M. Virey est un écrivain pur, fécond et érudit qui a enrichi les bibliothèques médicales de nombreux ouvrages justement estimés. Savant laborieux et infatigable, il prouve par les citations et les documens que renferment ses productions l'immensité des sources auxquelles sa patience a dû puiser.

Lors de sa candidature, M. Virey « déclara catégoriquement que, sauf l'hérédité du trône dans la famille royale, les vrais principes de l'égalité et les droits du mérite exigent que *la pairie devienne éligible et à vie*; qu'il faut que la liste civile soit modérée; qu'on abolisse les cumuls et les sinécures, etc. »

WAREIN (NOIR — *Hazebrouck*). Élu pour la première fois, M. Warein est venu prendre place au centre gauche, il votera, nous assure-t-on, contre l'hérédité de la pairie, mais ne se montrera pas défavorable aux propositions ministérielles.

DIES.

NÉ D

NE RE

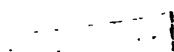
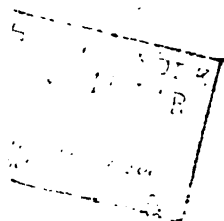
TIQUE

ay B ^{on}	Madie	re.....	416
209		uille) Sarthe	138
98	Mah	sinair) Anbe	17
ingham	Mailh	Marne	17
349	Malle	Vendée	120
inf. 30	Mang	Dordogne	306
lly.	March	ers	86
269	March	et Cher	364
e. 207	Marm	ine inf.	44
uin)	Marm	meaux) Sarthe	308
336	Massy	Corrèze	281
110	Marte	Aude	74
e. 153	Mart	ange de la Gironde	82
71	Maug	etuse	306
95	Merca	Vienne	391
164	Méril	manuel, Var	226
aine 128	Merle	re, Moselle	311
56		roy de Rome	243
230	Merli	ou et Gironde	414
29	Meyn	gonie, Bordeaux	320
121	Millot	ux, Seine	374
uron 299	Monte	Isère	286

SUITE de la LISTE de M. H. les Députés par ordre alphabétique

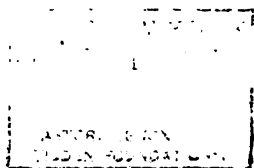
Raimbert	Sevin, Eure et Loire	387
Rambuteau	Seine et Loire	47
Real (Félix)	Isère	4
Rodière	Doubs	467
Rodière	Marne	189
Varsavaux	Loire inf.	26
Valismenil	de, Nord	346
Valoul	côte d'Or	111
Vauguyon	de, Sarthe	282
Vaulot	Vosges	61
Vergnès	Aveyron	212
Vidal	Hérault	472
Viennet	Hérault	187
Villemain	Morbihan	115
Villequier	Seine inf.	58
Virey	Marne	145
Warcin	Nord	151

~~~~~  
Nota: Cette place est  
réservée pour les Députés  
qui restent à élire



AND

EXPLANATIONS



626  
9/1/54









